Raphaëlle Branche

L'embuscade de Palestro

Algérie 1956

La Découverte/Poche

Raphaëlle Branche

L’embuscade de Palestro

Algérie 1956

2018

Présentation

Palestro, le 18 mai 1956 : vingt et un militaires français tombent dans une embuscade. Un seul d'entre eux survit, les corps des autres sont retrouvés mutilés. Quelques mois après que le contingent a été rappelé pour lutter contre l'insurrection qui se propageait en Algérie, la nouvelle fera l'effet d'une bombe dans l'opinion française. « Palestro » deviendra vite synonyme de la cruauté de cette guerre qui ne disait pas son nom. Pourquoi, alors qu'il y eut d'autres embuscades meurtrières, a-t-on plus particulièrement retenu celle-ci ?

Pour comprendre les raisons de cette persistance dans l'imaginaire national français, Raphaëlle Branche a mené une longue enquête historique, en particulier en Algérie. Car il fallait aussi comprendre ce qu'il en était là-bas : cette action des maquisards de l'Armée de libération nationale avait-elle également marqué les mémoires ? En s'attachant au récit détaillé du drame de Palestro, ce livre de « micro-histoire » permet ainsi d'aller voir plus loin et d'interroger un passé plus ancien, là où se sont noués les liens coloniaux. Sous les pas des combattants de 1956, en effet, d'autres Français et d'autres Algériens avaient laissé leurs traces. Ce livre est aussi leur histoire.

Dans sa postface inédite, où elle revient sur la réception de ce livre, l'auteure témoigne que l'enquête historique continue toujours.

L'auteur

Raphaëlle Branche est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Rouen et rédactrice en chef de la revue *Vingtième Siècle*. Elle est notamment l'auteure de *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962* (Gallimard, 2001) et de *Prisonniers du FLN* (Payot, 2014).

Collection

Poches / Essais n° 480

Copyright

L'édition de cet ouvrage a été supervisée par François Gèze.

En dehors de la postface inédite, la présente édition reprend la mise en page de l'édition originale (Armand Colin, 2010).

En couverture : photo Raphaëlle Branche (chemin emprunté par les soldats français vers le lieu de l'embuscade).

Composition numérique : Facompo (Lisieux), Janvier 2018

ISBN numérique : 978-2-707-19990-4
ISBN papier : 9782707198686

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à nos lettres d'information par courriel, à partir de nos sites **www.editionsladecouverte.fr** où vous retrouverez l'ensemble de nos catalogues.

Nous suivre sur

Table

Histoires d'une embuscade

Chapitre 1 - Coup d'éclat d'une guérilla conquérante
Des maquisards organisés et aguerris
L'implication des civils
Marquer son emprise

Chapitre 2 - Le vrai visage de la guerre ?
Un gâchis prévisible ?
Douleur des familles, angoisse d'une nation
Un tournant répressif

Chapitre 3 - L'Algérie sauvage
De l'embuscade au massacre
Une nature sauvage
Un nom à l'histoire tragique

Chapitre 4 - Dans la voie de la violence
La violence dans la terre
L'honneur des hommes
Durcir l'affrontement entre deux camps

Chapitre 5 - Empreintes et échos
Une région bouleversée
Palimpseste mémoriel sur le sol algérien
Palestro ou comment se souvenir de la guerre d'Algérie ?
Un récit ?
Notes
Lexique
Liste des militaires français morts à la suite de l'embuscade tendue près de Djerrah le 18 mai 1956 - (par ordre alphabétique)
Index
Table des cartes
Remerciements

Postface à l’édition de poche

Histoires d’une embuscade

Partie à l’aube du 18 mai 1956 pour une mission de pacification près des gorges de Palestro, à quatre-vingts kilomètres au sud-est d’Alger, une section de militaires français, commandée par un sous-lieutenant, tombe dans une embuscade. D’abord guidés par un homme du coin, les Français avaient ensuite progressé seuls, empruntant un chemin qu’ils ne connaissaient pas. Aux abords d’un col en V, près du village de Djerrah, ils furent surpris par les maquisards de l’Armée de Libération Nationale algérienne dissimulés par des rochers en surplomb. L’échange de coups de feu fut bref et meurtrier laissant à terre dix-sept corps criblés de balles. Dépouillés de leurs armements et vêtements, les Français sont mutilés. Certains visages rendus quasiment méconnaissables complètent le spectacle de désolation que découvrent les troupes parties à leur recherche. Une opération militaire s’ensuit afin de retrouver les quatre soldats faits prisonniers. L’un d’eux est tué accidentellement lors de son sauvetage tandis que deux autres sont portés disparus. Leurs corps n’ont toujours pas été retrouvés.

Le bilan est donc particulièrement impressionnant : un seul survivant côté français. Impossibles à connaître, les pertes des maquisards semblent avoir été beaucoup plus faibles. En revanche, après que les cadavres ont été retrouvés le 19 mai au matin, une vaste opération de ratissage conduit à la mort quarante-quatre personnes.

De cette embuscade, les Français retiennent un nom : « Palestro ». Depuis le printemps 1956, l’histoire racontée habituellement s’articule autour de la question de la responsabilité du sous-lieutenant Hervé Artur, de l’atrocité des mutilations subies par les militaires français et de la ruse des maquisards algériens épaulés par la population civile. Cette embuscade a fait date ; elle est devenue un événement. Jusqu’à aujourd’hui, elle reste l’un des rares épisodes distingués dans les récits de cette guerre. Pourtant, elle n’est pas unique en son genre. Elle n’est ni la première ni la plus meurtrière. Pourquoi alors occupe-t-elle cette place à part, signalée par ce nom : Palestro[1] ?

L'enquête dont ce livre est l'aboutissement commence par cette interrogation.

Un regard rapide sur la chronologie livre une première piste : la conjoncture politique est en effet particulièrement propice à créer l'événement. Les Français viennent d'apprendre le rappel sous les drapeaux des réservistes et le recours massif au contingent vient d'être décidé. Une embuscade meurtrière, dans ces conditions, ne pouvait manquer de frapper les esprits. Est-ce pour autant la seule raison ? Par-delà le drame de la mort de jeunes gens partis sous l'uniforme en Algérie, c'est en fait la violence des Algériens qui est montrée du doigt et commentée. C'est elle qui choque et constitue l'axe principal autour duquel s'organise la représentation de l'événement en France.

Cette embuscade, marquée du double sceau de la cruauté et de la fatalité, devient très vite pour les Français une icône de la guerre : ces caractéristiques sont mises en avant tandis qu'une similitude de fait est suggérée avec l'ensemble de la situation en Algérie[2]. Les dimensions politiques ou même militaires de la rencontre sont gommées. Que cette icône ait fonctionné en juin 1956, quand il s'agissait de renforcer la répression française est sans doute moins étonnant que le fait que son pouvoir d'évocation soit demeuré important tout au long des années suivantes et même au-delà de la guerre. Pour en comprendre les ressorts, il faut revenir à son nom : « Palestro ». Alors que l'embuscade a eu lieu sur les hauteurs surplombant ce petit bourg colonial, c'est son nom que les Français utilisent pour désigner l'événement. Que s'est-il donc passé entre ce bourg de la vallée et les montagnes environnantes ? Au-delà du fait militaire, une relation existe entre ces lieux. Elle est au premier abord relation d'opposition, la plaine s'opposant aux montagnes, les gorges aux chemins escarpés qui permettent de les franchir. Cette relation est surtout le signe que ces lieux sont pratiqués[3] : un espace colonisé se combine à un espace ignoré, un espace domestiqué à un espace de résistance. Si l'embuscade marque, c'est sans doute parce qu'elle fait rejouer des failles anciennes. Dans ce territoire charnière entre la Kabylie et la Mitidja, elle révèle d'anciennes tensions retenues, à peine dissimulées derrière la scène de la colonisation en acte depuis le XIX^{e} siècle. Sous la surface de l'événement, d'autres histoires sont présentes. Ce livre tente de les identifier, de les décrypter et de restituer leur épaisseur. Ce sont ces feuilles, témoins du temps, qui donnent au récit dominant l'allure d'un palimpseste. Elles sont autant d'éclairages qui, de

l'intérieur, permettent de comprendre ce qui s'est joué lorsqu'un jour de mai 1956 on apprit qu'une vingtaine de militaires français avaient trouvé la mort du côté de Palestro.

Redonner à l'événement son épaisseur temporelle, c'est rendre perceptibles les échos du siècle passé dans ce que les contemporains de l'embuscade vivent. Au-delà, l'image qu'ils se forgent de l'événement produit aussi des effets jusqu'à nos jours, imprimant sa marque sur l'articulation des différentes feuilles de temps.

À cette articulation verticale, diachronique, s'ajoute un déplacement supplémentaire : le regard doit être décalé afin de saisir tous les acteurs de ces différentes scènes historiques. L'embuscade, pour commencer, doit être abordée du côté des Algériens. En effet, Français et Algériens ne désignent pas l'événement par le même nom. À l'embuscade de Palestro des uns correspond l'embuscade de Djerrah des autres. Là aussi, le nom a une puissance d'évocation et conduit à voir, au-delà des maquisards de l'Armée de libération nationale (ALN), le rôle, essentiel quoique souvent d'abord silencieux, des habitants indigènes de la région. Ils sont très largement la scène sur laquelle se joue l'affrontement armé entamé en 1954 ainsi que les destinataires privilégiés de cet échange. Pourtant, là encore, leur rôle déborde largement la guerre d'indépendance et le sens qu'ils peuvent donner à cette embuscade du mois de mai 1956 s'inscrit aussi en référence à un temps plus long, remontant à l'arrivée des Français sur ces terres.

Loin de se contenter de l'histoire lisse et connue, dont le récit présenté en première page de ce livre donne une idée, l'historien doit prendre en charge ces variations. La double dénomination de l'embuscade fournit la première piste pour en tenter la narration. De bout en bout, regards algériens et regards français se croisent sur l'événement, sans toujours se rencontrer, encore moins se rejoindre. Sous ce double éclairage, c'est en réalité une véritable polyphonie qui se donne à entendre car ni les Algériens ni les Français ne parlent d'une même voix. Toutes ces variations, tous ces échos aussi, témoignent de la richesse de l'événement tout autant qu'elles sont un défi à sa narration.

Le lecteur est invité à y entrer par une attention soutenue aux espaces. Ceux-ci sont en effet les enjeux essentiels de la guerre : il s'agit, fondamentalement, de lutter pour ou contre l'indépendance de l'Algérie. De même, les espaces avaient-ils été les enjeux premiers de la colonisation du territoire. Pour éclairer l'embuscade du 18 mai 1956, l'attention est portée au plus local, au plus infime, à la recherche d'indices suffisamment nombreux

et signifiants. Il s'agit de comprendre comment sur une terre spécifique, à un endroit et à un moment particuliers, des faits se sont noués. Il importe de ressaisir l'événement dans un ensemble de pratiques sociales locales, des « pratiques incarnées qui donnent forme aux identités et rendent possibles des résistances »[4]. S'il n'est pas regardé dans le contexte historique précis de son accomplissement, celui-ci est condamné à n'être qu'une forme creuse. Au contraire, empli du sens que les acteurs historiques investissent en lui, il peut déployer toute sa force et même révéler à ces acteurs le pouvoir qu'ils ont de faire l'histoire[5].

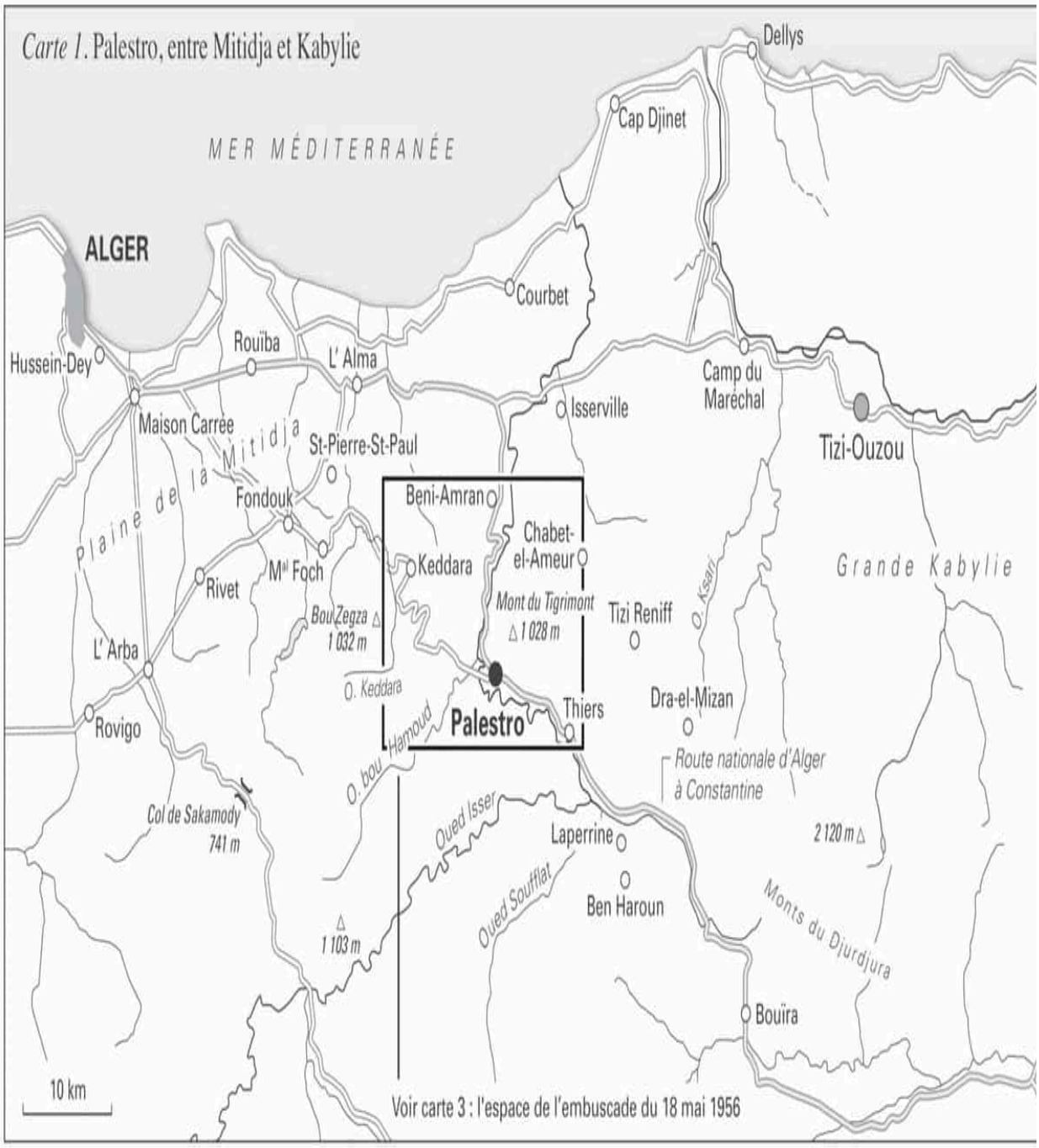
L'hypothèse est ici faite que cette plongée dans l'infime et le local peut offrir aux lecteurs une compréhension plus fine de ce qui a pu se nouer en Algérie pendant les quelque cent années qui séparent l'installation des colons de leur départ précipité. Si cette embuscade est profondément inscrite dans un terreau local, elle n'en est pas moins le site de tensions caractéristiques de cette Algérie-là. Dans tout le pays en effet, l'identité s'est construite par le jeu de différences et de ressemblances qui a été celui de l'entreprise coloniale française (coloniser pour civiliser, coloniser pour assimiler, coloniser pour réduire l'altérité ou la cantonner) comme il a été celui de la lutte anticoloniale du FLN (mettre les Français dehors, redéfinir les contours d'une identité collective algérienne dégagée de cette influence). Être attentif à ce qui s'est joué dans cette partie extrême de l'Algérois, à l'entrée de la Kabylie, c'est tenter d'éclairer ces constructions identitaires. Elles sont prises dans un temps plus que centenaire tout autant que remodelées quotidiennement par les contraintes de la vie en terre coloniale et, ultimement, précipitées, révélées et modifiées par l'événement et ses conséquences. Dans ce jeu d'identités croisées, la violence a eu une place essentielle, quoique sous des formes diverses et plus ou moins aiguës. Ainsi, derrière l'embuscade du 18 mai 1956, se laissent deviner certains des mécanismes d'exclusion qui ont présidé au renforcement de la présence française en Algérie sous la III^{e} République et qui, parmi d'autres facteurs, peuvent expliquer l'explosion de violence finale.

Car si la colonisation ne peut se réduire à un contact violent entre dominés et dominants, il serait tout aussi absurde de nier qu'elle s'est établie et développée sur la base d'une violence initiale. De même, les Français ont-ils encore tenté, quand leur domination fut contestée les armes à la main, de la sauvegarder en recourant de nouveau, entre autres, à la force la plus brutale. À sa manière, l'embuscade du 18 mai 1956 est une occasion de réfléchir sur

les violences en jeu dans ces affrontements. Là aussi, l'articulation de l'infime et du global est aussi celle du singulier et du similaire. En effet, tendre une embuscade puis mutiler les soldats n'est ni original ni propre aux maquisards des hauteurs de Palestro, ni aux Kabyles, ni aux Algériens ou encore aux combattants musulmans.

C'est finalement aussi la conviction des banalités que recèle l'événement qui a nourri le projet d'en faire la narration. Les pratiques violentes évoquent en effet une forme de violence classique des guerres en terrain colonial, lorsque la guérilla est le mode dominant de combat, que la technologie s'oppose à la connaissance du terrain, la violence à distance à la violence de corps à corps, etc. Rapprocher cet événement d'autres embuscades similaires conduit à se défier du piège culturaliste qui en rabattrait les traits saillants sur des caractéristiques indigènes spécifiques.

Pour mener à bien cette enquête, il fallait aller au plus près des corps et des cœurs, des motivations et des actions. Mais il n'existait aucune instruction judiciaire qui aurait offert d'abondantes pièces recueillies de part et d'autre, aucune épaisseur commémorative qui aurait vu se déposer, au fil des ans, récits et souvenirs : même s'il y avait quelques blocs solides, les sources ont été souvent éparses et infimes. Si la traque d'indices a été permanente et tous azimuts, la ténacité de l'auteure de ces lignes n'aurait pu aboutir sans l'aide bienveillante de très nombreuses personnes en Algérie comme en France. Demain encore, sans aucun doute, de nouvelles informations viendront s'ajouter à l'édifice lentement bâti. Pourtant, ce livre a pu s'écrire. À l'image du paysage de poudingue de la région, où les saillies abondent, des faits singuliers persistaient. Ils nous ont incité à aller plus avant. Une fois déployées les voiles du temps, rétracté dans les quelques minutes de l'embuscade, l'histoire pourra peut-être s'écrire autrement – à moins qu'il s'agisse seulement de la lire avec un autre regard.


Carte 1. Palestro, entre Mitidja et Kabylie
MER MÉDITERRANÉE
Dellys
Cap Djinet
ALGER
Courbet
Hussein-Dey
Rouïba
L' Alma
Camp du Maréchal
Isserville
Maison Carrée
St-Pierre-St-Paul
Tizi-Ouzou
Plaine de la Mitidja
Fondouk
Beni-Amran
Chabet-el-Ameur
Keddara
Mal Foch
Rivet
Mont du Tigrimont
△ 1 028 m
Tizi Reniff
O. Kssri
Grande Kabylie
Bou Zegza △ 1 032 m
L' Arba
O. Keddara
Palestro
Thiers
Dra-el-Mizan
Rovigo
O. bou Hamoud
Route nationale d'Alger à Constantine
Col de Sakamody 741 m
Oued Isser
Laperrine
2 120 m △
Oued Soufflat
Ben Haroun
Monts du Djurdjura
△ 1 103 m
Bouïra
10 km
Voir carte 3 : l'espace de l'embuscade du 18 mai 1956

Chapitre 1

Coup d'éclat d'une guérilla conquérante

« Bienvenue aux combattants,
Qui nous sont arrivés par le plateau,
Habillés en militaire
Avec une mitrailleuse de marque.
Après le souper ils s'en iront,
Quant à nous, les Français nous dépouilleront. »

« Quel est le dessert des militaires ?
Leur dessert, c'est le fromage.
Quel est le dessert des combattants ?
Leur dessert, ce sont des oranges.
Quand vient le moment de l'attaque,
Ils font dans leur culotte,
Les combattants se tordent de rire,
Quand ils les entendent s'écrier "maman". »

Chants de guerre recueillis en Kabylie[1]

Des maquisards organisés et aguerris

Les « procédés rebelles » sont toujours les mêmes. Pour tendre une embuscade à « une colonne se déplaçant en montagne par un chemin muletier », la technique est simple et connue des Français. « L'embuscade a

lieu à très courte distance : 30 m à un tournant du chemin à travers une anfractuosité de gros rocher bordant le chemin. Le décrochage est immédiat et l'évanouissement hll [hors-la-loi] total par un ravin très profond et boisé[2]. » À lire ce descriptif français, l'embuscade organisée par Ali Khodja le 18 mai 1956 est tout à fait conforme à ce que ses ennemis en savent. La séance d'autocritique qui la suit comme à l'accoutumé ne dure sans doute pas longtemps, les combattants n'ont-ils pas à se féliciter de son déroulement et de son résultat, accroissant la renommée du maquis dit « de Palestro » et de son chef ?

En réalité, la célébrité de ce maquis précède Ali Khodja. Peu de temps après les massacres de civils européens dans le nord-Constantinois le 20 août 1955 – massacres suivis d'une répression terrible causant plusieurs milliers de morts –, une des premières opérations de propagande du FLN à destination de l'opinion publique internationale y avait été organisée par Ramdane Abbane, responsable de la zone d'Alger[3]. Le journaliste Robert Barrat avait été conduit dans le maquis de Palestro où on lui présenta les revendications du FLN en même temps qu'un autre visage de l'Armée de libération nationale. Le cadre choisi n'était pas anodin : c'étaient en effet les maquisards qui avaient changé la donne fin 1954 en optant pour la lutte armée ; ils sont alors désignés comme les représentants légitimes du peuple algérien. C'est Amar Ouamrane, déjà régulièrement donné par la presse française comme instigateur des actions « rebelles », qui est le personnage principal de cette opération d'action psychologique[4]. Il est alors un des hommes les plus importants de la résistance en Algérie et responsable de la zone 4, qui couvre, grossièrement, l'Algérois. L'ancien combattant de la campagne d'Italie et du front de l'Alsace, mais surtout le vieux militant PPA-MTLD*, installé au maquis depuis plus de huit ans, expose son désir de faire connaître aux Français les raisons de son combat. Il livre un récit des injustices subies par le passé : la révolte est dès lors légitime ; elle est revendication de dignité et de liberté. Robert Barrat n'hésite d'ailleurs pas à trouver la quinzaine de *djounoud** présents « étrangement semblables à nos maquisards français de l'Occupation »[5].

Une marche d'un quart d'heure a suffi à ce journaliste chrétien très engagé à gauche pour se retrouver face au groupe d'Ouamrane : il s'agit de faire sentir aux lecteurs de *France-Observateur* et, au-delà, aux Français que ces hommes sont chez eux, tout proches des routes où passent les convois

militaires, à quelques centaines de mètres des habitations. Le terrain est à leur avantage. C'est aussi ce que les embuscades entendent démontrer.

Sur les hommes que décrit Robert Barrat, on sait peu de choses et la mise en scène est évidente. Certains éléments apparaissent cependant. Ils sont jeunes : ils sont la force vive de l'Algérie. Barrat estime leurs âges entre 18 et 35 ans. Certains tiennent le maquis depuis des mois, voire des années, résistant à la répression, survivant à l'écrasement de l'Organisation Spéciale, cette première dissidence armée de la fin des années 1940. Le déclenchement de la guerre de libération a apporté, lentement, du sang neuf[6], parfois des recrues issues des rangs mêmes de l'armée française. Ces désertions fournissent des compétences militaires précieuses (mi-mai 1956, à proximité de Palestro, ce sont encore plusieurs *goumiers** qui désertent) et les maquisards formés dans les rangs de l'armée française sont bien souvent ceux qui sont chargés de l'instruction des autres. Ainsi de Ouamrane, bien entendu, sergent dans l'armée française, mais aussi d'Ali Khodja ou de Mustapha Lekh'al, tous deux initiés au combat lors de leur service militaire. Certes, ces compétences ne sont pas un sésame suffisant pour s'imposer au maquis. Une circulaire de la région voisine, fin 1956, insiste sur ce point : « La guerre de guérilla a des lois particulières. Un officier algérien qui quitte l'armée de l'ennemi pour rejoindre l'ALN doit d'abord s'initier parmi nous. Ses connaissances sont certainement utiles. Elles ne comprennent cependant pas l'expérience que des frères acquièrent après de longs mois de souffrance et de lutte[7]. » L'armée française n'instruit pas spécifiquement à la guérilla et un homme monté au maquis peut s'y former et y montrer des qualités d'excellence sans avoir besoin d'être passé par des instructeurs français. Si Lakhdar en est un cas exemplaire puisque l'ancien maçon, qui a rejoint le maquis à 21 ans, accède au rang de commandant militaire de la *wilaya** 4 en 1957. Néanmoins, la valeur idéologique d'un tel texte doit aussi être prise en considération : même quand les déserteurs ne deviennent pas officiers, l'instruction reçue dans l'armée française constitue bien un atout pour les premiers maquis.

Au-delà, leur mimétisme de l'armée française est frappant. Les maquisards se présentent, écrit Robert Barrat, avec la « volonté d'apparaître, même extérieurement, comme des combattants réguliers »[8]. Le journaliste, sur ce point, n'est pas dupe. La tenue est soignée. Même si leur équipement est disparate, les maquisards ont un uniforme. Sur leurs têtes, des calots kaki, des bérets, des chapeaux de brousse, des casques ou encore des casquettes

américaines reflètent l'éclectisme de leur approvisionnement, comme ses strates historiques, plongeant dans les dépouilles abandonnées par l'armée américaine après la Deuxième Guerre mondiale, dans les effets emportés par les déserteurs avec eux, ou encore dans les vêtements pris sur des militaires français blessés ou tués. En dépit de cette diversité, les maquisards algériens cultivent bien une ressemblance avec la troupe française. Rapportant l'assassinat d'un ancien conseiller municipal et ancien président de *djemaa** par des maquisards, un homme écrit à Max Lejeune, alors secrétaire d'État, que « pendant longtemps son fils a cru qu'il avait été assassiné par des militaires français », et il ajoute : « d'ailleurs, la confusion est courante ». En mars 1956, « les assassins [des fermiers] de Palestro ont trompé leurs victimes grâce à leurs uniformes militaires », titre *La Dépêche quotidienne d'Algérie*[9]. Commentant une photo prise au moment du départ de Ouamrane pour la Tunisie, fin 1956, un ancien maquisard insiste encore sur ce point : « Quand on nous voyait comme ça, personne ne pouvait faire de différences entre nous et des soldats d'une compagnie de l'armée française parce qu'on avait les mêmes tenues, le chapeau de brousse, les Pataugas et le même armement et on était tous jeunes, imberbes, et tout ça, c'étaient comme des soldats du contingent[10] ! » Quelques mois plus tard, lors d'une grande opération militaire lancée par l'armée française dans le Bou-Zegza tout proche, Si Azzedine voit des unités françaises se tirer les unes sur les autres, tandis que les membres de son commando utilisent leur ressemblance avec les militaires ennemis pour en surprendre certains et les faire prisonniers[11]. En réalité, l'unité d'élite peu à peu constituée par Ali Khodja tenait sans doute à se distinguer aussi par là : à peine arrivée dans la région de Palestro, la militante Baya el Kahla témoigne de sa stupéfaction devant « ces combattants en *battle-dress* impeccables. Bien armés »[12].

Aspects pratiques et dimensions tactiques se mêlent donc pour expliquer l'uniforme des combattants nationalistes. L'armée française leur a aussi légué des habitudes. Ainsi le salut militaire : ils « saluent comme les Français la main ne touchant pas la tempe lorsqu'il s'agit d'un supérieur », précise un jeune homme interrogé par l'officier SAS* (Section administrative spécialisée) de Beni-Amran[a]. Mais « à l'exercice et entre eux ; [ils] saluent la main au-dessus des yeux comme s'ils voulaient se protéger du soleil »[13], à l'américaine.

Les grades – que les combattants ne portent pas mais qui existent bien – sont cependant ceux de l'ALN. L'organisation du commandement est basée

sur eux et les zones et les régions militaires de la nouvelle armée en formation doivent être dirigées par un officier[14] : ainsi Ouamrane est-il colonel quand il est à la tête de la zone 4 de l'ALN/ FLN, Ali Khodja est lieutenant. Dans la zone 4 cependant, on refuse catégoriquement d'afficher ces grades.

À la tête des hommes qui tendent l'embuscade du 18 mai 1956, Mustafa Khodja dit « Ali » Khodja. Ce jeune chef de 22 ans a déserté en octobre 1955, avec deux camarades de la caserne de Belcourt où il avait été rappelé comme disponible. Ils ont emporté avec eux plusieurs armes. Ali Khodja est rapidement repéré par Amar Ouamrane. Devenu responsable de la zone 4 du FLN/ALN, celui-ci lui confie la responsabilité d'une section dans la région de Palestro où il a lui-même installé un maquis dès les débuts de l'insurrection. Depuis cette époque, Saïd Mokrani dit « Si Lakhdar », né à l'ouest de Palestro, est son adjoint ; l'arrivée d'Ali Khodja constitue un apport indéniable tout autant qu'un facteur d'émulation pour ceux que dirige Si Lakhdar. Ali Khodja et ses hommes se distinguent rapidement par leur réussite.

Début 1955, les maquisards ne sont qu'une centaine d'hommes armés d'une trentaine d'armes de guerre pour toute la zone, si l'on en croit l'estimation que fait Rabah Zerari quand il les rejoint[15]. Dans ces premiers temps, leur vie est particulièrement dure. Même plus tard, elle sera toujours décrite avec un vocabulaire « se résuma[nt] à une dizaine de mots […] : crapahuter, tuer, marcher, dormir et pouvoir dormir »[16]. La clandestinité oblige les nouveaux venus à détruire leurs papiers d'identité, leurs photos ou souvenirs personnels, et à opter pour un surnom, une nouvelle identité, protection contre les risques de dénonciation en cas d'arrestation par les Français tout autant que fusion dans une nouvelle famille, un groupe de « frères », embryon de la nation se révélant alors à elle-même. Des photographies sont prises au maquis afin de garder la trace de ces frères. Aujourd'hui, elles témoignent pour les morts ; elles attestent d'une détermination, bravant le danger que de telles photographies pouvaient constituer au cas où elles tombaient entre des mains militaires ou policières françaises. L'ALN est en outre une armée très stricte. À la discipline militaire, qui la conduit à adopter un règlement calqué sur celui de l'armée française, s'ajoutent des règles particulièrement drastiques faisant régulièrement peser sur les combattants une menace de mort en cas

d’infraction – ainsi de l’interdiction de fumer faite aux maquisards, levée seulement début 1960 en wilaya 4[17].

Scrupuleux, Ali Khodja s’entoure toujours d’un grand secret dans la préparation des opérations, des déplacements, des embuscades et, pour cela, ne vit pas avec son unité. S’il peut passer quelques jours avec elle, c’est pour disparaître ensuite, avec un ou deux *djounoud* seulement, afin de préparer les actions futures dans leurs moindres détails. Les embuscades sont privilégiées afin de récupérer armement et vêtements, avant de pouvoir envisager des affrontements militaires d’une autre ampleur. Un de ses hommes témoigne aujourd’hui : « Et il nous répétait toujours “si vous pouvez récupérer l’arme, ne vous intéressez pas à l’homme et même si vous avez récupéré l’arme, ce n’est pas la peine de continuer à vous bagarrer, taillez-vous, je ne veux pas que ça dure plus de 5 minutes ! Récupérez l’arme et taillez-vous !”[18]. »

Debout, de droite à gauche : Amar Ouamrane, Rachid Gourine dit Max Lejeune, Mustapha dit Ali Khodja, Smaïl Abdesslami dit Si Smaïl, Saïd Mokrani dit Si Lakhdar, Ahmed Bouguerra dit Si M'Hamed, Mohammed Zamoum dit Si Salah. Devant, de droite à gauche : Abdallah Berbar, Abderrahmane Laâla, Mohamed Ferradj, Hocine le Boucher, Abdelkader Kebdi, maquisard non identifié.

La primauté donnée aux embuscades vaut pour l'ensemble des maquisards à cette époque et elles occupent une place importante dans la formation. Dans le *Manuel du guérillero* édité par l'ALN et diffusé en particulier en

Kabylie début 1956, les consignes sont nettes : outre le « moral d'acier » des troupes, l'exigence d'une pratique maîtrisée du harcèlement, et les qualités du chef (« simple et autoritaire », « prévoyant » et d' « attitude révolutionnaire »), l'embuscade réussie repose sur « la surprise, la souplesse dans les mouvements et la rapidité dans l'action »[19]. À cette époque, pour les maquis de l'intérieur du territoire, éloignés des frontières marocaine et tunisienne par lesquelles des armes peuvent arriver, les embuscades sont absolument vitales. Le manque d'armes est en effet une catastrophe et les maquis se plaignent de ne pouvoir armer les volontaires qui montent. Abbane s'en fait l'écho auprès des membres du FLN installés au Caire fin janvier 1956 : « Dans le département d'Alger, écrit-il, nous manquons d'armes. Nous venons de récupérer environ 600 à 700 fusils de chasse. Mais cela ne suffit pas. Tous les jours des dizaines de jeunes rejoignent les maquis et malheureusement nous ne pouvons pas tous les armer[20]. » En avril, la situation s'est aggravée, notamment en Kabylie[21] et dans le nord-Constantinois où « des groupes entiers ont enterré leurs armes faute de munitions et se sont mêlés à la population »[22].

Les embuscades constituent la forme la plus poussée de l'affrontement dans le cadre d'une guerre de guérilla mais elles ne peuvent entrer dans un plan militaire d'ensemble tant sont grandes les contraintes ou opportunités locales pesant sur leur réalisation. Coups portés par surprise à l'ennemi, les embuscades sont les produits d'une réflexion tactique. Le commissaire politique doit conseiller le chef militaire et veiller aux répercussions psychologiques de l'action. Des renseignements sûrs doivent être recueillis ; une étude précise du terrain menée, tant pour limiter les manœuvres ennemies (les terrains accidentés sont préférés puisqu'ils empêchent l'usage d'armes lourdes[23]) que pour préparer les conditions de la surveillance, de l'attaque puis du repli. En cas d'embuscade à proximité d'un village, on ne prévient pas la population tant par risque d'ébruitement que pour éviter des réactions qui alerteraient les Français telles que des déplacements inhabituels, des manifestations de crainte. Quand une action est décidée, les maquisards peuvent agir de jour, y compris le matin, ce qui constitue cependant le pire moment puisque l'ennemi a la journée entière pour réagir. Les déplacements lors du repli sont risqués : les mouvements sont ordonnés par petits groupes, voire en ordre dispersé afin de limiter le risque d'être repérés par une armée ennemie prompte à faire intervenir l'aviation.

Combien d'hommes ont-ils participé à l'embuscade du 18 mai 1956 ? Plusieurs groupes au minimum – le groupe étant l'unité de base composée de onze hommes, un sergent et deux caporaux[24]. Théoriquement, l'effectif dirigé par Ali Khodja est de cent dix hommes, mais ils sont rarement utilisés en même temps. Néanmoins, une telle action est possible et, à cette époque, l'armée française estime l'ALN capable de concentrer des effectifs de plus de deux cents hommes pour certaines actions[25]. Face à un tel nombre, les hommes du sous-lieutenant Artur n'ont aucune chance – qui plus est avec un matériel radio défectueux leur interdisant d'appeler des renforts. Les maquisards réalisent une embuscade conforme aux manuels de guérilla, conforme à leur devise telle que rapportée par un ancien combattant cinquante ans plus tard : « Frappe, récupère et décroche ». L'embuscade rapporte à l'ALN un renforcement notable de son armement : 2 F.M., un poste de radio SCR300, et sans doute les sept pistolets-mitrailleurs, trois pistolets automatiques et neuf fusils emportés par les Français[26]. La prise des deux fusils-mitrailleurs, arme lourde permettant des tirs à plus longue distance, est particulièrement notable[27].

Les pertes sont très faibles côté algérien : peut-être un mort et un blessé touchés par le fusil-mitrailleur[28], peut-être quelques morts. Après l'assaut, tout se passe très vite : les militaires français sont dépouillés, le butin peut-être rapidement partagé en fonction de la participation – mais les maquisards en avaient-ils vraiment le temps ? – et la dispersion s'ensuit selon les chemins de repli prévus. Tout maquisard mort est enterré dans ses vêtements, à même le sol, les règles d'enterrement musulmanes étant levées en raison du contexte de combat. Les blessés éventuels sont cachés par la population. De l'indéniable réussite du 18 mai 1956, les villageois sont en effet aussi l'une des clés.

L'implication des civils

Français et Algériens partagent la même analyse : le succès du FLN réside dans et repose sur le soutien de la population algérienne. Aucune guérilla ne peut prétendre survivre sans l'appui des civils. Au début, il est probable que certains maquisards menaient de front une activité de guérilla et une activité rurale. Rapidement néanmoins, une forme de spécialisation est instaurée, essentiellement du fait de la répression française. Témoignant plusieurs

décennies plus tard, un ancien maquisard de « la 4 »[29] insiste sur le soutien populaire : « Nous vivions avec ces populations et elles vivaient avec nous. Le peuple n'a jamais eu peur de nous […]. Nous nous complétions[30]. » La tension est bien réelle : la population rurale fonctionne comme les « yeux » et les « oreilles » de la guérilla, pour reprendre les mots de Mustapha el Blidi, mais elle lui est en même temps soumise. Cette situation de subordination symbolique constitue en fait l'inverse de son pouvoir réel puisque sans population pour l'abriter et la nourrir, aucun maquis ne peut survivre longtemps. Ouamrane le déclare d'ailleurs à Robert Barrat : « Ce qui prouve que le peuple algérien est avec nous, c'est que nous ne sommes jamais dénoncés. Or, nous nous promenons de *douar** en douar »[31]. Ils « ne tiendraient pas la montagne s'ils n'avaient pas, outre des complicités actives […], l'appui tacite de la masse de la population »[32], constatait quant à lui Vincent Monteil, alors chef du cabinet militaire du gouverneur général, en mars 1955. Les militaires français peuvent aussi partager cette idée, qu'ils aient ou non eu eux-mêmes l'expérience des maquis pendant la Seconde Guerre mondiale[33]. Dès son affectation dans les gorges de Palestro, le sergent Serge Bigot y est aussi sensible et il l'écrit à sa mère : « Toute la journée, il faut monter pour retrouver des villages perdus. Les habitants se cachent à notre approche. Il faut faire très attention quand ils sont derrière nous. » Il ajoute, plus clairement encore : « Demain, nous irons dans un village où ils sont tous ennemis. Ce sera très dur, il faudra faire les coins des rues. Personne ne sera dehors devant nous mais derrière, tout le monde sortira. Il faut plutôt marcher en arrière pour voir ce qui se passe et surtout pour savoir ce que l'on reçoit[34]. »

Yeux et oreilles des maquisards, les habitants sont organisés par le FLN qui met progressivement en place une structuration politique hiérarchisée, installée au cœur de la population, recrutée parmi les habitants des villages, utilisant parfois des responsables traditionnels comme relais. À cette entreprise de maillage de la population civile, s'ajoutent des visites régulières des responsables d'un niveau supérieur – afin de récolter les fonds, de régler les différends, mais aussi, au moins dans les premiers temps, de récupérer des fusils de chasse. La nécessité d'abriter et de nourrir les maquisards constitue aussi une manière de servir le combat national et de s'impliquer dans le projet politique défendu par le FLN/ALN. Le recrutement d'auxiliaires civils est essentiel puisque ce sont eux qui permettent à l'ALN de survivre.

Ce travail de « pénétration » s'accompagne de réunions politiques fixant les objectifs, désignant les ennemis, qu'il s'agisse du colonisateur français ou des frères ennemis du Mouvement national algérien (MNA)*[35]. Si celles-ci peuvent être réservées aux hommes, dans l'espace du café ou celui de la mosquée, d'autres sont destinées aux femmes[36]. Organisées par le commissaire politique du FLN, elles sont l'occasion d'éveiller les Algériens à une révolution en marche ou, plus simplement, des opérations de propagande visant à maintenir la cohésion des collectivités villageoises, nécessaire aux maquisards tout autant qu'aux collecteurs de fonds. À l'échelle du secteur, mais aussi dans les *dechra** et, en dessous, dans les douars, un responsable « renseignements et liaisons » (RL) centralise les informations et les communique ensuite au responsable militaire. Pour recueillir les renseignements, les civils ont des missions d'observation précises. Ils peuvent aussi prendre l'initiative d'indiquer tel mouvement de troupe, tel changement observé dans le camp adverse. Communiquant par un système éprouvé de signes et de sons, pouvant transmettre des informations sur plusieurs kilomètres grâce à l'utilisation du relief montagneux, les paysans et bergers complices observent les mouvements de troupe français et les rapportent. Selon le maquisard arrêté par les Français après l'embuscade du 18 mai, celle-ci a été déclenchée sur renseignement de « quelqu'un d'Ouled ben Dahmane »[37].

Ces *moussebiline**, auxiliaires non armés de la révolution en marche, sont le sous-bassement de la guérilla, sans lequel rien ne peut tenir. Le FLN a organisé un système de guides et d'agents de liaison qui orientent les maquisards sur leur territoire, dans leur village comme dans leur finage[38]. Laissons Bachir Rouis, ancien maquisard de la « 4 », évoquer leur rôle à travers le portrait d'un « petit guide », peut-être un enfant :

> Vous imaginez le célèbre groupe d'Ali Khodja, marcher, armé jusqu'aux dents avec ses grenades, son chapelet de grenades, sa mitraillette ou son fusil, tout ce qu'il avait comme arsenal sur lui, et on était obligé de suivre un petit guide, qui n'avait pas d'arme, qui n'avait qu'un bâton sur lequel il s'appuyait, très souvent qu'on engueulait parce qu'il avait un turban blanc ! On lui disait « enlève ton turban parce qu'on peut nous voir ! » et qu'il vous dit « restez là, restez là, je vais voir sur la route s'il y a personne ! » et il allait avec son seul bâton et son courage et il tapait avec le bâton toc, toc, deux fois ; deux fois ça veut dire « attention, ça vient ! il y a une embuscade, il y a quelqu'un, il faut se méfier » et quand il commençait à taper longtemps comme ça toc, toc, toc, toc, on savait que, sans nous parler, sans rien du tout, ça s'établissait comme un code, comme un morse. On savait qu'il n'y avait personne[39].

Les Français n'ignorent pas cette complicité active de la population et, dans la région de Palestro en particulier, en avril 1956, ils ont acquis la certitude que la population « participe de plus en plus activement aux

sabotages, aux assassinats et aux harcèlements de [leurs] unités »[40], ce qui ne peut que renforcer les responsables du FLN/ALN dans leur souci du secret.

Cependant, si le secret de la décision peut être gardé par les chefs, la réalité de la vie des maquis est connue de la population civile qui les soutient. En l'occurrence, dans le domaine du renseignement[41] comme ailleurs, les femmes jouent un rôle essentiel. Au fur et à mesure que la guerre avance, les hommes valides sont de plus en plus absents, partis en France, au maquis ou arrêtés. Au printemps 1956, cependant, ce n'est pas encore le cas et le FLN ayant interdit les migrations saisonnières vers la Mitidja, les combattants peuvent encore se fondre dans la population civile.

Le soutien aux combattants de l'ALN se traduit par une aide quotidienne pour les loger et les nourrir. Ceux que rencontre Robert Barrat sont « rasés de frais », amenant le journaliste à conclure qu'ils « doivent donc être hébergés dans des douars environnants »[42]. Le même raisonnement anime d'ailleurs le capitaine en charge de la SAS de Beni-Amran qui prend soin de noter que les maquisards sur qui il recueille des informations sont « entièrement rasés »[43]. L'ALN paie les biens qu'elle consomme et Ali Khodja se montre sévère envers les *djounoud* chapardeurs. Néanmoins, cette aide amène la population à prendre sur ses réserves ou à en constituer spécialement. Autant de modifications de l'équilibre dans lequel vivent ces communautés villageoises que le FLN/ALN doit s'efforcer de mesurer et de prendre en compte – pour sa propre survie matérielle comme pour l'avenir politique de son combat. Ainsi le FLN organise-t-il, tant politiquement qu'économiquement et socialement, le soutien des villageois aux maquisards.

Les combattants, eux, doivent être des modèles, des soldats efficaces mais surtout des patriotes : « Un *djoundi** de l'ALN ne l'était réellement que dans la mesure où il comprenait le sens de son combat. Ce n'est pas un soldat, c'est un patriote en armes », affirme un ancien membre du commando[44]. Un véritable travail de conviction, d'analyse des raisons de se battre et des modalités du combat, est réalisé aussi bien en direction des civils que des maquisards. Les uns comme les autres assistent et participent à des causeries ou des réunions. Les uns comme les autres sont engagés dans des actions qui sont autant de gages, de compromissions avec le FLN.

Au maquis, la vie est inversée : dormant le jour, les combattants restent enfermés dans les maisons, tandis que des civils montent la garde avec, idéalement, une sentinelle devant chaque maison et une sur chaque piste

conduisant au village. Leurs déplacements ont lieu de préférence la nuit et les repas sont parfois à préparer en pleine nuit, quand les « frères » arrivent à destination. Cette priorité doit s'imposer à tous, ou du moins à ceux qui ont accepté de la servir. Pour les autres, le silence est de mise et d'autres formes de contributions sont demandées ; les plus récalcitrants sont éliminés.

L'organisation d'une embuscade à proximité d'un village récalcitrant peut être un moyen de le faire basculer. Prévoyant des représailles françaises sur la population ou au moins sur ses biens, l'ALN utilise alors l'armée française comme agent recruteur : les habitants considérés comme complices par les Français doivent basculer dans le soutien actif au FLN pour tenter de se protéger[45]. À Djerrah, la situation est différente : la population est acquise et l'on attend d'elle un soutien précis. Au moment de l'affrontement militaire proprement dit, les civils sont en retrait. Cachée ou à l'abri – notamment les enfants –, la population n'assiste pas aux coups de feu. En revanche, après, elle peut participer au repli. Tantôt les maquisards revêtent des habits civils et prétendent être de simples villageois – ce qui impose des limites au recrutement du maquis car un homme à l'accent de l'est de l'Algérie, par exemple, serait inévitablement démasqué comme étranger si on lui demandait de parler. Tantôt ils se cachent dans une grotte dont un villageois peut refermer l'entrée, masquée par une grosse pierre. Quand ils ont le temps, comme ce fut le cas le 18 mai 1956, les maquisards prennent plutôt le large, rapidement.

Les civils viennent ensuite sur les lieux de l'embuscade pour en parfaire l'exécution. Ils sont chargés de ramasser les munitions et armes qui n'auraient pas été prises par les *djounoud*. À Djerrah, ils les ont même aidés avant le repli[46]. La population peut aussi être amenée à prendre en charge les blessés, à les cacher en attendant l'intervention d'une infirmière ou une évacuation vers les rares hôpitaux que l'ALN avait réussi à installer. Du maquisard blessé à Djerrah, on ne sait rien. Quant aux maquisards morts et enterrés sur place, l'emplacement de leurs tombes est repéré avec soin pour pouvoir l'indiquer aux combattants qui reviendront plus tard.

Parfaire l'exécution de l'embuscade, c'est aussi achever les blessés français. Sans doute en fut-il ainsi à Djerrah pour certains d'entre eux. Mesure propitiatoire dérisoire afin d'éviter les représailles, les cadavres français sont aussi déplacés loin du village. Les habitants sont en effet inquiets. D'après le jeune maquisard interrogé par la SAS de Beni-Amran, « les civils ont dit aux rebelles : "Pourquoi avez-vous attaqué les soldats ici ?

Vous auriez dû le faire au camp [militaire français]. On va tout nous brûler." Les rebelles ont alors frappé les civils et infligé des amendes à certains »[47].

En effet, même à Djerrah, village acquis aux maquisards, tous doivent être soumis et obéir absolument. Cette embuscade, accomplie dans des conditions très dangereuses pour la population, n'est pas seulement un test pour elle : elle est l'occasion pour l'ALN/FLN de manifester ouvertement sa puissance dans la région. Le douar de Djerrah et l'ensemble des hauteurs du *djebel** Ahmed sont utilisés comme une place forte. Cette première opération militaire d'envergure dans la région atteste de la réussite de la phase de pénétration, par laquelle l'ALN/FLN a préparé son terrain d'action.

Marquer son emprise

La région de Palestro est un espace de transition et une zone de frontière, un véritable front. Pour le FLN comme pour les autorités françaises, il s'agit d'y repousser la zone d'influence de l'autre, de gagner à son camp les populations flottantes des saisonniers, de garantir sa présence partout, alors que le découpage est historiquement installé selon la topographie, les hauteurs restant peu fréquentées par les Français et les vallées demeurant des zones à risque pour les subversifs. Au cours de ces premières années d'affrontement et particulièrement en 1956 quand l'ALN gagne en initiative et réussite, il s'agit de fixer des frontières et de créer des camps. Pour le FLN, ces camps ne peuvent être que deux et chacun doit se situer quelque part. Dans la région de Palestro, le terrain militaire vient confirmer ce que les négociations politiques tentent d'obtenir : seul le FLN peut être le représentant du peuple algérien. Ce discours a deux destinataires, ici comme ailleurs en Algérie : les Algériens et les Français.

Depuis plusieurs mois, l'influence du FLN/ALN se fait sentir très fortement dans la vallée de l'Isser et les massifs environnants. Cependant, la population est loin de lui être acquise partout. La situation de la région est instable et un mouvement de balancier est nettement perceptible. Au début de l'année 1956, le FLN/ALN a pris l'avantage mais mars et avril ont été moins positifs : la réussite de l'embuscade du 18 mai vient proclamer l'emprise retrouvée du FLN et la réussite de ses options.

Très confiant, Abbane estimait, en janvier 1956 : « Les résultats sont excellents. Aujourd'hui nous pouvons dire que nous sommes les maîtres de

la situation dans les campagnes en Kabylie. Nous avons organisé les villages. Nous avons gardé l'ancienne structure. Ces comités FLN sont présidés par les *amines** [ie : les chefs traditionnels]. Des comités clandestins de militants […] surveillent de près ces comités[48]. » « Dans la région de Palestro, les hommes ont du caractère, précise Si Azzedine. On ne les manœuvre pas. Mais il était essentiel que le FLN brisât cette passivité, plongeât ses racines dans chaque village du djebel[49]. » À en croire ce combattant de la première heure, le ralliement de la population est acquis dès fin 1955. Mais la présence du FLN s'est traduite aussi par des formes de pression diverses, de l'exécution d'individus considérés comme traîtres et dont les cadavres sont ensuite exhibés, à la multiplication d'interdits entravant la vie ordinaire telle que la France coloniale l'avait organisée : l'interdiction de fumer, de priser, l'interdiction de faire appel à la justice française, etc. La transgression de ces interdits peut aller jusqu'à la mutilation ou la mise à mort. Comme en témoignent tous les responsables FLN/ALN, en effet, c'est un véritable droit de vie ou de mort sur les habitants dont ils disposent alors. Le décompte tenu par l'administrateur français de Palestro est net : entre mars et août 1956, environ cent vingt personnes sont tuées sur le territoire de la commune[50]. À ses yeux, les habitants des douars « sont triturés comme la farine dont une rébellion impitoyable veut pétrir son pain de violence »[51].

Au-delà de la simple explication par la contrainte, dans leurs dossiers internes, les militaires du Deuxième bureau français constatent l'efficacité de leurs ennemis. Ils repèrent nettement le travail d'implantation en profondeur réalisé par le FLN menant son action de pénétration, s'attachant à remplacer l'administration française et à organiser la population pour faire triompher la voie qu'il a choisie. Au début de l'année 1956, le « pourrissement », selon les Français, a débordé de la Kabylie vers la vaste plaine côtière et fertile de la Mitidja[52]. La zone de Palestro, au contact de ces deux ensembles, est particulièrement cruciale : la voie ferrée d'Alger à Constantine, qui emprunte les gorges, est d'ailleurs l'objet d'un « déraillement spectaculaire » en janvier. La commune mixte de Palestro est jugée « très atteinte ». Alors qu'est visée la « neutralisation de l'infrastructure administrative française », le « commandement rebelle » développe son « implantation politico-administrative nationaliste »[53]. Comme les observateurs français le saisissent bien, les civils algériens sont la cible principale des actions entreprises alors. Le résultat est que ceux-ci leur apparaissent « bien en mains », acquis aux

nationalistes, évitant les contacts avec les Français et gardant le secret sur les activités des maquisards[54].

Des Français peuvent aussi être visés : certains fermiers de la vallée, en particulier, paient de leur vie leur lien avec l'entreprise de domination coloniale rejetée[55]. En mars 1956, les enfants ne sont pas épargnés. L'émotion est grande dans la région et les obsèques de ces victimes attirent une foule nombreuse à Rouïba comme à Palestro. Le commentaire du journal d'actualité de Gaumont qui insiste sur la nécessité de mettre en œuvre de manière urgente « tous les moyens propres à ramener la sécurité », alors même que le gouvernement vient d'obtenir de l'Assemblée les pouvoirs spéciaux[56], estime pudiquement que la « fièvre [de la foule] aura peine à être contenue à l'issue de la cérémonie »[57]. Les représentants des autorités présents sont insultés[58].

Néanmoins, au sein de l'ALN, la décision de s'en prendre à des civils non armés est discutée, voire contestée. Fin février déjà, l'assassinat de civils au col de Sakamody, près d'Aumale[59], à quelques dizaines de kilomètres au sud-ouest de Palestro, a été jugé inopportun alors que le gouvernement s'interrogeait sur la pertinence de l'appel au contingent[60]. C'est pourtant deux semaines plus tard qu'un nouveau massacre dans les fermes de la vallée de Palestro est accompli par le même responsable, Mustapha Lekh'al, l'adjoint d'Ali Khodja[61]. Originaire de l'est de l'Algérie, il est surnommé tantôt « le tigre noir » ou « le tigre de Palestro » par les Algériens, tantôt « le sanglier noir » par les Français (*lekh'al* signifie « noir » en arabe). Il est jugé très courageux par ses anciens compagnons d'armes qui ne nient pas pour autant sa violence. Auteur de belles actions militaires, il alimente son feu révolutionnaire au souvenir de la répression des mois de mai et juin 1945 dont sa sœur a été victime[62]. En quelques semaines, il a donné à la guerre un visage cruel ; c'est encore lui qui, le 18 mai 1956, aurait égorgé de son poignard commando les Français gravement blessés et incapables de suivre les maquisards[63]. À cette date, la réputation de l'homme est suffisamment établie pour rendre ce récit plausible. Cela permet aussi de mettre hors de cause les autres acteurs éventuels de ces mises à mort – nous y reviendrons.

La présence de ce chef qui n'hésite pas à s'attaquer aux civils français est connue dans la région. La peur touche aussi les civils algériens. Fin mars 1956, plusieurs milliers de personnes de la région de Palestro se rapprochent des autorités françaises pour demander à être protégées. Celles-

ci parlent entre elles de « ralliement » et publiquement de « manifestations de fidélité » mais elles préfèrent en éviter la publicité tant la situation est alors précaire[64]. Aux habitants rassemblés, le colonel Fossey-François, alors à la tête du sous-secteur, adresse un discours exaltant fidélité à l'armée française et loyalisme envers la patrie : autant de vertus présentées comme un programme. « Ma confiance en eux continuera autant qu'ils montreront leur fidélité effective », fait-il en effet traduire par le fils d'un des fermiers de la vallée attaqués quelques semaines auparavant, avec la complicité tenue pour acquise de la population civile[65]… De fait, comme le précise la dépêche AFP rendant compte de l'événement, « à l'issue de la cérémonie, tous les montagnards ont rejoint leurs *mechtas** ». Au vu de la présence française sur le terrain, cela devait laisser peu d'espoir de protection aux habitants et peu de certitude de loyauté aux autorités françaises. Ces manifestations sont pourtant inquiétantes pour le FLN. Abbane les impute au manque de crédibilité des maquisards qui ne sont pas assez armés. Des armes, il en réclame alors aux responsables installés à l'extérieur du pays : « Le changement s'empare du public qui commence à nous lâcher, des régions entières demandent la protection de l'armée française. C'est, en un mot, le commencement de la fin »[66], lance-t-il, alarmiste.

Dans la région de Palestro, toutefois, la situation évolue très vite et les Français n'ont pas les choses bien en main, une « très vive hostilité » opposant, en outre, autorités militaires et autorités civiles[67]. Au mois d'avril, deux fermiers sont encore assassinés. Dans le nord de la région, les maquisards élargissent leur influence d'est en ouest. La présence de « bandes rebelles » est attestée régulièrement : des groupes de dix à soixante hommes sont repérés se déplaçant de part et d'autre de l'oued Isser, sillonnant notamment les zones boisées de Beni-Khalfoun. Ils mènent une action systématique de destruction des cartes d'identité qui viennent d'être distribuées aux populations[68]. « On avait déchiré toutes les pièces d'identité, se souvient un membre du commando, c'était sur ordre de Ouamrane parce que comme ça quand les gens ils fuyaient on pouvait passer, nous, au milieu d'eux et on n'était pas repérés. » C'était aussi, ajoute-t-il, « pour qu'ils deviennent tous *fellagha** ! »[69].

Pendant ce temps, pour des raisons diplomatiques (des négociations secrètes sont menées) autant que militaires (l'approvisionnement en armes de l'ALN est difficile), les actions offensives semblent suspendues. L'offensive politique, en revanche, franchit un palier supplémentaire en mai,

dans la région comme ailleurs et notamment à Alger. Ici, les ouvriers agricoles sont encouragés à faire grève ; ailleurs, en ville, lycéens et étudiants sont poussés à l'action[70]. Localement, dans la région de Palestro, les interdictions se multiplient : interdiction de cultiver le tabac[71] ; interdiction de recevoir la semoule distribuée par les Français ; interdiction de se rendre aux consultations médicales françaises ; interdiction de travailler faite aux ouvriers agricoles. Alors que dans la commune mixte de Palestro 60 % des hommes, ordinairement, migrent dans le but de louer leurs bras comme saisonniers dans la Mitidja[72], la grève y est suivie comme dans l'ensemble d'un vaste polygone dont les pointes seraient Courbet, Camp du Maréchal, Palestro, L'Arba et Maison-Carrée. Progressivement, le FLN a assis son autorité dans la région, occupant les hauteurs, entravant les mouvements vers la plaine. Le 14 mai, Louis Bonnet, héritier de l'une des plus anciennes familles françaises de Palestro, fermier et membre de la délégation spéciale, est assassiné sur la place du village.

Cependant, alors que le renforcement du FLN/ALN est incontestable, le fait même que les Français continuent à être informés de ce renforcement et possèdent de bons renseignements atteste un contrôle encore imparfait des habitants. À Beni-Amran en particulier, la SAS mène un important travail de renseignement : elle est en effet dirigée plusieurs années durant par le même capitaine des affaires algériennes, « arabisant, intelligent, conscient de ses responsabilités » selon le sous-préfet Ferré[73].

Le 18 mai, une étape supplémentaire est franchie, l'embuscade attestant la maîtrise du terrain par l'ALN. À l'été 1956, Ouamrane affirme qu'il peut compter sur mille combattants, assistés par deux mille *moussebiline*, appuyés sur un réseau de quarante mille militants. Si le rapport entre *moudjahidine** et *moussebiline* est identique à celui annoncé pour la zone 3 voisine (autour de 1 pour 2), en revanche le nombre de militants est particulièrement important en zone 4 (rapport de 1 à 40, contre 1 à 30 en zone 3). L'assise populaire de l'ALN est certaine ; de fait, les maquisards se déplacent aisément dans la zone 4.

Dans la région de Palestro comme ailleurs, l'implantation s'est déroulée progressivement, obéissant aux règles théoriques de la guérilla, adaptées au contexte algérien, qui distinguent une première période de « contacts et reconnaissance » où les maquisards prennent la mesure de ce qu'ils peuvent faire localement, suivie d'une phase que les manuels appellent de « préparation du terrain ». Essentielle, puisque cette phase constitue la mise

à l'épreuve concrète et régulière du soutien de la population, la préparation précède l'intervention militaire qui, elle-même, si elle est victorieuse, renforce le prestige des chefs et des hommes en armes au moins autant que celui des idées qu'ils incarnent. Devant s'adapter aux réactions françaises, le schéma théorique peut être modifié et les phases deux et trois alterner, tant le soutien de la population, dans les premiers temps, ne peut être considéré comme acquis une fois pour toutes[74]. C'est aussi ce qui donne son écho à l'embuscade du 18 mai 1956 : redoublant la réussite militaire, l'événement a un sens politique indéniable, celui de l'engagement populaire.

Si l'embuscade de Djerrah doit son déclenchement à des éléments fortuits, sa réussite vient bien confirmer l'emprise du FLN dans la région. Elle est l'illustration d'un mécanisme que le Deuxième bureau français présente ainsi : « Lorsque l'infrastructure est suffisamment solide, les combattants réguliers peuvent s'installer dans le douar. Leur seule apparition permet d'asseoir le prestige des chefs locaux et leur permet ainsi de compléter leur œuvre de subversion par le ralliement des hésitants, le renforcement du terrorisme, un meilleur rendement des collectes, un accroissement des effectifs des militants, etc. Les troupes régulières, éventuellement étoffées sur place par un recrutement choisi, procèdent alors à leur première opération contre les forces de l'ordre, à partir de ce douar (devenu base et centre d'influence) vers les douars voisins[75]. » Dans la région de Palestro, Djerrah constitue un point d'appui fiable pour l'ALN. En mars, les douars situés plus au sud, ceux de Guerrouma, Isri et Maana, avaient manifesté leur loyalisme à la France[76]. Mais, à partir du printemps, et après l'embuscade du 18 mai en particulier, le Nord, des Beni-Khalfoun au Bou-Zegza, commence à s'imposer comme un espace sûr pour les maquisards.

* Les astérisques qui figurent dans le texte renvoient au lexique.

a. ▲ L'orthographe adoptée ici est celle de l'époque coloniale. La localité s'appelle aujourd'hui Beni Amrane ou encore Aït Amrane.

Chapitre 2

Le vrai visage de la guerre ?

> « Cependant M. Jacques Duclos donne lecture d'une lettre de la mère d'un des jeunes soldats tués à Palestro : les termes de cette lettre provoquent la colère des poujadistes, des indépendants, MRP, et M. Bouxom s'écrie à l'adresse des communistes : "Vous êtes des lâches !" M. Musmeaux, député communiste du Nord, se précipite. À l'extrême droite, M. Tixier-Vignancour organise un véritable bataillon de combattants. Les huissiers s'interposent. Pendant de longues minutes encore le tumulte est à son comble. Finalement, M. Guy Mollet demande à l'Assemblée, étant donné la gravité du débat, de s'efforcer d'écouter dans le calme les orateurs qui se succèdent à la tribune. Peu à peu, les clameurs s'espacent. »
>
> Compte-rendu des débats à l'Assemblée nationale lors du grand débat de politique générale le 1er juin 1956, publié dans *Libération*.

Un gâchis prévisible ?

« Par-delà la pacification, préparer l'œuvre qui seule peut assurer à notre entreprise un succès durable : la construction d'une paix meilleure et plus fraternelle[1] », tel est l'objectif assigné aux troupes engagées en Kabylie au printemps 1956. Deux missions leur sont confiées : « Assurer la sécurité des biens et des personnes et détruire l'organisation rebelle en la privant de la complicité passive qu'elle s'est assurée dans la population[2]. » Une

connaissance intime du terrain est nécessaire afin de comprendre les liens entre maquisards et population civile ; une présence importante est requise pour protéger efficacement villages et fermes. Si le rappel du contingent peut fournir les effectifs massifs permettant une montée en puissance de l'armée française en Algérie et un quadrillage plus serré, l'expérience du terrain, en revanche, ne peut se décréter.

Les hommes envoyés garder les gorges de Palestro, comme leurs camarades installés en d'autres points du territoire algérien, sont peu au fait des réalités locales. « La grande majorité du bataillon prov[ient] de la région parisienne et du Loiret. Le Français rappelé "type 56" a une formation morale de petit syndiqué en campagne. Quant à la formation militaire, elle laisse bien à désirer » : tel est le bilan que le chef de bataillon Chabot dresse, fin 1956, de la troupe qu'il a eu à commander depuis le printemps[3]. Son supérieur ne le dément pas, qui estime que les rappelés sont une image « assez fidèle du "Français moyen 1956" : individualiste, petit-bourgeois, égalitaire et raisonneur »[4]. Or ce sont ces hommes, que leurs chefs tiennent visiblement en peu d'estime, qui ont été chargés de renforcer les forces armées en Algérie.

Alors qu'un nouveau gouvernement a pris en charge la politique française[5] et obtenu de l'Assemblée nationale les pleins pouvoirs pour régler l'affaire algérienne en mars 1956, les troupes se sont vues amputées de leurs contingents marocains et tunisiens, suite à l'indépendance de ces deux territoires. Plus largement, un engagement militaire massif a été décidé, qui devait conduire à l'anéantissement de la « rébellion » et accompagner une politique de réformes. Après avoir, l'année précédente, recouru au maintien sous les drapeaux des contingents 54/1 et 54/2[6] et au rappel des Français d'Algérie disponibles, le temps est venu d'un changement d'échelle[7]. Le gouvernement décrète le rappel de tous les disponibles[8], ce qui se traduit par le maintien sous les drapeaux de la classe 55/1 et le rappel des disponibles des classes 52/1, 52/2 et 53/1. Après les plans d'urgence 1 et 2, ce sera le « plan Valmy », dont le nom seul suffit à dire le sentiment d'urgence patriotique que l'on souhaite susciter[9]. Il apporte à l'armée de terre un renfort de 188 000 hommes que les autorités, en Algérie, attendent avec impatience. Le commandant de la division d'Alger, dans laquelle se trouve la région de Palestro, espère ainsi « porter un coup d'arrêt à la rébellion », mais « encore faut-il aller vite », note-t-il en avril 1956[10].

Effectivement, on va aller vite. Le 2e bataillon du 9e régiment d'infanterie coloniale appartient aux onze nouvelles divisions alors mises sur pied. Il est constitué le 18 avril 1956 à Maisons-Laffitte et débarque à Alger le 4 mai au matin. S'ils ne semblent pas avoir protesté comme leurs camarades du 1er bataillon dont le commandant a pu écrire qu'ils s'étaient conduits, pendant le trajet, « comme des collégiens chahutant leurs professeurs »[11], les hommes du 2e bataillon ne sont certainement pas ravis de ce rappel sous les drapeaux.

Le sous-lieutenant Hervé Artur, à la tête de la section qui tombe dans l'embuscade le 18 mai 1956, a un parcours un peu particulier : il a désiré ardemment ce rappel et a fait des démarches pour servir en Algérie. Il connaît en effet déjà le pays où il a effectué son service militaire, après avoir dénoncé son sursis, fin 1948. Une semaine après la constitution du régiment, il est rappelé comme sous-lieutenant. Âgé de presque trente ans, il est l'aîné de ses hommes de quelques années. Si certains ont, comme lui, déjà servi en Afrique du Nord, seul Lucien Caron a une expérience concrète de la guerre qu'on y mène puisqu'il y est confronté depuis plusieurs mois. Les autres soldats de la section – des ouvriers pour la plupart – ont reçu quatre jours d'instruction en métropole pendant lesquels ils ont effectué « 2 tirs au fusil, 1 tir au pistolet-mitrailleur, 1 tir au fusil-mitrailleur et 1 marche »[12]. Instruction complétée en Algérie même par ce que le journal de marches et opérations appelle « une mise en condition des unités », c'est-à-dire des entraînements au tir, des exercices de patrouille, d'embuscade et de contre-embuscade et de la marche. Le programme minimal fixé par le secrétaire d'État aux forces armées (terre) est respecté : afin « d'assurer la cohésion des unités et, compte tenu des délais offerts, […] donner à ces rappelés un minimum d'instruction les préparant physiquement, techniquement et moralement à remplir leur rôle en AFN [Afrique du Nord] » en développant trois axes : l'instruction du tir, la contre-guérilla et l'entraînement physique. L'entraînement à la contre-guérilla est censé s'effectuer à l'échelon de la section : « Elle visera à mettre les unités dans une ambiance généralisée d'insécurité par l'exécution d'exercices simples d'observation, de patrouille, embuscade, contre-embuscade et ouverture de route[13]. » L'enjeu est bien là, de même que l'instruction au tir, préoccupation constante de Max Lejeune.

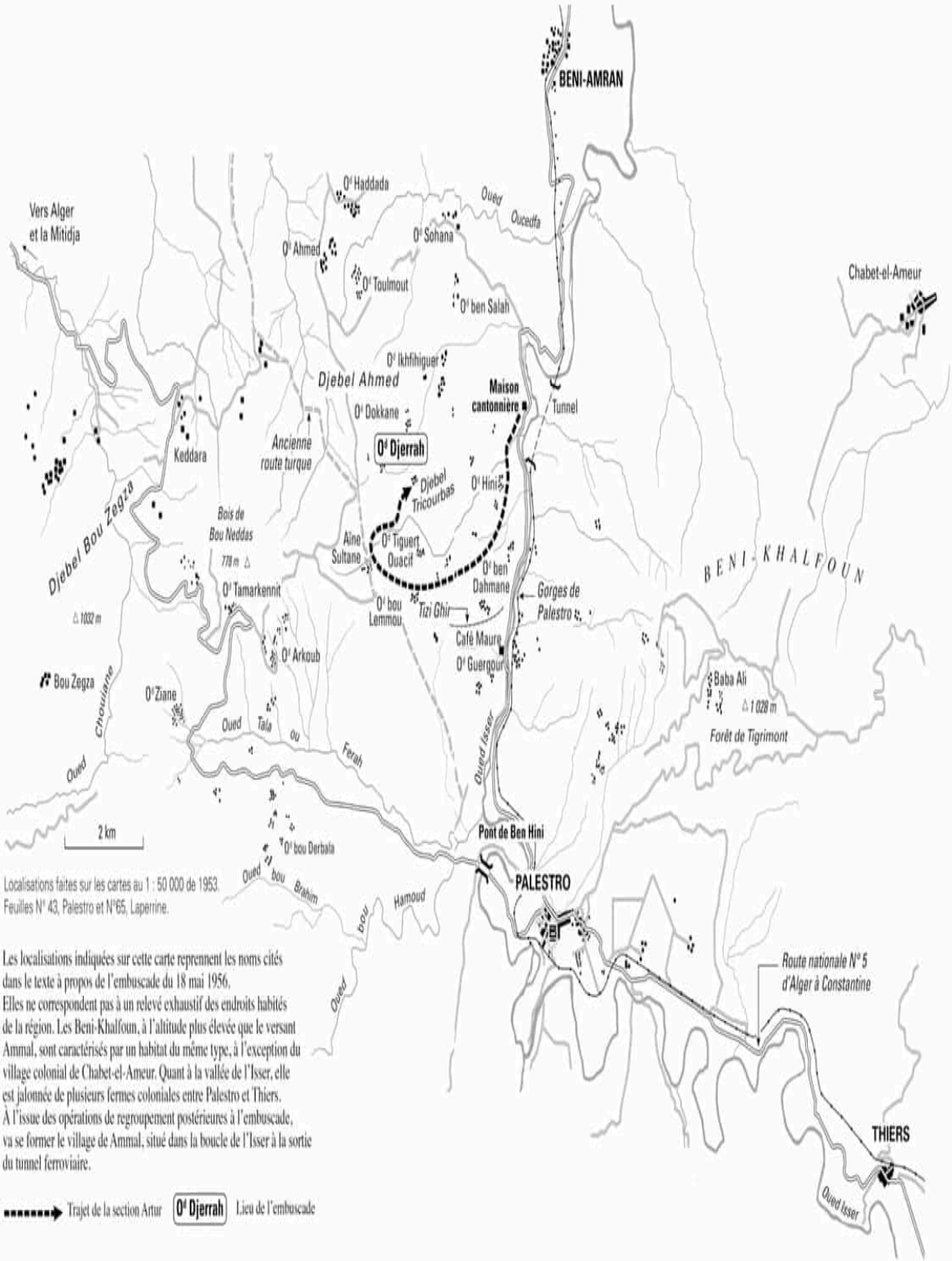
Quand les hommes du 2e bataillon font mouvement vers la région de Palestro, la plupart n'ont pas encore acquis la condition physique nécessaire aux marches en montagne qui leur sont demandées, alors même que la plus

grande partie des renforts est envoyée en Kabylie[14]. « L'apprentissage a été dur pour tout le monde, note Jean Nicolas une semaine après son arrivée, mais on arrive à s'y faire, et maintenant je dors très bien, même sur un terrain quelque peu pierreux. Les nuits sont excessivement fraîches et, le jour, la chaleur est quasi tropicale. Sous un soleil de plomb, nous faisons nos multiples patrouilles, lourdement armés et casqués, et, là encore, il y a une habitude à prendre[15]. » Plus généralement, les hommes ne sont pas aguerris. Pour Max Lejeune, cependant, l'essentiel est que ces recrues fraîches utilisées pour des opérations de quadrillage libèrent d'autres troupes, réaffectées à un usage plus combattif. Il tance le commandant des troupes en Algérie, le général Lorillot, en lui fixant comme première préoccupation la lutte « contre l'esprit d'installation dans la guerre, tel que nous l'avons connu en 1939-1940 et aussi en Indochine »[16].

Pourtant, l'impréparation est bien réelle et les soldats, même chargés uniquement du quadrillage, ont besoin d'un minimum d'entraînement. « Les hommes ne savent pas où se placer pour observer et n'ont pas, à part quelques-uns qui ont l'instinct chasseur, le sens de défilement par où peut s'enfuir l'adversaire », estime ainsi un officier du régiment qui déplore « que les sections n'éclatent pas sur le terrain et gardent les formations trop rigides »[17]. Enfin, ils souffrent d'un manque de moyens matériels, en particulier radio, encore déploré en fin d'année. La défaillance de la radio SCR300 au cours de l'embuscade n'étonne d'ailleurs pas les militaires qui en rendent compte.

La 6e compagnie du 2e bataillon se voit confier la garde des gorges de Palestro. Elle est répartie en trois lieux : « la halte du chemin de fer », « la maison cantonnière » et « le café maure ». Le sous-lieutenant Artur et sa première section s'installent à la maison cantonnière : vingt-huit hommes dans une maison de dix pièces, précise Serge Bigot à sa mère[18]. « Le camp est installé sur un coteau, au milieu des cactus et des aloès. Ce serait du camping délicieux, mais… ce pays est infesté de fellagha, et il ne se passe pas de nuit sans qu'il n'y ait un assassinat à Beni-Amran. Priez surtout pour mes camarades qui risquent leur vie et qui sont beaucoup, hélas ! moins bien préparés que moi à se faire, comme on dit, "descendre" » : la présentation que fait Jean Nicolas à ses correspondants de métropole est sans illusion[19].

Carte 3. L'espace de l'embuscade du 18 mai 1956



Localisations faites sur les cartes au 1 : 50 000 de 1953.
Feuilles N° 43, Palestro et N°65, Laperrine.

Les localisations indiquées sur cette carte reprennent les noms cités dans le texte à propos de l'embuscade du 18 mai 1956.
Elles ne correspondent pas à un relevé exhaustif des endroits habités de la région. Les Beni-Khalfoun, à l'altitude plus élevée que le versant Ammal, sont caractérisés par un habitat du même type, à l'exception du village colonial de Chabet-el-Ameur. Quant à la vallée de l'Isser, elle est jalonnée de plusieurs fermes coloniales entre Palestro et Thiers.
À l'issue des opérations de regroupement postérieures à l'embuscade, va se former le village de Ammal, situé dans la boucle de l'Isser à la sortie du tunnel ferroviaire.

Trajet de la section Artur — Oᵈ Djerrah : Lieu de l'embuscade

La connaissance que ces nouveaux arrivants ont de la région est donc très limitée, et amoindrie encore par le contexte de leur arrivée. Les hommes du 2e bataillon relèvent en effet, avec quelques jours d'avance, un régiment d'artillerie coloniale. Celui-ci omet de leur laisser quelques soldats afin de faciliter leur installation par la transmission d'informations sur les lieux et leurs habitants – la valeur d'une telle aide de la part de militaires arrivés eux-mêmes dans la région seulement fin avril aurait cependant été peu importante. C'est en réalité l'officier de la SAS de Beni-Amran, le capitaine Bonafos, qui constitue le seul élément de continuité et fait office d'introducteur aux réalités locales. Hervé Artur complète ces informations par une visite au curé de Palestro, ancien aumônier des troupes en Indochine[20].

Le sous-secteur de Palestro voit, en outre, trois officiers se succéder à sa tête en moins d'un mois, après le départ précipité du lieutenant-colonel Fossey-François[21]. Ces mouvements ajoutent certainement à la confusion des militaires qui doivent déjà s'accommoder, ici comme ailleurs en Algérie, de l'existence de deux canaux hiérarchiques, le canal régimentaire (9e RIC – régiment d'infanterie coloniale) et le canal territorial (sous-secteur de Palestro, zone opérationnelle de Kabylie, division d'Alger). À l'échelon du sous-lieutenant Artur cependant, c'est le lieutenant d'active Pierre Poinsignon commandant la 6e compagnie, qui constitue l'unique référent. Ancien d'Indochine, apprécié de ses chefs, celui-ci est de deux ans le cadet d'Artur qui, pénétré de sa mission, sûr peut-être de bien faire, a dû être rappelé deux fois à l'ordre par son lieutenant pour avoir outrepassé les ordres. Les deux hommes s'estiment néanmoins. Artur avait caressé un temps le rêve de devenir officier, souhaité s'engager en Indochine, avant de préparer l'agrégation de philosophie puis d'y renoncer. Il avait aimé diriger des hommes pendant ses classes et écrivait alors : « Le métier de chef est la plus belle chose peut-être que je connaisse[22]. » Il trouve son lieutenant « intelligent et droit » et celui-ci reconnaît son travail qu'il juge excellent.

Le jeune homme, qui vient tout juste d'être proposé au grade de lieutenant de réserve à la mi-mai[23], mène avec dynamisme et enthousiasme, conviction même, la mission de pacification dont il est chargé. Il a mené plusieurs sorties de reconnaissance et entrepris de convaincre la population locale de la valeur de sa protection. Il apprécie le contact humain et les relations avec « les chefs de douar ». Un de ses hommes décrit ainsi une sortie : « Le but était un minuscule village kabyle, perché comme un nid d'aigle, au milieu

des rochers. Nous y avons été cordialement reçus. Pendant une bonne heure, nous avons discuté avec trois des leurs, parlant à peine français ; nous leur avons laissé cigarettes et biscuits, tandis qu'ils remplissaient nos poches de caroubes[24]. » Un habitant se souvient : « Il y avait un lieutenant qui était déjà dans la région avant et qui, à son arrivée, a commencé à faire de la propagande en faveur de la France. Donc, il circulait un petit peu dans les villages. Il est monté à Hini […]. La première fois, il s'est promené seulement. Il n'a pas fait de discours mais il a annoncé qu'il reviendrait plus tard […] et qu'il voulait que tous soient là pour écouter son discours. Et puis il est revenu quelques jours plus tard, il est revenu chez eux, il a réuni tous les gens qu'il pouvait réunir, il leur a fait un grand discours, il a fait son travail d'officier de la pacification[25]. » Sûr de comprendre l'état d'esprit des habitants du coin, dont il rabat un peu hâtivement les motivations sur des traits psychologiques, Hervé Artur estime que « l'Arabe et le Kabyle aiment les chefs, la force, la netteté ». Il préconise, par conséquent, de « prendre contact de chef à chef. Surtout ne pas s'inspirer des mœurs politiques françaises qui sont exactement à l'envers de la psychologie arabe à l'échelon Douar »[26]. Nul doute que le sous-lieutenant, qui connaît le Maroc, où ses parents sont installés depuis 1946, a apprécié les conceptions qu'y déploya le maréchal Lyautey sur le rôle de l'officier et plus largement sur les principes de gouvernement colonial à mettre en pratique dans le royaume chérifien.

Cependant, si le problème, régulièrement déploré par l'état-major, d'officiers trop jeunes par rapport à leurs hommes ne se pose pas ici, Hervé Artur n'a pas eu le temps de les connaître ou de se faire apprécier d'eux. Tout au plus quelques sorties leur ont-elles permis de commencer à se jauger réciproquement[27]. Il avait ainsi rapidement encouragé ceux qu'il appelle, dans une lettre enthousiaste à ses parents, « de braves parisiens » à sortir « le soir par deux ou trois pour aller au café près de la carrière toute proche, y rencontrer les ouvriers »[28]. Il était évident qu'il croyait en la pacification, tout en décrivant cette tâche comme celle de « l'apprenti Sorcier (*sic*) »[29].

Le sous-lieutenant a fait de Lucien François son homme de confiance[30] et, pour les missions de reconnaissance, il est toujours accompagné par l'un de ses trois adjoints, les sergents Alain Chorliet, Serge Bigot ou Raymond Callu. Afin de mieux connaître l'espace sous son contrôle, il a ainsi reconnu plusieurs douars avec le sergent Callu et quelques hommes. Ils avaient grimpé jusqu'au point culminant et apprécié la beauté du site. Hervé Artur avait alors confié à son adjoint son désir de revenir. Le 18 mai, il le laisse au

poste avec six hommes et part avec les vingt autres. Il aime sortir dans le silence de la nuit. La section avance en colonne[31]. Son chef lui a recommandé d'éviter le moindre bruit, d'éteindre les cigarettes et de marcher en respectant la distance réglementaire. Manifestement le sous-lieutenant n'a pas désigné de patrouille de pointe, d'hommes chargés, en particulier, de reconnaître les points hauts. En outre, le dispositif de sécurité aurait dû amener Hervé Artur à marcher au milieu de ses hommes. Or il choisit de marcher en tête, son radio à ses côtés. Pour les autorités, la faute du sous-lieutenant est manifeste[32]. Pourtant, il s'agit peut-être aussi, pour le jeune officier, d'une manière de motiver sa section, de la faire avancer dans un paysage impressionnant et encore mal connu[33]. Armé de recommandations théoriques, les jeunes officiers engagés dans cette guerre doivent bien souvent adapter leur comportement et improviser. L'art de commander est au moins autant dans cette capacité-là[34].

Mais « le cheminement emprunté par cette patrouille était éminemment défavorable et ne pouvait, en cas d'embuscade, qu'entraîner un grave échec », commente *a posteriori* le commandant du régiment. La leçon est nette : à l'avenir, il demande qu'on attire « l'attention des chefs de section sur la nécessité d'étudier très attentivement le terrain sur lequel ils opèrent et leur recommand[e] d'éviter, sauf nécessité absolue, d'emprunter des cheminements encaissés et dominés ». Enfin, l'effectif minimal dans le cas d'hommes « non instruits à fond » doit être de deux sections[35]. On touche là à l'une des tensions résultant de la mise en place accélérée des renforts en Algérie. En effet, l'appel au contingent est accompagné, dans la région, de la décision de fractionner les compagnies en sections et même en sous-sections dans le but « d'occuper au maximum les villages afin de protéger efficacement la population contre les rebelles et de lui permettre de reprendre confiance en elle-même »[36].

Les hommes doivent en fait se former sur le tas et devenir aptes à cette mission. Les premiers temps sont d'autant plus dangereux. Ceci dit, même si le général Gouraud, commandant la 27e DIA (division d'infanterie alpine), juge les résultats finalement obtenus « très encourageants »[37], son subordonné, responsable du 2e bataillon 9e RIC, réclame encore, fin 1956, « des films d'instruction de guérilla » et d'action psychologique « pour la formation de nos jeunes militaires »[38]. En réalité, le général Gouraud lui-même tient sans doute en peu d'estime les qualités militaires de ces hommes.

Faut-il y voir le signe d'une rivalité entre tradition alpine – particulièrement adaptée au service en Kabylie – et régiment colonial ? Faut-il, plus précisément, y voir le peu de considération dans laquelle sont tenus *a priori* des Parisiens ? Toujours est-il qu'il évalue à deux mois le temps nécessaire pour que les unités de disponibles deviennent efficaces en Algérie[39]. La section Artur n'était arrivée que depuis deux semaines.

Dans ces conditions, peut-on parler de gâchis prévisible ? Était-ce particulièrement inadapté d'envoyer une troupe toute fraîche, à peine formée, dans cette Kabylie troublée que le commandant du régiment décrivait comme « particulièrement contaminée »[40] ? La réponse est moins évidente que les critiques d'alors ne l'exprimèrent parfois. Si ces hommes n'étaient pas rôdés aux missions spécifiques qu'on leur confia, ils n'étaient pas non plus ignorants des choses militaires, ayant déjà accompli leur temps de service sous les drapeaux. D'ailleurs, d'autres unités, fraîchement débarquées, eurent des expériences plus heureuses et des baptêmes du feu moins ravageurs.

Au cours des premiers mois de l'année, les hommes de la 27e DIA étaient tombés dans plus d'une dizaine d'embuscades. Certains y avaient trouvé la mort. En réalité, si l'embuscade du 18 mai 1956 constitue bien un pic dans la mortalité de la division, l'analyse du nombre de blessés au combat montre qu'une fois les renforts arrivés, à partir de mai 1956, l'engagement des troupes et leur exposition sont continus. Le pic du mois de mai n'est que le lancement d'une série, témoin d'un accroissement de la présence militaire française dans la région[41]. Le même constat peut être dressé à l'échelle de l'Algérie : l'embuscade se situe dans la moyenne de la mortalité militaire pour la deuxième partie de l'année 1956[42]. Quant à la mort d'Hervé Artur à la tête de ses hommes, elle n'est pas exceptionnelle. Dans les régiments de l'infanterie coloniale, le ratio officiers/ hommes de troupe tués est en effet plutôt proche de 10 % en 1956[43].

Et pourtant, les critiques pleuvent et une émotion particulière s'empare de l'opinion publique à la nouvelle de cette embuscade, donnant à l'événement une place à part dans le récit de ce printemps 1956 et, au-delà, dans celui de l'ensemble de la guerre.

50 fr.

France Dimanche

SAMEDI SOIR

LE GRAND JOURNAL ILLUSTRÉ DE LA SEMAINE

LA VÉRITÉ SUR LE MASSACRE DES RAPPELÉS DE PALESTRO

Toutes les photos que vous devez voir, tous les détails que vous devez connaître
Ils étaient 7 mariés (dont 4 pères de famille) 7 fiancés et 7 célibataires

La une de France Dimanche, *fin mai 1956*.

Douleur des familles, angoisse d'une nation

Elle l'avait accompagné au train pour Creil, celui de 17h17. « C'était grave pour lui. Il disait qu'il ne reviendrait pas. » Alors quand, en mai 1956, un homme est entré dans la boucherie où elle faisait la queue en lançant : « Le tiot Caron, tu te rends compte ! », elle a compris tout de suite et s'est sauvée en courant, tout juste rattrapée par la commerçante[44].

La petite sœur de Lucien Caron n'a pas appris la nouvelle conformément aux instructions[45]. Sur ce point, la France cafouille largement en ce printemps 1956 : le maire lui-même, qui viendra ensuite annoncer à sa famille le décès du jeune soldat, aura été devancé par les médias. Dès le lendemain de l'embuscade, *France-Soir* peut titrer : « Algérie : 22 rappelés égorgés ou disparus dans une embuscade »[46] ; l'information est reprise dans le *Journal du dimanche*. Jusqu'au 27 mai, le quotidien du soir le plus lu de France évoque le sujet tous les jours et consacre plusieurs de ses unes à l'embuscade et à ses suites. Il a pu se procurer des photos et publie, en particulier, en une les « plaques d'identité extraites des livrets matricules des victimes ». Le journal paraît très informé, donne des précisions sur les lieux, les hommes et ne cache rien des « atrocités » subies. *Le Parisien libéré*, plus fort tirage des quotidiens du matin, s'en était déjà fait l'écho, en insistant dans sa une sur les mutilations des soldats « massacrés ». Bien que basés à Paris, ces journaux métropolitains ont accès à une qualité d'information égale à celle des journaux d'Algérie. *La Dépêche quotidienne d'Alger* semble toutefois avoir bénéficié d'un informateur militaire puisqu'elle publie, dans son numéro du 22 mai, un compte-rendu précis de l'itinéraire d'Hervé Artur, très proche des sources militaires. Plus explicitement encore, le correspondant du *Figaro* reprend, mais sans les citer, ces mêmes sources : « On a établi que les rebelles livrèrent les soldats à la population », « on pense que la bande qui a monté l'opération est celle du déserteur Khodja », etc.

Les Français d'Algérie comme ceux de métropole reçoivent ainsi, pendant plus d'une semaine, des informations quotidiennes sur l'événement et ses suites, les opérations de recherche des disparus, la découverte du corps de

Jean David-Nillet et celle de Pierre Dumas. Ils peuvent suivre les obsèques des morts et l'hospitalisation de Dumas à Alger. Cependant, cette abondance et ces précisions n'excluent pas un certain flottement. En particulier, le nombre des morts et leur identité varient selon les journaux. Ainsi, pour ne prendre que deux exemples, *Le Figaro* annonce d'abord que dix-neuf corps ont été retrouvés puis, le lendemain, que « l'espoir que 4 soldats sur les 21 de la patrouille de Palestro soient encore en vie n'est pas abandonné »[47]. *L'Humanité*, qui fait d'abord sa une du 21 mai sur « 20 jeunes rappelés de la région parisienne TUÉS près d'Alger », constate le lendemain que seuls dix-neuf cadavres ont été retrouvés. Mais ces « 19 cercueils » n'interdisent pas au journal de mentionner quatre disparus.

Au bout d'une semaine, le flottement demeure, même quand les médias s'accordent sur le fait que dix-sept corps ont été retrouvés sur les lieux de l'embuscade : l'identité des disparus n'est pas fixée. À la fin du mois, le témoignage de Pierre Dumas, unique survivant, relance le récit, abonde en détails, produit un effet de réel certain… mais n'évoque pas le cas de Raymond Serreau, dont le corps ne sera jamais retrouvé, alors qu'il décrit les maquisards algériens emmenant avec eux quatre hommes dont Alain Chorliet, en réalité laissé sur place.

Plus largement, faute de publication d'une liste officielle, les noms des militaires sont mal orthographiés : Artur est Arthur, Chorliet est Charliet, Jean David-Nillet est Jean-David Millet[48]. Est-ce le signe d'une liste dictée au téléphone ? En temps de paix en effet – et c'est le cas officiellement en Algérie –, tous les décès doivent être déclarés à l'état civil local et cela permet aux journalistes d'avoir accès à l'identité des militaires tués, sans contrevenir à aucune règle. Par ailleurs, les journaux rivalisent aussi de photos, notamment de photos d'identité des jeunes hommes.

La presse populaire insiste sur leur vie de civils, sur leur état matrimonial. *France Dimanche* titre ainsi : « Ils étaient 7 mariés (dont 4 pères de famille), 7 fiancés et 7 célibataires[49]. » Les parents, mais aussi les sœurs, les fiancées ou les femmes sont démarchés par les journalistes. *L'Humanité* s'est rapprochée de plusieurs familles et a recueilli des réactions, des photos ou des documents, tel le permis de conduire de Pierre Debœuf « renvoyé à ses parents, accompagné d'une lettre à en-tête du Front de Libération Nationale »[50]. La fête des mères, le 26 mai, est l'occasion pour le journal communiste de dénoncer la guerre. La mère de Lucien Caron est ainsi citée par le journal : « On ne me fera pas dire que je hais les Algériens. JE HAIS

CETTE GUERRE[51]. » *France Dimanche* choisit aussi de célébrer la fête des mères en publiant « la carte de l'Algérie des rappelés » : « sur cette carte de l'Algérie meurtrie », ont été portés trente et un lieux associés à la violence des « fellaghas *(sic) »*. Ces « centaines de noms », dit le titre, « parlent aux mères »… Palestro est l'avant-dernier de la liste, dressée par ordre chronologique.

Quotidiens et hebdomadaires ne peuvent se dispenser d'évoquer l'embuscade, qui s'inscrit immédiatement comme un événement à part. À *Paris-Match*, c'est le moment d'une prise de conscience qui débouche sur une mutation dans la manière de représenter la guerre. Comme l'a montré Marie Chominot, c'en est fini du film de guerre « avec des figures héritées de la Seconde Guerre mondiale : de l'action, des héros, de la sueur, du sang et des larmes »[52]. Désormais la guerre est montrée avec beaucoup plus de pudeur. Les photos sur l'embuscade se limitent à des clichés amateurs des soldats au poste et à des images de leurs obsèques. D'un côté, la dimension militaire de l'événement a disparu sous le « fait divers dramatique »[53], et de l'autre l'engagement pour la patrie est affirmé dès lors que des hommes sont morts pour elle, comme le drapeau recouvrant leurs cercueils en témoigne sans ambiguïté. Des morts pour la patrie donc, mais dont le combat reste hors champ.

Pour des hebdomadaires plus critiques, tels *L'Express* ou *France-Observateur*, c'est la politique du ministre-résidant qui est dénoncée et, plus largement, la situation coloniale pointée comme cause fondamentale des morts. Toutefois dans cette presse-là comme dans l'ensemble des médias – le fait est particulièrement notable –, la complicité de la population algérienne ne fait aucun doute. Cependant, là où certains alimentent la haine de l'adversaire, les organisateurs de la semaine de mobilisation pour la paix en Algérie y trouvent un thème de campagne pour dénoncer la guerre et « la presse de guerre ». *France-Observateur*, qui avait publié l'interview de Ouamrane par Barrat à l'automne 1955, va jusqu'à accuser les récits de mutilation d'être de pures créations des services d'action psychologique, effectivement mis en place quelque temps auparavant[54]. À Suresnes, en région parisienne, un tract critiquant l'action gouvernementale fait explicitement référence à l'embuscade : « Nous n'acceptons pas la mort de nos copains de Palestro, victimes de cette guerre atroce. Nous n'acceptons pas que l'on fasse des assassins des jeunes travailleurs. Les Algériens sont nos frères et nous refusons de nous entretuer[55]. » Ici c'est bien la guerre qui

est dénoncée et le tract – expression très minoritaire – est nettement anticolonial.

De fait, la question de l'usage politique des morts de Palestro se pose très vite car l'émotion est réelle dans une France agitée par d'importants mouvements de rappelés. C'est justement le 18 mai qu'a lieu la plus grande manifestation, celle de Grenoble, où deux mille manifestants bloquent des voies, coulent du béton dans les aiguillages, les affrontements faisant des dizaines de blessés[56]. Ailleurs, et en de nombreux endroits, le mécontentement est net après l'embuscade ; les rappelés le font savoir au gouvernement. À la fin du mois, le ministre de l'Intérieur juge que « le rappel des disponibles se déroule dans des conditions préoccupantes pour le moral de la nation »[57]. Localement, le moral a en effet été ébranlé. Ainsi, dans le Loir-et-Cher, l'annonce de la mort de Louis Gougeon, au beau milieu d'une fête de quartier, a suscité une vive émotion. Au début du mois, le sud du département avait déjà été le théâtre de manifestations hostiles au départ des rappelés, manifestations durement réprimées et ayant entraîné des arrestations et incarcérations à la prison de Fresnes. La nouvelle de l'embuscade, où trois hommes originaires du nord du département disparaissent, ravive la tension[58]. En dépit de la volonté du Comité local pour la résolution pacifique des problèmes en Algérie de ne pas gêner le départ des trains, lorsque dix ouvriers, rappelés sous les drapeaux, s'embarquent le 25 mai, ce sont mille cinq cents personnes qui les accompagnent à la gare et retardent leur départ. Les forces de police interviennent et arrêtent plusieurs personnes[59]. La manifestation se dirige ensuite vers la sous-préfecture où le maire socialiste de la ville dépose une résolution demandant le cessez-le-feu et la paix en Algérie[60]. Le comité imputera, par la suite, la cause des débrayages et des entraves mises au départ du train à la publication, la veille, des détails de l'embuscade de Palestro, détails jugés aussi atroces que mensongers[61].

Dans ces conditions, le retour des corps est organisé avec soin. En dépit du temps de paix, la restitution des corps de militaires « morts pour la France » au cours des opérations en Algérie obéit au même protocole qu'en cas de conflit déclaré. Cependant, si les familles peuvent (et doivent) demander la restitution du corps de leur proche, et si ce transfert est un droit, pris en charge par l'administration[62], le délai nécessaire à sa réalisation obéit à des considérations tant pratiques que politiques. Ainsi, dès le 22 mai, « le rapatriement sur la métropole des corps des militaires "morts pour la

France" » est suspendu sur ordre du ministre de la Défense nationale[63]. Le souci exprimé ici au niveau national est partagé à l'échelle locale. Dans le Loir-et-Cher, le préfet écrit ainsi à son ministre : « Cette douloureuse nouvelle a causé une très vive émotion dans la région, les communes étant toutes trois situées dans l'arrondissement de Vendôme, dans un rayon de 20 km. Les familles ayant demandé la restitution du corps, j'ai l'honneur d'appeler tout spécialement votre attention sur l'intérêt qui s'attacherait à ce que ce rapatriement ne soit pas opéré dans des délais trop rapides et soit surtout opéré séparément, afin d'éviter, le cas échéant, des manifestations regrettables[64]. » Ce souhait est respecté puisque, dans ce département comme ailleurs, les familles vont devoir attendre dix mois avant de pouvoir inhumer leurs proches en France. Le souci d'ordre public dans le Vendômois repoussera même ce délai à près de vingt-six mois dans le cas du sergent Bigot, dont les obsèques auront lieu avec celles de deux autres soldats vendômois morts en 1957 et 1958.

Quand les corps reviennent enfin, après avoir été provisoirement inhumés au cimetière d'el-Alia de Maison-Carrée, l'émotion est ravivée dans les petits bourgs dont sont issus la plupart des militaires. Fin mai 1956, les conseils municipaux avaient pu marquer par plusieurs minutes de silence l'annonce des morts – tel celui de Saint-Germain-en-Laye en la mémoire des trois hommes originaires du canton[65], morts « dans des conditions atroces »[66]. En Seine-et-Oise, le conseil général avait aussi voté une motion indiquant qu'il s'inclinait « profondément devant ces victimes du devoir, morts pour la France ». La terminologie hésitait : entre policiers (« victimes du devoir ») et militaires (« morts pour la France »), qu'étaient en effet les soldats envoyés en Algérie ? Les conditions de leur mort emportaient pourtant l'hésitation et la motion demandait que les « assassins de ces glorieux combattants » soient châtiés. Le préfet en profita pour rappeler l'œuvre de la France en Algérie, incarnée notamment par les anciens combattants issus de ce territoire ayant contribué à la libération de la France[67]. En mars 1957, les obsèques seront, elles aussi, l'occasion de discours rattachant la douleur intime et la petite patrie au destin national. Le rituel paraît fixé : les corps sont exposés dans des chapelles ardentes installées dans les mairies pendant deux à trois jours. Ils sont veillés par des porte-drapeaux formant une garde d'honneur. La foule – et elle semble présente au rendez-vous – accompagne ensuite la dépouille jusqu'au cimetière. Des actes plus personnels sont repérables. Ainsi, à Villiers-le-Bel, la pierre tombale de Lucien François a été financée

grâce à une collecte[68]. Au Pecq, Michel Galleux est inhumé dans le caveau familial après une cérémonie religieuse[69] ; c'est aussi le cas de Jean Nicolas à St-Germain-en-Laye ou d'Hervé Artur au Minihic-sur-Rance.

La cohésion des communautés urbaines ou villageoises est tangible lors des obsèques de soldats tombés en Algérie[70]. Elles sont aussi l'occasion d'une transmission intergénérationnelle. D'une part, les associations d'anciens combattants des autres guerres accueillent et accompagnent le corps[71], établissant, par leur présence, une continuité entre les conflits précédents et une réalité guerrière que beaucoup continuent alors à nier officiellement[72]. D'autre part, les enfants des écoles publiques sont présents en délégation : gage que, là encore, la cérémonie s'inscrit dans la continuité des guerres passées. Les discours officiels rappellent le devoir de servir la patrie. « Tu es parti simplement comme ils étaient partis, tes aînés », commente ainsi le maire du Pecq qui précise ainsi que le petit Jackie est désormais « fils des tués » et sa mère « veuve de guerre de France » à « l'admirable dévouement »[73].

Les catafalques sont recouverts du drapeau tricolore et ornés des décorations militaires reçues à titre posthume. À l'enterrement de Michel Galleux, comme peut-être à d'autres, c'est Pierre Dumas qui porte le coussinet des décorations. L'unique survivant se comporte en effet comme de nombreux survivants avant lui : rendant visite aux familles des morts pour évoquer avec elles les derniers instants de leur proche, rapporter peut-être quelque objet, honorer, enfin, leur mémoire[74].

Seule la famille d'Hervé Artur a pu se faire une opinion autrement. De Casablanca où ils résident, les parents d'Artur et ses deux frères se sont rendus à l'hôpital Maillot d'Alger où, dès le 18 mai, en fin d'après-midi, les cadavres ont été transférés. Une chapelle ardente a été dressée, une fois les corps examinés par un médecin légiste. Les parents d'Hervé Artur rencontrent le lieutenant Poinsignon et son capitaine qui ont fait le voyage à Alger à cette fin[75]. Ils sont invités à venir à Beni-Amran. Le geste paraît exceptionnel ; très rares furent sans doute les occasions où la famille d'un tué en Algérie pouvait exprimer un tel désir. C'est ainsi que les parents Artur, vraisemblablement accompagnés par des amis, se rendent à la maison cantonnière, demandent à voir la chambre occupée par leur fils, à rencontrer ses hommes et notamment son seul adjoint survivant, Raymond Callu. Ils cherchent à savoir « combien il était estimé par tous ceux qu'il avait sous ses

ordres », à avoir des précisions sur le lieu de l'embuscade[76]. À la différence des autres familles habitées sans doute des mêmes questions angoissantes, cette famille-là put les poser directement. Cependant, à cette date, le moment de l'embuscade échappait encore aux Français. Pour cela, il faudra attendre que Pierre Dumas soit retrouvé vivant.

En attendant, un premier récit officiel est délivré : celui du commandant du régiment lors des obsèques des dix-sept premiers corps, le 23 mai[77]. L'héroïsme des militaires est assuré : ils se sont battus, mais l'adversaire était supérieur en nombre et le terrain défavorable. Chaque combattant est ensuite salué individuellement et gratifié de quelques mots spécifiques. Enfin, leur sacrifice est inscrit dans la continuité des guerres passées : « Le sacrifice face à des rebelles, fait par ces jeunes hommes pour ramener ici l'ordre et le calme les égale à tous ceux qui, dans un passé lointain ou proche, ont donné pour la pérennité de leur pays ce qu'ils avaient de plus précieux : leur vie. Et cela appelle admiration, respect et hommage[78]. » Tous sont officiellement « morts pour la France »[79].

L'inscription du sacrifice des hommes de la section dans cette continuité guerrière témoigne de la lente reconnaissance des « événements d'Algérie » comme guerre. Les autorités militaires n'en ont jamais douté. Dès le mois de novembre 1954, le général Cherrière, commandant les troupes en Algérie, s'était inquiété des limites de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ne permettant pas d'accorder le titre de « mort pour la France » aux militaires tombés en Algérie[80]. Mais les autorités politiques vont d'abord promouvoir une « interprétation large » du texte[81] avant de réviser son champ d'application à l'occasion de la loi sur l'état d'urgence (article 21). Ce n'est qu'en août 1955 qu'une nouvelle loi accorde à ces hommes et à leurs ayant-droits le bénéfice de certains avantages du code des pensions[82].

Lors des obsèques, le général Gouraud fait décerner la croix de la Légion d'honneur à Hervé Artur à titre posthume et à ses sous-officiers et soldats la croix de la Valeur militaire avec palme, théoriquement « destinée à récompenser les militaires ayant accompli des actions d'éclat »[83]. Devant les catafalques, recouverts du drapeau français, et ornés de gerbes de fleurs, la messe a lieu en plein air, par cet après-midi de mai. Elle est suivie, dans la cour de l'hôpital militaire, par le général commandant la division d'Alger, par le général commandant la 10e Région militaire ainsi que par le ministre-résidant lui-même. Tout témoigne d'une cérémonie exceptionnelle, de

l'impact particulier de ces morts en France. Dès le lendemain, Robert Lacoste affiche d'ailleurs une volonté d'en découdre et exploite l'événement pour renforcer l'orientation répressive pour laquelle il a opté.

Pour l'opinion publique française, l'affaire tourne au feuilleton puisque l'après-midi même des obsèques, très précisément une demi-heure après leur début, le corps sans vie de Jean David-Nillet et Pierre Dumas, blessé, sont retrouvés. Les obsèques du premier auront lieu à Alger le 28 mai. Quant au second, il devient dès lors un personnage médiatique, éclipsant l'horreur de l'embuscade. Touché à l'œil, truffé d'éclats de grenade ou de roche dans les bras et les jambes, Pierre Dumas est surtout du côté de la vie. Les médias ont trouvé avec lui des images positives à proposer. Les photos du soldat à l'hôpital militaire et leurs légendes soulignent la légèreté de ses blessures. Après avoir insisté sur l'horreur de l'embuscade, les médias de masse présentent une France soulagée, incarnée par les figures féminines de sa mère et de sa fiancée. *Europe n°1* a tenté d'emmener celle-ci à Alger ; son père le lui a interdit. Un duplex est organisé entre les fiancés et photographié dans la presse. *France Dimanche* fait sa une de cette photo où, yeux baissés, la jeune femme serre de ses deux mains le téléphone et son écouteur, concentrée sur une communication lointaine, tentant aussi de s'extraire de la nuée d'observateurs qui guettent les premiers mots échangés. À droite de l'image, en haut, l'insert d'une photo de Pierre Dumas sur son lit d'hôpital, le téléphone en main. Harcelée par *France Dimanche*, la jeune femme a aussi accepté de poser dans un cadre bucolique : allongée dans l'herbe des « vertes prairies d'Ile-de-France », elle fait mine de lire la lettre de son fiancé tandis qu'a été opportunément posé à ses côtés un exemplaire du journal plié de sorte que la photo de Pierre Dumas soit présentée aux lecteurs[84]. Ainsi, Suzanne Chomette devient-elle, un temps, l'incarnation d'une France résignée, tandis que Pierre Dumas est affublé d'une nouvelle identité : celle d'« unique rescapé de Palestro ».

Suspects arrêtés lors de l'opération Remou montée à la suite de l'embuscade. Photo AFP

Deux des quatre soldats disparus lors de l'embuscade ont été retrouvés. L'un est mort, l'autre blessé. Photo AFP

L'actualité, cependant, reste pleine de la guerre. Les manifestations de rappelés ne cessent pas ; le gouvernement durcit le ton, et l'embuscade lui offre l'occasion de ce changement de registre.

Un tournant répressif

En effet, alors même que le rappel des soldats en Algérie continue à déclencher protestations et manifestations populaires, le plan Valmy succède aux plans d'urgence. Pierre Mendès France démissionne le 23 mai sans remettre en cause la nécessité de ce recours massif au contingent. Il reste fidèle à l'idée, exprimée en avril, selon laquelle « la politique la plus libérale n'exclut pas, au contraire, les mesures militaires »[85]. En revanche, c'est bien la faiblesse de la politique libérale qui le conduit à renoncer à son poste de ministre d'État[86]. Depuis le vote des pouvoirs spéciaux en mars, le discours reconnaissant à l'Algérie un caractère original et une « personnalité » propre – tout en refusant toujours la reconnaissance d'un « fait national algérien » – est progressivement recouvert par des voix appelant aux renforts militaires pour remédier d'urgence aux problèmes sécuritaires. Fin mai, le gouvernement accompagne d'autant plus Robert Lacoste vers un raidissement des positions françaises que l'hypothèse d'une évolution plus en douceur vient d'être contrariée par la tournure des pourparlers secrets entamés entre un membre de la SFIO* proche de Guy Mollet, Joseph Begarra, et Mohamed Khider, membre de la délégation extérieure du FLN. Alors que Guy Mollet avait cru pouvoir annoncer au groupe parlementaire socialiste « si je reste au pouvoir, je vous infligerai peut-être d'ici trois semaines la surprise d'un cessez-le-feu »[87], les ponts sont alors rompus, le gouvernement refusant de faciliter l'entrée de Khider en Algérie où il voulait se rendre pour rencontrer les chefs de l'intérieur[88].

Les médias sont l'un des premiers espaces où se fait sentir ce tournant répressif[89]. Dès le 21 mai 1956, Max Lejeune télégraphie au général Lorillot de « ne pas communiquer aux organismes de presse les chiffres des pertes »[90] et, à peine plus d'une semaine après l'embuscade, est édicté un code de conduite strict en matière d'informations sur les opérations militaires en cours. Dans un communiqué du ministre-résidant, celui-ci interdit à « la presse parlée, filmée ou écrite » de publier de sa propre initiative « les numéros des unités engagées ; les chiffres des pertes amies avant qu'ils soient donnés officiellement, *a fortiori* les noms des victimes ; les développements prévus des opérations en cours ; les détails et descriptions macabres de nature à angoisser les familles intéressées ; les éléments à même d'orienter les rebelles sur des actions possibles et payantes »[91]. Le précédent de Palestro est évident. L'émotion suscitée par l'embuscade est l'occasion de mettre en place une politique de contrôle souhaitée, par certains, depuis plusieurs mois. C'est d'ailleurs à propos de l'embuscade que

Guy Mollet juge explicitement que *« France-Soir* et *Paris Presse* ont fait plus de mal que les communistes »[92].

De son côté, le général Lorillot tente aussi d'obtenir une modification des usages afin d'éviter que les militaires morts ne soient déclarés à l'officier d'état civil local[93]. Il n'est pas entendu et la censure mise en place par le ministre-résidant ne peut empêcher l'information d'arriver aux médias[94]. Un an plus tard, l'absence d'un état civil militaire séparé est encore déplorée par le Bureau Presse Information[95]. Inscrits dans les registres d'état civil ordinaire, les militaires morts en Algérie peuvent être identifiés par les journalistes et leurs noms publiés dans la presse. La mise en place d'un état civil propre aurait permis aux autorités militaires de garder la haute main sur ces informations, mais aurait témoigné d'un fonctionnement assimilé au temps de guerre. Dilemme que les autorités françaises affrontent régulièrement, tout en tâchant d'obtenir, dans le cadre du temps de paix, des modes de contrôle et de répression assez efficaces pour se dispenser d'une telle reconnaissance. De fait, depuis mars 1956 et le vote de la loi sur les pouvoirs spéciaux, les possibilités sont très vastes. Reste au pouvoir politique à trouver les circonstances justifiant le recours à ces pouvoirs.

L'embuscade constitue l'un de ces moments exploités avec opportunisme par Robert Lacoste. Il se rend d'ailleurs dans la zone en compagnie de Max Lejeune[96] et, descendant d'hélicoptère, il est filmé conversant « longuement » avec « de jeunes rappelés, chasseurs parachutistes ou soldats des troupes coloniales dont la tenue en Algérie est [jugée] digne d'éloges » par le commentaire des Nouvelles du monde diffusant ces images, après avoir précisé que MM. Lacoste et Lejeune s'étaient rendus sur le massif où « un lieutenant et dix-neuf hommes [venaient] d'être tués dans une embuscade ». Le même journal d'actualité ajoute à ces images celles d'hommes raflés et regroupés, décrites comme désignant « un camp de nombreux rebelles pris les armes à la main dans la vallée de l'oued Isser et de suspects »[97].

L'embuscade fournit à Robert Lacoste l'occasion de développer un de ses thèmes favoris : « Elle nous montre de quel côté se pratique l'extermination[98]. » Ce thème est présent dès la première « directive générale » adressée aux officiers stationnés en Algérie afin de leur donner les grands axes de sa politique. Daté du 19 mai 1956, ce texte expose les ambitions réformatrices du gouvernement et demande à l'armée de rétablir l'ordre et de restaurer la confiance. Il y met précisément en garde les

officiers contre les « provocations des rebelles qui, en développant le terrorisme, visent à déclencher des actes incontrôlés de représailles qu'ils montent en épingle afin de créer les apparences d'une guerre d'extermination ». À la suite de l'embuscade, il reviendra sur ce thème de nombreuses fois. Dans sa conférence de presse aux lendemains des obsèques, il insiste : « Il n'allait pas à la guerre d'extermination ce jeune sous-lieutenant Artur, officier de réserve, rappelé sur sa demande, connaissant l'[Afrique du Nord]. Plein d'allant et de dynamisme, il avait été conquis par l'œuvre de pacification. » Et il conclut en rappelant : « Il a été entraîné dans une embuscade, une affreuse embuscade dans laquelle ses hommes et lui ont été atrocement exterminés. »

Cette insistance sur la violence extrême déployée par les Algériens participe de cette construction de l'altérité consubstantielle à l'entreprise coloniale, et au-delà, en réalité, à l'image que la France projette d'elle-même[99]. Le même diptyque extermination contre pacification est d'ailleurs réaffirmé à la tribune de l'Assemblée nationale, le 2 juin. Hervé Artur y est décrit, une nouvelle fois, comme « un jeune Français, plein d'idéal, qui croyait à fond à la politique de pacification ». Mais son « intrépidité » est relevée et aussi le fait qu'il a « dépass[é] les consignes de ses chefs ». Il est ultimement le responsable de son malheur et de celui de ses hommes, qualifiés par le ministre de « camarades ». L'embuscade est, d'une part, élevée au rang d'*exemplum*, attestant du cœur pur des uns comme de la volonté exterminatrice des autres, et, d'autre part, renvoyée à une erreur humaine. Dans le même discours, Robert Lacoste prend en outre le temps de commenter « la sévère leçon » infligée aux « rebelles » par un bataillon du 92e RI dont il est opportunément précisé qu'il est « formé de rappelés de la région parisienne récemment arrivés en Algérie ». Les pertes françaises y sont jugées minimes tandis que l'adversaire a perdu plus de vingt hommes et « de nombreuses armes » – l'insistance du ministre sur ce dernier point est particulièrement étonnante : en effet, si la saisie d'une vingtaine d'armes françaises peut être de grande importance pour l'ALN, la situation est fort différente côté français. Cette insistance témoigne, en revanche, du souci de valoriser une action militaire, double inversé de l'embuscade de Palestro.

Pour le ministre-résidant, il est ainsi évident que des rappelés « malgré leur inexpérience, savent déjà se comporter au feu comme leurs anciens ». Il avait déjà choisi, dans sa directive générale, de mettre en avant sa qualité d'« ancien combattant de 14-18 » pour s'adresser aux officiers. Comme dans

le discours du président Coty qui, à Verdun, parle de « la patrie en danger sur un point essentiel de son territoire »[100], la filiation avec la Première Guerre mondiale vise à donner le sentiment d'un noble combat. Les combattants français de 1914 étaient en effet aussi censés se battre pour défendre une civilisation, une vision du monde française. La référence à la résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale aurait, elle, été beaucoup plus problématique, alors même qu'elle était venue à l'esprit de plus d'un Français arrivant en Algérie[101].

Surtout, par ce discours, Robert Lacoste veut clore le débat naissant sur l'insuffisante préparation des rappelés. La responsabilité de l'embuscade n'est ni politique ni militaire : elle est seulement imputable au chef de la section et à son enthousiasme. Max Lejeune enfonce le clou quelques jours plus tard lors d'une séance de questions à l'Assemblée : Hervé Artur a été imprudent, il porte la « responsabilité de ce massacre » mais ce « jeune chef […] est allé, avec tout son élan et tout son cœur, dans la voie de la pacification »[102]. Alors que la lecture gouvernementale de l'embuscade tente de la replacer au rang d'événement mineur, elle est pourtant utilisée pour accompagner l'accentuation de la répression. Celle-ci est nette à la fin du mois de mai. Ainsi, une opération policière de grande ampleur est-elle déclenchée dans la casbah d'Alger alors que, parallèlement, Henri Maillot est condamné à mort, par contumace, pour avoir déserté début avril avec un camion d'armes. Certains articles de presse avaient d'ailleurs cru bon d'inventer que ces armes avaient été utilisées pour tirer sur les hommes du sous-lieutenant Artur[103].

Les députés semblent cependant assez peu convaincus de la nécessité de ce durcissement : le 5 juin, seuls 271 votent la confiance au gouvernement sur l'Algérie tandis que 200 s'abstiennent et 59 votent contre[104]. Depuis la démission de Pierre Mendès France, le gouvernement craignait pour sa survie et il avait suscité un débat de politique générale à l'Assemblée pour éviter de restreindre l'examen parlementaire à sa seule politique algérienne[105]. Le malaise est bien là. Pourtant, la répression s'accentue.

Signe d'une volonté politique au plus haut niveau de l'État, le 19 juin ont lieu les premières exécutions de condamnés à mort algériens[106]. Robert Lacoste s'était jusque-là opposé aux exécutions. Nommé après que Guy Mollet a été insulté par la foule algéroise pour avoir choisi le général Catroux jugé trop libéral en remplacement de Jacques Soustelle, il était soucieux de ne pas donner de gage aux « ultras » – terme sous lequel étaient

englobés les Européens adeptes du terrorisme mais surtout les représentants du « grand colonialisme »[107]. En quelques semaines, entre avril et mai 1956, son appréciation de la situation a considérablement évolué[108]. Ahmed Zabana et Abdelkader Ferradj sont exécutés[109].

Or l'embuscade de Palestro semble bien avoir un lien avec ces exécutions. En effet, si Ahmed Zabana est un militant nationaliste avéré, membre de l'Organisation Spéciale d'Oranie, arrêté en 1950, torturé, condamné à trois ans de prison et devenu à sa libération responsable du 5e secteur de la zone 5 constituée pour le déclenchement du 1er novembre 1954, puis condamné à mort pour l'assassinat d'un garde forestier, le choix d'Abdelkader Ferradj est beaucoup moins évident. D'autres condamnés à mort étaient pourtant présents à Barberousse, la prison d'Alger. D'autres dont le passé nationaliste et la profondeur de l'engagement en faveur de la lutte d'indépendance étaient plus indiscutables[110]. En effet, qui est Abdelkader Ferradj ? Les sources ne révèlent pas un engagement politique d'importance caché derrière ce que les autorités françaises persistent à traiter uniquement comme de la criminalité. C'est tout au plus un homme dont l'engagement réel dans l'ALN est récent. Les journaux français sont parfois confus – du fait de l'existence de deux frères Ferradj[111] – mais ils s'entendent pour désigner un goumier déserteur, membre de la section d'Ali Khodja. Selon certaines sources, il a participé à l'embuscade meurtrière du col de Sakamody, non loin de Palestro, en février 1956. Pour d'autres, il est « un ancien goumier de Palestro » ayant participé à l'attaque d'une des « fermes de Palestro »[112]. Le communiqué du ministre-résidant unit les deux, précisant qu'il a participé « au massacre des familles Salle, Servat et Bénéjean »[113]. Assurément, pour l'opinion publique, un lien est proposé ; l'exécution d'Abdelkader Ferradj vient aussi sonner comme un *ersatz* de celle des responsables de l'embuscade. Programmées un mois tout juste après celle-ci, ces exécutions capitales se présentent comme une réponse[114].

Elles sont aussi, comme le note Germaine Tillion, « directement des affronts »[115]. En effet, le FLN s'était lancé dans une provocation à l'égard de possibles exécutions, annonçant : « Pour chaque maquisard guillotiné, cent Français seront abattus sans distinction[116]. » Si, le 19 juin, les autorités françaises se sont réservé la primeur de l'engagement, dans les jours qui suivent les exécutions provoquent bien des dizaines d'attentats. Un billet

portant « Zabana, Ferradj, vous êtes vengés » fut même déposé près des deux premières victimes[117].

Plus directement peut-être, ces exécutions peuvent être reliées à la mise à mort des deux soldats disparus lors de l'embuscade et apparemment encore en vie début juin[118]. Un tract avec le tampon de l'ALN, retrouvé dans les boîtes aux lettres de certains Européens de Mostaganem, un mois plus tard, témoigne, en effet, d'une relation possible entre les deux événements. Celui-ci proteste contre les exécutions capitales du 19 juin et menace de fusiller « les 2 prisonniers français pris dans l'embuscade des Beni-Amrane (*sic*) »[119]. Un auteur algérien affirme d'ailleurs, en 2006, que Louis Aurousseau et Raymond Serreau furent fusillés en guise de représailles[120]. Aucune archive ni témoignage ne le confirme toutefois.

Ce tour de vis répressif du mois de juin 1956 a pu contenter certains milieux qui, depuis qu'ils avaient réussi à obtenir le renvoi du général Catroux, tentaient de peser, depuis l'Algérie, sur le gouvernement Mollet. Mais il n'a pas suffi à convaincre l'opinion publique métropolitaine qu'une méthode efficace avait été trouvée : en juillet 1956, les Français, interrogés sur le fait de savoir s'ils préféreraient, en cas d'aggravation de la situation, que la France négocie ou réprime « en employant tous les moyens militaires », se disent à 45 % favorables à des négociations en vue d'accorder l'indépendance à l'Algérie. L'historien Charles-Robert Ageron y lit une « crise de pessimisme ». À cette date, ce sentiment est partagé par une partie au moins du personnel politique. Les députés membres de la commission de la Défense nationale, en particulier, estiment que « l'initiative des opérations nous échappe […] sur la totalité du territoire algérien ». Ils ajoutent : « Nous subissons actuellement un harcèlement qui aguerrit l'adversaire et lui permet de perfectionner de mois en mois ses méthodes d'action[121]. »

Chapitre 3

L'Algérie sauvage

> « Partout l'image de la paix s'affirmait dans les lieux mêmes qui virent l'insurrection la plus terrible de l'Algérie et ceux-là qui me saluaient étaient les vieillards, les acteurs mêmes de ce drame ; les marabouts, d'anciens *khouans** fanatiques ; ces jeunes gens, les fils de nos anciens ennemis. Et cependant, lorsque je contemplais cette Kabylie tourmentée, bondissante, coupée d'abîmes, crénelée de rocs en encorbellement, barrée par son Djurdjura de deux mille trois cents mètres, inaccessible forteresse, je pensais que c'était bien là le pays rêvé pour les embuscades, les combats, la guerre de ruse et d'audace. »
>
> Charles Géniaux, *Sous les figuiers de Kabylie. Scènes de la vie berbère 1914-1917*, Paris, Flammarion, 1917, p.11.

De l'embuscade au massacre

La mère de Louis Gougeon a attribué son malheur « à la traîtrise des Arabes » et pas à la « sale guerre », se félicite le sous-préfet de Vendôme venu lui présenter ses condoléances. Le haut fonctionnaire peut être satisfait : pas de jugement politique mais une causalité qui rabat l'acte de guerre sur un atavisme éternel. Le maire de la commune ne fait pas autre chose lors de l'enterrement du jeune ouvrier, en mars 1957 : après avoir décrit la traîtrise du guide kabyle, le « tragique guet-apens » et la « défense

désespérée », il déplore le « sacrifice » du soldat « victime du fanatisme racial d'un peuple qui a oublié tout ce qu'il devait à notre pays »[1].

À l'instar de ces acteurs locaux, les discours dominants visent à associer les fellagha à la sauvagerie ou au fanatisme. L'embuscade du 18 mai 1956 et les mutilations qui l'accompagnèrent deviennent une preuve supplémentaire du caractère primitif des Algériens. C'est la grande presse nationale qui, la première, construit l'image de l'embuscade en insistant sur la cruauté des adversaires des Français. *France-Soir* daté du 20 mai titre sur les « rappelés égorgés ou disparus » et, le lendemain, *Le Parisien libéré* parle de la « tragique embuscade », précisant : « 19 jeunes soldats faits prisonniers par les fellaghas *(sic)* sont massacrés dans des conditions atroces (ÉGORGÉS ET MUTILÉS) par les femmes et les vieillards d'Oued-Djerrah *(sic)* à qui ils avaient été livrés ! Une puissante opération de nettoyage a été aussitôt entreprise. » La presse d'Alger n'est pas en reste : « Tragique guet-apens à l'est du Bou-Zegza. 21 jeunes rappelés atrocement massacrés par la population d'un douar passé à la dissidence. Avant d'être capturés et torturés, les malheureux s'étaient défendus jusqu'à la dernière cartouche. Cinquante des assassins sont abattus et dix capturés au cours des opérations de poursuite menées contre les rebelles[2]. » Après « la tragique embuscade de Palestro »[3] et « le guet-apens de Palestro »[4], c'est en fait « le massacre de Palestro »[5] qui s'installe – le mot « massacre » devenant récurrent sous sa forme verbale ou nominale.

Les actions des civils en font immédiatement partie, ce qui fait d'eux des assassins. Aux journalistes qui l'interrogent avidement, l'unique survivant, Pierre Dumas, confirme d'ailleurs les liens entre population civile et maquisards : « Les rebelles nous ont entourés et désarmés. Ils étaient environ 30 à 35 tous en uniforme. Ils se sont mis à ramasser tout l'armement de la patrouille, ainsi que les équipements individuels. Les habitants du village sont arrivés à ce moment-là et les ont aidés à récupérer notre matériel[6]. » La responsabilité des civils algériens n'est jamais remise en question : leur participation aux mutilations est une évidence pour la plus grande partie de la presse ; elle permet aussi de justifier les opérations de représailles[7]. Dans une course au scoop évidente, *France-Soir* va plus loin et propose, le 22 mai 1956, « le premier récit du guet-apens ». Selon le quotidien, les vingt et un militaires ont été faits prisonniers : « Le chef fellagha – il s'agirait d'un adjudant déserteur de l'arsenal d'Alger – appela alors la population du douar et hommes, femmes et enfants s'acharnèrent pendant plus d'une heure sur

les corps des malheureux soldats, les tuant lentement et se livrant à une véritable danse du scalp. » *Le Figaro* daté du même jour n'est pas en reste et reprend *grosso modo* les mêmes éléments : des soldats livrés aux habitants d'un douar et des mutilations jusqu'à « rendre impossible leur identification ».

Au plus haut niveau de l'État, le ministre-résidant dénonce les « atrocités », « la tuerie de Palestro » : à côté du mot « extermination » utilisé à plusieurs reprises, c'est le mot « massacre » qui s'impose. Or le « massacre » inscrit l'événement dans un système de représentations qui réécrit immédiatement l'actualité en l'enserrant dans un réseau de significations au service de la guerre en cours. D'une part, le mot dénie tout caractère militaire à l'action des fellagha, alors même que l'embuscade est d'abord une opération tactiquement réussie, y compris selon des critères explicités par l'état-major de la 10e Région militaire à cette époque[8]. Mais les Français n'ont pas été battus ; ils ont été « massacrés ». Les significations sont radicalement différentes. D'autre part, parler de « massacre » permet d'assimiler l'événement à des violences ayant visé des civils et, en particulier, à un moment essentiel de la guerre : les massacres du nord-est Constantinois, le 20 août 1955, au cours desquels plus de soixante-dix civils furent tués, sans distinction de sexe ou d'âge[9]. Le rappel des disponibles et l'extension de l'état d'urgence à toute l'Algérie furent décidés dans la foulée.

L'embuscade de Palestro fonctionne ainsi comme un pendant à ces massacres du 20 août 1955 : les deux événements encadrent les décisions gouvernementales visant à envoyer plus d'hommes en Algérie (septembre 1955 et mars 1956 avec effectivité fin avril-début mai). La chronologie vient ici appuyer la force symbolique de l'événement : de part et d'autre de l'appel aux troupes, des Algériens témoignent de leur cruauté infinie. Dans ces deux récits, les Français sont des victimes. Sans attenter à l'héroïsme des soldats décrits comme se battant jusqu'à la dernière cartouche, le récit qui s'impose privilégie toutefois l'image d'un groupe écrasé, pris par surprise, incapable de se défendre efficacement et dans lequel l'adversaire ne risquait rien. On est loin d'une France coloniale dominatrice et sûre d'elle : les morts de Palestro viennent rappeler la fragilité de la présence française en Algérie, et justifier qu'on se batte pour elle. Dans la région, l'assassinat de plusieurs familles de colons habitant les fermes de la vallée de l'Isser, quelques mois plus tôt, avait d'ailleurs initié cette

perception et l'impression qu'on entrait dans une « période de terreur »[10]. Les médias parlaient déjà alors du « massacre de Palestro »[11].

Ainsi, morts civils et morts militaires sont liés ; terroristes et bandes armées identifiés. À la fin de ce printemps 1956, il s'agit de promouvoir l'idée d'une communauté de destin et de plaider pour la nécessité de se battre pour l'Algérie sans paraître accorder la moindre considération aux revendications politiques des « rebelles ». Peu de temps avant l'embuscade, le gouvernement général fait publier une brochure intitulée *Documents sur les crimes et attentats commis en Algérie par les terroristes*[12]. Abondamment illustrée de photos en gros plan, cette brochure « camouflée »[13], puisque ses principaux réseaux de diffusion sont ceux de la SFIO et non du gouvernement général, étale sur près d'une centaine de pages des images témoignant des multiples assassinats[14] accomplis par les « terroristes » depuis le 1er novembre 1954. 65 % des clichés publiés représentent des cadavres et des corps mutilés (en particulier des photos de nez coupés). Les victimes du 20 août 1955 forment un groupe important et les photos de tous ces corps mutilés vont venir occuper l'espace mental créé par les récits des mutilations lors de l'embuscade du 18 mai 1956, lesquels n'ont trouvé aucune traduction photographique médiatisée.

Pour compenser cette absence d'images – et de récits attestés sur les mutilations[15] –, la presse française multiplie récits et photos sur les deux moments encadrant l'embuscade : la vie de ces jeunes militaires « avant » (soit leur vie civile, soit leur vie à la section) et leurs obsèques, « après ». Les photos sont, selon les moyens des journaux, quelques photos d'identité militaire ou civile des soldats disparus ou des clichés pris par des camarades peu de temps avant leur départ en opération. Ce sont les photos d'une jeunesse pleine de projets (photos de couple) et de vigueur, une jeunesse brutalement fauchée. Ce sont aussi des photos des dix-sept cercueils alignés dans la cour de l'hôpital Maillot. Or, entre ces deux moments dont la presse se trouve emplie fin mai 1956, entre ces jeunes gens rigolards ou sérieux, mais vivants, et ces cercueils recouverts du drapeau tricolore, une représentation manque : aucun cadavre, encore moins mutilé.

En revanche, un personnage s'impose dès le mois de juin : Pierre Dumas. Blessé lors de l'assaut de la grotte dans laquelle il se trouvait avec Jean David-Nillet, qui y fut tué, l'homme en sort le visage abîmé. « Gueule cassée » (temporairement), Pierre Dumas est photographié la tête enserrée dans un vaste bandage tandis que son œil gauche est parfois recouvert. Les

yeux de Dumas sont-ils là aussi en lieu et place des yeux crevés et inmontrables des victimes de l'embuscade ? À cette époque en effet, les photos et les récits médiatiques se focalisent sur lui, sur sa blessure et sur sa vie civile (sa jeune fiancée, sa mère). Des visages jeunes et souriants viennent enfin peupler le vide, et la vie relègue à l'arrière-plan la mort et la disparition sans trace.

Pour autant, la puissance évocatrice des mots n'a pas disparu et l'absence d'images des corps mutilés des militaires français a offert une caisse de résonance extraordinaire à l'imaginaire colonial[16]. L'embuscade de Palestro s'installe dès lors au premier rang des représentations[17]. Après les massacres du 20 août 1955 qui avaient établi la sauvagerie de fanatiques massacrant des civils (français et algériens), et avant le massacre dit de Melouza au printemps 1957 qui servit, ensuite, de référence sur le caractère dictatorial du FLN, prêt à tuer un village entier parce qu'il avait préféré choisir le MNA, le massacre de Palestro est le troisième tableau du triptyque français symbolisant l'adversaire. Aucune autre embuscade n'eut cette couverture médiatique et politique ; aucune ne put prétendre rivaliser avec Palestro dans l'imaginaire.

Ce triptyque évoque d'abord un affrontement entre deux civilisations. Comme l'expose la présentation de la brochure *Documents…*, l'action « des bandes qui se targuent du titre d'"armée de libération" n'est qu'une suite ininterrompue de crimes, contre l'humanité, contre la civilisation, contre le progrès ». Celles-ci ne respectent ni les règles de la guerre[18], ni celles de l'honneur. L'embuscade est du côté de la traîtrise et le massacre d'hommes par des femmes (dans la présentation qui attribue aux femmes les mutilations – nous y reviendrons) constitue peut-être la preuve suprême de la transgression intolérable opérée par les « rebelles ». C'est précisément ce qui permet aux autorités françaises de faire de l'embuscade de Palestro un événement fondateur : sa dimension négative ayant en effet pu être retournée afin de légitimer des « comportements et [des] dispositifs institutionnels capables d'en empêcher le retour »[19]. Quelque chose d'important a en effet été atteint qui est dit, de manière insistante, en termes de violence. L'embuscade sonne comme un désaveu de la politique menée, une démonstration éclatante de l'échec de la pacification et une atteinte à l'idée dominante selon laquelle les Algériens étaient, à quelques exceptions près, favorables à la présence française. La puissance de la violence, pour reprendre les termes de l'anthropologue John Corbin, est liée à celle de la

menace et à l'importance de ce qui est atteint. Les gens, écrit-il, « ont une intégrité physique et une intégrité conceptuelle ; ces deux frontières, physique et conceptuelle, peuvent être menacées par les événements »[20].

Dès lors, la médiatisation de l'embuscade puis son élévation au rang d'événement iconique témoigne d'une adaptation du schéma mental (*mental map*), qui se recompose en puisant à d'autres sources de l'imaginaire collectif colonial. Au premier rang de ces sources, la médecine, et en particulier la psychiatrie, a, progressivement, dégagé une pathologie propre aux habitants d'Afrique du Nord. Sur ce terreau, se développent les images mentales qui viennent combler l'absence de représentations photographiques et de récits précis des violences subies.

Une nature sauvage

Pour comprendre comment cet événement, opportunément exploité par la propagande officielle française, a fait date, il faut en effet regarder au-delà de son contexte immédiat, tendre l'oreille. Alors viennent du passé des échos enfouis, tout prêts à jaillir. L'Algérie y est assimilée à une terre sauvage et ses habitants indigènes à des êtres impulsifs et violents, voire féroces et cruels. Les distinctions mises en valeur par les Français entre populations arabes et kabyles, la valorisation des montagnards et de leur manière de se battre, héritée de la longue période de la conquête en Kabylie[21], sont effacées au profit d'une vision plus radicale, organisant le monde en deux camps. Au-delà, plutôt qu'un fait militaire, l'embuscade devient alors un choc de civilisations. Démontrant par son existence même que les indigènes d'Algérie sont restés des sauvages, elle est une illustration parfaite de leur caractère criminel.

Dès lors, l'événement ne pouvait sans doute pas s'appeler autrement que « l'embuscade de Palestro ». Situées en contrebas de Djerrah, les gorges de Palestro constituent en effet un cadre idéal pour favoriser la remontée à la surface de ces significations. Avec son caractère dangereux, menaçant, coupant, la géographie donne le ton et colore l'ensemble de la situation.

Site touristique à la beauté vertigineuse, défilé impressionnant, Palestro est bien connu des habitants d'Algérie et vanté dans ses guides touristiques. Les soldats de la section Artur y sont d'ailleurs sensibles : « Le pays est enchanteur, du style des *Mille et une nuits* », écrit l'un[22] ; « Quel beau pays

pour passer des vacances. Si l'on pouvait s'y promener en ne craignant rien autour de soi », commente un autre[23]. La beauté vient précisément du défilé montagneux, de la hauteur du précipice, du vertige et du grandiose. Dans ce qu'on appelle les « gorges », le tranchant n'est jamais loin. Ainsi, pour présenter à ses lecteurs un paysage voisin, Guy de Maupassant puisait-il à ce même champ lexical : « Quand on regarde l'Atlas, de l'immense plaine de la Mitidja, on aperçoit une coupure gigantesque qui fend la montagne dans la direction du sud. C'est comme si un coup de hache l'eût ouverte. Cette trouée s'appelle la gorge de la Chiffa. C'est par là que passe la route de Médéa, de Boukhrari et de Laghouat. On entre dans la coupure du mont ; on suit la mince rivière, la Chiffa ; on s'enfonce dans la gorge étroite, sauvage et boisée[24]. »

La proximité entre le nom du lieu et les mutilations dont furent victimes les militaires français n'est sans doute pas étrangère au déplacement onomastique des « Ouled-Djerrah » ou « Djerrah » à « Palestro ». Ainsi la promesse mortifère du nom est-elle soulignée : les « gorges de Palestro » sont le décor adapté pour un massacre. La « nature […] hostile », « un terrain montagneux, haché et défavorable »[25] : c'est bien elle qu'évoque le colonel Viguié, commandant du 9e RIC, lors des obsèques des militaires tués. L'embuscade du 18 mai 1956 apporte la preuve d'une inégalité flagrante entre les deux camps ennemis, au moins dans les premières années de la guerre où l'espace appartient aux Algériens et aux maquisards de l'ALN, qui y sont plus à leur aise que les militaires français. Plusieurs années plus tard encore, alors que l'armée française tente de remédier à ce décalage par le recours aux photos aériennes, elle note : « Il ne faut pas oublier que la géographie de l'Algérie aide plus le rebelle que l'interprétateur[26]. »

Les descriptions de l'espace sont d'autant plus importantes pour comprendre la manière dont les Français pouvaient se représenter les régions d'Algérie où ils devaient mener la guerre qu'elles forment un tout articulé avec les descriptions des habitants locaux. À Palestro, dans le discours du colonel Viguié, « nature hostile » rime avec « région particulièrement contaminée ». Plus tard, un ancien habitant français de la région décrit un « paysage sulfureux, superbes gorges où la végétation et le relief du terrain conjuguaient leurs efforts pour durcir les hommes. Lieu idéal des chausse-trappes »[27]. Ces multiples articulations, entre les paysages naturels et les populations locales, entre le passé et le présent, entre la violence fantasmée et la violence vécue, permettent de comprendre aussi pourquoi c'est surtout

pour les Français que l'embuscade de Palestro est devenue un événement. Ils y voient confirmé un des discours les plus prégnants sur les indigènes d'Algérie : celui d'un peuple sauvage et cruel. L'existence de structures culturelles coloniales anciennes s'y trouve en même temps révélée et attestée.

L'événement est en effet construit comme n'ayant ni sens politique ni sens militaire[28]. Même si les discours officiels s'efforcent de maintenir une distinction entre « les rebelles et l'ensemble de la population musulmane », la tentation est grande, et aisé le franchissement de la frontière entre ces deux groupes, surtout quand ils sont réunis sous les vocables d'« Arabes » ou de « musulmans ». Les violences des maquisards et des civils sont en réalité confondues dans un récit qui insiste sur le déchaînement, le dérèglement et l'atavisme. Le non-sens est affirmé : il contribue au récit dominant. La violence n'est que la confirmation d'une menace, qui n'avait pas disparu des esprits car, si la période de la colonisation triomphante avait pu la faire reculer dans les faits, la montée des tensions depuis 1945 l'avait de toute façon réactualisée. Ainsi, l'embuscade de Palestro vient-elle participer à cette menace, ciment de la société coloniale en Algérie comme ailleurs[29], et justification des pires violences.

Des scientifiques sont venus appuyer cette peur collective, lui donner raison et proposer des solutions. Ainsi, Jacques Soustelle : spécialiste des Indiens du Mexique, ethnologue internationalement reconnu, il avait précédé Robert Lacoste au gouvernement général. Tenu pour un libéral, pour un homme soucieux d'écoute et de réforme à son arrivée, il avait notamment œuvré à la mise en place des Sections Administratives Spécialisées, qui devaient faire des militaires des SAS autant d'interlocuteurs privilégiés des populations et de vecteurs des messages positifs que la France voulait faire entendre en Algérie. Il était toutefois reparti du pays en partisan de la répression. Quelque temps plus tard, Louis Massignon, titulaire de la chaire de sociologie musulmane du Collège de France, ne put que déplorer les usages dévoyés que ce dernier faisait de l'ethnologie : « Jacques Soustelle, écrit-il, est devenu fou de technique : il a fait un cours d'"ethnologie" à des officiers d'état-major préconisant la "contrainte physique" (torture) comme mesure de répression collective adaptée à ces mentalités prélogiques[30]. » Si certains intellectuels et scientifiques de haut niveau purent continuer à promouvoir une connaissance des mondes arabes, berbères et musulmans qui ne soit pas instrumentalisée par les militaires et les politiques, d'autres

n'eurent pas cette exigence. En deçà, de nombreux textes existaient, confortant une vision des « Nord-Africains » parfaitement adaptée à l'entreprise coloniale.

Sans revenir aux textes qui, au XIXe siècle, purent accompagner la conquête, penchons-nous un instant sur le rôle des psychiatres. L'Algérie a en effet constitué un centre de recherche particulièrement important dans ce domaine et l'école algéroise de psychiatrie, fondée par Antoine Porot, a établi l'existence d'une « psychologie nord-africaine », progressivement réifiée depuis le XIXe siècle et ancrée dans la biologie[31]. Les « Nord-Africains » y étaient présentés comme différant par nature des colonisateurs. S'épargnant même la pensée d'une pluralité, Antoine Porot et ses élèves, décrivirent « l'Algérien » : privé de cortex cérébral, celui-ci fonctionnait comme un vertébré inférieur. L'Algérien était qualifié de « primitif »[32] : à l'absence de lobe préfrontal qu'on lui prêtait, on imputait à la fois une passivité et une vie instinctive, une absence de morale, une incapacité à l'abstraction et un penchant violent voire criminel[33]. Sa violence, qualifiée elle aussi de « primitive », avait certaines caractéristiques établies au moins depuis le dernier tiers du XIXe siècle par le docteur Adolphe Kocher : elle était sexuelle et inhumaine.

Ces idées étaient répandues en Algérie[34]. On les retrouve, par exemple, à la même période dans un ouvrage scientifique à succès visant à présenter au grand public l'Algérie et ses habitants « sans engouement romantique, mais sans aveugle prétention ». Selon son auteur, Maurice Wahl, « les Arabes » se caractérisaient donc par « de vraies vertus » mais aussi par leur « brutalité sensuelle », leurs « habitudes de ruse », « leurs passions inconstantes [qui] les ballot[ai]ent sans cesse de la fidélité à la révolte et de la révolte à la soumission ». L'essentiel était de bien percevoir que « tout vieux qu'ils [fussent] comme peuple, c'[étaient] de grands enfants ; ils [avaient] de l'enfance les convoitises, les naïves grossièretés, les appétits irraisonnés, la mobilité des sensations ; ils en [avaient] aussi parfois la facilité d'humeur et la droiture naturelle »[35]. Et l'auteur d'insister sur « les forces d'inertie, les habitudes passées à l'état d'instincts, les influences héréditaires, les prédispositions ataviques »[36].

L'expérience de la Première Guerre mondiale et de sa brutalité jeta une nouvelle lumière sur la lecture biologique de la réalité coloniale en termes de races. Les relations entre civilisation et violence durent être repensées, en Algérie comme ailleurs. Le rôle joué par la culture dans les comportements

humains fut de nouveau interrogé. Cependant, la distinction entre les « primitifs » et les autres ne fut pas fondamentalement remise en question. Au contraire, les travaux de Porot et de son école fleurirent dans l'après-guerre.

Dans d'autres écrits scientifiques, cependant, on trouvera l'abandon de toute pensée raciste. Ainsi Augustin Bernard, professeur à la Sorbonne et à l'École coloniale, dans son livre d'introduction à l'Algérie, en 1931, précise-t-il : « Il n'y a donc pas d'Arabes en Algérie, il n'y a que des Berbères plus ou moins arabisés. » Rejetant l'idée de races distinctes, il mettait en avant un autre facteur discriminant, séparant les « populations indigènes de l'Algérie » des autres : l'islam. À l'en croire, « l'islam n'[était] pas seulement une religion : c'[était] une forme de civilisation qui command[ait] les idées, les sentiments et jusqu'au mécanisme cérébral de ses adhérents »[37]. Or cet islam, notait-il, compren[ait] « le dogme musulman d'une manière étroite et intolérante »[38]. Il renouait ici avec un vieux thème colonial français rattachant l'islam au fanatisme et le fanatisme à la cruauté.

Que d'autres interprétations de l'islam aient existé à la même période, qu'Augustin Bernard lui-même ait pu écrire des textes nuancés et savants, n'enlève rien de sa force à cette vision des indigènes qui se renforça peut-être après la Première Guerre mondiale[39] et resta très prégnante pendant la guerre d'indépendance. Ainsi, dans le numéro de la revue *L'Afrique française* reproduisant le discours dans lequel Robert Lacoste évoque l'embuscade de Palestro, un article intitulé « La sauvage cruauté des barbares » commente la prochaine sortie de la brochure que le gouvernement général publie sous couvert d'une société d'édition privée[40]. « On a peine à croire qu'au XX^{e} siècle, il puisse encore exister des individus capables de commettre pareilles atrocités », fait mine de s'étonner l'auteur, qui égrène ensuite la liste des caractéristiques plaçant les auteurs des violences du côté de « l'instinct de sauvagerie le plus primitif ». Plus question ici d'enfants que l'on peut redresser. L'altérité est totale : les détails insistent sur l'usage d'armes blanches « pour égorger, éventrer, dépecer, trancher la gorge d'une oreille à l'autre. La vue et l'odeur du sang, le goût du sang, ajoute même l'auteur, provoquent chez les assassins une fureur démoniaque ». Puisant ensuite au registre de la lutte de la civilisation contre la barbarie, il tire du passé l'assurance qu'il existe une « nature destructrice et sanguinaire ». Ainsi la situation est-elle reliée à « un passé d'ignorance et non à un avenir révolutionnaire »[41].

Cependant, en 1956, il n'était plus possible de tenir un propos aussi simpliste et global sur l'ensemble des Algériens. Si un flou existe bien dans de nombreux textes, les responsables politiques et militaires, eux, tentent de ménager une vision moins négative du groupe de ceux qu'on appelle alors les « Français musulmans ». Ainsi, sous la plume de Max Lejeune, on trouve le refus d'une conscience politique[42] et l'affirmation d'un caractère collectif distinct : « La population autochtone, écrit-il dans un texte prospectif sur l'Algérie, est primaire et grégaire ; passive, elle est fataliste ; mais sensible, émotive et facilement réceptive, elle tombe de la résignation dans le fatalisme[43]. » C'est cette présentation qui permet au secrétaire d'État, comme à beaucoup de ses contemporains, de proposer une politique encore très paternaliste. Face à l'ambiguïté d'une assignation collective ancrée dans la religion alors que l'islam est lui-même associé à la violence et à la cruauté qu'on stigmatise chez les « hors-la-loi », un effort est fait pour distinguer nettement les habitants d'Algérie des « rebelles ». Dans l'article de *L'Afrique nouvelle*, seuls les « hors-la-loi » ont une « nature destructrice et sanguinaire » dont on précise, par ailleurs, qu'elle est inchangée depuis des siècles.

Pour résoudre cette nature paradoxale n'affectant que quelques individus, la psychiatrie a, là encore, fourni quelques outils avec la notion d'« impulsivité criminelle chez l'indigène algérien »[44]. Cette idée perdure après la Deuxième Guerre mondiale et permet de rabattre les actions politiques sur un domaine strictement individuel, de les désigner comme des actes de délinquance ou des crimes, éventuellement susceptibles d'une analyse psychiatrique[45]. Avant et pendant la guerre d'indépendance, la presse métropolitaine est ainsi remplie de faits divers commis par des « Nord-Africains », au premier rang desquels le vol avec violence à l'aide d'un couteau. Ces délits sont régulièrement expliqués par un retard de civilisation de leurs auteurs, infantiles et naïfs, ou par une pathologie spécifique, l'idée du retard étant ici confortée par l'assurance d'une déviance congénitale[46].

Infantilisme, atavisme, fanatisme ou encore criminalité sont donc mêlés dans les images dominantes que les Français peuvent avoir des indigènes d'Algérie. Si d'autres traits coexistent avec de telles caractéristiques, il n'en demeure pas moins qu'elles forment un substrat mental important, ancré dans des décennies de colonisation. Cependant, l'analyse de l'impact de l'embuscade du 18 mai 1956 ne s'épuise pas dans la référence à un cadre imaginaire associant les indigènes à des barbares. En effet, d'autres

embuscades tout aussi meurtrières ont eu lieu en Algérie, sans connaître cet écho et cette postérité. Sans minorer l'importance de la conjoncture politique particulière de mai 1956 ni la valeur d'incarnation de structures mentales qu'a pu avoir cet événement, il faut encore aller chercher ailleurs les raisons de son impact. Le glissement de nom, le déplacement de Djerrah à Palestro, indique la piste à suivre : c'est autour du village colonial que s'articulent les significations enfouies de l'embuscade meurtrière.

Un nom à l'histoire tragique

Près d'un siècle auparavant, en 1871, les habitants de ce tout nouveau centre de peuplement européen furent massacrés. Parler de l'embuscade « de Palestro », c'est inscrire l'action militaire de la guerre dans la continuité de ce massacre. C'est faire de cet événement la résurgence d'un passé ancien. Est ainsi suggérée une similitude de situation entre les deux faits : les soldats de la section Artur sont identifiés à des innocents réduits à la défensive face à une horde déchaînée. L'embuscade du 18 mai 1956 n'est plus simple surgissement de brutalité ou même actualisation d'un atavisme collectif, elle devient accomplissement d'un destin.

Afin de comprendre les différents sens qui, très tôt, furent réunis dans le nom de « Palestro », il faut donc revenir au XIX^{e} siècle. Quand Napoléon III porte le centre de colonisation de Ben Hini sur les fonts baptismaux[47], il lui donne le nom d'un petit village lombard où, dix ans auparavant, en mai 1859, le 3^{e} régiment de zouaves, dans un mouvement offensif audacieux, avait sorti l'armée du roi Victor-Emmanuel II d'une mauvaise passe face aux Autrichiens[48] : Palestro[49]. Quelques semaines plus tard, Napoléon III et Victor-Emmanuel II signaient l'armistice avec l'Autriche et, en novembre, la paix était conclue. Le Piémont y gagnait la Lombardie et la France le comté de Nice. Signe de la valeur des troupes algériennes, tout autant que défense des choix militaires et des alliances de Napoléon III à une époque où l'ombre de la désastreuse expédition mexicaine pèse encore, « Palestro » propose aux nouveaux colons un nom positif où conquête territoriale et gloire militaire sont associées.

Pourtant la création du village n'est pas une évidence pour l'empereur. Elle contredit même sa volonté déclarée de se contenter de développer la colonisation sur une zone limitée du territoire algérien. En réalité, c'est le

gouverneur général Mac Mahon qui, accédant aux désirs des colons, s'attache, depuis son arrivée en Algérie, à grignoter l'espace défini par l'empereur et à trouver de nouvelles terres. Fin 1868, sous couvert d'implanter des postes défensifs, trois centres ont été installés au-delà de la frontière fixée par Napoléon III. Le centre de Ben Hini est l'un d'eux.

On réutilise un emplacement déjà occupé par les Turcs, qui avait entrepris d'encercler la confédération des Flisset-Oum-El-Lil par plusieurs postes de surveillance, à défaut de pouvoir la soumettre. Entre le *bordj** et le pont sur l'oued Isser, sur ce que les Français appellent le plateau de Zezzi, une bande de terre légèrement surélevée par rapport au niveau du fleuve était donc terre domaniale. Au-delà, accompagnant la délimitation des terres réalisée par les Français, l'installation de colons européens pose les jalons d'un nouveau rapport de forces dans cette partie orientale de l'Algérois. Plus largement, le site est une étape sur la nouvelle route d'Alger à Constantine[50] dont la construction a commencé en 1865[51]. Des arches métalliques sont construites ; « une très bonne route remplac[e] la frayée sinueuse et accidentée »[52]. Dans les gorges, le passage est parfois ouvert à la dynamite et la route surplombe la vallée de près de vingt mètres, à flancs de rochers. Ceux-ci sont si abrupts qu'il faut creuser un tunnel, au débouché duquel, note le rédacteur du *Moniteur de l'Algérie*, enthousiaste, la route traverse l'Isser « sur un pont d'une seule arche de 50 m d'ouverture ». Ainsi, conclue-t-il, « la traversée des gorges de l'Isser est non moins remarquable par son aspect pittoresque qui ne le cède en rien aux gorges tant vantées de la Chiffa, que par les travaux grandioses qui s'y exécutent ». La colonisation triomphe des éléments et marque le paysage de sa modernité technique[53]. C'est à cet endroit même que, plusieurs générations après, la section Artur entreprend de monter à l'assaut du djebel, juste à l'entrée du défilé rocheux.

Situé légèrement à l'est du pont de Ben Hini, alors que l'oued Isser sinue en boucles vagabondes avant d'être enserré dans le corset des gorges, le site du centre de colonisation permet ainsi de contrôler une des voies d'accès principales à la plaine de la Mitidja que les Français ont entrepris de drainer et d'exploiter dès la première décennie de la conquête. Avec son bordj, où l'administrateur prend d'ailleurs ses quartiers, le village est censé protéger l'accès à ce qui sera bientôt célébré comme une grande réussite coloniale. « En cas d'insurrection », note un commentateur français, un bordj a plus précisément une fonction seigneuriale : il peut « servir de refuge à la population européenne »[54]. Mais à Palestro, rien de tel, la commission

chargée d'envisager la construction du centre a jugé les populations locales « actives et paisibles » : « la sécurité y est très grande, et il paraît inutile de prévoir pour le village une enceinte ou des travaux de défense »[55].

La population qui s'installe dans le nouveau village est européenne car, ici comme ailleurs en Algérie, il est difficile d'attirer les Français de métropole. Les vingt-six colons qui s'établissent dans la vallée avec leurs familles viennent essentiellement du Sud-Tyrol. Un an après la naissance officielle du village, le choix du nom de Palestro, quoique lombard, n'est donc sans doute pas étranger à cette caractéristique – le discours célébré en italien par le prêtre venu consacrer le lieu, en novembre 1868, atteste en tout cas la prépondérance de cette langue. Beaucoup de ces premiers colons sont des ouvriers ayant travaillé à la route impériale n° 5 qui, après l'achèvement du tunnel au début de l'année 1869, franchit les gorges[56].

Toutefois, soucieux de garantir une pérennité à la colonisation, le régime privilégie les « colons acclimatés à l'Algérie par un séjour de plusieurs années et possédant les moyens de s'installer immédiatement sur leurs lots »[57]. Chacun a reçu, par tirage au sort, un lot urbain de vingt-cinq ares et un lot rural « de 15 ha de très bonnes terres depuis longtemps en culture »[58]. La contrainte est cependant assez faible pour les candidats : ils doivent « y faire des travaux de n'importe quelle nature, mais dénotant une prise de possession réelle » et, au bout d'un an, « l'administration appréciera s'il y a lieu de convertir ces locations en donations définitives », moyennant un prix que *Le Moniteur d'Algérie* présente comme « modéré ». Un an plus tard, fin 1869, le décret impérial fixant le nom du village évoque un groupement de cinquante-neuf feux – toujours pour l'essentiel des Tyroliens[59]. L'estimation de leur investissement sur place a conduit à en évincer certains. Mais des lots supplémentaires, découpés selon un plan en damier, ont aussi été ajoutés[60]. Les habitants des montagnes alentour sont requis pour construire le village. Les chemins desservant les lots ruraux sont tracés ; une source est aménagée pour alimenter une fontaine publique et un lavoir ; un barrage et une conduite d'eau construits.

La vie locale est modifiée par cette nouvelle implantation : l'établissement d'un marché provoque une réorganisation de l'économie d'échange de la région au profit des Européens[61]. Le président de l'association des ouvriers colons, aussi appelée « association des Tyroliens » par l'administration militaire française, semble se distinguer par de multiples vexations à l'égard

des Algériens. Dominique Bassetti est assurément l'homme fort du village, dominant largement par sa fortune les autres concessionnaires[62].

À la fin de l'hiver 1870-1871, alors que le II^d^ Empire s'est effondré à Sedan et que la III^e^ République s'installe à peine, la révolte gronde en Algérie. Les Algériens ont perdu la protection d'un empereur qui s'était proclamé « roi des Arabes » et ont l'assurance de voir le régime civil, dont le principe a été voté le 9 mars 1870, favoriser sans vergogne les colons. En outre, la ferveur patriotique qui suit la défaite et l'inquiétude concernant le sort des départements de l'Est français conduisent certains Français à imaginer l'Algérie comme une source de régénération nationale.

Or, début 1871, l'Algérie connaît une insurrection à l'ampleur inégalée depuis la conquête. En Kabylie en particulier, le soulèvement, préparé, coordonné et dirigé par un chef de valeur, gagne rapidement du terrain. Le *bachaga** Mohammed el Mokrani remporte des victoires sur les régiments envoyés pour le mater. Mi-avril, alors que le cheikh Haddad, de la confrérie de la *Rahmania**, a rejoint l'insurrection en appelant à la guerre sainte, les habitants des montagnes situées autour de Palestro encerclent le village. Depuis des mois, les *moqadems** de la confrérie se sont efforcés de multiplier les adeptes, que leur serment d'allégeance et de solidarité rend plus aisément mobilisables une fois décidée une action offensive[63].

Les habitants de Palestro, qui avaient perçu la tension dans les jours précédents, s'étaient organisés pour faire face[64]. Le 20 avril, quand ils entendent la générale et le tocsin, les habitants se réfugient dans les trois bâtiments prévus : le presbytère, la maison cantonnière et la caserne de gendarmerie. Après avoir saccagé les alentours et soumis le village à un blocus, des hommes armés, que des récits français ultérieurs estiment à beaucoup plus d'un millier, s'en prennent à ces trois bâtiments. À la caserne, ils libèrent trois individus originaires de Guergour[65]. La maison cantonnière est le dernier espace de résistance. Un incendie en a progressivement raison, tandis que les gens massés sur sa terrasse subissent des jets de pierre. Au total, sur plus de cent habitants européens, quarante-six sont tués, seize s'enfuient et quarante-trois sont emmenés comme prisonniers[66]. Ils sont placés sous la protection de l'*amin el oumena**[67] de la tribu des Beni-Khalfoun, Si Saïd-ou-Ali-ou-Aïssa[68], qui les fait bénéficier de son *anaïa** : promettant de les protéger, il engage son honneur et celui des communautés auxquelles il appartient. Serment solennel du protecteur aux protégés,

l'*anaïa* témoigne d'une supériorité momentanée tout autant que d'un gage sur l'avenir des rapports de force. Le 13 mai, Si Saïd-ou-Ali-ou-Aïssa libère les prisonniers[69].

Les colons massacrés sont des hommes en âge de se battre[70]. Leurs restes retrouvés carbonisés pour certains, ou en état de putréfaction avancée au bout de quatre jours dans une ambiance particulièrement torride, sont versés dans une fosse commune que le colonel Fourchault, arrivé trop tard, fait creuser près de l'église. Les corps portent des traces de couteau et de coups de matraque sur la nuque[71]. Des mutilations ont été pratiquées, en particulier sur le curé, les responsables des forces armées et l'administrateur civil. Le curé[72] dirigeait la défense du presbytère les armes à la main. Au-delà, c'est sans doute l'homme d'Église qui a été éventré et émasculé, ses parties sexuelles placées dans sa bouche[73]. Difficile en effet de ne pas voir dans cet acte une réponse à l'attitude offensive de l'Église d'Algérie dans les années qui ont précédé, centrée sur la Kabylie, décrite comme une terre de mission. Dans une lettre pastorale particulièrement remarquée, l'archevêque d'Alger, Mgr Lavigerie, avait opposé l'islam et la civilisation et laissé comme unique porte de salut la conversion au christianisme[74]. Quant au receveur des postes, il a sans doute dû à sa fonction de lieutenant de la milice d'être décapité et éventré[75]. De même pour le brigadier de gendarmerie, tué à coups de hache : ses assassins étaient apparemment d'anciens détenus, tout juste sortis de leur geôle[76].

Un acharnement particulier semble avoir visé Dominique Bassetti[77]. Incarnation d'un régime civil assimilé à la destruction de la société locale, il s'était aussi distingué par des errements personnels. Le récit ultérieur du colonel Robin indique qu'il aurait été éventré encore en vie. Le témoignage d'un rescapé, publié quelques années plus tard, précise : « La tête a été retrouvée dans les lieux d'aisances ; le corps a été haché en morceaux »[78]. Le décollement est une pratique rare et particulièrement terrible. Chez les musulmans, elle est considérée comme *h'ram* (interdite), car elle a pour effet de priver le mort de toute vie dans l'au-delà. Ici, elle fait écho aux décapitations qui ont accompagné la lutte sans merci des décennies précédentes, depuis les toutes premières expéditions françaises[79] – la pratique s'étant aussi développée côté français, n'épargnant ni les femmes ni les enfants[80]. Cette violence est donc lourde de sens ; elle est une insulte délibérée, que l'espace dégradant des latrines redouble, pour prix des

infamies. La mise à mort a été acharnée, la pratique de destruction approfondie, réduisant le corps humain à celui d'un animal de boucherie[81]. Arrivé sur les lieux quatre jour après le massacre, le sous-lieutenant Desnoyer juge immédiatement que « ce massacre […] n'a pas de précédent »[82].

Rapidement, néanmoins, le village est reconstruit et Palestro naît une troisième fois. Comme ailleurs en Algérie, la fin du régime militaire s'accompagne d'un nouveau départ de la colonisation européenne même si, pour les lots de terres domaniales louées, on revoit rapidement à la baisse l'obligation d'y demeurer neuf ans, celle-ci étant réduite à cinq années[83]. Le principal instrument légal est alors ailleurs : en 1873, la loi Warnier vient donner une impulsion fondamentale à la colonisation en permettant la distribution de titres de propriété individuelle et donc la mise en place d'un important marché foncier. Par ailleurs, à Palestro, comme dans toutes les zones touchées par l'insurrection de 1871, la mise sous séquestre des terres des tribus révoltées accroît considérablement ce mouvement. La dotation initiale du centre est multipliée par plus de cinq à la suite de l'insurrection[84] et le massacre des colons de Palestro est un exemple brandi à la tribune de l'Assemblée nationale pour asseoir les propositions les plus répressives[85].

Le village est repeuplé par soixante-deux familles[86]. Les colons français sont originaires essentiellement du Sud-Est, mais douze viennent aussi des territoires d'Alsace et de Lorraine perdus par la France au traité de Francfort du 10 mai 1871. Contraints de quitter l'empire allemand si elles veulent rester françaises[87], certaines familles profitent alors des opportunités qui leur sont proposées en Algérie[88]. Pour le gouvernement français et les milieux favorables à la colonisation en particulier, l'aubaine est là : des Français – et non des étrangers – vont pouvoir développer l'exploitation agricole du pays. Alors que l'on promet aux nouveaux colons 100 000 ha des meilleures terres[89], Mgr Lavigerie, ancien évêque de Nancy, s'emploie, lui aussi, à susciter ce mouvement migratoire.

En Algérie, le vice-amiral Gueydon est enthousiaste. Aux colons qui se laissent séduire et qui sont sélectionnés[90], on offre la traversée et des aides à l'installation. Le souci de sécuriser la grande Kabylie pour éviter qu'une nouvelle insurrection n'advienne explique qu'un tiers de ces migrants y soient envoyés. Des centres comme Palestro, à l'entrée du massif montagneux, sont des destinations privilégiées par les pouvoirs publics. Pour

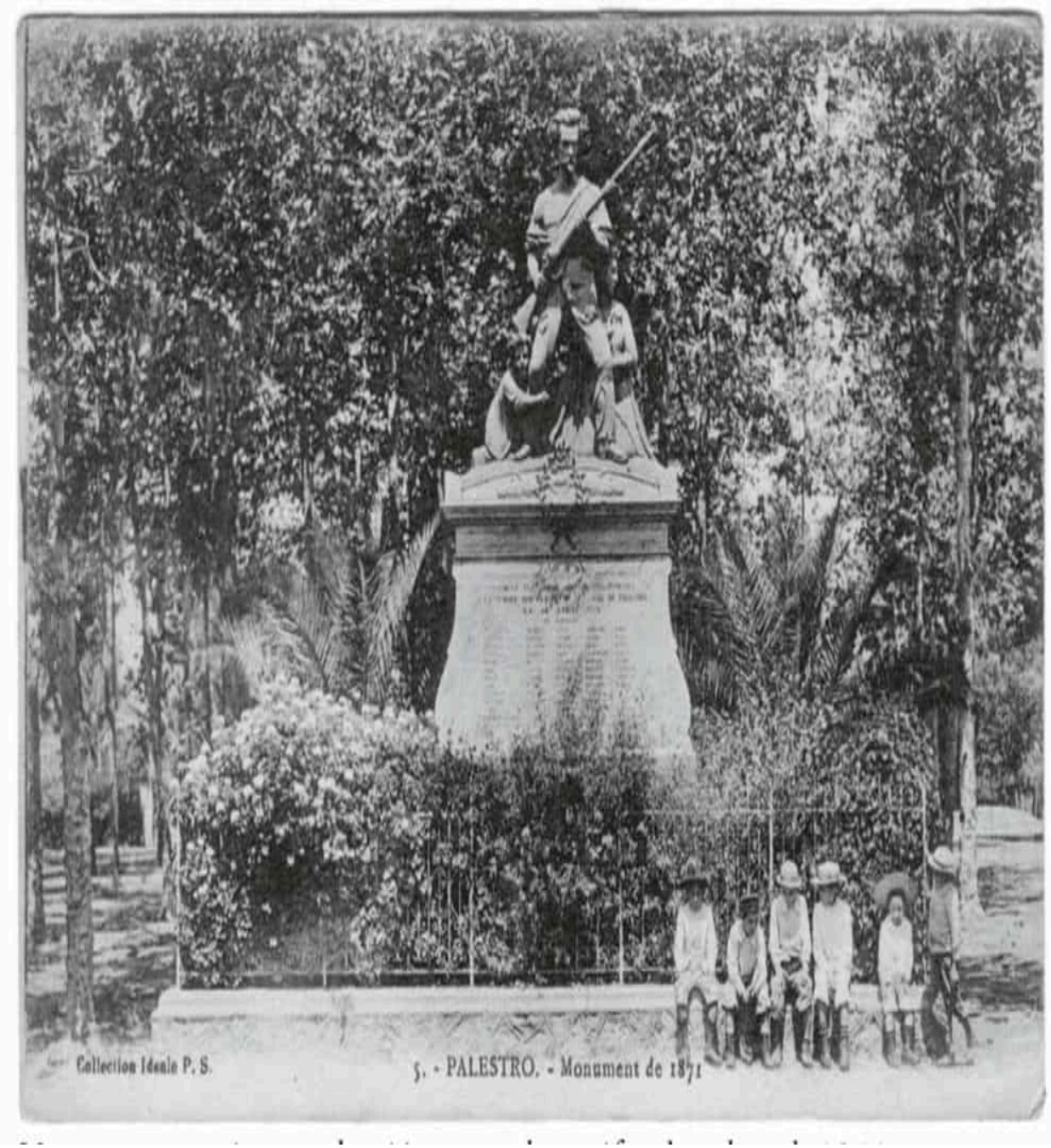
Palestro, le gouverneur général a souhaité des « familles de colons déjà habituées au Pays »[91]. Néanmoins quatre « cultivateurs alsaciens » sont candidats à l'installation dès 1871. C'est l'un de ces hommes qui préside la commission municipale de la *commune mixte** dès sa constitution : après Émile, la famille Becker donne au village un autre maire au XIX^e^ siècle (Jean) puis René, fils de Jean, dans l'entre-deux-guerres. C'est encore la veuve de ce dernier, Fernande Becker, qui offre au village ses nouveaux vitraux en 1960[92].

Au départ, sa croissance est nette et lui permet de devenir *commune de plein exercice** en 1879[93]. Au-delà du centre de colonisation proprement dit, s'étend le territoire de la commune mixte, composé de douze fractions aux *dechras** généralement groupées et de trois petits centres de colonisation : Beni-Amran en aval des gorges, Thiers et Laperrine, en amont. Les mauvaises années agricoles ont cependant raison de ce développement. Après avoir atteint son apogée en 1889[94], la population d'origine européenne de la commune s'oriente à la baisse dès la fin du XIX^e^ siècle. À partir de l'entre-deux-guerres, une décrue absolue et relative du nombre de Français est notable. Seul le centre de Palestro se maintient. Entre 1931 et 1954, la population de « Français » dans la commune mixte diminue de 10,5 % alors que la population de « Français musulmans » augmente de 48,5 %. Le poids relatif des premiers passe de 0,47 % à moins de 0,3 %. Les centres de colonisation de Beni-Amran et Thiers se vident, pour le premier de 56 % de sa population et pour le second d'un tiers entre ces deux dates. Le poids relatif de Palestro n'en est que plus grand : il regroupe plus des deux tiers des Français de la région, soit 445 personnes au début de la guerre d'indépendance[95].

Au centre de ce petit village colonial somme toute assez immobile depuis plusieurs décennies, tout près de l'église, un monument imposant perpétue le souvenir du massacre de 1871, resté, dans les récits de « l'insurrection kabyle de 1871 », comme un épisode essentiel du martyre des colons d'Algérie, « régulièrement commémoré dans l'Algérie coloniale d'avant 1914 »[96]. Installé vingt ans après l'événement, alors que le bordj lui-même tombe en ruines et que la réussite du village est éclatante, ce monument témoigne aussi d'une période révolue. Il s'élève à plusieurs mètres au-dessus du sol, à l'emplacement de la fosse commune. Les restes des victimes qui reposaient là ont été exhumés pour être ré-inhumés dans le caveau situé sous un vaste socle où ont été inscrits les noms des morts. Il est composé d'un

groupe statuaire représentant un colon, manches de chemise retroussées, tenant un fusil de ses deux mains et protégeant de tout son corps une femme et un enfant affolés, agenouillés derrière lui et enserrant, pour l'enfant, son mollet gauche et, pour la femme, son genou droit. Dans les guides touristiques, le monument est l'élément remarquable du village, accompagné d'une description de l'insurrection. Les guides d'outre-Manche sont notablement plus prolixes sur le détail du massacre et, en 1887, le guide Murray n'hésite pas à écrire au sujet du monument commémoratif qu'il est « au moins aussi mauvais que le massacre »[97] – ce que le guide Cook de 1913 se contentera de qualifier avec plus de modération[98] de « monument du pire style artistique ». Assurément, Français et Britanniques n'avaient pas la même vision des choses. Dans le guide Bleu cependant, même si le monument est toujours fidèlement mentionné, le récit du « massacre » a disparu dans l'édition de 1950. Ne reste que « le monument commémoratif de la révolte des Kabyles de 1871 » – expression pour le moins étrange si on la prive de l'accompagnement du récit des conséquences de la révolte pour les colons présents.

En tout cas, en 1956, il est toujours là, au cœur du village[99]. Des cartes postales permettent d'en diffuser l'image sous le titre « monument de 1871 ». Par sa ressemblance avec les représentations de monuments aux morts qu'on peut trouver à partir de la guerre de 1870 et surtout de la Première Guerre mondiale sur le sol français, il témoigne de l'appartenance de ce petit village à la grande patrie française. Les grilles et la végétation qui l'entourent, les enfants qui sont assis devant sont semblables à de nombreuses autres cartes postales de France : l'image rassure. Néanmoins, elle rappelle aussi, à qui veut s'en souvenir, la violence des indigènes algériens et le sacrifice des colons de 1871. Était-il possible d'imaginer que la colonisation qui succéda à cette défense malheureuse puisse, elle aussi, subir le même sort ? Pour les autorités françaises en tout cas, elle était conçue comme une assurance solide sur l'avenir, bien plus efficace que n'importe quelle répression militaire. Elle passait par la soumission individuelle et collective des Algériens.



Monument commémorant la résistance et le sacrifice des colons de 1871.

C’est sur ce terreau-là que, plusieurs générations après, la révolte explose. Une révolte dont la plupart des Français ne peuvent saisir les causes profondes, tant l’oubli des injustices premières a accompagné la domination coloniale. Aussi, pour mieux saisir ce qui se joue dans la région de Palestro au début de la guerre d’indépendance, faut-il de nouveau se plonger près

d’un siècle en arrière. En naturalisant les Algériens et en oblitérant leur histoire, les Français ont en effet réussi à oublier la dépossession foncière et les bouleversements subséquents des communautés villageoises. Ils ont oublié ce qui fut infligé. C’est au rebours de cela que l’on doit aller maintenant, en portant une attention appuyée à ce qui marqua si durement la terre et la mémoire des hommes de cette région. Alors seulement, peut-être, seront éclairées les raisons de la violence.

Chapitre 4

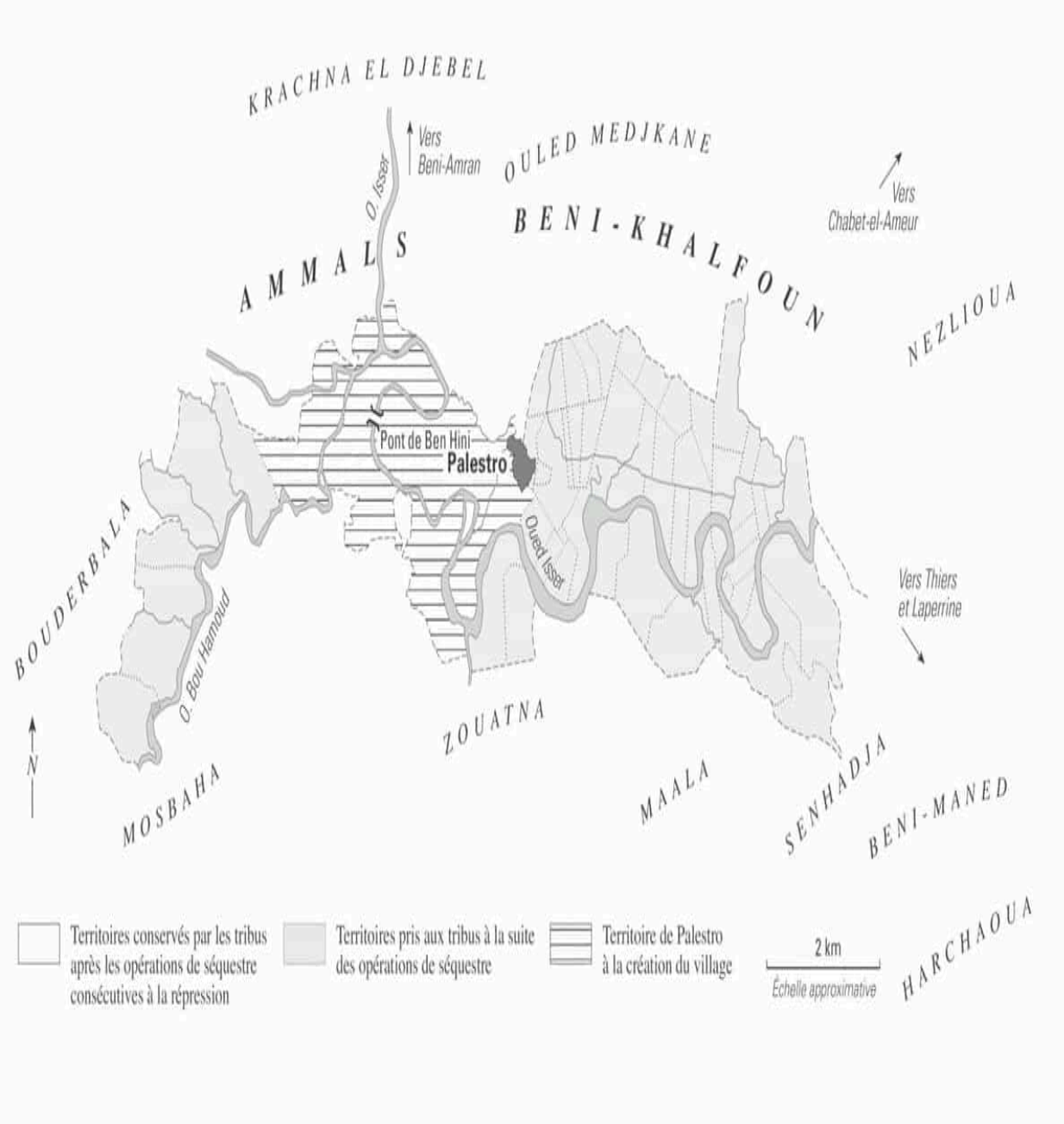
Dans la voie de la violence

> « C'est l'histoire d'une insurrection *indigène*, et rien de plus. »
>
> Louis Rinn, *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*,
> Alger, A. Jourdan, 1891, préface.

> « L'argument que choisit le colonisé lui a été indiqué par le colon et, par un ironique retour des choses, c'est le colonisé qui, maintenant, affirme que le colonialiste ne comprend que la force. »
>
> Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*,
> Paris, Maspero, 1961[1].

La violence dans la terre

Après la répression militaire de la révolte de 1871, c'est dans la terre que les Français dirent leur victoire. C'est sur elle, ensuite, qu'ils bâtirent leur fierté coloniale. Dans la vallée de l'Isser, plus précisément, le développement du village européen et des cultures reposa sur une spoliation massive et un appauvrissement brutal de la population locale. Au séquestre des terres s'ajoutèrent en effet des impôts de guerre. Pour s'en acquitter, les habitants durent vendre, souvent à vil prix, cheptels et récoltes et louer leurs bras jusque sur leurs anciennes terres, nouvellement attribuées aux colons.



Carte 3. L'extension de la colonisation autour de Palestro à la suite de l'insurrection de 1871

Ici comme ailleurs, les enjeux et les effets des confiscations foncières sont éclairés par la période qui les précède. Avant la révolte de 1871, à l'origine des tensions entre colons européens et indigènes, se trouve le village de Palestro. Son installation est d'abord le résultat de la grande réorganisation voulue par les autorités françaises : à la suite du *senatus-consulte* de 1863,

des opérations de délimitation des territoires des « tribus » sont menées. Elles morcellent les espaces des deux grandes confédérations locales : les Beni-Djââd et les Flisset-Oum-El-Lil, soumises au début des années 1850, mais sans leur prendre de terres. Au contraire, pour établir les lots du nouveau centre de colonisation de 524 ha, l'État a pris l'essentiel sur le Domaine (409 ha)[2], réalisant parfois des échanges entre territoires du Domaine et terres possédées par la tribu des Ammals. Il a aussi dû acquérir certaines terres contre de l'argent. Ce fut le cas des 76 ha reliant le village au pont de Ben Hini, des terres *melk** achetées pour plus de 6 600 francs[3]. De même, un terrain de près de 33 ha est acheté 2 000 francs[4].

Dans le premier moment de l'installation des colons[5], à la fin des années 1860, les relations entre administration et populations locales sont d'abord caractérisées par le souci français de ne pas heurter les habitants des montagnes. En revanche, à l'occasion de la constitution du nouveau centre, les autorités découvrent un conflit entre Ammals et Beni-Khalfoun à propos du terrain sur lequel est située une source nécessaire au village[6]. L'expropriation pour cause d'utilité publique serait la voie la plus simple pour l'État français, mais l'administration militaire souhaite éviter les affrontements. Aussi, après avoir envisagé de détourner l'eau de la source, préfère-t-on construire un barrage et une conduite d'eau[7]. On prévoit d'obtenir 160 litres/ minute, d'en acheminer 120 au village et de laisser aux indigènes les 40 restants[8].

Rapidement cependant, des motifs de conflit entre les tribus et les autorités françaises apparaissent. Au printemps 1869, El *Hadj** Ahmed ben Dahmane, le *caïd** des Ammals, conteste les limites d'un terrain vendu aux Français en mettant en avant un titre de propriété datant des Turcs[9]. La mise en place du marché de Palestro amène aussi le caïd à manifester ouvertement son désir de le boycotter[10], tandis que la commission de vérification des lots de colonisation, chargée d'évaluer si la mise en valeur des terres alloties justifie leur cession définitive, inscrit le caïd sur la liste des personnes « à remplacer ». Comme lui, d'autres allocataires sont évincés par des décisions qui paraissent injustifiées[11].

Elles viennent alors s'ajouter aux griefs apparus depuis l'installation effective des premiers concessionnaires. Le maire du centre, Dominique Bassetti, en a sans doute conscience[12]. En février 1871, il en vient ainsi à recommander qu'on laisse aux Beni-Khalfoun le bénéfice des parcelles

qu'ils ont cultivées sur un terrain dont la légalité de la vente est pourtant contestée. En effet, en 1870, la région a été agitée par des conflits de bornage. Les Ammals sont en particulier accusés d'avoir vendu au Domaine un terrain qui ne leur appartenait que très partiellement. La plus grande partie des 144 ha contestés (haouch ben Aazem) serait en réalité la propriété d'un colon, propriétaire depuis 1809. Saisi par ses héritiers, l'État enquête et, mi-mars 1871, acquiert la conviction que le caïd « a surpris la bonne foi de l'État »[13]. Pour les Ammals, la menace est évidente : il va leur falloir céder des terres. Dans un contexte climatique défavorable puisque la sécheresse menace les plantations de printemps (tabac, légumes), la perspective est d'autant plus inquiétante.

Un mois plus tard, les Ammals entrent en révolte ouverte. Alors que leur histoire est faite de contacts plutôt soumis aux puissances dominantes, ottomane puis française, leur attitude est un signe fort. En dépit d'une réticence manifestée par leur caïd envers les méthodes violentes[14], les témoignages s'accordent pour dire que le signal de l'attaque du village est venu du douar des Ammals[15] et plus précisément du village du caïd, Ouled ben Dahmane, situé en surplomb au milieu des gorges.

Aux Ammals dont le territoire s'étend sur les deux versants des gorges, se joignent les tribus de la rive droite et celles de la rive gauche. Sur la rive droite, et sans surprise, les Beni-Khalfoun dont l'hostilité aux Français s'était déjà manifestée par leur participation active à la lutte d'Abd el-Kader, tiennent un rôle actif dans la révolte alors que d'autres tribus, plus petites, comme les Harchaoua, ont peut-être seulement suivi. Entre les deux, les Nezlioua et plus au nord les Ouled Medjkane sont aussi de la partie. Sur la rive gauche, la révolte unit Beni-Maned et Senahdja (toutes deux des Beni-Djââd) et, directement au sud de Palestro, les Zouatna pourtant traditionnellement plus soumis[16], les Bouderbala enfin et, en allant vers la Mitidja, au nord-ouest, les Krachnas. En s'engageant ensemble dans la lutte armée contre les Français, les habitants espèrent sans doute, d'un même mouvement, résoudre les conflits locaux et s'inscrire dans une identité plus large, unissant l'ensemble de la montagne contre ceux qui, depuis la plaine, menacent d'avancer.

Pour tous, l'extension du territoire civil décrétée par la toute nouvelle République en décembre 1870 a annoncé l'aggravation de la menace colonisatrice. Ici comme dans le Constantinois[17], la révolte latente dégénère en insurrection. Si la mise en place du village de colonisation a réveillé

d'anciennes divisions en vigueur sous la régence ottomane, elle a surtout soumis à une grande tension les équilibres locaux, politiques comme économiques. Le 19 avril 1871, les habitants des massifs environnant le village de colons scellent leur alliance sur le marché des Beni-Khalfoun. Après l'appel du cheikh Haddad, la plupart des moqadems des environs de Palestro s'engagent dans la guerre sainte[18], enclenchant une dynamique irrésistible qui témoigne aussi de leur rôle dans la région[19]. En effet, puisant ses membres en dehors des liens de village ou de tribu, la confrérie de la Rahmania a un pouvoir d'unification réel. Un de ses moqadems avait d'ailleurs tenté une mission de conciliation entre Ammals et Beni-Khalfoun lors d'un de leurs différends peu de temps auparavant, adoptant le rôle de médiateur qui leur est habituellement reconnu[20]. Le signal de l'attaque du village de colons a été donné par le drapeau de l'une des plus importantes *zaouïa** de cette partie de la Kabylie : la *zaouïa* Baba Ali dont la *koubba** se trouve sur le territoire des Beni-Khalfoun, très précisément sur les hauteurs en face de Palestro. Or, précise l'une des relations les plus complètes sur l'événement, ce drapeau fut hissé sur le bordj du caïd des Ammals aux Ouled ben Dahmane[21]. Que cela soit avéré ou non, le sens de l'action est ainsi parfaitement décrypté : Ammals et Beni-Khalfoun sont unis contre Palestro[22]. Le lendemain de l'attaque, on peut voir le moqadem Mohamed ben Lounès monté sur une belle mule noire arborer cette bannière dans Palestro même et psalmodier des prières visant à encourager les assaillants[23].

Le caïd des Ammals a sans doute été soumis à la pression conjuguée de la Rahmania et des Beni-Khalfoun[24]. Témoignage de la difficulté qu'il y eut pour lui, et sans doute pour d'autres, à décider d'entrer en dissidence, El Hadj Ahmed ben Dahmane continue d'adopter une attitude ambivalente après le déclenchement de l'attaque. Il alerte les Français alors même que les membres des Ammals font le coup de feu. Il impute au moqadem Ali ben Salah la distribution de poudre et de balles aux gens des Ammals[25], partis armés avec ceux des Beni-Khalfoun[26]. Pourtant, quand les colons rendent leurs armes et doivent remettre leurs bijoux, il participe comme les autres chefs à l'établissement d'une liste où sont portés les noms des propriétaires des objets confisqués[27].

Faut-il voir dans ce comportement le signe de l'inconfortable position de caïd qu'El Hadj Ahmed ben Dahmane tenterait de faire exister tant vis-à-vis des Français que des Ammals eux-mêmes ? Ou bien est-ce le signe d'une

rivalité interne aux Ammals ? L'information qui parvient au sous-lieutenant Desnoyer en mai 1871 pourrait confirmer cette hypothèse. À cette date en effet, le territoire de la tribu a été saccagé et ses villages brûlés par les Français. Dans l'un d'eux, la découverte des vases sacrés de l'église de Palestro est venue placer les Ammals au premier rang des coupables[28]. Alors qu'une partie de la tribu s'enfonce dans la résistance refusant de demander l'*aman** au général Cérez chargé de mater la région, un autre groupe serait prêt à se soumettre. L'informateur du sous-lieutenant Desnoyer identifie ici la lutte entre deux *çoff**, dont il est évident qu'elle n'est pas née en réaction à la colonne du général Cérez[29].

Le caïd choisit de jouer la carte de l'apaisement. Il sert d'intermédiaire pour organiser la libération des survivants de Palestro, gardés par les Beni-Khalfoun[30]. Ce sont eux en effet qui, avec les Zouatna, constituent l'un des derniers bastions de la résistance dans la région. Plus à l'ouest, les troupes françaises viennent peu à peu à bout des Krachnas de la plaine et de la montagne[31]. Le général Cérez reçoit *l'aman*, les armes confisquées et les otages donnés en garantie de l'exécution des conditions imposées par l'autorité française. Puis c'est une partie des Senhadja qui fait vite soumission tandis que les autres se réfugient chez les Beni-Khalfoun « pendant que leurs jardins étaient dévastés, leurs silos vidés et leurs villages livrés aux flammes par nos troupes qui ne rencontraient pas de résistance »[32]. Les Beni-Maned subissent le même sort[33]. Le récit du général Cérez est très net : « J'ai commencé aujourd'hui à brûler leurs villages et dévaster leurs récoltes, et vider les silos. Les troupes qui se sont rendues dans les villages n'y ont pas rencontré de résistance. Quelques isolés ont tiré sur elles ; quatre ont été pris les armes à la main et fusillés. Dans ces villages, on a trouvé des effets et des papiers des colons de Palestro[34]. » Dans le douar Ammal, le village de Sohana et tous ceux de la rive droite de l'oued Oucedfa, affluent de l'Isser au nord du territoire du douar, sont razziés. Les villages des moqadems, Ouled ben Salah et Ouled Abdelhadi, sont plus précisément ciblés[35]. Alors que les habitants ont fui, le caïd choisit, quant à lui, de se rendre comme otage. En dépit des promesses qui lui sont faites, il est arrêté le 30 mai, quand ses services ne sont plus nécessaires[36].

Après avoir razzié le territoire des Ammals, la colonne dirigée par le général Lallemand emprunte l'ancienne route turque, située sur l'arête rocheuse entre les deux bassins de l'Isser et du Corso : en occupant cette

position dominante, les Français veulent ainsi signifier que le terrain est conquis. En réalité, la soumission de la région n'est pas encore acquise. Après avoir reçu le renfort de nouvelles troupes, le général Cérez s'installe au pied du djebel des Beni-Khalfoun le 12 mai. Le lendemain, les prisonniers sont libérés par l'*amin el oumena*[37]. La soumission définitive des Beni-Khalfoun est obtenue fin mai dans des conditions fixées à l'avance par le gouverneur général ; les Zouatna, eux, se battent encore[38].

À cette date, le vice-amiral Gueydon, premier gouverneur civil de l'Algérie, a déjà affirmé que les insurgés devaient être « traités en rebelles et non en belligérants »[39]. Pourtant, si les conditions dans lesquelles la répression est menée sur le terrain militaire vont bien dans ce sens[40], la mise en œuvre des pratiques héritées de la conquête ne sont pas non plus souhaitables à une époque où les Français veulent développer la colonisation civile et tirer des indigènes un maximum d'avantages. Dans une lettre au général Lallemand, il le rappelle très explicitement. À propos des Ammals, en particulier, il déplore la destruction systématique menée par le général Cérez et ses troupes :

> J'aimerais mieux faire payer des rançons, imposer des réparations, exiger la remise en nos mains des principaux coupables des massacres, afin de les faire juger et punir d'après toute la rigueur des lois. De son côté, le général Cérez marche dans la même voie qui, je le reconnais, est traditionnelle en Afrique. Ne pourriez-vous pas lui recommander d'agir autrement ? Il faut que les rebelles paient très cher en argent, en otages et en livrant les principaux fauteurs de l'émeute, leurs actes hostiles. Il ne faut pas les ruiner et les mettre dans l'impossibilité de nous indemniser[41].

Alors que la révolte continue en Kabylie, le châtiment commence à se déployer ; il prend plusieurs formes. Si la répression judiciaire en est un aspect important, elle est sans commune mesure avec la redoutable arme du séquestre, dont les dimensions foncières et financières visent à consolider la propriété française et à réorganiser l'économie de ces régions au profit des colons. Au séquestre nominatif visant les individus dans l'ensemble de leurs biens, s'ajoutent séquestre collectif et impôt de guerre[42]. Le séquestre collectif vise « les collectivités reconnues coupables de participation » par des jurys populaires, eux-mêmes intéressés par les séquestres[43]… Ce séquestre est rachetable au prix du cinquième des terres, mais la vente de terres est souvent nécessaire pour obtenir le numéraire requis. En réalité, les Français peuvent alors indiquer quelles terres ils souhaitent récupérer, pour solder ainsi les comptes du rachat du séquestre. Soif de terres et soif de

vengeance se combinent pour le plus grand malheur des indigènes. Les procès en témoignent tout autant que les séquestres eux-mêmes.

Ainsi, alors que le ministère public tente de distinguer parmi les individus jugés pour le massacre des colons de Palestro ceux qui ont couvert de leur *anaïa* les survivants afin d'obtenir pour eux une atténuation de la condamnation, le jury d'assises n'entend faire aucune différence. En janvier 1873, huit hommes sont condamnés à mort tandis que d'autres, jugés moins coupables, sont envoyés en déportation[44]. En dépit de son attitude pendant les événements – ou peut-être à cause d'elle – le caïd El Hadj Ahmed ben Dahmane ne voit pas sa peine commuée. Il est exécuté en mai 1873. Ses paroles, au moment de mourir, sonnent comme une mise en garde : « Je meurs innocent et ainsi mourront ceux qui accorderont leur confiance aux *roumis** et verseront leur sang pour les Français[45]. » Inversement, toutefois, c'est une pétition des habitants de Palestro qui conduit à la commutation de la peine de l'*amin el oumena*, Saïd-ou-Ali-ou-Aïssa. Comme lui, Saïd ben Ramdane et trois autres des huit condamnés à mort voient leur peine allégée[46].

Les séquestres nominatifs en revanche sont maintenus sur leurs terres, y compris hors de leurs douars : il s'agit bien de ruiner ceux que l'on considère comme les instigateurs de la révolte. Cependant, comme d'autres, Saïd ben Ramdane et Ahmed ben Dahmane arrivent à payer la somme demandée par les Français et à faire finalement lever le séquestre sur leurs terres à la fin des années 1880 ou au début des années 1890[47]. Le nombre de personnes frappées de séquestre nominatif est un indicateur de la culpabilité telle que l'apprécient les Français. Tout en frappant les individus, ces séquestres sont aussi un moyen supplémentaire d'appauvrir une tribu (d'autant qu'au départ, ces séquestres n'étaient pas rachetables). Dans la région, les douars des Ammals et des Krachnas[48] sont très nettement distingués, avec plus de soixante personnes visées dans chacun. Les Beni-Khalfoun, quant à eux, n'ont que trente et un de leurs membres visés individuellement[49].

Comme les condamnations judiciaires, les séquestres nominatifs peuvent finalement être révisés. Ainsi le gouverneur général émet-il un avis favorable quant à la révision du séquestre d'Ahmed ben Aïssa, ancien caïd des Harchaoua et chevalier de la Légion d'honneur. Alors que les Français considèrent que l'ensemble des Harchaoua a suivi le mouvement de révolte par passivité plus que par conviction, leur caïd lui-même s'est distingué par son action visant à informer les Français. Il s'est ensuite soumis « le premier

lorsque le général Cérez est arrivé à Palestro », avant de se mettre à son service[50]. D'autres informateurs des Français subissent un sort moins avantageux : Ahmed ben Mohamed bou Djenouis, ancien *amin* des Krachna el Djebel, qui avait accepté de servir d'espion pour les colonnes françaises, est assassiné en octobre 1872[51]. Les Krachna el Djebel doivent en effet payer chèrement leur engagement dans la révolte et cette vengeance d'après-guerre témoigne à sa manière de l'extrême tension accumulée depuis que la menace française s'est précisée dans la région. Leurs terres vont servir à constituer le territoire d'Isserville, d'Aïn M'Sara et, plus près de Palestro, à 17 km au nord, à l'entrée des gorges de l'Isser, le centre du « col des Beni-Amran ». Dès 1872, douze familles de colons doivent s'y installer[52]. Mais les habitants refusent de partir, y compris pour aller sur les terres qui leur ont été attribuées ailleurs. À l'été 1874, les militaires les chassent par la force : c'est, au dire du préfet, le seul endroit de son département qui ait nécessité pareil traitement[53].

Plus largement, les tribus qui encadrent les gorges de Palestro paient chèrement le prix de l'insurrection. Alors même qu'elles contrôlent une voie de passage importante pour le développement de la colonisation, on leur reproche non seulement leur soulèvement mais encore leur implication dans le massacre des colons du village. Pour les partisans d'une extension de la zone de colonisation, c'est l'occasion d'accéder à la terre jusqu'alors gardée jalousement. Le séquestre, pour reprendre les mots de l'historien Charles-Robert Ageron, n'est « pas une mesure de répression militaire à l'échelle des événements, mais le premier acte politique traduisant la victoire des colons »[54]. À Palestro, les autorités civiles souhaitent également constituer un centre de population « assez considérable pour pouvoir se suffire à lui-même et résister en cas d'attaque »[55] : les exigences de sécurité rencontrent les appétits colonisateurs. En juillet 1871, le village devient le centre administratif d'un ensemble formé par les terres des tribus alentour.

Le petit centre de moins de 600 ha voit sa superficie disponible pour la colonisation multipliée par plus de cinq grâce aux terres séquestrées[56]. Les Beni-Khalfoun sont privés des terres qu'ils possédaient sur le versant droit de l'Isser, abandonnant ainsi un tiers de leur territoire à la colonisation et apportant aux colons les meilleures terres à céréales de la région[57]. Objet de tractations avant l'insurrection, le terrain très accidenté sur lequel se trouve la source alimentant le village est également adjoint au Domaine[58]. Le

territoire de Palestro s'étend aussi le long de l'oued Bou Hamoud dont la rive gauche est récupérée sur les Ammals qui, s'ils ne perdent que 10 % de leur superficie, doivent aussi abandonner leurs terrains les plus fertiles. Le territoire initial de Palestro, formant comme le corps d'un crabe, se voit ainsi adjoindre deux pinces plantées dans les djebels rebelles.

Sur ces terres séquestrées, des colons sont rapidement installés y compris comme locataires tant l'urgence est donnée au développement du centre (ainsi n'y attend-on pas les rachats ni même les exceptions de séquestre). Ils y continuent la culture de l'olive sur les pentes[59] et développent vigne, tabac et céréales dans la plaine, profitant des alluvions lovées dans les méandres de l'Isser. Des cultures maraîchères et des orangeries sont même tentées. Les anciens colons, en revanche, ne reviennent pas après le massacre et louent leurs terres aux indigènes. Ils sont de toute façon beaucoup moins équipés pour les travaux agricoles que les nouveaux arrivants, en particulier les Alsaciens qui bénéficient des aides de l'État.

En amont du village, la colonisation pénètre la montagne avec la construction de deux centres sur le tronçon de route allant de Palestro à Bouïra. Profitant d'un léger évasement de la vallée de l'Isser ordinairement plus encaissée, le centre d'Oum-el-Alleg est créé grâce aux terres prises sur les Beni-Maned, qui perdent eux aussi plus du tiers de leur superficie[60]. Afin d'alimenter ce centre en eau potable, une source située sur le territoire des Nezlioua est détournée. Déjà défriché et cultivé par ses habitants qui en sont expulsés après la récolte de 1876[61], le millier d'hectares de ce nouveau centre prolonge en réalité le bandeau de terres prises le long de l'Isser pour agrandir le territoire de Palestro auquel il est rattaché administrativement. Ainsi, de Palestro à Thiers[62] – puisque c'est le nom que prend ce nouveau centre de colonisation –, la vallée de l'Isser est terre de colonisation sur près de quinze kilomètres. Un peu plus loin, quelques kilomètres plus à l'est, les Harchaoua doivent renoncer à plus de 650 ha permettant d'installer le centre de Laperrine/ben Haroun, à proximité d'une source. Quant aux Beni-Khalfoun, ils doivent aussi céder de quoi installer le nouveau périmètre de colonisation de Chabet-el-Ameur, au nord de leur territoire.

Ainsi la montagne comme la vallée sont-elles pénétrées. Le nombre de nouveaux centres (quatre) et leur faible espacement sont particulièrement remarquables : tout se passe comme si le potentiel de colonisation avait été, d'un seul coup, épuisé[63].

La rétraction importante du territoire de certaines tribus les conduit à cultiver la moindre parcelle disponible, et à faire face à une pression démographique importante sur les terres restantes. Les Beni-Khalfoun, en particulier, connaissent une densité de 129 hab/km² à la fin du siècle. Dans le douar Ammal, l'administrateur de la commune mixte peut témoigner, à la même époque, que même des parcelles situées « dans un endroit où l'on n'accède pas facilement » sont utilisées par « les indigènes du village voisin Tiguert Ouacif, d'origine kabyle, trop à l'étroit chez eux, [qui] peuvent en tirer un maigre parti comme terrain de pacage »[64]. Alors que cette région ne fournissait aucun bras pour les récoltes de la Mitidja avant l'insurrection puisque leurs propres récoltes avaient lieu exactement en même temps, un des effets du séquestre va être de libérer de la main d'œuvre pour les exploitations coloniales. Au-delà des *khammès** et des journaliers que les séquestres et les impôts de guerre ont produits, les rangs des vagabonds ont également beaucoup grossi dès les années 1870, allant jusqu'à former des petites bandes criminelles.

L'État veille pourtant à freiner les appétits aiguisés des colons. Ainsi, à Thiers, le préfet refuse d'exproprier des indigènes au début des années 1890. Rappelant qu'ils ont « subi des prélèvements trop importants sur leur territoire », il témoigne d'une nette préférence pour l'initiative individuelle comme celle d'un sieur Maréchal achetant des parcelles afin de se constituer une plantation d'oliviers de plusieurs centaines d'hectares[65]. À cette époque, l'État souhaite en outre donner la faveur au développement du marché foncier et se retirer du jeu. À Palestro, le raisonnement est le même. Le village s'est bien développé et est devenu l'un des « plus prospères du département » d'Alger[66] en 1889. Mais le préfet et le gouverneur général s'opposent[67] au projet d'agrandissement de son maire qui souhaite acheter 1 000 ha de bonnes terres aux douars Ammal et Bouderbala afin d'établir de nouvelles fermes[68]. Les représentants supérieurs de l'État font valoir le déséquilibre qui en résulterait pour les 2 651 indigènes de la commune de plein exercice déjà obligés de se contenter de 1 862 ha[69].

La soif d'expansion des colons freinée, le développement du bourg marque le pas et, dès la fin du siècle, on peut y voir des maisons en ruines, des lots non bâtis au centre du village[70]. Le village paraît avoir « acquis tout son développement »[71]. De fait, les délais imposés par le décret sur le mode d'aliénation des terres domaniales, réservant celles-ci aux Européens et

interdisant aux propriétaires de les céder aux indigènes avant vingt ans pour les fermes et dix ans pour les lots urbains, sont arrivés à expiration[72]. Ici comme ailleurs en Algérie, les habitants de la région peuvent espérer racheter leurs anciennes terres. Dans le contexte de crise économique qui touche alors le pays auquel s'ajoutent les effets du phylloxéra sur le vignoble algérien, des propriétaires européens préfèrent vendre. À Palestro, les chiffres de peuplement sont explicites : le pic démographique des Européens est atteint en 1889. À Beni-Amran aussi, le peuplement s'essouffle (173 habitants en 1881 contre 147 en 1901)[73].

Un mouvement de lent grignotage de la colonisation agricole est à l'œuvre. Un temps peut-être plus proprement paysan reprend peu à peu le dessus sur le temps toujours plus pressé de l'entreprise coloniale.

L'honneur des hommes

Dans ce temps colonial qui, peu à peu, a vu se réorganiser une région bouleversée par l'entreprise de domination française, les modalités de résistance ont évolué mais doivent toujours être considérées au sein de la gangue économique et sociale où elles s'expriment et prennent sens. Le postulat est ici que ces actes sont un discours dont il est nécessaire de reconnaître les composants, les locuteurs et les destinataires. L'enjeu n'est pas lié à une identité culturelle qui serait immuable mais à une identité collective définie par l'histoire et, en l'occurrence ici, par les effets de la dépossession foncière. Pour poursuivre cette exploration de la violence en acte lors de la guerre d'indépendance et comprendre les sens qu'elle revêt pour les groupes et les individus en présence, les lecteurs doivent accepter d'aborder des rives peut-être moins familières. En effet, si le sol devient plus mouvant pour l'historien du contemporain, les archives plus rares, le chemin n'en est pas moins balisé par d'autres. Il faut tenter de l'emprunter aussi.

La violence déployée dans la région de Palestro début 1956 revêt des sens multiples. Pour la plupart des contemporains, déjà, elle est criminelle pour les uns et libératrice pour les autres. En effet, aux yeux de la loi coloniale qui interdit les atteintes aux biens et aux hommes, en particulier quand il s'agit de Français, la violence déployée dans la vallée comme dans la montagne est un crime ; elle mérite la peine de mort. Mais cette interprétation est rejetée par les nationalistes qui préfèrent qualifier les violences accomplies de

violences politiques, quelles qu'en soient les victimes. Provoquer l'ordre colonial, transgresser ses normes, c'est montrer sa vulnérabilité, indiquer que rien n'est immuable et que l'ordre peut être renversé. La violence a valeur mobilisatrice : elle rend visible un autre possible. Plus intimement aussi, elle témoigne qu'il existe, au sein de la société algérienne, une envie collective d'autres formes de pouvoir et d'avenir.

Nouvel acteur dans le jeu politique algérien comme dans la société locale, le FLN/ALN n'aurait pu survivre s'il avait été totalement allogène. Les rapports des maquisards à l'espace dans lequel ils agissent doivent être analysés autrement qu'en termes de complicités, contraintes et négociations. Leur implantation dans le tissu social local doit être interrogée du point de vue des habitants eux-mêmes. Trop souvent perçus comme passifs, subissant plus ou moins volontairement la pression du FLN, les villageois de Djerrah, les hommes et les femmes des montagnes comme ceux de la vallée de l'Isser peuvent aussi agir sur les maquisards. Leur rôle dans l'embuscade du 18 mai 1956 témoigne de leur autonomie et met en lumière la manière dont la présence de maquisards et les actions du FLN participent à des équilibres locaux, soit pour les modifier soit pour les renforcer.

Si le FLN confère un sens politique à l'embuscade, celle-ci est aussi porteuse de sens pour les civils qui y prennent part. Sur cette terre marquée par la violence et l'humiliation, tuer des militaires français, abîmer leurs corps, c'est reprendre possession de soi, agir. Il n'a sans doute pas fallu attendre l'arrivée des maquisards pour que l'envie existe, sinon pour qu'elle se manifeste. Néanmoins, se révolter coûte cher dans l'Algérie française, et les Français ont réussi pendant plusieurs décennies à obtenir le calme social qu'ils recherchaient[74]. Le 18 mai 1956 cependant, dans ce petit coin aux limites de la Kabylie, l'opportunité d'agir était là et elle fut saisie.

Le sous-lieutenant Artur a peut-être été perçu comme méprisant par les villageois. Ne jugeait-il pas en effet qu'il était nécessaire de tutoyer tout le monde, y compris les chefs de douar qu'il tenait pour les responsables personnels de la lutte contre le FLN[75] ? Peut-être a-t-il payé de sa mort cette arrogance ? Cependant, la vengeance ciblée est une hypothèse peu probable tant le hasard fut ici déterminant. Plus sûrement, en revanche, Hervé Artur et ses hommes ont payé pour d'autres : les Français et la France en général, identifiés comme la source de tous les maux des populations locales. La guerre était là depuis plusieurs générations avant même de commencer[76]. Le contexte permet aux villageois d'agir de manière intéressée et pragmatique.

Leur engagement dans l'embuscade peut leur apparaître comme légitime. Il les positionne définitivement dans le camp des ennemis de la France : tout en actualisant des structures ancrées dans un long passé, ils signent ainsi leur destin collectif. Pourtant, aucune causalité simple n'est de mise ici et ce qui s'enclenche alors aurait pu ne pas advenir tant fut fortuit l'enchaînement des faits.

Dans cette embuscade à laquelle ils participent, les habitants de Djerrah ont su trouver leur place. Ils l'ont inscrite à l'intérieur du cadre élaboré par la société locale : elle fonctionne comme ces pratiques violentes qui ressortissent aux gestes de l'honneur social[77] (entendu comme un ensemble de réalités qui contraignent les individus et colorent leurs interactions à l'intérieur de leur société et qui, de ce fait, sont aussi soumises à des variations selon les situations). Dans le Rif, étudié par Raymond Jamous, celui qui a triomphé de cette manière, c'est-à-dire par ruse, s'expose ensuite en tirant un coup de feu en l'air[78]. Il se met alors en danger mais c'est aussi par cette exposition que se construit son prestige[79]. Cette dimension semble présente à Djerrah. On peut faire l'hypothèse que participer à l'embuscade est, pour les villageois, une façon d'affirmer leur courage social, leur manière d'être du côté des maquisards, partageant avec eux des codes et des valeurs.

Cette participation doit aussi être regardée pour ce qu'elle indique d'une image de soi qui se construit en relation à l'altérité. Celle-ci est renvoyée uniquement aux Français, incarnation d'un extérieur dangereux[80]. En s'acharnant sur les corps des militaires français, les habitants de Djerrah affirment leur implication dans la violence et, de là, leur participation à la lutte collective. « L'homme qui n'a pas d'ennemis est un bourricot » affirme un proverbe kabyle[81]. L'action des villageois a deux conséquences liées : par elle, ils indiquent ce qu'ils partagent avec les maquisards, tandis que, défiant les autorités françaises, ils appellent sur eux les représailles[82].

Cette action a aussi un sens interne : réaffirmer un certain ordre des choses. Le déroulement de l'embuscade et de ses suites offre un aperçu des liens noués entre violence et valeurs structurant la société. Il permet en particulier d'éclairer les relations entre hommes et femmes et les modalités d'élaboration (ou de réélaboration) de la virilité dans ce territoire de l'Algérie française.

La place des femmes dans l'embuscade est en effet remarquable. La guerre, si elle est une action virile et virilisante, n'est pas qu'une affaire

d'hommes. Les femmes y jouent un rôle qu'Aristide Letourneux et Adolphe Hanoteau, piliers de l'ethnographie kabyle de l'ère coloniale, ont repéré : « Souvent, écrivent-ils, elles paraissent sur le champ de bataille parées de leurs bijoux ; leurs cris se mêlent au bruit de la poudre, et leurs chants guerriers excitent jusqu'au délire l'ardeur des combattants »[83]. Pendant la guerre d'indépendance, les youyous peuvent accompagner encore les actions des maquisards. « Il y a des gens, ça les gonflait ! Ça les gonflait terriblement ! », témoigne ainsi un ancien maquisard qui, par ailleurs, n'imagine pas qu'il y ait pu avoir des youyous lors d'une embuscade[84]. Pourtant, Pierre Dumas n'a-t-il pas mentionné, dans le récit qu'il fit de l'embuscade à sa femme et à ses enfants, les « hurlements des femmes » ? Ces hurlements sont-ils les youyous d'encouragement évoqués par Bachir Rouis ? Sont-ils des insultes lancées aux Français ? Sont-ils des chants de guerre nourrissant l'ardeur des maquisards[85] ?

À moins que les femmes n'aient pas été présentes et que les cris entendus par Pierre Dumas aient été ceux des hommes de l'ALN à qui on a recommandé de crier « pour désarmer moralement l'ennemi »[86]. L'individu prisonnier à la SAS précise que ce sont les hommes qui « ont aidé les rebelles à déshabiller les soldats et à prendre les armes »[87]. On peut cependant douter de son témoignage sur ce point (peut-être a-t-il voulu aussi protéger ultimement les femmes des environs, sa propre mère étant restée dans la montagne ?). Le récit que livre Dumas, halluciné et encore sous le choc après son retour en France, est plus convaincant : les femmes étaient là et elles ne sont pas restées silencieuses et passives[88]. Les informations publiées juste après l'embuscade insistent sur ce point. « Femmes et vieillards », écrit en particulier *Le Parisien libéré*, se sont acharnés sur les corps[89]. Les deux faits sont à prendre ensemble : les femmes sont actives et elles participent à l'humiliation dans la mort. La violence symbolique des mutilations est comme multipliée par le fait qu'elles sont conduites par des femmes.

Or, ce qui domine symboliquement, c'est une prise de pouvoir : prendre le temps de mutiler les soldats français, c'est refuser d'attendre passivement les représailles qui ne manqueront pas d'arriver. C'est prendre parti et jouer sa partie. C'est défier la puissance coloniale qui a, au moins ponctuellement, perdu la maîtrise des choses et le compte du temps. Les habitants de Djerrah qui s'attaquent aux corps des militaires français prennent le pouvoir qui est à leur portée : celui de mutiler, de mettre à mort, de mettre en scène et,

ultimement de s'exposer à mourir. « C'est la capacité qu'ont les hommes de mourir qui rend un groupe respectable, c'est-à-dire honorable et redoutable à la fois. En ce sens, il importe pour un groupe d'avoir à faire ses preuves : il en sortira paradoxalement renforcé, en dépit de ses pertes »[90] : l'analyse du système de l'honneur kabyle prend sens ici vis-à-vis des maquisards à qui les villageois démontrent eux aussi leur valeur.

Quant à l'émasculation, qu'elle soit réelle ou non, elle représente en elle-même le sens ultime de la violence exercée. Il s'agit de castrer les Français, de les déshonorer[91] et de redonner aux hommes, kabyles, algériens, leur virilité. Les deux mouvements sont liés. En 1871, écrit l'historien Omar Carlier, « vaincu et humilié […], l'Algérien [avait été] condamné au silence et à la patience, comme une femme »[92]. C'est bien pour cela aussi que les femmes agissent en 1956 : non pour bouleverser un ordre traditionnel patriarcal mais pour le soutenir en ces temps difficiles où les hommes se font rares et où la violence que les Français opposent à ceux qui résistent est inédite par son ampleur et sa durée si ce n'est par ses modalités[93]. La cruauté déployée est ici « une logique sociale »[94]. Elle exprime en même temps des aspirations politiques à une refondation de la communauté, à une libération de la présence coloniale.

C'est dans ce contexte que le soutien aux maquisards peut s'expliquer alors même qu'ils ne sont pas tous *stricto sensu* des hommes du coin. Le FLN a en effet su prendre à son compte les récits d'injustices racontés depuis la conquête française. Une lettre échangée entre deux responsables des maquis de la région atteste, parmi d'autres sources, de l'existence de valeurs communes, ancrées dans la situation coloniale. Nous avons « fait ce que font tous les vrais patriotes d'un pays » écrit ainsi Si Salah à Si Azzedine et Si M'Hamed[95] alors que la guerre entame sa cinquième année.

> Nous avons secoué et jeté bas la honte, l'humiliation qui pesaient sur nous, nous avons sauvé notre honneur. Nous avons rempli la mission que nous ont laissée ceux qui n'ont pu la mener à terme dans le passé. Dans le temps, je crois que c'était le cheikh ben Haddad ou […] Mokrani, pendant leur soulèvement, quelqu'un leur avait dit : « Pourquoi vous soulevez-vous contre les Français maintenant ? Ils sont indiscutablement plus forts que vous et vous écraseront », l'un d'eux leur répondit : « Mon fils, entre nous et la France notre ennemie, il y a un arbre planté qui sert de témoin et cet arbre ne peut survivre que s'il est périodiquement arrosé du sang des Algériens, aujourd'hui c'est le moment de l'arroser, il faut donc accomplir le devoir. » Peu lui importait en ce moment qu'il gagna *(sic)* la guerre ou pas. Pour nous nous voulons la mener à bien[96].

Que les paroles prêtées ici à Mokrani ou au cheikh Haddad soient sans doute imaginaires n'est d'aucune importance. La référence est là et elle est

active pour ces maquisards qui se retrempent aux souvenirs des luttes et des sacrifices passés[97]. « Une part de l'histoire », écrivait Jacques Berque en 1953, « tient à la vie des mots »[98]. « Mokrani » était d'ailleurs le mot d'ordre des nationalistes pour le déclenchement éventuel d'une insurrection en Kabylie en mai 1945[99].

Le FLN a su se présenter comme le vengeur de ces violences séculaires. Dans son message d'adieu, au moment de quitter la wilaya 4, en octobre 1957, Amar Ouamrane le rappelle encore : « [La] volonté [des militants] d'organiser toutes les masses est aujourd'hui couronnée de succès, nous casserons les bastilles qui les renferment et les rendrons aux familles qui les attendent et à la révolution. L'Algérie combat [et est ?] digne de son grand passé et de ses nobles ancêtres, jamais nous n'avons courbé la tête au cours de notre glorieuse histoire, ni accepté la perte de notre personnalité[100]. » Ouamrane évoque aussi les combattants de l'ALN « jeunes, disciplinés et aguerris » au « regard clair, fixé et intelligent » qui se sont notamment distingués par deux embuscades efficaces dans les Beni-Khalfoun fin 1956-début 1957[101].

Autour de Palestro, le FLN a en effet su s'imposer. Au printemps 1956, en attaquant les fermes des colons, il veut les pousser à abandonner leurs domaines, comme furent chassés jadis de leurs terres les membres des Ammals, Beni-Khalfoun, Senhadja et autres tribus punies pour leur participation à l'insurrection de 1871. Mais sa position est particulière : s'il peut être perçu comme vengeant un honneur bafoué, s'il peut se comporter en défenseur des communautés villageoises, il refuse que ses actions soient réduites à une révolte rurale et les justifications qu'il propose font exister une autre communauté : une collectivité politique nationale, discriminée par les Français, et désormais en lutte. La position est réellement originale dans la mesure où le local et le national s'entremêlent et où des chefs étrangers à la région parviennent à incarner un espoir pour des populations qui les ignoraient avant le début des maquis.

Dans la région cependant, prendre le maquis est une pratique ancienne et, depuis des années déjà, des maquisards politiques y sont connus, au premier rang desquels Amar Ouamrane. C'est lui qui soutient l'arrivée et l'implantation d'Ali Khodja qui hérite immédiatement d'un groupe constitué par recrutement local ou par contact. Il sélectionne aussi progressivement ses hommes. Il peut pour cela recourir aux rares personnes qu'il connaît : ainsi, selon le témoignage d'un ancien *moussebel** de Hini, Ali Khodja avait-il fait

la connaissance d'un homme des Ouled ben Dahmane quand il effectuait son service militaire et c'est précisément lui qu'il a contacté pour monter au maquis. Mohamed Boudjenah y combat sous le nom de Djeha[102]. D'autres ont pu venir spontanément, trouvant peu à peu dans l'organisation politique les réseaux permettant de gagner l'ALN. Devenus des frères de lutte, ils ne sont plus désignés que par leurs noms de guerre et doivent bannir toute allusion à leur origine. Dans la région de Palestro, comme ailleurs en zone 4, la nouvelle fraternité qui s'élabore est particulièrement égalitaire.

Ali Khodja y a peut-être réussi l'amalgame de l'homme d'honneur et du maquisard[103]. Cet amalgame même serait alors l'indice des bouleversements subis et, en particulier, des inquiétudes pesant sur la capacité collective à se défendre alors que les Français, de nouveau, après plusieurs décennies, utilisent la manière forte et marchent armés dans les montagnes. Précisément, Ali Khodja est « le premier chef militaire qui a osé marcher dans la journée ». Cette description indique bien la part d'audace qu'il y a dans cet homme, à qui tout semble sourire dans l'unique année que dure sa vie au maquis[104]. Défendant « une certaine image de soi destinée aux autres »[105], son attitude mêle défi et prudence ; acceptation du danger et calcul des risques. Ses actions peuvent prendre sens dans une vision locale de l'homme d'honneur, alors même qu'il promeut non pas une image de l'honneur du groupe au sens restreint mais une image de l'avenir de l'Algérie en acte et des nouveaux hommes que le FLN/ALN appelle de ses vœux. La collectivité nationale ici entre en congruence avec les perceptions de l'honneur local.

Ali Khodja réalise ainsi le premier dévoilement public dont parle James Scott quand, au sein d'une population dominée, une personne agit ouvertement et rend visible, pour la première fois, par son action, le « texte caché » qui est celui de l'ensemble de sa communauté[106]. En lui « biographie individuelle et histoire collective semblent un moment unies, l'histoire devenant le terrain du corps physique et réciproquement »[107]. Cette première manifestation peut rapidement provoquer des actions collectives : elle « parle au nom d'innombrables autres, elle crie ce qui historiquement devait être murmuré, contrôlé, vérifié, étouffé et réprimé. Si ses résultats paraissent semblables à des moments de folie, si ce qu'ils engendrent politiquement est troublé, frénétique, délirant et parfois violent, c'est peut-être parce que ceux qui sont privés de pouvoir sont vraiment rarement sur la scène publique et qu'ils ont tant à dire et à faire quand ils y arrivent enfin »[108]. Dans la logique

des premières actions d'Ali Khodja, la réussite de l'embuscade de Djerrah cristallise l'engagement des villageois et rend manifeste leur soutien au FLN, surgissement de leur « texte caché » préparé dans l'ombre des décennies de colonisation.

Parmi eux, Ali Khodja s'est imposé par son courage physique et ses qualités de stratège. De petite taille, râblé avec les épaules assez fortes et la démarche chaloupée d'un boxeur, il est d'abord aimé de ses hommes qui apprécient sa gentillesse et ses qualités humaines. Les récits ultérieurs font apparaître un chef exemplaire, économe de la vie des combattants, à l'écoute de leurs sentiments, soucieux d'une réussite à moindre coût humain. Il épargne les vaincus et impose que des prisonniers soient faits. Il prend surtout soin des relations entre ses hommes et la population civile, allant jusqu'à punir ceux qui se sont servi aux fruits d'un figuier de passage[109]. Il sait que la survie de sa section dépend des civils. Sélectionner peu à peu les meilleures recrues pour constituer une unité d'élite ne serait d'aucun effet si elles ne recevaient le soutien de la population. Lyrique, Si Azzedine l'exprime ainsi aujourd'hui : « La plus belle forêt de l'Algérie dans laquelle on se réfugiait tout le temps, c'était le peuple ! »[110] Or Ali Khodja réussit à s'imposer aux yeux des civils aussi. Malgré son très jeune âge (il a 22 ans) et son absence de formation militante évidente[111], il est le chef[112]. Son statut semble d'ailleurs confirmé par la *baraka**[113] dont il bénéficie. Il constitue peu à peu son unité en école de cadres militaires, « une unité qui se formerait au combat et dont les meilleurs émergeront pour aller encadrer les unités de l'ALN »[114]. La renommée de cette section rehausse encore celle de son chef.

Comme d'autres avec lui et d'autres après lui, Ali Khodja incarne une des mutations profondes que connaît alors l'Algérie : la mutation du principe de domination. Celle-ci ne repose plus seulement sur la tradition et l'âge, elle peut émaner d'une personnalité charismatique. En effet, alors que le FLN tente de construire une structure rationnelle-légale qui puisse s'imposer à la population et hâter l'avènement de l'État algérien par le simple mouvement d'adhésion et de soumission des Algériens, les maquis sont des lieux où s'élabore une autre forme de pouvoir, une autre conception de l'autorité. Les vertus du chef et l'allégeance qu'on lui doit priment. Celui-ci peut alors se parer d'un attribut essentiel de l'autorité dans la culture locale : la moustache. L'homme charismatique n'est pas hors de la société : celle-ci le reconnaît et il est inscrit dans ses codes, même s'il s'impose en bousculant le principe d'ordre fondamental. Bachir Rouis témoigne de la complexité de ce

mouvement quand, devenu chef militaire de la région de Palestro à tout juste 17 ans, il se réunit avec les trois autres responsables. Ils ont tous moins de 20 ans à l'exception du responsable des Renseignements et Liaisons : « Il avait, lui, 54 ans. Alors quand on se réunissait, il était toujours gêné, ils nous donnaient les infos, les trucs et il disait "s'il vous plaît, réunissez-vous, moi je suis sous l'arbre là-bas, vous m'appelez, vous me donnez les ordres que vous voulez !" » Pourtant, ajoute-t-il, « en tant que chef [ayant autorité sur les civils], je n'étais pas là. J'avais peut-être du caractère […] j'avais une réputation […]. Alors de quoi je souffrais ? Quand les gens me regardaient, j'étais tout… je n'étais pas un gringalet mais… Ça ne faisait pas chef !… je n'avais pas de moustache[115] ! ».

Durcir l'affrontement entre deux camps

Si la voie de la violence initiée par les maquisards entraîne dans son sillon des villageois algériens désireux d'agir et de peser sur leur propre destin, elle n'autorise pas pour autant leur libre initiative. Le FLN/ALN entend demeurer le maître de l'agenda et des modalités de l'affrontement avec les Français. Alors que l'embuscade de Djerrah est une réussite tactique et politique, les mutilations des militaires français sont problématiques. Interrogés aujourd'hui, certains habitants de la région considèrent d'ailleurs qu'elles n'ont pu avoir lieu car « le FLN aurait mené une enquête », la peur de cette enquête aurait dû suffire à dissuader les tenants d'un acharnement sur les cadavres ennemis. Or, en mai 1956, le FLN/ALN n'a pas encore ce pouvoir et les mutilations ont bien lieu.

« Il ne faut pas laisser les civils assouvir leur passion » : c'est cette ligne que les responsables du maquis tentent de faire appliquer et que Si M'Hamed rappelle à Si Lakhdar quelques mois plus tard. À propos d'une nouvelle série de mutilations commises par la population sur des soldats français, il écrit : « Tu te rappelles l'histoire de Djerrah, nous avons fait un speech à ce sujet. Avertis les chefs de section, de groupe… que toute action de ce genre entraîne *ipso facto* la condamnation… sommes sûrs qu'un tel travail nous a coûté un grand dommage matériel et psy ; être vigilants. Avons marre des faits accomplis… À part ça, bravo pour l'embuscade[116]. » Apparemment, les chefs ont du mal à imposer ces vues qui dépassent les questions locales[117]. Le sujet des mutilations exprime en réalité une tension

qui court tout au long de la guerre, mais qui est sans doute extrême dans ces premiers moments d'implantation du FLN : une tension qui a trait au rôle des paysans dans la guerre. Parmi d'autres choses sans doute, les mutilations disent une manière spécifique d'être en lutte. Or cette modalité ne convient pas au FLN. Son souci de contrôle de la violence paysanne est souci de maîtrise plus global. De ce peuple dont il a besoin et qui protège maquisards et militants, le FLN veut aussi être le maître ; il ne peut être guidé par le peuple sur la voie de la violence qu'il a initiée. La tension à l'œuvre après l'embuscade de Djerrah est en fait révélatrice d'un processus plus large alors en train d'être formalisé à l'échelle du pays. Si la révolution algérienne est paysanne par sa localisation première, elle ne saurait être accomplie suivant les modalités spontanées des villageois. Les formes de la violence doivent s'accorder aux vœux et aux visions du FLN qui s'attache, pour sa part, à rendre compte, notamment mais notamment seulement, des désirs paysans.

Depuis la fin du mois de mai 1956, en effet, le FLN/ ALN affirme de plus en plus nettement son envergure nationale et son ambition de contrôler l'ensemble de la résistance. En juin 1956, le premier numéro du journal du Front est sorti. Il se présente comme « un organe du maquis », « la voix de nos combattants », « le miroir de l'Armée de Libération Nationale »[118]. Son titre rend hommage aux combattants, tout en affichant une dimension musulmane : *El Moudjahid*, le combattant du *djihâd*[119]. Lors du congrès qui réunit les principaux chefs nationalistes en août 1956[120], la primauté de ceux qui agissent en Algérie sur ceux qui sont à l'extérieur du territoire est affirmée. Pour autant, il ne s'agit pas de laisser les maquisards mener la guerre : la primauté du politique sur le militaire est le deuxième principe fondamental. Les responsables militaires doivent s'incliner : il ne saurait de toute façon y avoir de lutte militaire sans visée et sans vision politiques. Les maquisards sont donc encadrés : l'ALN est méthodiquement structurée tandis que les violences sur les militaires français, blessés ou prisonniers, sont formellement interdites[121]. Le FLN travaille son image pour l'extérieur tout en mettant à l'épreuve la capacité de ses militants à respecter des directives générales et à les faire respecter par la population.

À l'été 1956, c'est assurément lui qui a l'initiative dans l'affrontement avec les Français comme aux yeux des Algériens. Alors que le gouvernement de Guy Mollet refuse de céder aux sollicitations visant à marquer du sceau du deuil les cérémonies du 14 juillet 1956[122], le FLN, lui, tire profit des dates symboliques. Le 5 juillet 1956, son appel à la grève a été quasi unanimement

observé et, pour la fête nationale française, il enjoint aux populations algériennes de la division d'Alger de ne pas participer aux festivités : les Algériens sont absents de la plupart des cérémonies. Cinq jours plus tard, encore, pour l'Aïd el Kébir, le mot d'ordre interdisant de sacrifier le mouton est écouté[123]. La voix du FLN s'impose alors et, dans la région de Palestro, chacun doit choisir son camp et assumer les conséquences de son choix.

L'espace joue aussi son rôle dans ces décisions. Plaine et montagne n'ont ni la même histoire ni la même population. Une opposition fondamentale existe toujours qui distingue d'un côté la plaine comme lieu du *baroud**[124], lieu de l'affrontement, mais aussi lieu de la mise à l'épreuve virile face aux autres (et en particulier, pendant plusieurs siècles, face aux Turcs et à leurs alliés) et, de l'autre, la montagne où l'on vit protégé et libre des inféodations diverses imposées par un pouvoir étranger. Certes, les habitants des montagnes sont descendus et ont commercé avec la plaine ; ils y ont employé leurs bras. Mais la structure demeure d'un « en bas » différent et d'où le danger arrive toujours.

Les querelles entre les peuples de la montagne passent au second plan ; les différences entre ceux qui se soumirent et ceux qui résistèrent, sous les Turcs, mais aussi après, contre les Français au début des années 1830[125], sont dépassées. Le souvenir de 1871 et du séquestre est certainement présent et domine plus largement la réalité d'une zone de transition, d'un *limes*, entre la Mitidja, fleuron de l'œuvre coloniale française, « cœur battant de la colonisation »[126], et la Kabylie dont les hauteurs se dressent à l'Est, à l'horizon des colons de la plaine. Pour les spécialistes français du XIX^{e} siècle, c'étaient d'ailleurs précisément les ruines du pont de Ben Hini qui constituaient l'une des limites extrêmes de la Kabylie[127].

Djerrah est donc très précisément dans une région de marche où arabe et kabyle se mêlent. L'arabisation marque jusqu'aux villages, tantôt désignés par leur nom kabyle tantôt par leur nom arabe (Aït Dahmane peut devenir ainsi Ouled ben Dahmane, etc.). Les maquis participent aussi à ce brassage linguistique, mêlant arabophones et berbérophones. Les maquisards optent d'ailleurs pour l'usage du français tant entre eux que vis-à-vis de la population. Ainsi tel habitant de la région de Beni-Amran ne peut préciser si les maquisards qui l'ont interpellé étaient kabyles, car ils s'adressaient à lui en français[128].

De fait, la proximité d'Alger, véritable pompe aspirante pour la population rurale algérienne touchée par la misère, et celle de la Mitidja, encore plus

proche, à l'origine de mouvements de travail saisonniers, font de cette zone un espace où le français est compris. La langue n'est pas toujours sûre – témoignage criant de la faible scolarisation et, plus largement, des contacts limités existant entre Français et Algériens dans l'Algérie coloniale – mais elle peut suffire à constituer une *lingua franca*[129]. Le français n'est donc en aucune manière un élément de différenciation spatiale. S'il porte en lui le rappel de la domination coloniale, il n'implique aucune relation de supériorité à l'intérieur de la nation algérienne dont le maquis incarne alors la promesse en acte : langue du colonisateur, il peut être aussi langue de l'unité nationale. En revanche, face aux questions des militaires français, il est soigneusement retenu. Le silence qui ne manque pas de suivre l'embuscade de Djerrah est clair : il trace les limites de la communauté et signifie aux Français leur extranéité. C'est à l'intérieur de la langue française que la frontière est située et que la résistance s'opère. Mais adopter le français, c'est aussi, pour le FLN, affirmer que le peuple algérien parle « en français pour dire aux Français qu'[il n'est] pas Français »[130]. L'instrument de domination est devenu instrument de résistance. Il est aussi vecteur de pacification interne puisqu'opter pour le français c'est aussi refuser de poser la question du choix entre l'arabe et le kabyle et, par là, risquer de rouvrir la porte mal fermée des divisions fratricides.

Pourtant, si le FLN peut accomplir des actions d'éclat, militaires ou politiques, il n'a pas de forces suffisantes à opposer durablement aux Français. Localement, cela se traduit par une oscillation de la pression sur la population, dont la France tire parti dès que cela est possible. Ainsi, alors même que les traîtres ou supposés tels sont sommairement exécutés par le FLN et leurs corps, égorgés, laissés en évidence[131], certains habitants de la région n'hésitent pas à informer les Français.

Là encore, cependant, l'espace joue son rôle et le village de Beni-Amran se distingue. Pour le voyageur qui vient de la Mitidja, Beni-Amran est situé là où l'horizon se bouche : quand la vallée de l'Isser se rétrécit, avant l'entrée dans le massif montagneux, juste en aval des gorges. Cette position de premier verrou a favorisé l'implantation des Français au XIX^{e} siècle. Fiers de leur patrie et désireux sans doute de quitter le toponyme arabe qui continuait à définir leur village, ils optèrent, au printemps 1942, pour le nouveau nom de « Maréchal Pétain »[132]. L'évolution politique de la France et de la guerre en Afrique du Nord eut cependant rapidement raison de ce baptême opportuniste et Beni-Amran retrouva rapidement son nom.

En 1956, les Français ont massivement déserté le village dont les habitants vivaient essentiellement dans des gourbis de terre et de paille. Néanmoins, leur localisation dans la vallée les rend moins accessibles aux maquisards que les habitants des hauteurs, moins exposés à leurs représailles aussi. En outre, le capitaine de la SAS de Beni-Amran mène un travail efficace. Il s'est progressivement fait connaître et a construit ses réseaux ; des informations lui arrivent régulièrement en cette année 1956. Il apprend ainsi les noms des collecteurs de fonds du FLN, ceux des coupeurs de vignes, ceux des chefs de bande, etc. Les informations sont régulières et, même si leur fiabilité absolue est difficile à établir, le recours régulier aux mêmes informateurs et le souci du capitaine d'évaluer le contenu obtenu permettent de leur accorder un certain crédit[133]. Les assassinats n'en continuent pas moins tout au long de l'année, dans la lancée de ceux du printemps. Des hommes, venus retirer leur carte d'identité à la SAS de Beni-Amran, sont abattus. C'est aussi le sort du dernier représentant algérien de la délégation spéciale de Palestro, d'Européens tués en pleine rue et encore de militaires, conscrits français ou auxiliaires algériens.

Des informations sont recherchées des deux côtés et les habitants de la région souvent obligés de donner des gages aux deux parties. Difficile en revanche de se situer hors du jeu, de prétendre à une autre vision du monde. Il y a pourtant des Algériens et des Français qui aimeraient être ailleurs et autrement. De même qu'en 1871, l'*amin el oumena* des Beni-Khalfoun choisit de couvrir de son *anaïa* les civils français de Palestro plutôt que de les laisser massacrer ; de même que, dans les années qui suivirent, les rescapés de Palestro engagèrent une action pour qu'il soit amnistié au nom de cette protection accordée au cœur de la mêlée sanglante ; de même, en 1956, des actes d'humanité existent au milieu de la violence. Trop faibles pour se mettre en travers de cette voie, trop infimes pour être connus ou remémorés, ils témoignent cependant de la persistance d'autres valeurs. Ainsi de cette main anonyme qui enveloppa dans un cheiche la croix, le chapelet et *Le Manuel du Chrétien* de Jean Nicolas et les déposa à l'écart des corps mutilés[134]. Mais la mémoire a privilégié l'opposition. Les images qu'elle livre sont en noir et blanc.

Chapitre 5

Empreintes et échos

« Le soleil c'est pour le Bon Dieu
Et le feu c'est pour les soldats

Nous sommes tous fous, m'sieur Jean
Dieu nous a tout donné

La main pour caresser
Et elle sert à tuer

La grenade pour la bouche
Et elle sert à mutiler

La terre pour tapis
Et elle sert à enterrer

Pourquoi tout ça, m'sieur Jean ?
Pourquoi ?

Dieu nous a tout donné
L'arbre pour son ombre

Et il sert aux embuscades
Le couteau pour l'orange

Et il sert pour la gorge
La nuit pour reposer

Et elle sert à veiller
Nous sommes tous fous, m'sieur Jean

Si tu veux boire la mer
C'est la mer qui te noie
Quand Dieu te donne un fils
Ce n'est pas pour l'enterrer […] »

Jean Pélégri, « Les paroles de la rose », poème de 1956.[1]

Une région bouleversée

Dans la région de Palestro, la guerre a pris la population dans ses rets bien avant l'embuscade de Djerrah, mais cet événement conduit à l'approfondissement des antagonismes. Ce qui se joue alors à l'échelle du pays tout entier, les habitants des montagnes comme ceux de la vallée l'éprouvent aussi. Les espaces se compartimentent peu à peu au cours de l'année. Fin 1956, les Français estiment avoir perdu la quasi-totalité du sud de la commune mixte. La vallée de l'Isser forme une ligne de partage tout autant qu'une ligne de front : les fermes de colons y sont rapidement soit abandonnées par leurs propriétaires soit occupées par la troupe[2] : seuls cinq cultivateurs y demeurent encore en 1959[3]. Le Nord, lui, est divisé, déchiré entre influence des nationalistes et actions de la SAS[4], tandis que le couvre-feu est avancé en octobre de 21h à 18h15, signe que la nuit appartient encore au FLN/ALN. Si les autorités se félicitent du « ralliement » de milliers de montagnards de la région de Palestro, il ne s'agit en réalité pour elles que d'utiliser le symbole que constitue ce nom afin d'en annuler la puissance meurtrière : en réalité, ces « ralliements » célébrés ont lieu bien loin du bourg et des gorges elles-mêmes.

À Palestro se concentrent, plus que jamais, les Français et les pouvoirs. Sur les cent trente Européens qu'y décompte le curé Louis Lucas, vingt-cinq sont des gendarmes, quatorze sont liés à la police et vingt et un à l'administration civile soit près de la moitié de la population non indigène[5]. La métropole veut cependant continuer à croire à une Algérie française en marche. Fin 1956, la commune fait partie des premières communes d'Algérie parrainées par une commune de France[6]. Venu présenté la filleule à sa marraine, Vincennes, le représentant de Palestro décrit une commune

meurtrie mais « en plein essor », s'attachant à développer habitations à bon marché, écoles – notamment pour les filles – et réseau routier : une commune qui tente en fait de rattraper en quelques années, comme ailleurs en Algérie, les retards accumulés vis-à-vis de la population autochtone pendant de longues décennies.

Dans le même état d'esprit, on y applique, à l'automne 1957, la réforme municipale de juin 1956 aboutissant à la disparition de la distinction entre commune mixte et commune de plein exercice[7]. Palestro reste cependant le sommet de la pyramide : la ville est élevée au rang de sous-préfecture, quand les douars sont réorganisés en dix municipalités ayant à leur tête des délégués spéciaux…. jusqu'à ce que des élections aient lieu[8]. Elle demeure aussi le centre du secteur militaire et c'est en particulier là qu'est installé un centre de triage et de transit où sont dirigées les personnes arrêtées par l'armée française[9]. Le Deuxième bureau et un Détachement opérationnel de protection (DOP*) y pratiquent la torture comme en de nombreux autres endroits d'Algérie[10]. Le président de la délégation spéciale, Ali Saâdi, et le sous-préfet, Lucien Ferré, tentent d'intervenir pour éviter que les disparitions d'individus ne deviennent définitives mais leur efficacité est faible[11] – les autorités militaires provoquant même ces représentants de l'autorité civile à plusieurs reprises[12].

La violence règne dans la région où les affrontements armés demeurent réguliers. Tortures et exécutions sommaires y sont monnaie courante selon un instituteur, infirmier dans une compagnie opérationnelle entre 1958 et 1959[13], selon Louis Lucas aussi qui les évoque « même après l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir »[14]. L'archevêque d'Alger lui-même, Mgr Duval, a recueilli des informations sur ces violations du droit accomplies en masse par les forces de l'ordre dans la région. À Laperrine, note-t-il en prévision de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de mars 1959, le président de la délégation spéciale a reçu un homme dont le fils est mort, déchiqueté par des chiens policiers. Plus largement, « là où la 7e Compagnie passe il ne reste plus un poulet ni une vierge. Le colonel fait le mort. [Le] cap[itaine] de SAS tue »[15]. La situation n'est apparemment guère meilleure à Palestro même, une vingtaine de kilomètres plus au nord-ouest, où la place de l'église sert régulièrement à accueillir des cadavres que l'armée expose à des fins d'action psychologique[16].

Cependant, l'existence de cette violence, arbitraire bien souvent, débridée parfois, ne peut seule rendre compte des évolutions de la population algérienne qui tantôt paraît passive, tantôt semble pencher en faveur de la France, tantôt lui préfère le FLN. De même que l'adhésion au nationalisme ne peut s'expliquer par la seule contrainte, de même la force de la répression ne peut être l'unique composante d'actions individuelles conduisant à l'engagement dans l'armée française, au travail pour la SAS ou au choix de l'école française pour ses enfants, une fois décrété son boycott par le FLN. Il semble bien que les habitants de Beni-Amran se soient, en particulier, distingués par leur peu de soutien à la cause du FLN. Sans doute le travail du capitaine de la SAS a-t-il réussi, ici, à constituer une alternative fiable aux actions des nationalistes. Ainsi, fin mai 1958, alors qu'un comité de salut public a été créé à Beni-Amran au lendemain de celui de Palestro, le capitaine Bonafos est l'artisan d'une manifestation de trois mille femmes aux Ouled Haddada[17]. Ne se contentant pas d'autopromotion, il se fait aussi le relais de ces femmes auprès du sous-préfet : « Nombreuses sont celles qui ont demandé s'il ne serait pas possible de libérer dès maintenant le maximum d'internés administratifs pour délits mineurs. Cette mesure d'indulgence pourrait s'étendre à tous les détenus du camp de Palestro, dont le délai d'internement vient à expiration avant le 30 juin » précise-t-il afin de renforcer la crédibilité qu'il semble avoir acquise à cette époque auprès des populations de la montagne[18].

Entre ces deux bourgs tenus par les Français, Palestro et Beni-Amran, les gorges peinent cependant à être sécurisées et restent longtemps interdites à la circulation de nuit. Plus largement, en fait, la montagne continue à incarner le danger pour les Français. Dès lors, la stratégie française consiste à priver le FLN/ALN de ses soutiens populaires. Assimilés à des poissons, les nationalistes seraient condamnés à mourir dès lors qu'on les priverait de leur eau. C'est le sens stratégique des zones interdites : évacuer complètement la population civile d'une zone afin de pouvoir y déclencher tout tir (terrestre ou aérien) sans préavis. Le général Challe les qualifiera, quelques années plus tard, de « vestiges d'une époque où nous étions contraints à la défensive dans certaines régions […] témoign[a]nt d'un esprit défensif qu'il faut faire disparaître »[19]. Dans la région, les premiers villages à faire les frais de cette orientation stratégique sont, bien entendu, ceux du djebel Ahmed et tout particulièrement Ouled Djerrah complètement rasé après l'embuscade. La carte est très éloquente à cet égard : alors que

sur celle de 1953 est porté un groupement d'habitations aux Ouled Djerrah, sur celle de 1959 aucune indication ni de noms ni de bâtiments[20]. Le village a bien été rayé de la carte. Et c'est là qu'à l'été 1957 est délimitée la première zone interdite de la région : sur le territoire du douar Ammal[21]. L'autre versant des gorges, du côté des Beni-Khalfoun, sera concerné plus tard[22]. Le résultat est identique : l'ALN souffre[23] et la population afflue dans les vallées. La carte de 1959 permet de repérer un tout nouveau quartier apparu à l'ouest du bourg de Palestro, « comme une banlieue menaçante de gens déracinés et de bouches affamées »[24]. De même, le regroupement « Ammal-gorges » n'y est pas encore nommé mais les premières constructions apparaissent bien, dans le coude marqué que forme l'oued Isser au sud de Beni-Amran : la nouvelle commune d'Ammal est née, formée de trois regroupements différents[25].

Le FLN/ALN est-il pour autant privé de tout soutien populaire ? Peut-être du soutien contraint que certains durent fournir aux maquisards de passage mais certainement pas de celui de ses sympathisants actifs, capables de structurer les populations regroupées, voire d'approvisionner le maquis. Omar Oussedik en témoigne lorsqu'il rapporte la situation aux dirigeants nationaux exilés en Libye : la zone 1 ne doit pas sa survie à une infrastructure solide mais à quelques unités et à « la maturité du peuple »[26]. Les Français le constatent d'ailleurs eux-mêmes dans de nombreux cas, même si leur politique porte aussi ses fruits, contribuant à rendre la vie des maquisards de plus en plus rude.

De fait, la population civile s'installe souvent dans un mutisme que les observateurs français peinent à percer. Pourtant, des éléments témoignent d'une évolution apparente de la situation au détriment du FLN/ALN : au printemps 1958, plusieurs dizaines de jeunes gens se rapprochent des autorités françaises pour s'engager dans les *harkas** ou les SAS. Le nouveau curé de Palestro, arrivé un an auparavant, note un « raidissement très net de l'attitude des musulmans : certains prennent résolument parti en notre faveur et on enregistre de nombreux engagements volontaires dans les forces de l'ordre. Des groupes d'autodéfense s'opposent par les armes aux entreprises des rebelles. Espoir d'un prompt retour à la paix ardemment souhaitée »[27].

L'organisation de centres de regroupement au début de l'année 1959 parachève la politique des zones interdites tout autant qu'elle en prend le

relais. Forcée à quitter la montagne, la population installée dans la vallée commence à être prise en charge par les autorités dans le cadre de ces centres. Des cent soixante implantations villageoises estimées en 1954 par le curé de Palestro, on est passé à quatre fois moins de centres de regroupement. Pour le centre d'el Isseri, qu'il arpente régulièrement, il constate que « la population masculine est étrangement faible entre 20 et 40 ans, et principalement entre 30 et 40 ans », témoignage évident d'une activité migratoire non saisonnière alliée à des départs au maquis ou à des arrestations[28]. « Abandonnant leurs douars et leurs maisons, les fellahs sont obligés de reconstruire ailleurs par leurs propres moyens de pauvres maisons en roseaux. L'administration fait de gros efforts de construction en dur », note encore Louis Lucas. Les regroupements sont encadrés par des militaires aussi peu formés à ce travail que d'autres à la guérilla quelques années plus tôt. Le curé de Palestro s'en fait le scrutateur impitoyable[29] :

> La constatation de la différence du niveau de vie de la population musulmane et celui de la France (surtout en ce qui concerne l'hygiène, la scolarisation), la méconnaissance de la langue et des coutumes amènent très rapidement les militaires à adopter vis-à-vis des populations une attitude sinon de mépris au moins d'une supériorité consciente. Pratiquement tous les militaires tutoient tout le monde sans différence d'âge, de sexe, de situation sociale. Tendance très nette à tout juger à travers une optique européenne […]. Chaque village est divisé en plusieurs groupes dirigé chacun par un chef. Un chef de village coiffe le tout. Ces hommes sont à la disposition des militaires du matin au soir, ils désignent les hommes de corvées, les hommes de garde, font régner la discipline, transmettent les ordres, etc. Pratiquement, ils sont embauchés par l'armée sans recevoir d'elle aucune rémunération.

La situation des habitants dans les camps de regroupement a été décrite pendant la guerre elle-même par de fins observateurs comme Abdelmalek Sayad, Pierre Bourdieu ou encore Michel Rocard[30]. Les centres installés autour de Palestro, et surtout dans la plaine de l'Isser plus au nord, en ont les principales caractéristiques. Sensible aux réalités rurales, voici ce que dit Louis Lucas des habitants du village d'el Isseri regroupés dans le camp du même nom :

> La population est essentiellement composée de montagnards arboricoles et par suite déplacer une telle population conduit automatiquement à une transformation profonde probablement irréversible. Le lieu de recasement est trop exigu pour permettre la continuation de l'élevage à caractère familial pratiqué habituellement et les arbres (oliviers, figuiers, caroubiers) déjà peu soignés ordinairement, sont livrés entièrement à eux-mêmes jusqu'à la récolte qui reste autorisée dans des conditions déterminées de sécurité et de temps. Séparée de ses ressources traditionnelles, la population ressort donc appauvrie et amoindrie de ce recasement et, pour accroître cette détresse, les arbres qui, la première année, restaient encore la ressource principale du village, ont été très sérieusement endommagés durant l'été 1960 par le feu mis aux broussailles par les forces de l'ordre. Ces broussailles avaient pu en effet se développer de façon désordonnée en l'absence de population, et par suite offraient aux rebelles des possibilités de dissimulation évidentes[31].

Ses conclusions expriment « le déracinement » mis au jour par Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad : « En définitive, les regroupements ont brutalement créé une rupture avec le passé au détriment de toute tradition économique. Cette tradition économique ne pourra être recréée, car d'une part le support même de l'économie a été mis à mal, et d'autre part cette économie ne satisfait plus les besoins, qui viennent brutalement d'éclore dans un contexte qui ne s'y prête pas[32]. » Comment imaginer dès lors que le dégroupement, dont Palestro devient un arrondissement témoin en 1961, puisse produire les effets espérés ? Ici comme ailleurs, les populations déracinées ne retournent pas massivement dans leurs villages d'origine et s'installent dans ces centres provisoires devenus, aujourd'hui, des bourgs.

Les traces de la guerre dans la région sont donc partout et avant tout dans cette redistribution de la population puisque ce sont 80 % des habitants de l'arrondissement qui ont dû changer de logement et s'installer dans les nouveaux centres[33]. Des faits de gloire des maquisards, il reste aussi des souvenirs : Djerrah est un nom qui frappe, Palestro évoque une réputation. Quant à Ali Khodja et ses hommes, ils sont des héros que leur sacrifice pendant la guerre d'indépendance a installés au pinacle.

Palimpseste mémoriel sur le sol algérien

De quoi se souvient-on à Palestro ? ou faut-il écrire : à Lakhdaria, puisque c'est ainsi que désormais la ville se nomme ? Mais pourquoi préciser ? Tout le monde connaît encore Palestro. Comme en de nombreux endroits d'Algérie, les noms se sont recouverts sans s'effacer et le paysage a pris l'allure d'un palimpseste, au moins aussi vieux que la mémoire des hommes.

Pourtant le désir d'effacer est bien là à l'origine, cette origine que les Algériens ont forgée de leurs mains et baignée de leur sang : l'indépendance. Effacer le passé des Français ? En faire table rase et reconstruire ? Mettre son nom dessus comme pour enfin reprendre ce qui était sien et qu'on a perdu, qu'on a vu foulé aux pieds, disparaître dans des états civils d'outre-Méditerranée et des toponymes exportés ? Palestro s'appelle donc Lakhdaria[34]. La ville aux consonances italiennes porte maintenant le flambeau d'un héros tombé au champ d'honneur dont elle a adopté le nom de guerre comme nouvelle identité. Maçon de 20 ans, Si

Lakhdar (Saïd Mokrani) fut à l'origine du maquis de Palestro : une quinzaine d'hommes tout au plus début 1955. Il était un chef très aimé des *djounoud* qu'il s'employa assidûment à former à la guérilla, en particulier en tant que responsable de la zone 1 puis commandant militaire de toute la wilaya. Mais l'homme était aussi un militant, soucieux de politique. Aujourd'hui, les hommes qui ont servi sous ses ordres récitent par cœur cette phrase qu'il leur disait régulièrement[35] : « Dieu tout puissant, j'ignore quel chemin les autres prendront, mais, en ce qui me concerne, donnez-moi la liberté ou la mort[36]. »

Avant que le nom de leur ville ne soit gommé, remplacé[37], ses habitants avaient mis à bas d'autres vestiges du passé français, transformé d'autres éléments de leur quotidien. Ainsi, dès le jour de l'indépendance, au milieu de la liesse qui depuis plusieurs jours parcourait la ville, le groupe statuaire commémorant la résistance des colons en 1871 fut abattu par quelques jeunes. Un mois plus tard, c'est son socle que les autorités municipales décidèrent de démolir, non sans avoir recueilli les restes des corps dans trois cercueils[38]. Ceux-ci seront portés en terre après qu'une absoute aura été prononcée dans l'église – bâtiment qui, lui-même, sera plus tard transformé en mosquée tandis que le presbytère abritera des locaux commerciaux[39].

Les règlements de compte n'épargnent pas ceux qui ont porté les armes comme auxiliaires de l'armée française. L'un d'eux témoigne ainsi qu'on lui a rasé cheveux, barbe et moustaches et qu'il a été promené dans un douar avec d'autres supplétifs promis à l'exécution. À Palestro même, des harkis sont dévêtus et mis complètement nus. On leur transperce le nez d'un fil de fer avant de les offrir en pâture à ceux qui désirent les frapper jusqu'à ce que mort s'ensuive. En octobre 1962, le délégué du Comité International de la Croix-Rouge apprend que 1500 personnes sont rassemblées à Beni-Amran sous la protection de l'armée française, dans l'attente de leur évacuation[40]. Plusieurs mois après, de nombreuses familles sont encore inquiètes et souhaitent partir, notamment pour rejoindre celui des leurs qui a été évacué par les autorités françaises[41]. Les blessures ne sont pas cicatrisées et la mémoire des violences est officiellement entretenue.

Après la guerre, chaque village compte ses morts et commence à dresser la liste de ses veuves et fils de *chouhada**, éligibles à une reconnaissance particulière du nouvel État. Les noms de ces martyrs tombés pour l'indépendance constituent le vivier d'où doit naître le nouveau paysage

national. La joie de célébrer la toute jeune indépendance s'accompagne indistinctement du désir de liquider le passé d'oppression et de célébrer les héros tombés. Louis Lucas note que la ville résonne des vibrations scandées par les klaxons « *Tah-ya-el-dje-za-ir* » (« vive l'Algérie ! »), auxquelles répondent parfois un « Honneur à nos martyrs ! »[42]. Avant de débaptiser la ville elle-même, déjà, lors des célébrations du 1er novembre 1962, on associe la visite aux tombes des *chouhada* à la cérémonie de baptême des rues, et le défilé va ainsi de la rue Mokrani à la place des Martyrs en passant par la place de l'Indépendance, la rue Si Lakhdar et la rue du capitaine Si Youcef[43]. Plus tard, quand la révolution agricole se met en place, deux des quatre domaines autogérés de la vallée de l'Isser reçoivent les noms des chefs charismatiques que furent Ali Khodja et Si Lakhdar. Les lieux de culture et d'éducation concentrent aussi l'attention, tel le collège de la commune de Ammal qui porte le nom d'un autre *chahid** de la région, Mohamed Boudjenah.

Les lieux eux-mêmes sont célébrés, et avec eux les hommes et les femmes qui les ont arpentés pendant des années et qui y ont souffert. Ainsi, le Bou-Zegza, lieu de refuge des maquisards, véritable repaire dont l'armée française eut bien du mal à les extraire, est chanté, vanté et encore connu aujourd'hui en Algérie. Une embuscade dans laquelle tombèrent des légionnaires, à l'été 1957, est plus précisément commémorée sous le nom de « bataille du djebel Bou-Zegza ».

Djerrah aussi est lié à la culture populaire puisque, à son ouverture en 1972, le cinéma de Lakhdaria a choisi de s'appeler de ce nom. Est-ce pour le cadre fantastique de l'embuscade réussie d'un Ali Khodja alors en pleine ascension ? ou pour le village martyr salué comme héros collectif ? Les deux pistes sont sans exclusive tant à cette époque l'Algérie aime se penser comme le phare du tiers-monde apportant les lumières de sa révolution victorieuse et utilisant le cinéma pour diffuser cette image, divertissement tout autant que vecteur d'édification populaire. Cependant, si Djerrah a atteint une certaine gloire locale, celle-ci n'a pas dépassé la région. Frantz Fanon, chantre de la révolution, avait pourtant cité le massacre de la population du village comme l'un des exemples emblématiques de l'inégale valeur de la vie dans l'Algérie française[44]. Mais, aujourd'hui, même à Lakhdaria, qui sait que derrière l'évocation du lieu est célébré un pan d'histoire de la guerre de libération ?

Que dire alors d'Alger et de la mémoire nationale ? Au musée de l'Armée comme au musée de la Révolution, pas de mention particulière de l'événement. Le mois de mai 1956 est bien inscrit parmi les souvenirs officiels mais pour la journée du 19, qui vit les lycéens et les étudiants entamer la grève à laquelle le FLN les avait conviés, provoquant, dans la foulée, la montée au maquis de ces jeunes citadins plus alphabétisés, voire plus lettrés que les habituels maquisards. Date nationale célébrée comme symbole de l'élargissement de la base sociale du FLN et du ralliement de toute la jeunesse à la cause nationale, le 19 mai 1956 est un événement dont l'impact avait tout pour effacer celui de l'embuscade de Djerrah.

Les conflits qui, à l'été 1962, enveniment les relations entre la wilaya 4 et les responsables de l'extérieur, bientôt maîtres du pouvoir, ne facilitent pas, de toute façon, l'émergence d'une célébration trop importante des actions de la 4. Le spectre du régionalisme, toujours agité, peut ici servir à cantonner l'action de la wilaya et de certains de ses leaders à une place locale.

L'embuscade, en outre, appartient à la préhistoire de la wilaya, à l'époque où celle-ci n'est encore que zone 4[45]. Elle représente la jeunesse, la bravoure et l'audace des jeunes montés au maquis mais elle incarne aussi une sorte d'état prépolitique du FLN, avant que le congrès de la Soummam, à l'été 1956, ne restructure le FLN/ALN en affirmant de nouveaux principes de fonctionnement subordonnant, en particulier, le militaire au politique. De fait, cette embuscade est de peu d'importance pour la marche en avant de la révolution algérienne. L'événement reste donc à sa place en Algérie : une place locale, malgré les échos qu'il eut en France.

Pourtant, si le lieu est peu connu, l'histoire glorieuse des hommes de l'embuscade, et, plus largement, du commando n'est pas ignorée. Ali Khodja demeure un nom célèbre et un homme admiré. Il appartient au panthéon des gloires militaires, même si les choses ne sont pas présentées ainsi, guerre révolutionnaire oblige. Son nom est néanmoins associé aux choses militaires puisque la caserne d'Hussein Dey d'où il déserta en 1955 s'appelle désormais « Ali Khodja ». Resté seulement un an au maquis, tué rapidement après plusieurs opérations victorieuses, l'homme a en outre l'étoffe du héros populaire : un être discret mais charismatique, chez qui les qualités de stratège ne le cèdent pas aux qualités humaines. Un chef militaire qui ne connut pas les déchirements des années de guerre, un homme d'avant la Soummam, d'avant l'arrestation des chefs historiques par

les Français, un homme d'avant le gouvernement provisoire de la République algérienne, un homme d'avant l'été 1962. Un pur. Ses frères d'armes en ont d'ailleurs reconnu le caractère exceptionnel en décidant de baptiser « Ali Khodja » le commando qui lui survécut. À côté des valeurs collectives défendues par le FLN et par l'ALN, armée du peuple, c'était le chef qui était ainsi honoré de manière posthume. Une circulaire de *mintaka** retrouvée une ou deux années plus tard s'inspire de son modèle pour décrire le chef idéal[46] :

> Le chef d'unité doit être un exemple. Il doit être à la tête lors des assauts, à l'arrière lors des replis, mais il ne doit pas s'exposer inutilement. Il doit être ferme mais sans excès. Il doit être brave, il doit chanter au cours du combat et crier dans l'assaut. Toute action doit être méthodique et toujours explicitée politiquement. Il doit être bon, avoir l'esprit d'équipe, avoir le souci d'éduquer ses hommes, de leur apprendre le contenu des manuels de guerre et de leur enseigner des principes d'hygiène et de diététique. Les liens entre l'armée et le peuple doivent être un souci constant. Le chef doit faire des réunions dans les villages traversés et y respecter les populations.

Enfin, « le bon chef ne recherche pas inutilement le danger et doit comprendre que le remplacement des cadres est difficile […]. Son autorité doit être indiscutable mais la sévérité est mauvaise » et le document conclut : « Ali Khodja a été un grand stratégien *(sic). »*

Après la guerre, les récits des actions du commando sont pris en charge par certains médias populaires ou par d'anciens maquisards eux-mêmes, dans leurs mémoires ou dans des témoignages donnés à l'occasion de commémorations. Outre la célébration du héros individuel lui-même, la valorisation d'Ali Khodja permet de souligner deux traits de la lutte de libération, sur lesquels l'État algérien a aussi appuyé sa légitimité : l'importance des actions et des acteurs militaires et le succès de la guerre révolutionnaire. L'embuscade est le pendant militaire de l'attentat terroriste. Elle a en commun avec lui d'être présentée comme l'arme du faible, de jouer sur l'effet de surprise et de produire, en cas de réussite, une mortalité très inégalement répartie puisque les attaquants peuvent espérer en sortir indemnes. Le terroriste comme le maquisard qui tend une embuscade est alors de nouveau disponible et son action ressortit bien à une économie de moyens. Cependant, à la différence du terrorisme aveugle, les embuscades ne sont pas discutables sur un plan moral. Elles visent des soldats adverses et n'ont pas, de ce fait, la même dimension transgressive. Pour cette raison, elles sont célébrées pour attester la valeur militaire des Algériens. Aucune cependant n'est devenue plus connue que les autres ; aucune n'a pesé significativement sur le déroulement de la guerre. Le terrorisme aveugle, lui, a imposé son image de violence révolutionnaire. Il a, de fait, pesé sur

l'orientation des actions françaises et les a poussées dans un sens plus répressif. De ces deux piliers, la célébration des embuscades et des maquisards a vite pâti. Les acteurs militaires furent toujours célébrés mais sans référence à des combats spécifiques : ce sont en effet les militaires basés à l'extérieur de l'Algérie pendant le conflit qui se sont emparés du pouvoir derrière Houari Boumediene.

Mais les lieux sont tenaces. En Algérie comme ailleurs, ils peinent à se faire oublier face aux nécessités du temps. Le mont Zbarbar, en particulier, lieu de prédilection des maquisards de l'ALN, à trente kilomètres au sud de Lakhdaria, accueille de nouveau des révoltés contre l'ordre politique. Autour de Mansouri Meliani[47] qui s'est prononcé en faveur du *djihâd* en Algérie, un premier maquis s'est formé[48] et, dès le début des années 1990, la région de Lakhdaria elle-même fait les gros titres. Pendant vingt ans, ce nom vient rappeler aux Algériens et au reste du monde que là-bas, tout près d'Alger et pourtant dans les montagnes, les hommes et le relief peuvent s'allier pour faire trembler le pouvoir.

Chez les acteurs aussi les époques se répondent. Aujourd'hui, d'anciens maquisards de la région citent spontanément le nom de l'informateur privilégié de la SAS de Beni-Amran en 1956. Ils englobent alors dans la même désapprobation l'ensemble du village, espace resté redouté pendant toute la guerre et auquel est prêté plusieurs trahisons. Alors vient immédiatement dans le récit d'un des anciens chefs locaux de l'ALN, l'affirmation suivante : « Je n'aime pas beaucoup Beni-Amrane. Et ils ont donné beaucoup d'intégristes ! »

Installés dans les hauteurs surplombant les gorges, les maquisards des années 1990 narguent populations et autorités. Inscrivant leurs pas dans ceux des combattants de la wilaya 4, les islamistes exploitent, ici comme ailleurs en Algérie, les lacunes d'un pouvoir renvoyé à sa corruption, son inefficacité, sa compromission avec des mécréants et à sa trahison des idéaux de la guerre de libération. *Moudjahidine* ? Ils reprennent le titre de gloire devenu instrument de pouvoir en Algérie et l'utilisent contre ceux-là même qui luttent contre eux. Les lieux autorisent ce détournement d'héritage : sur le Bou-Zegza, dans le djebel Ahmed, ils utilisent les mêmes grottes naturelles creusées dans le calcaire dont la région est truffée.

Dès l'été 1991, un maquis du Front islamique du salut (FIS) s'installe au même endroit avant de devenir, en 1992, maquis du Groupe islamique armé (GIA). La région vote à près de 70 % pour le FIS aux élections de 1990 et

1991 et la ville devient vite une des forteresses des islamistes. Les maquisards sont dirigés par des hommes qui connaissent la région et savent profiter de ses ressources naturelles[49]. Outre ses innombrables grottes, sa dense végétation offre des abris impossibles à repérer par hélicoptère – ce qui conduit d'ailleurs l'armée algérienne à la brûler pour tenter de mettre à découvert ses ennemis quand elle ne la pilonne pas à l'artillerie de manière peu discriminée.

Les pertes essuyées sont importantes ; les embuscades nombreuses au début des années 1990. La réplique des autorités algériennes est brutale, n'hésitant pas à recourir aux tortures et aux exécutions sommaires. Des corps de « terroristes » sont exposés ou alors, au contraire, brûlés, cachés. Chasseurs ou gibier : le maquis impose sa loi aux forces de l'ordre qui doivent éviter de devenir, trop souvent, les proies de ceux qu'elles entendent briser. Le lieu impose son vocabulaire aussi : ici, la bête sauvage à chasser est le sanglier. Après une opération réussie, en mai 1995, le général Saïd Bey, chef de la première région militaire, se serait adressé ainsi à ses hommes : « Voilà les *haloufs* ! Mettez-les sur les capots de vos voitures et faites-leur faire un dernier tour pour que les civils les voient[50]. » Déjà, en 1956, un électeur français avait prodigué à Max Lejeune des conseils pour venir à bout de l'ALN en puisant à son expérience de la battue. « Pour ce genre d'opération, avait-il écrit, il faudrait […] chercher le fellagha comme on chasse le sanglier avec des chiens et des chasseurs pour les appuyer […]. Dans les rochers, dans les forêts, dans les broussailles, le même procédé est à appliquer pour rechercher le fellagha[51]. » Mais tandis que le sanglier pouvait évoquer pour les Français une bête sauvage, à l'image des Algériens que certaines publications décrivaient alors ainsi, les militaires de l'armée algérienne qui partent « chasser le *halouf* dans les maquis » y voient plutôt un animal dont la consommation est interdite aux musulmans : un porc. Ce que la nature propose, l'expérience des hommes s'en empare et leur interprétation en dispose. Mais les résonances sont là aussi pour dire encore la force des lieux[52].

Ainsi en est-il, plus spécifiquement, du maquis de Djerrah, qui a établi sa réputation de forteresse du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et que les autorités algériennes tentent régulièrement de prendre d'assaut. Dans la montagne, les générations se sont succédé, moins formées politiquement, mais toujours prêtes à user de la violence. À la fin des années 2000, ce sont majoritairement des hommes qui n'étaient que de

jeunes enfants ou des adolescents lors de la constitution du premier « groupe de Lakhdaria » en 1991. Ils sont peut-être autour de cinq cents[53] et menacent encore la région, interdisant quasiment l'accès de ses hauteurs aux civils. Le village de Djerrah en particulier est déserté totalement par ses habitants qui, encore aujourd'hui, n'osent y revenir. Seuls certains s'aventurent dans la montagne, et de jour seulement, pour récolter leurs olives.

Ces islamistes radicaux refusent de céder aux sirènes du président algérien leur promettant réconciliation et oubli des crimes en échange de l'abandon de la violence. Les communiqués officiels annoncent régulièrement leur réduction. Ainsi, en 2004, les autorités se félicitent du nombre de « terroristes abattus » dans les montagnes et promettent la fin prochaine du danger alors que pourtant, début 2006 encore, le même « maquis de Djerrah » est l'objet d'une opération militaire. Cette fois, le témoignage d'un ancien maquisard repenti aurait permis de livrer des indications précises et de procéder à un ratissage fin, accompagné de bombardements intensifs. La zone est celle de Dokkane, Ouled bou Lemou, Djerrah et Azrou Imaaziyene. Des casemates et caches d'armes sont détruites, deux tunnels utilisés pour accéder aux villages découverts. « Les montagnes inaccessibles de Djerrah […] ont été les cibles des forces armées qui ont encerclé pratiquement tout le massif forestier », commente un journal algérien qui insiste sur la pression exercée ainsi sur les maquis[54]. « L'émir de Djerrah est éliminé » claironne un autre journal quelques mois plus tard. Il était né à Beni-Amrane et installé au maquis depuis six ans. Avec lui, la liste des islamistes originaires de ce bourg et arrêtés par les forces de l'ordre s'accroît[55].

Cependant, une ultime mue était encore à venir. En 2006, le GSPC se rallie à Al-Qaeda et choisit de s'appeler « Al-Qaeda au Maghreb islamique » (AQMI*). Depuis, son mode opératoire s'est enrichi de la pratique de l'attentat-suicide, signature d'une identité commune avec Al-Qaeda. Utilisé contre des cibles militaires, même protégées par l'enceinte d'un camp[56], il l'est aussi contre des civils, exposés à la mort par le simple fait d'être dans l'espace public, ou encore contre des personnalités[57]. D'autres techniques continuent à être utilisées, telles que les bombes contre les militaires algériens[58] ou contre les intérêts étrangers en Algérie, sans

épargner les civils algériens[59]. En 2009, la presse algérienne parle encore du « massif forestier de Djerrah réputé être le fief des terroristes »[60].

Né du terreau algérien, Al-Qaeda au Maghreb islamique s'inscrit nettement dans les pas du GIA : l'attentat de Beni-Amran, en juin 2008, contre un ingénieur français, renoue avec les pratiques du début des années 1990 quand les étrangers constituaient l'une des cibles privilégiées de la violence terroriste[61]. Depuis cette époque sanglante, qui a vu les étrangers – notamment les Français – quitter massivement le pays, la violence avait épargné ces acteurs périphériques de la scène algérienne. En 2008, les attentats de ce type sont revendiqués : il s'agit de « nettoyer le Maghreb islamique des fils de la France et de l'Espagne »[62], et de tenter d'isoler le pouvoir algérien de ses soutiens. Très vite, le nombre des victimes circule mais varie aussi beaucoup ; le gouvernement algérien s'efforce de publier des démentis, tentant, trop tard, de contrer l'offensive médiatique de ses ennemis qui savent à quel point l'attentat lui-même a finalement moins d'importance que son écho.

Deux ou trois générations avant eux, le FLN avait su aussi tirer cette conclusion de l'inégalité numérique des forces en présence et les attentats en ville avaient eu sa préférence sur les actions rurales pour toucher l'opinion publique internationale. Quand il rend compte de l'attentat-suicide contre la caserne de Lakhdaria en octobre 2007, le journaliste du *Figaro* évoque pourtant ses résonances. Il précise en effet que l'attentat est le fait d'une « organisation clandestine […] particulièrement active dans les gorges de Palestro (l'ancien nom de Lakhdaria) qui furent l'un des grands foyers d'activisme indépendantiste durant la guerre de décolonisation »[63].

Palestro ou comment se souvenir de la guerre d'Algérie ?

D'emblée, l'embuscade a marqué les esprits français. Localement, une plaque a été apposée sur la maison cantonnière où logeaient les hommes de la section, tandis qu'un camp du centre d'instruction du 2e bataillon du 9e RIC fut baptisé « camp sous-lieutenant Artur, héros de France »[64]. Pour les troupes qui servent dans le coin, le souvenir fut entretenu par les

rappelés qui « évoquaient sans cesse l'embuscade avec une grande émotion, une crainte non dissimulée d'un semblant de bravoure pour tenter de nous rassurer un peu », témoigne ainsi un de ces soldats nouvellement arrivés dans la région[65]. « La simple évocation de Palestro, précise-t-il, éveillait en chacun de nous – petits soldats de France non aguerris aux combats – une angoisse profonde, un malaise permanent qui allait grandissant à chaque sortie dans la nature, à chaque opération, à chaque patrouille dans la montagne, à chaque détour d'une piste, à chaque rocher en surplomb, à chaque village en apparence abandonné[66]. » Publié en 1957, le témoignage de Jean Müller, qui servit dans la région quelques mois à peine après Hervé Artur et ses hommes, atteste de la même chose : le récit de l'embuscade est dans toutes les têtes ; il s'ajoute probablement aux émotions violentes que le jeune chef scout éprouve alors que les embuscades sanglantes continuent[67].

En métropole aussi, le nom s'est inscrit durablement dans la tête des familles dont les fils partent en Algérie. En janvier 1960, alors jeune EOR (élève officier de réserve), Antoine Prost commente ainsi son trajet d'Alger à Bou Saada : « Vu de métropole, que quatre véhicules sans autre escorte que des permissionnaires fassent isolés ce trajet si long, passant par Palestro, semble insensé »[68]. Palestro effraie. Ugo Iannucci a été chargé de la surveillance des gorges à la mi-1959. Dans son journal, l'embuscade est absente mais son avant-propos la mentionne ainsi que le titre de ce texte publié bien après : *Soldat dans les gorges de Palestro*[69]. En 2001, l'évocation fait sens pour un public familier de la guerre. De même quand, en 1992, Maurice Pons décide de republier une fiction écrite en 1958, dénonçant la guerre mais aussi l'inanité des positions de certains milieux littéraires et communistes parisiens. Il l'intitule *Embuscade à Palestro*, affirmant : « Ce livre porte aujourd'hui le titre qu'il aurait toujours dû porter[70]. » Assurément en effet, la puissance d'évocation de Palestro n'a pas faibli après la guerre. Elle est aussi le support de fantasmes, comme dans ce récit de Jacques Favreau, ancien du 1er Régiment étranger parachutiste, qui en rajoute dans l'horreur : « À l'arrêt, les chefs de groupes savaient que je ne transigeais pas sur les indispensables mesures de sécurité… », écrit-il, précisant : « On ne nous fera pas le coup des gorges de Palestro comme à la malheureuse unité, sodomisée avant de rester sur le terrain la b… coupée dans la bouche…[71] »

Les éléments essentiels de la narration de l'épisode sont présents dans les récits journalistiques de l'époque. En 1969, dans le deuxième volume qu'il consacre à la guerre d'Algérie, Yves Courrière les synthétise en quelques pages[72]. L'immense succès de ses livres, premiers best-sellers sur le sujet, répondant à la soif de connaissance alors naissante des Français pour leur passé récent, oblige à s'arrêter sur ce récit. Face à Ali Khodja et ses hommes présentés comme « surentraînés » et « de véritables machines à tuer », les rappelés français apparaissent comme de doux rêveurs admirant le paysage l'arme à la bretelle. Ils se font « tuer comme des lapins », sans pouvoir réagir. Yves Courrière affirme ensuite que la métropole a ignoré que leurs corps avaient été mutilés « par les habitants du douar voisin qui, eux, avaient été "ratissés" quelques semaines auparavant ». Quant à l'opération menée pour rechercher Ali Khodja et ses prisonniers, elle est évoquée rapidement avec un bilan de dix-sept morts. Le récit est alors déjà ailleurs, focalisé sur la personne du général Massu à la tête de la 10e Division parachutiste. Ainsi, le récit d'Yves Courrière construit-il l'image paradoxale d'une guerre inégale où les combattants algériens sont, ponctuellement, bien plus efficaces que leurs adversaires français. Même s'il ne s'attarde pas sur l'écho de l'embuscade en France, il la présente bien comme « le massacre [qui] fit découvrir la guerre d'Algérie à la métropole », confirmant son rôle d'événement fondateur.

Ici encore, comme en 1956, « le massacre » et « l'embuscade » sont utilisés comme synonymes. L'ambiguïté demeure : est-ce le fait que ces hommes ont été tués sans pouvoir vraiment se défendre qui constitue le massacre ou sont-ce les mutilations ? L'image est floue, car elle est celle d'un groupe à la merci d'un autre, victimes absolues dont on oublie qu'elles portaient aussi, avec elles, le pouvoir de tuer. Les mutilations sont, de fait, un élément essentiel de l'événement. Yves Courrière y revient d'ailleurs dans le texte qu'*Historia Magazine* consacre au sujet au début des années 1970[73]. L'embuscade y est décortiquée avec soin. Croquis, témoignages du capitaine Poinsignon et du sergent Callu sont ajoutés afin d'approcher au plus près du terrain. Les mutilations sont largement décrites.

Au-delà de l'Algérie, toute embuscade suscite sans doute des questions sur l'usage de l'arme blanche. En effet, le corps à corps qu'elle implique nécessairement à la fin, quand il s'agit de récupérer armes et équipement, est toujours susceptible d'impliquer la mise à mort d'un blessé. En août 2008 encore, une section du 8e RPIMa* tombe dans une embuscade en

Afghanistan. La mémoire de la guerre d'Algérie resurgit aussitôt. Dix hommes de ce régiment dont le drapeau rappelle l'origine coloniale, « Indochine 1951-1954 »[74], sont morts dans ce qui est alors décrit comme l'embuscade la plus meurtrière depuis la guerre d'Algérie. Le récit de l'égorgement de l'un des militaires provoque inquiétude et questions sur l'ampleur d'éventuels sévices. Néanmoins, après les déclarations officielles du ministre de la Défense sur ce point, l'émotion retombe[75]. Le traitement médiatique immédiat est étrangement similaire à celui dont l'embuscade de Palestro put bénéficier, en particulier dans *Paris-Match* qui opte pour des photos des militaires en famille, et une approche sensible de leur vie d'hommes qui évoque surtout leur activité militaire comme une vocation – différence notable avec les rappelés de mai 1956 –, suivie d'un premier récit de l'embuscade, livré par les rescapés[76].

La guerre d'Algérie reste en arrière-fond en cette fin d'été 2008. Comme en 1956, c'est une embuscade particulièrement meurtrière qui semble mettre la France en état de choc et lui révéler que ses troupes, parties combattre le terrorisme, sont bien en guerre. La tactique adoptée n'est d'ailleurs pas vraiment différente : face à la guérilla menée par les talibans, une réponse militaire classique est toujours difficile à trouver. C'est justement là que la guerre d'Algérie est de nouveau évoquée, notamment par l'ancien du 3e RPC qu'est le général François Cann. Celui qui commanda le 8e RPIMa au Liban en 1983 prend immédiatement la défense des deux sections tombées dans l'embuscade, en refusant qu'on mette sur le compte de la jeunesse de leurs hommes ou de leur inexpérience supposée ce qui ressortirait, selon lui, d'une incapacité à s'adapter au type de guerre en cours. La guerre d'Algérie est présentée comme le modèle, dont les leçons devraient être encore méditées[77].

Pourtant, si la référence à la guerre d'Algérie peut être récurrente dans certains milieux militaires, il y a fort à parier que les milieux politiques ne sont pas tentés d'en faire le même usage. En effet, là où d'anciens hommes de terrain peuvent considérer qu'ils ont mené avec succès une guerre difficile, d'autres observateurs pourraient insister sur l'ampleur des troupes déployées sur le sol algérien pour obtenir le succès militaire revendiqué, sur les bouleversements sans précédents subis par la société en quelques années, sur le fait, enfin, que la guerre fut bien perdue, y compris sur le terrain que les militaires avaient été chargés d'investir : celui des cœurs et

des esprits de la population algérienne[78]. Toute référence à la guerre d'Algérie risquerait par conséquent de porter en elle un rappel ambigu du passé colonial qu'aucun homme politique français ne souhaite.

Ainsi, même la similitude frappante d'une route en lacet, d'une vingtaine d'hommes isolés, pris sous le feu d'une centaine de combattants alertés par le cri d'un berger, d'une dissymétrie des pertes et d'un fort pourcentage de tués, n'a pas fait remonter Palestro du passé collectif français. L'embuscade du 18 mai 1956 est restée solidement enserrée dans le tissu algérien de la France.

Cette embuscade a cependant gardé le rang exceptionnel qu'elle a atteint d'emblée à l'époque. Elle est toujours le seul nom d'embuscade largement remémoré ; ses traits fonctionnent implicitement comme des signes de la vérité de l'affrontement. Face à des soldats inexpérimentés, l'ennemi est caractérisé par sa ruse et sa cruauté, tandis qu'il pallie son faible nombre par le soutien que lui apporte la population algérienne. Selon les moments et les contextes, l'accent peut être porté sur l'un ou l'autre aspect de cette histoire. Pourtant, la perte de l'Algérie française semble en avoir confirmé l'essentiel : les nationalistes algériens avaient trouvé le moyen de se débarrasser des Français.

Cette embuscade subsume-t-elle pour autant toutes les embuscades de la guerre ? En réalité, non. Par le simple fait que des rappelés en aient été les victimes, elle est inscrite dans une temporalité militaire et politique tout à fait spécifique. Mais que peut la réalité contre l'imaginaire ?

Les hommes morts à Palestro ont eux-mêmes été ressaisis par cette construction mythique qui fait disparaître leurs identités précises pour ne retenir que leur destin. Celui-ci est venu les inscrire peu à peu dans la litanie des plaintes qui forme le chant absurde des guerres. Succédant à la tranchée de la Première Guerre mondiale où des hommes sont anonymement écrasés sous les bombardements d'une artillerie adverse aussi aveugle que dévastatrice, l'embuscade symbolise la guerre subie en Algérie. Les soldats français en sont à peine des acteurs : tout au plus du gibier surpris par un ennemi à l'affût, habile à transformer des hommes en pantins démembrés. C'est ainsi que les militaires français sont remémorés : comme des victimes de la guerre[79], bien loin d'autres évocations qui, quoique plus actives, risqueraient de porter aussi la marque de l'infamie.

Soucieuse de promouvoir la défense des anciens appelés, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA*)

a fait de l'embuscade un des événements phares du livre de mémoire qu'elle a réalisé pour rendre compte de la vie des soldats en Algérie. Palestro occupe un tiers de la place consacrée à « l'embuscade » et un poème salue sa mémoire. Composé par un ancien appelé présent en Grande Kabylie au printemps 1956, le poème chanté évoque pudiquement la mort des soldats sous le feu de « rebelles » engagés sur « le chemin de la liberté ». Son titre initial était « Le Survivant », mais l'association a privilégié un autre titre : « En souvenir de Palestro »[80]. Elle avait déjà, en 1974, mis en avant cet événement à travers le témoignage de Pierre Dumas, publié dans *L'Ancien d'Algérie*. Blessé au genou et à la tête, souffrant de cauchemars, Pierre Dumas est aussi un ancien combattant actif, soucieux de porter la mémoire de ses camarades tombés[81]. Membre très précoce de la FNACA, il souhaita non seulement témoigner mais aussi lutter pour obtenir une reconnaissance des « opérations d'Afrique du Nord »[82] à l'égale des deux conflits mondiaux. En 1975, la décision gouvernementale récente d'attribuer aux anciens combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc[83] la carte de combattant est d'ailleurs saluée à la une du journal de la fédération par une photo de Pierre Dumas présentant sa carte au photographe. Les premières cartes sont attribuées « 19 ans après Palestro », rappelle le mensuel[84], et Pierre Dumas en est effectivement l'un des premiers récipiendaires. Toutefois, si l'homme reste toujours le rescapé de Palestro, le « seul survivant de l'embuscade »[85], ce sont les critères d'obtention de la carte faisant des blessés de guerre des candidats insoupçonnables qui expliquent que Dumas ait reçu si rapidement sa carte. De même, quand, en 1983, il est fait chevalier de la Légion d'honneur, c'est pour son action au sein de la FNACA et non pour son appartenance à la section Artur. De fait, deux mouvements coexistent : d'une part, pour sa valeur symbolique, une remémoration de l'événement singulier ; de l'autre, son intégration, au risque de sa dissolution, dans un grand récit collectif de la guerre.

La FNACA a voué à l'événement une attention particulière utilisant ses relais locaux pour toucher les municipalités. Désireuses d'honorer la mémoire des victimes de l'embuscade, certaines communes ont ainsi décidé de leur consacrer un nom de rue. Les choix sont ici révélateurs et la commémoration souvent à double face. À l'image de la rue où habite encore la famille Dumas dans l'Essonne, l'unique voie traversant le hameau où habite le frère de Gilbert Desruet est dénommée « rue du 19 mars 1962.

Fin de la guerre d'Algérie »[86]. Dans ces petits hameaux, l'attribution officielle de noms aux rues a pu être suffisamment tardive pour rencontrer la campagne lancée dans cette direction par la FNACA à partir des années 1970[87]. Pour les proches des soldats, l'hommage est actuel, tous les jours présents dans leur adresse postale. Pour les autres, l'embuscade n'apparaît pas : elle se serait sans doute mêlée sans plus de sens qu'un autre mot à la poésie arbitraire des toponymes. Mais si le 18 mai 1956 disparaît, subsumé sous le 19 mars 1962, l'idée qu'il s'est passé quelque chose en Algérie est bien inscrite dans ces villes et ces villages de France.

D'autres municipalités ont opté pour des hommages plus personnels. À Ballancourt-sur-Essonne, les rues d'un quartier construit après la guerre ont reçu les noms des trois militaires tombés en Algérie, dont Alain Chorliet. La ville de Maurecourt a fait le même choix : donnant les noms des deux militaires de la commune disparus en Algérie à deux allées d'un lotissement récent. À Villiers-le-Bel, c'est une allée du parc public qui rappelle, depuis 1995, « Lucien François mort pour la France »[88]. À Minihic-sur-Rance, enfin, petit village de la région de Saint-Malo, le « sous-lieutenant Hervé Artur mort pour la France 1926-1956 » est commémoré. Là, sans hésitation, le nom, la mort et son sens sont unis[89].

Si les communes apposent peu à peu les noms des morts en Algérie sur leur monument aux morts de la Première Guerre mondiale, qui a déjà souvent reçu ceux de la Deuxième Guerre mondiale et, plus rarement, ceux de la guerre d'Indochine, certaines ont fait le choix d'un monument à part. C'est le cas de celle de Droué qui a érigé, en mai 1988, un sobre monument rouge et gris en mémoire des trois hommes du canton tombés en Algérie. Situé sur la place d'un petit quartier neuf, derrière la mairie, ce monument récent témoigne aussi du déplacement de la guerre d'Algérie dans la société française : des marges mémorielles, où on la cantonnait au début, elle est devenue la plus grande force du monde ancien combattant d'aujourd'hui[90].

Cependant, les peines ne peuvent s'y dire dans leur singularité. À Droué, la date de mort de Raymond Serreau est alignée sur celle de ses camarades (1956), effaçant, involontairement sans doute, les années d'incertitude dans lesquelles ses proches durent vivre en attendant la confirmation officielle de sa disparition… en juin 1963[91]. À l'image des deux disparus de l'embuscade dont la mémoire officielle peine à dire la spécificité, le décalage est présent pour toutes les familles. Si les noms des soldats tombés aux Ouled Djerrah

sont ainsi inscrits sur le grand registre du sacrifice patriotique, cette inscription est jugée déplacée pour certains ou simplement douloureuse pour d'autres. Le désir de se réapproprier la mort de son enfant, de lui construire soi-même un tombeau est manifeste dans plusieurs cas[92]. Les lettres que les soldats avaient envoyées à leurs proches fonctionnent alors comme des substituts de leur corps. La mère d'Hervé Artur décide ainsi de publier celles de son fils, dès 1959, pour composer un portrait nuancé de son enfant et lui bâtir un tombeau pour l'éternité[93]. Plus tard, au moment de mourir, vingt-trois ans après son fils, la mère de Gilbert Desruet choisit de se faire enterrer avec les lettres de celui-ci[94]. Au contraire, la mère de Lucien François choisit de tout brûler[95]. Reprendre la main sur un destin si brutal, décider des restes quand il ne reste qu'eux : c'est ce que ces familles endeuillées ont tenté de faire, chacune à sa manière, depuis 1956. Deux décennies après l'indépendance de l'Algérie, la famille de Lucien Caron a demandé qu'on relève son corps pour l'enterrer dans le caveau familial[96]. En ramenant dans la sphère privée les significations mouvantes de cet événement tourmentant, on tente de l'apaiser.

Le récit national, lui, est toujours bien en peine de dire pourquoi sont morts les hommes de la section Artur ; pourquoi il y avait une Algérie française qui valait qu'on meure pour elle.

* *Le Soir d'Algérie*, 7 octobre 2006.

Un récit ?

> « L'ordre véritable, dans un récit non-fictif (historique, par exemple), est évidemment *histoire* (les événements révolus) – *narration* (l'acte narratif de l'historien) – *récit* : le produit de cet acte, éventuellement ou virtuellement susceptible de lui survivre en texte écrit, en enregistrement, en mémoire humaine. »
>
> Gérard Genette,
> « Nouveau discours du récit », 1983[1].

Dans les gorges de Palestro, la douce fraîcheur des nuits s'estompe vite en ce mois de mai 1956. La lumière crue du soleil accentue encore le relief impressionnant qui se découpe sur le ciel bleu. Les parois de calcaire tombent droit ou s'éboulent dans l'oued Isser, laissant jaillir quelques cascades ; elles sont coiffées d'une végétation verte et dense qui se mêle à la roche, jusqu'à la suivre parfois dans le précipice.

Au sud de Beni-Amran, à peine passée la maison cantonnière, de larges pierres offrent comme un escalier creusé dans la paroi des gorges : par là, un sentier permet de rejoindre les hauteurs. Les passages entre les roches peuvent y être bien étroits. Les mulets y sont plus à l'aise que les hommes, et les habitants du coin sans doute plus que les métropolitains tout juste débarqués de France.

Là-haut, l'altitude est modérée, culminant autour de 750 mètres alors que, sur l'autre versant, vers l'Est kabyle, le pic des Beni-Khalfoun, le Tigrimont, dépasse 1000 mètres. Pourtant, le Tizi Ghir impose très vite au regard de celui qui atteint le haut des gorges sa masse caractéristique de motte pelée. Il s'élève telle une barrière protectrice au-dessus des villages de Hini et Ouled ben Dahmane. Alentour, l'œil peine à saisir l'espace blanc et vert, de pierres et d'arbustes mêlés, truffé de grottes. Les broussailles abondantes dérobent les ennemis ; les roches culbutées sont autant de points d'appui potentiels pour des attaques surprises, des guetteurs cachés.

Au droit du chemin, Hini, qu'Ali Khodja, le chef des maquisards de l'Armée de libération dans la région, connaît bien pour y avoir recruté un membre de sa section et sans doute pour y séjourner de temps à autre[2]. Le sous-lieutenant Hervé Artur aussi s'y est déjà rendu ; il y a réuni la population et lui a adressé un discours réconfortant sur la présence de la France dans la région. Un peu plus loin, aux Ouled ben Dahmane, il a fait de même. Admirant la vue splendide que le village offre sur les gorges et, au-delà, sur Palestro et ses cultures, il a alors décidé de pousser plus loin, dès le lendemain. Curieux de reconnaître davantage le territoire dont il vient de recevoir la charge, il s'est enquis des noms des prochains villages : Tiguert Ouacif, Bou Lemmou, Djerrah…

Bou Lemmou est le but de la sortie qu'il monte le 18 mai. Ce jour-là, après avoir gravi le sentier à l'aube naissante, les vingt hommes de la section commandée par Hervé Artur entament un mouvement circulaire qui, du sud-ouest vers le nord puis l'est, doit les ramener à leur point de départ, tout en prenant soin de ne pas emprunter deux fois la même route. Ils devront passer par Djerrah. Dans le silence d'un jour qui se réveille, des hommes en armes ne passent pas inaperçus. Malgré les précautions prises, leurs bruits se répercutent le long de la montagne. Lorsque les Français arrivent aux Ouled ben Dahmane, vers 9 h 30 du matin, l'alerte est donnée aux maquisards qui bivouaquent dans le coin. Tandis qu'un des hommes du village sert de guide aux Français qui s'aventurent pour la première fois plus à l'ouest, un autre, *moussebel* du FLN, court prévenir Ali Khodja. C'est donc un homme des Ouled ben Dahmane qui alerte le chef des maquisards. Par-delà les époques, il offre ainsi à son village l'occasion de venger son caïd, exécuté en 1873 pour sa participation à l'insurrection qui, deux ans plus tôt, avait ravagé le nouveau centre de colonisation de Palestro. L'homme n'avait pourtant pas été l'un des plus farouches adversaires de la nouvelle puissance coloniale et son exécution avait sonné comme une ultime injustice faite aux habitants de la montagne.

Toujours logé loin de ses hommes, Ali Khodja est peut-être déjà à Djerrah ; il est peut-être encore à Hini où il aurait rendu visite à l'un de ses hommes blessé. Sa décision est prise : il faut tendre une embuscade à ces Français qui s'aventurent là où, depuis quelques mois déjà, le FLN tente d'imposer son nouvel ordre. Ali Khodja fait venir ses hommes. D'Arkoub, où ils sont pour la plupart sous la responsabilité de Mustapha Lekh'al, ils n'ont qu'à remonter sur la route qui, suivant la cime, arrive au surplomb de

la source d'Aïne Sultane. C'est là que les militaires français s'accordent une pause avant d'entamer le chemin du retour. Ensuite, silencieux et parallèles, ces deux groupes de jeunes gens d'une vingtaine d'années, algériens et français, remontent vers le nord. D'autres maquisards se dirigent aussi vers Djerrah à partir du village de Dokkane où ils ont passé la nuit. D'autres viennent peut-être aussi de Bou Lemmou ou d'ailleurs. Connaître leur nombre exact est impossible, mais plusieurs groupes sont présents lors de l'embuscade. Certaines sources parlent d'une trentaine d'hommes, d'autres de quarante, cinquante ou cent. Connaître leurs noms est tâche plus impossible encore. Contrairement aux Français, identifiables par leur plaque militaire et leur nom, les maquisards ont opté pour des noms de guerre et même leurs propres camarades ne pourraient donner leur état civil.

Djerrah est séparé des gorges par les hauteurs du djebel Tricourbas (Azrou Ouarab) que les hommes d'Hervé Artur doivent franchir avant d'espérer le contourner par le nord. Le col en V situé juste avant Djerrah semble idéal pour une embuscade : masqués par les rochers, les hommes d'Ali Khodja s'installent et attendent. Rompant le silence, le groupe posté au nord attaque soudainement en hurlant. Les tireurs ont attendu que le sous-lieutenant et son radio, qui marchent en tête, s'approchent, peut-être à moins d'une dizaine de mètres. Les deux militaires français sont immédiatement touchés tandis que le reste de la section est pris sous un feu nourri de chevrotines mais aussi d'armes automatiques. La retraite vers le sud est coupée par d'autres maquisards ; la piste, à cet endroit, est étroite et encadrée de haies : la nasse est fermée. Les récits ultérieurs ont évoqué des barbelés barrant la route. Les gendarmes n'en trouveront nulle trace et estimeront que ceux qui existaient, le long de la route, pouvaient aussi bien servir à clôturer les terrains[3]. En fait, les barbelés témoigneraient d'une préméditation là où il y a plutôt exploitation opportuniste d'une certaine insouciance française, rapport de forces ponctuellement favorable aux maquisards sur un terrain qu'ils connaissent beaucoup mieux que leurs adversaires.

Les Français ripostent avant de céder. Les tirs ne durent pas plus d'un quart d'heure, peut-être moins encore. Les maquisards récupèrent l'armement et des éléments d'uniforme mais il leur faut aussi fuir, et vite, car des renforts français ne sauraient tarder. Ils ignorent que l'alerte radio n'a pu être donnée par Hervé Artur dont le matériel était défectueux. Le départ s'organise avec les prisonniers français. Trop gravement blessés,

certains seront abandonnés en cours de route. Les informations manquent sur ce point, mais seuls dix-sept cadavres sont laissés sur place. Quelque temps après l'embuscade, la mère de Louis Aurousseau reçoit une lettre signée ALN/FLN et datée du 21 mai lui annonçant la mort de son fils dans l'embuscade[4]. Son corps n'a pourtant jamais été retrouvé. À ce jour, le caporal-chef Aurousseau et le deuxième classe Serreau sont toujours portés disparus.

Sauvés de l'exécution sommaire par Ali Khodja qui recommande leur capture et insiste pour qu'ils soient bien traités, Pierre Dumas et Jean David-Nillet sont contraints d'accompagner les maquisards. Ceux-ci éclatent en plusieurs groupes. L'un part vers le nord, passant par Haddada. Un autre passe peut-être sur le versant des Beni-Khalfoun. Un autre, dont on peut retracer le parcours grâce au témoignage de Pierre Dumas, fuit vers le sud-ouest[5]. En deux heures, il est sur la retombée du djebel Ahmed puis, après avoir progressé le long du versant de l'oued Tala ou Ferah, rejoint la vallée de l'oued Chouiane. Arrivés dans le Bou-Zegza, les maquisards sont chez eux : même s'ils ont aussi des relais dans la plaine de la Mitidja juste au nord-ouest du massif, c'est la montagne qui est leur territoire. Elle leur appartient et ils savent l'utiliser. Les prisonniers y sont gardés dans une grotte. C'est là qu'une unité de légionnaires les retrouve, le 23 mai après-midi. Lors de l'assaut, Jean David-Nillet est tué accidentellement.

Si les trois mille hommes envoyés aux trousses de leurs ravisseurs échouent à les saisir, cette « opération Remou » s'apparente aussi à une opération de représailles sur la population civile[6]. Djerrah est en effet immédiatement montré du doigt par les observateurs français qui affirment la complicité des villageois. Le soin avec lequel on a déplacé les corps, en particulier à dos de mulet, mais peut-être aussi en les traînant, est la signature de cette responsabilité tout autant qu'un aveu de vulnérabilité. S'agit-il de tenter d'éloigner la foudre française qui ne devait pas manquer de s'abattre sur les civils trop souvent tenus pour collectivement responsables des attentats commis à proximité de leurs habitations ? On peut aussi estimer que, sûrs de la réaction française, les villageois décidèrent d'agir de leur propre chef afin de prendre en main un destin violent qui leur fut trop souvent imposé.

De fait, les civils ne sont pas seulement complices des maquisards, ils ont aussi leur propre autonomie d'action. Les militaires français sont-ils totalement dépouillés par les hommes d'Ali Khodja ? Se contente-t-on de

prendre leurs Pataugas et leurs vestes en attendant que le reste soit collecté par les villageois et caché ? Deux choses sont sûres en tout cas : le village compte plusieurs grottes utilisées comme caches par le FLN[7] et les quinze cadavres retrouvés à 800 m du lieu de l'embuscade sont nus – de même d'ailleurs que ceux qui sont laissés sur place.

Les corps semblent bien avoir été déplacés. Le dernier maquisard survivant habitant dans la région affirme qu'il s'agissait d'éloigner les soupçons : « C'était dur, lourd. Ils ont pris des mulets, certains mulets ont pris peur, les corps sont tombés et ont été traînés et ça peut expliquer l'état dans lequel les Français les ont trouvés[8]. » Ce récit recueilli en 2008 refuse d'imaginer des mutilations : le FLN ne l'aurait pas accepté et il aurait fait une enquête… tel est l'ultime argument. Et pourtant, les corps sont bien mutilés. Sont-ils égorgés et émasculés ? Ont-ils le ventre ouvert et rempli de pierres, comme on le lit souvent[9] et comme les familles le croient parfois[10] ? Les archives militaires ne sont pas si affirmatives et ne détaillent pas toujours les mutilations subies par les militaires « sauvagement assassinés », pour reprendre les termes du général Gouraud[11].

Des précisions existent cependant et permettent d'affirmer qu'un seul des militaires a la gorge tranchée[12] et que tous sont marqués au couteau. En lettres de sang sur le corps ou, plus précisément, sur les plantes des pieds, l'« ALN » signe le massacre. Peut-être telle inscription est-elle faite par un maquisard alors qu'il ôte ses Pataugas à son ennemi vaincu ? Plus vraisemblablement toutefois, cette signature est déléguée et les mutilations laissées aux villageois. Certains observent sans doute le piège se refermer sur les Français. Ils peuvent ensuite prendre le temps d'émasculer les militaires : pour une fois, des Français sont à leur portée et à leur merci. Les habitants de Djerrah achèvent les mourants et accomplissent ainsi l'irréparable qui conduira à leur massacre. Apparemment, la peur des représailles est surmontée par une force plus puissante, une rage dont la cause n'est sans doute pas immédiate mais s'enracine plutôt dans l'épaisseur du temps colonial.

Les soldats français ne sont pas tous morts. Pierre Dumas a témoigné que Lucien Caron a d'abord été transporté, blessé, puis laissé sur le bord de la route au bout d'un kilomètre. Pour sa sœur, « il a toujours été dit que mon frère n'était pas mort au combat. Il a été achevé. Un des soldats qui a relevé le corps (le fils X.) était de notre pays, il a parlé »[13]… S'il est impossible de

connaître avec précision leurs derniers moments et, moins encore, de manière individualisée, il est toutefois vraisemblable que certains aient été vivants lors de leur transfert à dos de mulet. Le médecin qui a examiné les cadavres estime en effet que leur mort aurait eu lieu plus de quinze heures après l'embuscade elle-même. Le message transmis par le PC opérationnel de l'opération Remou aux éléments du 3e RIC sur le terrain indique simplement : « médecin estime décès remontant à 3 heures ce matin Stop II demande avertir 2/9e RIC d'envoyer représentants à l'hôpital Maillot pour reconnaître les corps Stop et Fin »[14]. À Alger, les trois militaires chargés de cette tâche auront du mal à identifier certains corps[15] dont les visages sont défigurés, les yeux, en particulier, crevés[16]. Comment expliquer cet acharnement, cette intention délibérée que signale l'atteinte ciblée ? Aucune source française n'indique quels corps furent ainsi particulièrement visés : étaient-ce ceux que l'on tenait pour plus responsables ? Ceux qui étaient déjà morts ? Ceux qui tentèrent de se défendre encore, une fois transférés loin du lieu de l'embuscade[17] ? Peut-on risquer aussi l'hypothèse d'un combat au corps à corps avec les maquisards à la suite de l'attaque ? Le témoignage de Pierre Dumas ne penche pas dans ce sens, mais son point de vue est celui d'un homme au cœur de l'action, peu à même de tout y percevoir.

Quoi qu'il en soit, les troupes parties à la recherche de la section Artur puis engagées dans l'opération Remou sont informées par le PC opérationnel que les militaires français ont eu à souffrir des douleurs dépassant toutes celles que peut procurer la simple mort par balle. Prendre soin d'informer les soldats qui ont trouvé les corps de l'existence de mutilations *ante mortem* et leur demander, en même temps, « d'observer la discipline au feu » et en particulier de ne pas tirer sur « des autochtones n'ayant fait aucun acte hostile »[18] s'apparente presque à des injonctions contradictoires. Le capitaine responsable du 1/3e RIC aura beau jeu ensuite d'invoquer les « difficultés pour maintenir la discipline du feu des unités déjà violemment soulevées par le spectacle d'un charnier »[19]. Si on ajoute à cela la précision que leurs camarades ont été torturés – en laissant planer un doute, du fait du style lapidaire du message, sur le nombre de personnes concernées –, il semble en réalité que la retenue n'ait pas été l'effet recherché lors de cette opération dans la région.

Dans l'après-midi qui suit la découverte des cadavres français, quarante-quatre Algériens sont liquidés sommairement. La majorité, de l'aveu même des autorités militaires responsables, sont des « fuyards » qui cherchent à échapper à l'encerclement organisé par les troupes françaises au nord de la zone de l'embuscade. Or depuis qu'une instruction interministérielle l'a légitimé en juillet 1955, le tir sur fuyard est autorisé en Algérie et permet de couvrir aisément des exécutions sommaires. L'ambiguïté de la notion de fuyard amène cependant des vérifications de l'autorité militaire qui tente, comme ici, de s'assurer que les fuyards sont bien les « rebelles » que le bilan de l'opération Remou revendique, et non des « autochtones n'ayant fait aucun acte hostile »[20]. Les auteurs de ces exécutions peinent à prouver l'appartenance « rebelle » des morts et préfèrent exposer la difficulté à « maintenir la discipline au feu des soldats soulevés de colère par le spectacle de leurs camarades massacrés » – ce qui est loin de correspondre à tous les morts. L'opération Remou s'étend à l'ouest, jusqu'au Bou-Zegza et, à l'est, sur le territoire des Beni-Khalfoun, sur la route de Chabet-el-Ameur. Mais si des dizaines de suspects sont appréhendés dans toute la zone, un gradient de morbidité se dégage en fonction de la proximité de Djerrah : plus un civil a été aperçu proche du lieu de l'embuscade, plus il semble avoir couru le risque d'être sommairement exécuté.

Qui sont en effet ces gens massacrés ? Des villageois de Djerrah en fuite, très certainement, mais sans doute aussi d'autres personnes, affolées par le débarquement soudain et massif de troupes prêtes à en découdre. À côté des militaires montés à Djerrah le 19 mai, d'autres arrivent en effet par la voie des airs, directement héliportés aux différents points de bouclage du dispositif. Aux Ouled Ahmed par exemple, des fuyards sont abattus. À Toulmout aussi. À la destruction préméditée de la totalité du village de Djerrah, s'ajoute la destruction de plusieurs maisons dans d'autres villages comme à Toulmout, où quatre habitations sont détruites. Djerrah connaît cependant un sort bien particulier que Bachir Rouis exprime ainsi : le village a été « brûlé complètement et même les cailloux ont été dispersés »[21]. Le récit prend la forme d'une malédiction. Il rappelle la destruction du temple de Salomon (Jérusalem) par Nabuchodonosor ou encore celle du palais royal des Achéménides (Persépolis) par Alexandre le Grand. Là aussi, des conquérants s'étaient montrés d'une grande brutalité, alliant la destruction des symboles à l'écrasement des hommes. À l'échelle beaucoup plus humble de Djerrah cependant, Ali Khodja s'emploie à

annuler les effets de la violence française en dédommageant les habitants dont les maisons ont été détruites[22].

Tandis qu'en France l'événement offre aux tenants d'un durcissement de l'affrontement l'occasion d'un net tour de vis, l'embuscade et ses suites marquent durablement la région. Alors que le FLN/ALN affirme haut et fort sa présence et son pouvoir dans ce qui devient en août 1956 la zone 1 de sa wilaya 4, les Français organisent la riposte. Dès 1957, ils entreprennent de vider les montagnes de leurs populations et d'isoler les maquisards. Des camps de regroupement importants reçoivent ces habitants déracinés, séparés de leurs terres. En réalité, si les Français rencontrent un certain succès dans quelques localités, il n'en demeure pas moins que les maquisards restent populaires dans cette zone de contact, aux portes de la Mitidja. Sur les hauteurs du djebel Ahmed comme plus à l'est dans les Beni-Khalfoun ou, plus à l'ouest, dans le Bou-Zegza, ils continuent à trouver abris et soutiens jusqu'à la fin de la guerre. Pour les militaires français, à l'inverse, Palestro reste un lieu redouté dont le nom inquiète les nouveaux conscrits qui y sont affectés dans les années qui suivent l'embuscade. Il évoque les dangers imprévisibles des guerres asymétriques, quand le plus faiblement armé des adversaires est aussi le meilleur connaisseur du terrain, et quand les atouts de la géographie permettent de renverser, au moins pour un temps, le cours d'une histoire trempée dans la violence.

Mais ce nom résonne surtout, plus profondément, dans l'imaginaire colonial français, car il est associé au massacre des colons du centre de population, à peine installés là, à la fin du Second Empire. Alors que l'alliance des montagnards alentour, et en particulier des Beni-Khalfoun et des Ammals, avait bien failli venir à bout du village, la répression de l'insurrection de 1871 et le séquestre massif qui l'accompagna posèrent les assises de la colonisation agricole de ce tronçon de la vallée de l'Isser, voie d'entrée vers l'intérieur de la Kabylie. C'est bien l'existence préalable de ce nom dans l'imaginaire collectif français qui permit à l'audacieuse action des hommes d'Ali Khodja de devenir un événement mémorable pour les Français.

En Algérie, en revanche, la mémoire de l'embuscade n'a survécu que localement et au sein de la wilaya 4. Son récit s'est ajouté à la célébration générale de ceux qui ont chassé les Français du pays sans qu'il soit réellement identifiable. Palestro reste plus mémorable que Djerrah.

Notes

Histoires d'une embuscade

1. On peut ici citer ce qu'écrit Arlette Farge lorsqu'elle définit ce qu'est un événement : « L'événement qui survient est un moment, un fragment de réalité perçue qui n'a pas d'autre unité que le nom qu'on lui donne. » *Cf.* « Penser et définir l'événement en histoire. Approches des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 69-78.

2. Le mot « icône » est entendu ici dans le sens que lui donne Charles Sanders Peirce : un type de signe qui opère par similitude de fait entre deux éléments.

3. Pour Michel de Certeau, l'espace est un lieu pratiqué. Le lieu est « une configuration instantanée de positions » et « l'espace serait au lieu ce que devient le mot quand il est parlé, c'est-à-dire qu'il est saisi dans l'ambiguïté d'une effectuation, mué en un terme relevant de multiples conventions, posé comme l'acte d'un présent (ou d'un temps), et modifié par les transformations dues à des voisinages successifs » *(L'Invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Le Seuil, coll. Folio essais, éd. 1990, p. 173).

4. Akhil Gupta et James Ferguson (dir.), *Culture, Power and Place*, Durhan, N.C., Duke UP, 1997, p. 6.

5. On s'inspire ici des travaux de Marshall Sahlins qui définit ainsi l'événement : « *A dynamics of the incident that alters the larger relations figuring there – that is, in the persons of the social-historical actors and their social-historical doings. And what makes the alteration of larger relations is the fact that in this lower-order incident, all kinds of considerations apart from the larger forces these actors instantiate, other forces of which they may be unaware, motivate them. Other beings and objects, with their own projects or causes and their own modes of action, affect them" in* M. Sahlins, "The return of the event, again ; with reflections…" *in* Aletta Biersack (dir.), *Clio in Oceania : Toward a Historical Anthropology*, Washington, DC ; London : Smithsonian Institution Press, 1991, 383 p.

Chapitre 1. Coup d'éclat d'une guérilla conquérante

1. Chants recueillis en Kabylie entre 1962 et 1967 et publiés in *Le Fichier périodique*, n° 122, 1974, « Chants de guerre I ».

2. Lettre du chef de bataillon Nasica, commandant du 45e BTA, au commandant de la 27e DIA le 26 mars 1956, 1H 3451/2* (SHD).

3. Abbane a été condamné en 1951 pour ses liens avec l'Organisation Spéciale. Libéré avant l'accomplissement de ses six ans de prison, début 1955, il rejoint rapidement le maquis et se distingue par ses qualités politiques.

4. Opération à laquelle Abbane assiste sous les traits d'un commissaire politique.

5. *France-Observateur*, 15 septembre 1955. Maurice Bourgès-Maunoury publie alors un communiqué : « Le reporter d'un hebdomadaire est allé jusqu'à interviewer certains de ces hors-la-loi et a tenté de les présenter comme des porte-parole authentiques des aspirations des populations algériennes et soucieux de s'attaquer non aux civils européens mais aux seuls militaires. Le ministre de l'Intérieur tient à rappeler l'exceptionnelle gravité de telles suggestions. Ce serait déshonorer les populations musulmanes que de laisser croire que ces hommes pourraient être considérés en France comme leurs représentants. Ce serait également déshonorer la France. » Publié dans Robert Barrat, *Les Maquis de la liberté*, Paris, éd. Témoignage Chrétien, 268 p., p. 72.

6. À partir du mois de mai 1956, l'arrivée au maquis de lycéens rajeunira encore cette troupe.

7. Circulaire n° 16 du conseil de zone de la Z2W4 (s.d., fin 1956, début 1957) 1H 1242/2* (SHD). À propos de goumiers déserteurs, la circulaire est encore plus explicite : « L'armée française est une école du crime, de l'assassinat, de la torture et de la délégation. Elle n'est pas au service d'un noble idéal. Elle ne peut donc être comparée à la nôtre. C'est

pour cela que ceux qui quittent l'armée ennemie sont grossiers et amorphes. Ils manquent de formation. Il importe de les soutenir et de les éduquer. C'est un devoir élevé. »

8. *France-Observateur*, 15 septembre 1955.

9. Le 9 mars 1956.

10. Entretien avec Bachir Rouis, Alger, janvier 2008.

11. Si Azzedine, *Les Fellaghas*, Alger, ENAG, rééd. 1997, p. 150-154. Si Azzedine dirige alors le « commando Ali Khodja », qui a pris le nom de son fondateur à la mort de celui-ci.

12. Témoignage de Toumya Laribi dite Baya el Kahla, dans *El Watan*, 5 août 2004.

13. 5 SAS/183*, SAS de Beni-Amran, Cahiers manuscrits (ANOM).

14. Note de service de l'ALN/EMG, mars 1956, 93/4191* (ANOM).

15. Rabah Zerari adopte ensuite le pseudonyme de Si Azzedine, sous lequel il est connu aujourd'hui.

16. Entretien avec Bachir Rouis, qui passa plusieurs années au maquis en wilaya 4.

17. Fiche du Deuxième bureau sur la wilaya 4, avril 1960 (1H 1243/2*) qui précise aussi que des exécutions ont eu lieu pour « inaction, désobéissance, fautes au combat, trahison ». Mais, affirme la fiche, la « flamme révolutionnaire » brûle toujours en wilaya 4.

18. Entretien avec Bachir Rouis, *op. cit*.

19. Note de service de l'ALN/EMG, mars 1956, 93/4191* (ANOM).

20. Lettre datée du 20 janvier 1956. Publiée par Mabrouk Belhocine, *Le Courrier Alger-Le Caire, 1954-1956*, Alger, Casbah Éditions, 2000.

21. Dans ces lettres, Abbane ne distingue pas toujours nettement la Kabylie du département d'Alger.

22. Lettre d'Abbane au Caire, 3 avril 1956, publiée *in* Mabrouk Belhocine, *op. cit*.

23. Azzedine dit qu'il préfère au contraire un terrain ouvert, pour l'effet de surprise.

24. Cette définition du groupe est formalisée seulement lors du congrès de la Soummam. Avant cette date toutefois, elle devait être grossièrement la même.

25. Extrait d'une étude du Deuxième bureau de la 10e Région militaire (RM) sur « l'organisation politico-militaire rebelle », juillet 1956, 93/4191* (ANOM).

26. Selon le journal des marches et opérations (JMO) du 9^{e} RIC, 7U2638/5* (SHD).

27. En effet, en août 1956, celui-ci annonce que sa zone compte cinq fusils-mitrailleurs.

28. C'est ce que nous a rapporté Omar Chabane dit Omar el Mahroug, dans un entretien, le 29 mai 2008.

29. « La 4 », c'est ainsi que les anciens maquisards font référence à la wilaya 4 de l'ALN qui correspondait, grossièrement à l'Algérois. Avant le découpage en wilayas, ces espaces étaient appelés « zones ». Au congrès de la Soummam, en août 1956, la « zone 4 » devient la « wilaya 4 ».

30. Entretien avec Mustapha el Blidi, paru dans *El Watan*, 25 décembre 2005.

31. Article de Robert Barrat, *France-Observateur*, 15 septembre 1955.

32. Note de tournée de Vincent Monteil en Kabylie, 6-8 mars 1955, 11 cab 100* (ANOM).

33. Le maquis peut être défini comme « *a community phenomenon* » selon l'historien H. R. Kedward (cf. *In Search of the Maquis. Rural Resistance in Southern France, 1942-1944*, Oxford, OUP, p. 123).

34. Lettre de Serge Bigot à sa mère, reçue post-mortem et citée dans *France Dimanche*, n^{o} 509, p. 4.

35. En février et mars 1956, des affrontements entre MNA et FLN ont lieu en Kabylie, y compris à quelques dizaines de kilomètres au sud de Palestro, dans la région de Bouïra (*cf.* Karim Saïdi, *Histoire des Kabyles et de la Kabylie pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Saint-Quentin, Reprographica, 2005, 135 p.). Mi-mai, la mort d'une quinzaine de personnes autour de Palestro est encore imputée à des règlements de compte entre MNA et FLN (*cf.* « Tension accrue en Afrique du Nord », *Le Monde*, 22 mai 1956).

36. Cahiers de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS/183* (ANOM).

37. *Ibid*.

38. Un des premiers tracts du FLN, rédigé par Abbane, diffusé en juin 1955 puis publié par *Consciences Maghrébines* en décembre de la même année annonçait : « Le FLN est l'œil et l'oreille de l'Armée de libération nationale. Les militants du Front doivent faire l'impossible pour faciliter la tâche de l'armée sur tous les fronts. Le renseignement doit être le premier travail de chaque élément du Front. Nos groupes armés ne peuvent agir avec succès que s'ils ont des renseignements précis. » Cité par Mabrouk Belhocine, *op. cit*.

39. Entretien avec Bachir Rouis précité.

40. Synthèse mensuelle de renseignements, Deuxième bureau, division d'Alger, avril 1956, 1H 1445 (SHD).

41. En mai 1956, le Deuxième bureau de la division d'Alger repère leur investissement de plus en plus actif comme agents de liaison et de transmission.

42. Article de Robert Barrat, *France-Observateur*, 15 septembre 1955. Le témoignage que nous avons recueilli auprès d'un ancien maquisard rappelle aussi que certains d'entre eux étaient tout simplement encore imberbes.

43. Cahiers de la SAS de Beni-Amran, 30 avril 1956, 5 SAS183* (ANOM).

44. Interview de Mustapha el Blidi, *El Watan*, 25 décembre 2005.

45. Si aucun ordre écrit n'existe en la matière, les représailles collectives sont bien une pratique avérée dès les premiers temps de la guerre. Sur la question des représailles collectives, voir Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001, première partie.

46. D'après le jeune maquisard arrêté, voir cahiers de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS183* (ANOM).

47. *Ibid*.

48. Lettre d'Abbane au Caire, 20 janvier 1956, *in* Mabrouk Belhocine, *op. cit*.

49. Si Azzedine, *op. cit.*, p. 54-55.

50. Jean Noël, *Journal d'un administrateur à Palestro*, Alger, Baconnier, mai 1958, 105 p.

51. *Ibid*.

52. Comme Robert Lacoste l'explique aux parlementaires du groupe socialiste le 25 avril 1956, « le pourrissement c'est-à-dire la substitution de l'administration rebelle à l'administration régulière de la France » (GS8, Centre d'histoire de Sciences-Po). C'est exactement ce que le FLN/ALN définit comme étant la pénétration.

53. *Ibid*.

54. Synthèse mensuelle de renseignements, Deuxième bureau, division d'Alger, juillet 1956, sur l'espace compris entre Palestro et Tablat, 1H 1445 (SHD).

55. Les familles assassinées sont les familles Servat et Bénéjean. Les Servat occupent la ferme Becker à quatre kilomètres à l'ouest du village. La ferme des Bénéjean est située quatre cents mètres plus loin. À la ferme Mary, située dans la boucle de l'Isser, près du pont de Ben-Hini, les animaux sont abattus à défaut des hommes, absents. C'est aussi le cas des trois autres fermes attaquées. Pour Jacques Berque, « le symbole le plus provocant de l'époque coloniale au Maghreb est celui de la ferme au toit de tuiles, riante parmi les vignobles » (*Le Maghreb entre les deux guerre*, cité *in* Michel Launay, *Paysans algériens. La terre, la vigne et les hommes*, Paris, Le Seuil, 1963, p. 178).

56. *Journal Éclair* diffusé le 14 mars 1956. La loi sur les pouvoirs spéciaux date du 12 mars 1956. Cote Gaumont : 5611EJ 49110 / D234218. Des photographies des bêtes égorgées à cette occasion ont aussi été utilisées par le gouvernement général dans la brochure de propagande *Aspects véritables de la rébellion algérienne*, diffusée à partir de septembre 1957, à l'approche de la session de l'Assemblée générale de l'ONU.

57. Les services de renseignement militaires notent aussi, en mars 1956 : « le caractère odieux de ces crimes répétés a provoqué un désir de vengeance, difficilement contenu, parmi les Français » (Synthèse du Deuxième bureau d'Alger, mars 1956, 1H 1445, SHD).

58. *Cf*. « En Algérie, échauffourées près du cimetière de Rouïba », *Le Monde*, 11-12 mars 1956.

59. Aujourd'hui Sour el Ghozlane.

60. Un document à propos des commissaires politiques, trouvé par les Français en wilaya 5, cite cette embuscade en contre-exemple : « Lors du débat au Parlement français sur le rappel du contingent, un de nos chefs militaires a choisi ce moment pour monter l'embuscade de Sakamody, où des civils (hommes, femmes et enfants européens) trouvèrent la mort. Un commissaire politique qui suit de près la situation politique aurait déconseillé au chef militaire cette embuscade dont les conséquences furent lourdes pour notre cause. », 1H1241* (SHD).

61. D'après Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002 (p. 418-419) : Mustapha Lekh'al s'appelle Ali Zeghdani. C'est un ancien membre des commandos nord-africains de l'émir Abdelkrim comme Boumediene et un étudiant à l'académie militaire du Caire. Cette appellation n'est pas sans rappeler la lettre envoyée à Max Lejeune par un habitant de la région, lui suggérant une méthode de combat des maquisards inspirée de la chasse au gros sanglier.

62. D'après le témoignage de Si Azzedine (qui évoque toutefois des massacres ultérieurs fin 1956), c'est ce qu'il avança pour sa défense quand il fut convoqué pour s'expliquer (Si Azzedine, *op. cit*., p. 71). Cela n'empêcha pas sa mutation à l'extérieur en 1957. Après cette mutation, il se lie au colonel Lamouri. Il est arrêté et jugé lors du complot Lamouri et fait partie des quatre exécutés.

63. D'après le témoignage recueilli par la SAS de Beni-Amran : « Les HLL ont essayé de faire marcher les blessés, comme ils ne pouvaient pas, ils les ont égorgés. C'est le chef Si Mustapha qui les a égorgés avec son poignard commando. » Voir 5 SAS/183* (ANOM).

64. Chrono du général commandant 10e RM au ministre-résidant le 25 mars 1956 : « À la demande du général commandant civil et militaire de Kabylie insiste pour que toutes mesures possibles soient prises en vue d'éviter publicité sur manifestation fidélité de Palestro du 22 mars Stop en particulier intervention auprès hebdomadaire *Paris Match* et *Jour de France* semble nécessaire Stop » 1H2398/2* (SHD). De nouveaux messages dans le même sens sont émis le lendemain.

65. *Cf.* « Cinq mille Kabyles de la région de Palestro ont manifesté leur loyalisme », *Le Monde*, 24 mars 1956.

66. Lettre d'Abbane au Caire, 3 avril 1956. Le ton de cette lettre est particulièrement dramatique. Abbane ne cesse de réclamer des armes à l'extérieur, qu'il n'obtient pas – à l'exception des zones frontalières. La résistance s'organise pourtant, en partie grâce aux opérations militaires victorieuses engagées en 1956 et surtout 1957.

67. 12cab/155 (ANOM).

68. Sur la mise en place de ces papiers d'identité qui ne sont pas de véritables cartes d'identité mais des moyens de contrôler la population, voir Marie Chominot, « Guerre des images, guerre sans image ? Pratiques et usages de la photographie pendant la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) », thèse d'histoire, Université de Paris-8, 2008.

69. Entretien précité de Bachir Rouis avec l'auteure.

70. Le 19 mai 1956, l'UGEMA annonce la grève illimitée des cours. C'est l'origine de la montée au maquis de nombreux lycéens et d'étudiants, plus rares.

71. Les plants de tabac sont effectivement arrachés dans la nuit du 12 au 13 mai 1956. Voir cahier tenu par le responsable de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS183* (ANOM).

72. Rapport du dernier administrateur civil.

73. Lucien Ferré se distinguait par une empathie pour le peuple algérien qui lui valut de nombreuses hostilités dans la région où il fut sous-préfet en 1957 et 1958.

74. En effet, théoriquement, une fois la phase deux accomplie, le douar acquis est censé fournir un soutien tous azimuts aux maquis et fonctionner comme un centre d'influence en direction des douars voisins. *Cf.* Extrait d'une étude du Deuxième bureau de la 10e RM sur « l'organisation politico-militaire rebelle », juillet 1956 (ANOM : 93/4191*).

75. *Ibid*.

76. Si cette manifestation est relayée médiatiquement et objet d'une dépêche AFP mentionnant cinq mille personnes, elle ne peut être soupçonnée d'être une pure construction de la propagande française. En effet, le commandement civil et militaire de Kabylie la mentionne aussi (mais en ne comptant que trois mille personnes), assortie d'un souci d'éviter toute publicité.

Chapitre 2. Le vrai visage de la guerre ?

1. Aide-mémoire du Bureau Études et Liaisons du 3e Bureau de l'EMI, « Données essentielles de la pacification en Kabylie », 18 avril 1956, 1H 1937/5 (SHD).

2. *Ibid*.

3. Rapport sur le moral du II/9e RIC, 13 décembre 1956, 1H 2423/1 (SHD).

4. Rapport sur le moral du général de brigade Gouraud commandant la 27e DIA et le secteur opérationnel de Kabylie, 27 décembre 1956, 1H 2423/1 (SHD).

5. Le 31 janvier 1956, le socialiste Guy Mollet reçoit l'investiture par 420 voix pour, 71 contre et 83 abstentions. Il prend la décision de confier l'Algérie à un ministre-résidant et de nommer deux secrétaires d'État, l'un pour l'administration (Marcel Champeix) et l'autre pour les opérations militaires (Max Lejeune). Le 12 mars 1956, l'Assemblée nationale

lui reconnaît les pleins pouvoirs pour l'Algérie.

6. Respectivement maintenus sous les drapeaux par décret du 28 août 1955 et du 21 novembre 1955.

7. Les appelés peuvent être rappelés sur simple convocation dans les trois ans qui suivent la fin de leur service actif.

8. Décret du 12 avril 1956.

9. Voir Jean-Charles Jauffret, « Le mouvement des rappelés en 1955-1956 » *in* Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Laffont, 2004, 728 p., p. 133-160.

10. Synthèse du Deuxième bureau signée du général Noguez, avril 1956, 1H 1445 (SHD).

11. Rapport sur le moral du chef de bataillon Séchet, 29 novembre 1956, 1H 2423/1 (SHD).

12. « Fiche relative à l'embuscade de Palestro, du seul point de vue de l'instruction », non signée, non datée, 1H 1379/2* (SHD).

13. Directive de Max Lejeune aux généraux commandants de régions de métropole le 11 avril 1956 sur l'instruction des disponibles, 1H 1379/1 (SHD). À cette date, Max Lejeune pense encore que cette instruction pourra se faire en métropole. Dans une lettre au général commandant la 10e Région militaire, dix jours plus tard, il prend acte du fait qu'elle ne pourra avoir lieu qu'en Algérie les troupes étant très rapidement dirigées là-bas.

14. L'installation des renforts du printemps 1956 est faite essentiellement en Kabylie et dans l'Ouest oranais dans le but de contenir l'extension de l'insurrection et de protéger Alger.

15. Carte de Jean Nicolas adressée à la communauté assomptionniste des Essarts, 11 mai 1956, publiée dans Lettre à la Famille, no 210, 1er juillet 1956.

16. Lettre au général commandant la 10e Région militaire, le général Lorillot, 19 mai 1956, fonds Lejeune, 37J109* (AD de la Somme). Max Lejeune occupait déjà le poste de secrétaire d'État aux Forces armées (terre) en 1948.

17. Compte-rendu d'opération menée avec des éléments du III/9e RIC, le 28 mai 1956, signé par le chef d'escadron Boucher. 7U2638/5* (SHD).

18. Lettre de Serge Bigot à sa mère, citée dans *France Dimanche*, no 509.

19. Lettre de Jean Nicolas à la communauté des Essarts, 6 mai 1956, publiée dans *Lettre à la Famille*, no 213, 15 août 1956.

20. C'est ce que nous a dit son successeur dans la cure de Palestro, Louis Lucas. Selon lui, Jean Lemaître, arrivé à Palestro en 1950, était très proche des anciens combattants français de Palestro et prenait des positions qui commençaient à gêner l'archevêché. C'est ce qui motiva son remplacement en avril 1957. Entretien avec le R.P. Louis Lucas, Thenia, 21 janvier 2008.

21. Selon le général Gouraud, celui-ci est rappelé « sur ordre du GG » le 1er mai (rapport du général Gouraud sur l'embuscade, 20 mai 1956, 1H 1379/2*, SHD). Au début de l'année, le gouvernement général avait en effet été informé d'une « très vive hostilité » existant entre l'officier supérieur et l'administrateur civil de la région (ANOM : cab12/155).

22. Lettre à sa mère, 28 mars 1949, publiée *in* Gabrielle J. Artur, *Hervé Artur, le sous-lieutenant au visage de lumière. Guerre d'Algérie, Palestro, 18 mai 1956*, imprimé à Rennes, 1959, 173 p.

23. Dans la lettre à sa mère datée du 16 mai 1956, il parle d'une promotion, sans doute ne s'agit-il alors que d'une proposition. Lorsqu'il meurt, Hervé Artur est encore sous-lieutenant.

24. Lettre de Jean Nicolas à la communauté des Essarts, 15 mai 1956, publiée dans *Lettre à la Famille*, no 213, 15 août 1956.

25. Entretien de l'auteure avec Belkhacem Messaoudi, 29 mai 2008. Traduit du kabyle par Moh-Sgir Baitèche et transcrit avec l'aide de Latifa Oulebsir.

26. Note titrée « Renseignements communiqués par M. le curé de Palestro au sujet de la conduite à tenir pour la visite des douars et consignes impératives à donner aux chefs de douars », 16 mai 1956. Note (rédigée par Artur) diffusée à l'ensemble de la compagnie par son commandant.

27. Sur cette question, voir Uzi ben Shalom, Zeev Lehrer, Eyal ben-Ari, « Cohesion during military operations. A filed study on combats units in the Al-Aqsa Intifada », *Armed Forces & Society*, vol. 32, no1, octobre 2005, p. 63-79. Que l'on considère la cohésion comme un fruit du temps ou comme issue de missions courtes et éprouvantes, la section commandée par Artur n'avait pu expérimenter ni l'une ni l'autre.

28. Lettre de Raymond Callu à l'auteure, 27 juillet 2005.

29. Lettre d'Hervé Artur à ses parents, 16 mai 1956.

30. D'après le discours du colonel Viguié aux obsèques, cité par G. Artur, *op. cit*.

31. Fiche d'interrogatoire de Pierre Dumas dressée par le 2e Bureau de la DMA, le 30 mai 1956, à Alger, 1H 1651* (SHD).

32. Ainsi Max Lejeune croit savoir, le 21 mai, que les « incidents région Palestro dénote *(sic)* probablement faute militaire » (télégramme no 265 au général commandant la 10e Région militaire, 37J111, AD de la Somme). C'est ce que confirme le général Lorillot dans le rapport qu'il lui adresse le 22 mai 1956, 1H1379/2* (SHD).

33. C'est exactement ce que relate un autre jeune officier servant en Algérie quelques années plus tard : pour faire avancer ses tirailleurs, Antoine Prost estime qu'il doit marcher en tête. Voir Antoine Prost, *Carnets d'Algérie*, Paris, Tallandier, 2005.

34. Voir, sur un autre conflit, la thèse d'Emmanuel Saint-Fuscien, « Obéissance et autorité dans l'armée française de 1890 à la fin de la Première Guerre mondiale : discours et pratiques », EHESS, 2008.

35. Note de service du colonel Viguié à tous les bataillons du 9e RIC notamment, le 20 mai 1956, 1H 3451/2* (SHD).

36. Rapport du colonel Gouraud sur la 27e DIA et le SOK, 5 décembre 1956, 1H 3451 (SHD).

37. *Ibid*.

38. Rapport sur le moral du 11/9e RIC, 13 décembre 1956, 1H 2423/1 (SHD). La pénurie de moyens matériels importants tels que radio et optique est également déplorée.

39. Rapport sur le moral de la 27e DIA, 27 décembre 1956, 1H 2423/1 (SHD).

40. Discours du colonel Viguié, commandant le 9e RIC, aux obsèques des tués, 23 mai 1956. Cité par G. Artur, *op. cit*.

41. Bilan des pertes de la 27e DIA, 1H 3409/1* (SHD).

42. États hebdomadaire des pertes (EMI/B1) en AFN, 1H 1400 (SHD).

43. Bilan des pertes en 1956 in 1H 1402/1* (SHD). Pour l'ensemble de la guerre, ce ratio est de 6 % (Jacques Frémeaux, *La France et l'Algérie en guerre : 1830-1870, 1954-1962*, Commission française d'histoire militaire, Institut de stratégie comparée, Economica, 2002, p. 258). Là encore la section d'Artur confirme les statistiques.

44. Entretien de l'auteure avec Nicole Caron, 3 avril 2006.

45. Théoriquement, la procédure à suivre pour notifier un décès de militaire mort en Algérie n'est pas celle fixée par l'instruction du temps de guerre mais celle fixée par l'instruction du 25 septembre 1946 « relative à la notification, en temps de paix, des décès des militaires de l'armée de terre ». C'est ce que précise le ministre de la Défense nationale dans une instruction au commandant 10e RM le 11 juillet 1955, 1H 1399/2 (SHD). Mais le rappel régulier de cette obligation signale que plusieurs responsables militaires renâclent à entériner cette version des faits.

46. *France-Soir* du 20 mai 1956. Quotidien du soir, daté du lendemain.

47. *Le Figaro* des 22 et 23 mai 1956.

48. On peut cependant remarquer que même dans le journal de marches et opérations du régiment les noms sont mal orthographiés.

49. *France Dimanche*, no 509, semaine du 24 au 30 mai 1956.

50. *L'Humanité*, 31 mai 1956.

51. *L'Humanité*, 26 mai 1956.

52. Marie Chominot, « Le "film" de la guerre. Les débuts de la guerre d'Algérie dans l'hebdomadaire illustré *Paris-Match* (novembre 1954-juillet 1956) » *in* Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Laffont, 2004, 728 p., p. 580.

53. Pour reprendre l'expression de Danièle Hervieu-Léger commentant le traitement médiatique réservé, en particulier par Paris-Match, à l'embuscade du 18 août 2008 en Afghanistan dans laquelle sont morts neuf soldats français. Interview par Jean-Dominique Merchet, paru sur son blog, le 12 septembre 2008.

54. Voir *France-Observateur* des 24 et 31 mai 1956.

55. Tract du Comité de jeunes de Suresnes pour la paix en Algérie, intitulé « Face à la guerre. Luttons pour la paix », reproduit dans le rapport du brigadier des gardiens de la paix au commissaire de police de Puteaux, 27 mai 1956 (APP, C 8 4564*). Cité par Tramor Quémeneur, « Une guerre sans "non" ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de

soldats français pendant la guerre d'Algérie (1954-1962) », thèse d'histoire, INALCO, 2007.

56. Selon Tramor Quémeneur, la nouvelle de l'embuscade ne modifie ni l'état d'esprit général ni les mouvements de rappelés entamés bien avant.

57. Bilan dressé par Jean Gilbert-Jules le 31 mai 1956, 518 W 266-267* cité par Jean-Charles Jauffret, *op. cit.*, p. 153.

58. Il s'agit de Serge Bigot et Louis Gougeon, de Vendôme, et de Raymond Serreau, de la Fontenelle.

59. Question orale de Bernard Paumier (PCF) n° 2159, séance du 13 juin 1956, *Journal officiel de la République française. Débats de l'Assemblée nationale, session 1955-1956*, p. 2585.

60. D'après Tramor Quémeneur, thèse précitée.

61. Communiqué du Comité paru dans *Le Vendômois* du 28 mai 1956. Les informations sur le Loir-et-Cher nous ont été communiquées par Danielle Chevallier. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée ici.

62. La loi garantit le droit à une sépulture perpétuelle, le bénéfice d'un voyage annuel gratuit sur la tombe pour la famille et le bénéfice du statut de pupille de la nation pour leurs enfants. Les droits des veuves des militaires tués en Algérie sont identiques à ceux des veuves dont le mari est mort pendant la Seconde Guerre mondiale.

63. 1H1399/2 (SHD).

64. Lettre du préfet au ministre, 24 mai 1956, citée dans Danielle Chevallier, « Les obsèques de soldats morts en Algérie », *in* Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault (dir.), *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, 2008, 501 p. Source : dossiers des militaires morts en Algérie (1956-1963), 109/16, Cabinet du préfet (AD du Loir-et-Cher).

65. *Les Échos de Saint-Germain-en-Laye et Poissy*, 30 mai 1956.

66. PV de délibération du conseil municipal de Saint-Germain-en-Laye, 24 mai 1956.

67. Lettre du préfet au ministre, 24 mai 1956, citée dans Danielle Chevallier, *op. cit*.

68. Entretien téléphonique avec la belle-sœur de Lucien François, 1er décembre 2005.

69. *Le Courrier républicain*, 6 mars 1957.

70. Voir Danielle Chevallier, *op. cit*.

71. Ainsi aux obsèques de Galleux sont mentionnés l'UNC, les FFI et PG, Rhin Danube et les Anciens d'Indo.

72. Voir Luc Capdevila et Danièle Voldman, *Nos morts : les sociétés occidentales face aux tués de la guerre, XIXe-XXe siècles*, Paris, Payot, 2002.

73. Discours du maire du Pecq lors des obsèques de Michel Galleux reproduit dans la presse.

74. Pierre Dumas est, quant à lui, décoré de la croix de la Valeur militaire étoile vermeil en juillet 1956, et avec palmes en mars 1957. Créée par le décret 56-371 du 11 avril 1956, la médaille de la Valeur militaire « est destinée à récompenser les militaires ayant accompli des actions d'éclat au cours ou à l'occasion d'opérations de sécurité ou de maintien de l'ordre ». Témoignage, parmi d'autres, du simulacre que les autorités françaises travaillent à construire afin de nier l'état de guerre en Algérie, elle devient toutefois croix de la Valeur militaire par décret du 12 octobre 1956.

75. C'est ce que mentionne explicitement le JMO du 9e RIC.

76. Lettre de Raymond Callu à l'auteure, 12 septembre 2005.

77. Les obsèques de Jean David-Nillet ont lieu à Alger le 28 mai.

78. Discours du colonel Viguié lors des obsèques, cité par Gabrielle Artur, *op. cit*.

79. Les décisions du secrétariat d'État aux Forces armées (terre) accordant cette mention s'échelonnent entre fin juillet 1956, pour le sous-lieutenant Artur, et fin octobre 1956.

80. Ordonnance n° 45-2717 du 2 novembre 1945.

81. Lettre du général Cherrière au secrétaire d'État aux Forces armées (guerre) relatant un entretien avec Jacques Soustelle, 8 décembre 1954, 1H 1399/2 (SHD).

82. L'arrêté d'application de la loi tarde à être pris (26 mars 1956) mais il est rétroactif.

83. Créée par décret le 11 avril 1956, la médaille de la Valeur militaire « est destinée à récompenser les militaires ayant accompli des actions d'éclat au cours ou à l'occasion d'opérations de sécurité ou de maintien de l'ordre ». La régularisation de cette attribution est faite au *Journal officiel* du 9 octobre 1956.

84. *France Dimanche*, n° 510, semaine du 31 mai au 6 juin 1956. Témoignage de Suzanne Dumas recueilli par l'auteure, septembre 2005.

85. Note sur l'Algérie, adressée par Pierre Mendès France à Guy Mollet, avril 1956, *in* Pierre Mendès France, *Gouverner, c'est choisir*, tome 3, Paris, R. Julliard, 1958, p. 168.

86. « Je viens vous donner ma démission qui est motivée par notre politique en Algérie » écrit-il ainsi à Guy Mollet.

87. D'après Joseph Begarra in *Bulletin de la fondation Guy Mollet*, n° 12. Voir Claire Marynower, « Joseph Begarra : un socialiste dans la guerre d'Algérie (1954-1962) », mémoire de master, IEP, 2007.

88. Les pourparlers continuent en fait en septembre et octobre 1956 mais l'arraisonnement de l'avion transportant la délégation extérieure du FLN le 22 octobre met fin à toute négociation.

89. Le 18 mai 1956, dans l'hebdomadaire *Demain*, Claude Gérard publie un article sur les maquis MNA. Elle est arrêtée à la suite de ce travail faisant aussi les frais de ce raidissement gouvernemental.

90. Télégramme n° 266 de Max Lejeune au général Lorillot, 21 mai 1956, 37J111, fonds Max Lejeune (AD de la Somme).

91. Texte du communiqué dans *Le Monde* du 26 mai 1956.

92. Compte-rendu de la réunion du groupe parlementaire socialiste le 5 juin 1956, GS8 (Centre d'histoire de Sciences-Po).

93. Lettre du général Lorillot au secrétaire d'État aux Forces armées (terre) du 25 mai 1956, 1H 1399/2 (SHD).

94. Cependant, la fin du printemps 1956 est bien l'occasion d'un renforcement des services d'action psychologique et d'un travail accru des services chargés des relations avec la presse. À partir du 1er mai 1956, le service militaire de la presse est dissocié du service psychologique et rattaché directement à l'état-major de la 10e RM.

95. Lettre du Bureau Presse Information au ministre-résidant à propos de renseignements nominatifs diffusés par l'AFP 24 heures après une embuscade, 3 mai 1957, 1H 2469 (SHD). Renseignement aimablement communiqué par Marie Chominot.

96. D'après l'agenda de Max Lejeune, le secrétaire d'État arrive en Algérie le 16 mai après-midi. Il décolle d'Oran vers Paris le 29.

97. Journal Actualité Gaumont fin mai-début juin 1956, cote Gaumont 563 3GJ 00006.

98. Conférence de presse de Robert Lacoste sur l'embuscade Palestro, in *L'Écho d'Alger*, 24 mai 1956.

99. On est ici dans l'exacte illustration de ce qu'écrivaient Frederick Cooper et Ann Stoler en 1989 : à « la construction sociale et au maintien de l'altérité de l'autre aux colonies » répond « la construction sociale et le maintien de l'identité nationale dans les métropoles » (*in* « Tensions of empire and visions of rule », *American Ethnologist*, 1989, 16 : 4, p. 615).

100. Discours de René Coty à Verdun, 17 juin 1956 : « En Algérie, la Patrie est en danger, la Patrie est au combat. »

101. Travaillant sur les parlementaires socialistes de la IVe République, Noëlline Castagnez a bien montré ce que l'on repère ici : la disparition rapide de la référence à la résistance dans leur profession de foi alors que se maintient la référence au statut d'ancien combattant de 1914-1918. L'historienne y voit le souci, pour les candidats au Parlement, de paraître plus proche de leur électorat. La guerre en Algérie viendra ajouter une cause supplémentaire à ce désir d'effacement. Noëlline Castagnez, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IVe République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 413 p.

102. 2e séance du 8 juin 1956. Réponse de Max Lejeune à une question de M. Penoy.

103. Ainsi dans *Le Journal d'Alger* des 27 et 28 mai 1956.

104. Après avoir demandé un vote séparé sur l'Algérie – qui leur est refusé – les communistes s'abstiennent. L'ensemble des députés poujadistes vote contre (soit 39 voix). Si 87 députés socialistes ont voté pour, 13 ont préféré ne pas prendre part au vote ainsi que 9 députés communistes.

105. Voir en particulier le compte-rendu de la réunion du groupe parlementaire socialiste le 31 mai 1956, GS8 (Centre d'histoire de Sciences-Po).

106. Voir Fernand Meyssonnier, *Paroles de bourreau : témoignage unique d'un exécuteur des arrêts criminels*, recueilli et présenté par Jean-Michel Bessette, Paris, Imago, 2002, 319 p.

107. Compte-rendu de la réunion commune du comité directeur de la SFIO et du groupe parlementaire socialiste le 25 avril 1956, GS8 (Centre d'histoire de Sciences-Po).

108. De retour d'un voyage d'information en Algérie, début juin 1956, la commission de la défense de l'Assemblée nationale accompagne aussi ce mouvement en insistant sur la nécessité d'exécuter les condamnés à mort. Voir son rapport, 2R161/3 (SHD).

109. Sur cet événement, voir Sylvie Thénault, *Une drôle de justice : les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 2001, 347 p., p. 57.

110. L'histoire officielle algérienne ne s'y trompe pas qui ne retient que le nom d'Ahmed Zabana, célébré par exemple au musée du Moudjahid comme le premier condamné à mort exécuté. Ses restes ont d'ailleurs été l'objet d'un conflit entre Oran et Alger : d'abord enterré dans sa ville natale, son corps a finalement été rapatrié au cimetière des martyrs d'el-Alia (voir la thèse en cours d'Emmanuel Alcaraz sur les lieux de mémoire de l'Algérie indépendante).

111. Dans ses notes, Maurice Meyssonnier, premier adjoint du bourreau à l'époque note : « Ferradj Abdelkader, le goumier incendiaire de Palestro membre de la bande du bandit Ouamrane le 7 mars 1956 avait participé à l'attaque de la ferme Chatenay, une des 5 fermes de la région, qui furent attaquées simultanément et où 7 personnes, les familles Servat et Bénéjean avaient été assassinées. Ce Ferradj Abdelkader est le frère de Ferradj Maklouf auteur de la tuerie de Sakamody des époux Salles et de leur fille de 7 ans, Françoise, de M. Ritter architecte et de M. Comte » (Fernand Meyssonnier, *op. cit*).

112. *L'Écho d'Oran*, 20 juin 1956.

113. *Cf.* « L'exécution de deux terroristes vivement commentée à Alger », *Le Monde*, 21 juin 1956.

114. Zabana a été condamné à mort par le TPFA d'Alger le 21 décembre 1955. Son appel fut rejeté et la condamnation confirmée le 21 avril 1956. Détails d'après Boualem Nedjadi, *Viva Zabana*, Alger, ANEP, 2006.

115. Germaine Tillion, *Combats de guerre et de paix*, Paris, Le Seuil, 2007, p. 48.

116. Tract rédigé par Abbane et Ben M'hidi, cité par Guy Pervillé *in* Guy Pervillé, « Le Terrorisme urbain dans la guerre d'Algérie (1954-1962) » *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Bruxelles, Complexe, 2001, p. 454.

117. Selon Boualem Nedjadi, *op. cit.*, p. 112. Voir aussi le témoignage de Yacef Saadi, *La Bataille d'Alger. L'embrasement*, Paris, ETC, 1982.

118. D'après un renseignement de la DST cité par *Le Monde* le 12 juin 1956, les deux hommes seraient gardés à l'est de Médéa.

119. Fiche du Deuxième bureau de l'EMI à propos d'événements signalés par la Division militaire d'Oran, 3 juillet 1956, 1H1504* (SHD). Une note au crayon du 5 juillet a ajouté : « continuer recherches pour savoir s'ils sont vivants et où. J'y tiens ».

120. Boualem Nedjadi, *op. cit*., p. 112. La même affirmation se trouvait, trente ans plus tôt dans Henri Alleg (dir.) *La Guerre d'Algérie*, tome 2, Paris, Messidor, 1986, p. 124. Elle est contredite par la lettre que l'ALN envoya à la mère de Louis Aurousseau lui annonçant sa mort, lettre datée du 21 mai 1956 mais dont on ne peut bien sûr exclure qu'elle soit de pure propagande.

121. Fiche au sujet de l'Algérie (suite à la visite de la commission de la Défense nationale sans doute juin 1956), 1R 339/2 (SHD).

Chapitre 3. L'Algérie sauvage

1. Récit des obsèques dans *La Nouvelle République*, 13 mars 1957.

2. *L'Écho d'Alger*, 20-21 mai 1956.

3. *Le Parisien libéré*, 21 mai 1956.

4. *Le Figaro*, 22 mai 1956.

5. *Le Figaro*, 24 mai 1956 ; *France Dimanche*, 30 mai 1956.

6. *Le Journal d'Alger*, 27 et 28 mai 1956.

7. D'autres journaux préférèrent, au contraire, taire complètement l'information sur les mutilations telle *L'Humanité* qui réussit un véritable tour de passe-passe dans son édition du 4 juin. Un journaliste relate l'entretien des sœurs de Jean David-Nillet avec Pierre Dumas. « À celui qui fut le dernier compagnon de leur frère, elles ont demandé avec l'angoisse

qu'on devine : "Est-il vrai que vous avez été maltraités, horriblement maltraités ?" La réponse a été formelle : "Jamais à aucun moment, nous n'avons été maltraités par les fellaghas *(sic)*". » Les fellagha, note le journal, leur ont même permis d'écrire à leurs parents, « sans contrainte », pour leur dire qu'ils étaient prisonniers.

8. On peut voir, par exemple, la fiche sur les « notions générales sur les sabotages et les embuscades » du Deuxième bureau de l'état-major de la 10e RM, 1H 1241* (SHD).

9. La répression massive qui s'ensuivit fit, selon un chiffre jamais remis en cause, au moins 10000 victimes.

10. Jean Noël, *Journal d'un administrateur à Palestro*, Alger, Baconnier, mai 1958, 105 p., 29 août 1956.

11. Le sujet que le journal *Éclair* consacre, le 14 mars 1956, aux obsèques des fermiers, est ainsi intitulé « Obsèques des fermiers victimes des fellaghas *(sic)* à Palestro. Après le massacre de Palestro ». Le commentaire précise à propos d'un rescapé : « Tous les siens tombaient sous les coups barbares qu'aucune idéologie ne saurait excuser et qui, en quelques instants, ont semé le deuil dans une région tout entière », avant de conclure : « Les funérailles des victimes se déroulent à Rouïba devant une foule énorme dont la fièvre a peine à être contenue à l'issue de la cérémonie. De tels assassinats qui n'épargnent ni femme ni enfant nécessitent la mise en œuvre urgente de tous les moyens propres à ramener la sécurité » (archives Gaumont 5611EJ 49110 / D234218).

12. Brochure publiée sous couvert de la société d'édition et de régie publicitaire d'Alger.

13. L'expression est de Marie Chominot qui a montré dans sa thèse précitée que cette brochure était une initiative du gouvernement général en réponse au livre noir diffusé par le MNA lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1955.

14. Marie Chominot fait remarquer que le texte omet délibérément de préciser que plusieurs des victimes étaient des agents de renseignements de l'administration française ou renseignaient les militaires français.

15. Si le sauvetage de Dumas permit, au bout d'une petite semaine, de préciser les faits sur l'embuscade, le récit des mutilations restait toujours hors champ puisque le rescapé n'en avait pas été le témoin.

16. « Pour émerger, venir à la surface de l'histoire, l'événement se doit d'être perçu et caractérisé. Puisqu'il bénéficie dans son surgissement des deux visions du passé et du futur à venir, il s'accomplit à l'intérieur de perceptions extrêmement diverses et simultanées qui renvoient aussi au domaine des affects. Ce peut être la surprise de le voir survenir, l'indignation, ce peut être l'effroi qu'il suscite qui le constitue en événement. C'est l'indifférence qui va le dissoudre, ou encore la honte l'oblitérer. Sa temporalité est fabriquée par la manière dont se trouvent touchés les imaginaires », écrit ainsi Arlette Farge (art. cit.).

17. Si on peut trouver quelques variations entre massacre et embuscade, si un article du *Monde* du 9 juin évoque plutôt « l'embuscade de Beni-Amran », c'est bien Palestro qui domine la quasi-totalité des dénominations de l'événement.

18. On oublie ainsi que deux soldats ont été bien traités en tant que prisonniers.

19. Paul Ricœur : « La commémoration dans le deuil exerce alors la même action fondatrice que les événements fondateurs positifs dans la mesure où ils légitiment les comportements et les dispositions institutionnels capables d'en empêcher le retour » *in* « Événement et sens », *Raisons pratiques*. « L'événement en perspective », n° 2, 1991, p. 52. Cité *in* David El Kenz (dir.), *Le Massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire, 2005.

20. « *Persons have physical and conceptual integrity ; and events can threaten both the physical and the conceptual boundaries* », John R. Corbin, « An Anthropological Perspective on Violence », *The International Journal of Environnemental Studies*, 1976, 10, 1, p. 108.

21. Sur ce point, voir, en particulier, Patricia Lorcin, *Imperial Identities. Stereotyping, Prejudice and Race in Colonial Algeria*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1995, 323 p.

22. Carte de Jean Nicolas adressée à la communauté assomptionniste des Essarts, 11 mai 1956, publiée dans *Lettre à la famille*, n° 210, 1er juillet 1956.

23. Lettre de Serge Bigot à sa mère reçue *post mortem* et citée dans *France Dimanche* n° 509.

24. Guy de Maupassant, *Au soleil*. Recueil de textes initialement parus dans *Le Gaulois* en août 1881.

25. Discours du colonel Viguié, commandant du 9e RIC, le 23 mai à l'hôpital Maillot lors des obsèques des dix-sept tués.

26. Brochure *La Photo aérienne. Ce que peut en attendre l'armée de terre en Algérie*, éditée par B2/EMI, 25 janvier 1960, 1H 2069/2 (SHD). Citée par Marie Chominot dans sa thèse.

27. Yannick Danrée, *Souviens-toi… L'Alma. Histoire d'un nom de là-bas*, Hélette, Jean Curutchet, 2001, p. 14.

28. Voir John R. Corbin, art. cit.

29. On peut ici s'inspirer des études de Michael Taussig. Il écrit notamment à propos des atrocités commises sur les Indiens Huitoto, en Colombie au début du XX^{e} siècle, par les colons désireux d'exploiter le caoutchouc : « *The colonists and rubber company employees not only feared but also themselves created through narration fearful and confusing images of savagery – images which bound colonial society together through the epistemic murk of the space of death. The system of torture they devised to secure rubber mirrored the horror of the savagery they so feared, condemned – and fictionalized* ». Michael Taussig, « Culture of Terror, Space of Death. Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture », *Comparative Studies in Society and History*, 1984, 26, p. 467-497, p. 494.

30. Lettre de Louis Massignon à Germaine Tillion, 25 mars 1957, republiée dans Germaine Tillion, *Combats de guerre et de paix*, Paris, Le Seuil, 2007, p. 648-649.

31. Voir Antoine Porot, « Notes de psychiatrie musulmane », *Annales médico-psychologiques*, 1918, 74, p. 377-384 ou encore Antoine Porot et C. Arii, « L'impulsivité criminelle chez l'indigène algérien ; ses facteurs », *Annales médico-psychologiques*, 1932, 90, p. 588-611. Sur Porot et son école, voir Richard C. Keller, *Colonial Madness. Psychiatry in French North Africa*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, 294 p.

32. Voir David Macey, « The Algerian with a knife », *Parallax*, 1998, vol. 4, n^{o} 2, p. 159-167. « L'incorporation de la notion de Lévy-Bruhl de mentalité primitive dans la théorie *a priori* sur la mentalité nord-africaine acheva la tentative de conquête épistémologique de l'Algérie. Elle fournit aux médecins, militaires et magistrats une explication anthropologique pour plus d'un siècle » (p. 164, notre traduction).

33. La notion de primitivisme est particulièrement étayée chez Auguste Marie qui distingue les « hommes contemporains » des « enfants », suivis par les « sauvages » ou les « primitifs ». Tous sont situés sur une échelle évolutive : le primitif est donc appelé à se développer.

34. Macey fait remarquer que les Nord-Africains ne sont pas des « vrais » primitifs : ceux-ci se trouvent au sud du Sahara. Ils n'en ont pas moins une prédisposition aux réactions impulsives.

35. Maurice Wahl, *L'Algérie*, 4^{e} édition mise à jour par Augustin Bernard (alors chargé de cours en géographie de l'AFN à la Sorbonne), Paris, Alcan, 1903, p. 209.

36. *Ibid*., p. 291.

37. Augustin Bernard, *L'Algérie*, Paris, Larousse, 1931, p. 36 et p. 56.

38. *Ibid*.

39. Voir Patricia Lorcin, *Imperial Identities…, op. cit*. et, plus récemment, Peter Dunwoodie, « Assimilation, Cultural Identity, and Permissible Deviance in Francophone Algerian Writing of the Interwar Years », *in* Patricia Lorcin (ed.), *Algeria & France, 1800-2000. Identity, Memory, Nostalgia*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 2006, 335 p., p. 63-83.

40. *L'Afrique française*, juin 1956. Il s'agit de *Documents sur les crimes et attentats commis en Algérie par les terroristes.*

41. C'est ce qu'écrit A.S. Cleary à propos de la propagande britannique sur les Mau-Mau au Kenya pendant ces mêmes années. Voir Cleary, « The Myth of Mau-Mau in its International Context », *African Affairs*, 1990, 89, 355, p. 242.

42. « S'il faut reconnaître qu'il y a une certaine prise de possession de conscience collective, il n'y a pas, toutefois, de solides courants idéologiques. Le seul lien spirituel vraiment tangible est la religion musulmane » écrit-il en septembre 1956 *in* « Prise de position sur le problème algérien » (37J107*, AD de la Somme).

43. *Ibid*.

44. C'est le titre de la thèse d'un élève d'Antoine Porot.

45. Cette lecture réduisant les actes politiques à des actes délinquants ou criminels est bien entendu dominante pendant la guerre d'indépendance, dès lors que celle-ci est considérée comme l'œuvre de « hors-la-loi ».

46. Guillaume D'Hoop, « Les Algériens acteurs des faits divers pendant la guerre d'Algérie », *Actes de l'immigration*, mars 2004.

47. Décret impérial du 18 novembre 1869.

48. C'est cette bataille qui donne, encore aujourd'hui, son nom à une rue à Paris, à Marseille, à Lyon, à Romans-sur-Isère et peut-être ailleurs en France. À Palestro, les zouaves sont réputés avoir attaqué les Autrichiens avec leurs baïonnettes.

49. Le nom est proposé par le maréchal Mac Mahon, comme il le précise dans une lettre au général commandant la division d'Alger, le 29 octobre 1869, L56 (ANOM).

50. Une route existait déjà sous les Turcs passant au nord du Bou-Zegza par l'Oued Keddara et Aïne Sultane. Elle est encore indiquée sur les cartes de l'époque coloniale comme « ancienne route turque ». C'est elle qu'empruntent en partie les soldats en mai 1956.

51. Dans la région, c'est le centre de Bouïra qui est conçu comme devant être le lieu de convergence des échanges.

52. *Le Moniteur de l'Algérie*, 11 février 1869.

53. Notons toutefois que cet enthousiasme n'est pas unanimement partagé. Vingt ans plus tard, dans un contexte colonial plus apaisé qui autorise un goût de l'authentique, Georges Robert note ainsi : « Les gorges de Palestro sont une des curiosités les plus intéressantes de la province d'Alger, quoiqu'elles aient été endommagées par les travaux d'art exécutés pour le passage de la ligne ferrée ; elles présentent encore dans plusieurs endroits, qui ont été respectés, des points de vue pittoresques ». En effet, une ligne de chemin de fer a été ajoutée sur l'autre versant des gorges. Georges Robert, *Voyage à travers l'Algérie : notes et croquis*, Paris, E. Dentu, 1891, p. 80.

54. François Charvériat, *À travers la Kabylie et les questions kabyles*, Paris, Plon, 1889, p. 30.

55. Rapport de la commission instituée pour étudier la création d'un centre de population à Ben Hini, 21 juillet 1868. 20L13 (ANOM).

56. Les travaux dans les gorges sont entamés en octobre 1867 et le percement du tunnel lui-même en mars 1868.

57. « Installation d'un nouveau village européen », *Le Moniteur de l'Algérie*, 12 novembre 1868.

58. *Ibid*.

59. D'après l'*État de la colonisation* dressé par le capitaine du génie au 20 novembre 1869. À l'exception de onze cas pour lesquels la nationalité n'est pas précisée ou décelable, cet état permet de repérer quatre Espagnols, six indigènes algériens, sept Français et seize Tyroliens parmi les occupants des lots de terrain. Parmi les onze cas non informés, plusieurs noms à consonance italienne.

60. Un des moyens utilisés alors pour créer ces lots fut de récupérer des terrains domaniaux. *Cf.* le décret du 6 janvier 1869 relatif à l'aliénation des terres domaniales en Algérie. Cette aliénation était une des deux voies possibles pour dégager des terrains à lotir. L'autre voie, qui pouvait fournir plus de terres, était bien plus laborieuse : elle passait par l'identification des terres *arch* et *melk*, en application du sénatus-consulte de 1863. Sur ce point, voir chapitre 4.

61. Un marché existait auparavant le vendredi chez les Ammals et le mercredi chez les Beni-Khalfoun, selon Louis Rinn, *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*, Alger, A. Jourdan, 1891. Sur ce point voir chapitre 4.

62. En 1869, la commission de contrôle des cultures dénombre deux cents arbres, dix-huit bœufs, trois vaches et trente moutons lui appartenant. L'homme a aussi fait construire une grande maison et une grande écurie sur chacun des deux lots qu'il possède ainsi qu'une des deux briqueteries du village. L56 (ANOM).

63. Voir Mohamed Brahim Salhi, « Étude d'une confrérie religieuse algérienne : la Rahmania à la fin du XIX^{e} siècle et dans la première moitié du XX^{e} siècle », Thèse de 3^{e} cycle, EHESS, 1979.

64. Yannick Danrée rapporte toutefois que, le 19 avril, Dominique Bassetti fit emprisonner un homme venu apporter la nouvelle du pillage et de l'incendie de Bordj Menaïel et du hameau de l'Isser.

65. Les récits du massacre les décrivent comme particulièrement acharnés sur les colons par la suite. Guergour est situé à moins de deux kilomètres de Palestro, sur le versant des Ammals.

66. Ces chiffres sont fiables à quelques unités près si l'on en croit les différentes relations du massacre.

67. Sur le rôle de l'*amin el oumena, cf.* Alain Mahé, *Histoire de la grande Kabylie, XIX^{e} et XX^{e} siècles. Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Saint-Denis, Bouchène, 2001, 650 p., p. 189.

68. Cette désignation indique qu'il s'agit d'un Kabyle. Cependant, les sources françaises évoquent le plus souvent les Aït-Khalfoun en utilisant la toponymie arabophone de Beni-Khalfoun. Cette variation témoigne d'une situation de région frontalière sur laquelle nous reviendrons au chapitre suivant. En revanche, les mots de fonction tels que « *amin* » sont arabisés, comme le fait remarquer Nedjma Abdelfettah Lalmi, « Du mythe de l'isolat kabyle », *Cahiers d'Études Africaines*, XLIV (3), 175, 2004, p. 583.

69. Rapport hebdomadaire du 6 au 13 mai 1871, subdivision d'Aumale, 2H 66 (ANOM).

70. Seul un jeune homme d'une quinzaine d'années est mentionné dans les rapports. C'était le fils d'un gendarme. Les autres victimes sont explicitement désignées comme étant « d'âge mûr ».

71. Lettre de Desnoyer au commandant, le 27 avril 1871, 2 H 65 (ANOM).

72. Il avait été curé dans le village de colonisation de L'Alma, à quarante kilomètres de là, depuis 1866. Voir Yannick Danrée, *op. cit*.

73. Le rapport fait par le militaire qui accompagne le colonel Fourchault à son entrée au village ne mentionne pas ces détails qu'on trouve ensuite chez Robin. Lui ne parle que du fait que le corps du curé et celui d'un autre homme, qu'il prend d'abord pour le capitaine Augé, ont été carbonisés.

74. Lettre publiée le 6 avril 1868. Sur l'importance à accorder à l'évangélisation dans la politique coloniale de la France, Mac Mahon et Lavigerie s'opposèrent violemment notamment à la suite de cette lettre pastorale.

75. D'après Joseph Robin, *L'Insurrection de la Grande Kabylie en 1871*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1901, 579 p.

76. Ces informations viennent du colonel Robin.

77. D'après Rinn, ce sont également sa maison et sa briqueterie qui sont les premiers bâtiments incendiés.

78. *Notice sur le massacre de Palestro*, 22 avril 1871, Blida, 1889, 11 p. Recueil des récits des survivants par l'auteur qui se présente comme un cordonnier. On doit là encore noter que le rapport d'avril 1871 ne mentionne pas ces détails.

79. Les Hadjoutes, en particulier, s'étaient fait une réputation de décapiter leurs adversaires sans descendre de cheval. *Cf.* Charles-André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 315. Jacques Frémeaux souligne toutefois qu'Abd el-Kader avait demandé à ses hommes de limiter les violences et avait interdit les cruautés (*op. cit.*, p. 215).

80. Julien, *ibid*., p. 319.

81. Cette violence évoque ce que l'anthropologue Maria Victoria Uribe décrit à propos de la Colombie dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle. Au sein des multiples pratiques de mutilations infligées aux cadavres, il en existe une qui s'attache à détruire complètement le corps en le coupant en petits morceaux selon une technique d'équarrissage. Il n'est dès lors plus qu'un « tas de viande ». Maria Victoria Uribe, *Anthropologie de l'inhumanité. Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

82. Dépêche télégraphique aux responsables militaires et politiques en Algérie, 26 avril 1871, 2 H 66 (ANOM).

83. Décrets des 10 octobre 1872 et 15 juillet 1874. En réalité, pour Palestro, le décret impérial de 1869 s'était déjà contenté de fixer une durée de cinq ans.

84. Alain Mahé, *op. cit.*, p. 576.

85. Ainsi dans les débats du 21 novembre 1872, les six députés d'Algérie présents tentent-ils de convaincre leurs collègues de ne pas voter l'amendement donnant droit à une voix délibérative aux assesseurs musulmans des conseils généraux. Avec 457 voix pour (171 contre), cet amendement est cependant voté.

86. Selon la présentation historique faite dans « La monographie sommaire de la commune de Palestro » réalisée par le dernier administrateur de Palestro (sans doute Jean Noël) et publiée par Ahmed Mazouni, *L'histoire administrative des deux communes de Palestro CM et CPE, 1869-1956*, Dar el Oumma, 2004.

87. La date limite avait été fixée au 1er octobre 1872. Le mouvement migratoire des Alsaciens-Lorrains en Algérie connaît une augmentation importante à partir de juin 1872. Voir Fabienne Fischer, *Alsaciens et Lorrains en Algérie. Histoire d'une migration 1830-1914*, Nice, éd. Jacques Gandini, 1999.

88. Fabienne Fischer a bien montré qu'il y a un effet d'aubaine et non pas un élan patriotique particulier. En effet, la structure migratoire des Alsaciens-Lorrains dans les décennies qui précèdent 1871 est identique à celle des décennies suivantes.

89. Loi adoptée par l'Assemblée nationale le 21 juin 1871.

90. D'abord exigeante en termes financiers, cette sélection devient par la suite, et rapidement, beaucoup moins regardante. Arrivent alors en Algérie des personnes beaucoup plus nécessiteuses qu'il va falloir aider.

91. Lettre du gouverneur général au général commandant la division d'Alger, 20 août 18741, 26L13 (ANOM).

92. L'importance de cette famille n'a peut-être pas échappé aux maquisards qui ont attaqué la ferme occupée par les Servat au printemps 1956 : celle-ci était en effet la propriété des Becker.

93. On passe de 125 habitants en 1871 à 361 en 1876, 489 en 1881 et 726 en 1886.

94. En 1889, le centre compte 244 « Européens » et 482 « Français » pour 2 651 « Indigènes ». Tableau statistique de la commune, adressé au préfet début 1889. 26L13 (ANOM).

95. Les chiffres concernant la paroisse font apparaître de légères variations. La CPE est estimée à 13 000 habitants dont 467 chrétiens et la commune mixte à plus de 73 000 habitants dont 146 chrétiens.

96. Charles-Robert Ageron, *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris, PUF, 1972, p. 227.

97. « *A monument, almost as bad as the massacre, has been erected to commemorate the event* », Sir. R. Lambert Playfair, *Handbook for Travellers in Algeria and Tunisia*, Londres, 3e édition, 1887, p. 156.

98. *« A monument, in the worst style of art, has been erected to commemorate the event ». Cook's Handbook for Algeria and Tunisia*, 1913, p. 208.

99. Une plaque commémorative a également été apposée sur la caserne de gendarmerie à la mémoire des cinq gendarmes morts en avril 1871. Voir Yannick Danrée, *op. cit.*, p. 20.

Chapitre 4. Dans la voie de la violence

1. Ici, rééd. Gallimard, Folio, 1991, p. 116.

2. Selon le rapport de la commission d'application du *senatus-consulte*, les biens du Domaine eux-mêmes proviennent de la confiscation par les Turcs des terres d'un nommé Hassen ben Hini. Voir rapport de la commission du 21 décembre 1867, L 56 (ANOM).

3. Copie de la « vente ben Dahmane », 16 septembre 1868, L56 (ANOM). La vente elle-même a lieu le 12 septembre. Les terres *melk* sont des terres privées et aliénables mais elles sont possédées collectivement. Elles se distinguent des terres *arch* collectives et inaliénables (globalement peu nombreuses en Kabylie).

4. Copie de la « vente ben Azrack » conclue le 18 septembre 1868, L56 (ANOM). Au total, un document postérieur évoque une dépense de l'État de 8 830 F pour l'ensemble des terres nécessaires (note du chef du Deuxième bureau au directeur général des affaires civiles et financières, 26 mai 1871, 26L13 – ANOM).

5. Le mot colon est entendu ici dans un sens large. Au-delà de l'exploitation de la terre, il fait référence aux habitants du village jouissant d'un statut juridique distinct de celui des Français musulmans.

6. Lettre du chef du service des Domaines à son supérieur, 9 février 1870, 26L24 (ANOM). Louis Rinn quant à lui mentionne « de vieilles inimitiés » entre les deux tribus.

7. D'après la note précitée du 26 mai 1871, ces travaux ont coûté 45 000 F. D'après le rapport de la direction d'Alger du génie sur les travaux entrepris pour la création du village de Ben Hini, 5 octobre 1869, L 56 (ANOM). La conduite d'eau se trouve sur le terrain revendiqué par les Beni-Khalfoun.

8. Cependant, il y a lieu de douter de ce chiffre affirmé à l'époque. En effet, en 1874, lors de la présentation du village, l'administrateur français évoque « une très belle conduite d'eau dont le débit est de 70 litres à la minute » (20L13, ANOM).

9. Lettres du caïd des Ammals au capitaine Letellier, chef de l'annexe d'Alger, mai et juin 1869, L 56 (ANOM). Théoriquement, les reconnaissances de propriété ont été effectuées à la suite du *senatus-consulte* de 1863. Il n'en demeure pas moins que les bornages restent souvent délicats et sujets à des querelles. La vérification des limites donne lieu au déplacement d'un spécialiste d'Alger accompagné du maire, d'un interprète et de nombreux habitants du coin qui renseignent le géomètre sur les appellations locales.

10. Palestro ruine le marché des Ammals et en partie celui des Beni-Khalfoun. D'après Louis Rinn, c'est la cause principale de la révolte. À sa suite, Charles-André Julien estime que l'hostilité n'est pas tant dirigée contre le village que contre le marché. L'analyse de la révolte et du massacre permet de nuancer cette vue.

11. Une partie des concessionnaires « inefficaces » sont directement évincés tandis que l'autre est soumise à une période probatoire d'un an supplémentaire avant de pouvoir espérer un titre de propriété définitif. Le nouvel examen prévu après la récolte de 1870 a-t-il eu lieu ? Est-il craint quand la révolte éclate ? Nous n'avons pas pu réunir d'éléments plus précis sur ce point.

12. Le maire n'est pas un élu. Il est désigné par le pouvoir politique.

13. Lettre du chef du service du Domaine au général commandant la division, 13 mars 1871 (20L24, ANOM).

14. Rinn cite une lettre que le caïd écrivit au chef de l'annexe d'Alger qui avait organisé une réunion entre responsables des tribus à Palestro, le 13 avril. Il l'informe de son action contre les pillages commis par le caïd des Khrachna el Djebel, Saïd-ou-el-Hadj. De manière étonnante, si le séquestre nominatif était juste, ce caïd n'est pas dans la liste des quarante individus des Krachna el Djebel à être frappé par le séquestre nominatif ensuite.

15. D'après Rinn, le drapeau de la *koubba* de Baba Ali est hissé sur le bordj du caïd des Ammals alors qu'un cantonnier dont le témoignage a été recueilli par Desnoyer parle du « drapeau du caïd ben Dahmane » (lettre au commandant du bureau politique, 5 mai 1871, 2 H 65, ANOM). L'implication des Ammals est mentionnée dans les deux cas.

16. Les Zouatna descendent d'une colonie militaire de Koulouglis. Ils se sont opposés à Abd el-Kader et ont été razziés en 1838. Les Français considèrent qu'ils ne se sont pas relevés de cette razzia.

17. Sur le Constantinois, voir André Nouschi, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises, de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, PUF, 1961. Sur l'insurrection de 1871, voir Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, Paris, PUF, 1968.

18. Mohamed Salhi indique le cas de Tahar Kaïd, moqadem de Palestro qui s'est désolidarisé de son cheikh, le cheikh Haddad. Alors âgé de 59 ans et également marabout, il a refusé de participer à l'attaque du village. Dans les décennies qui suivent, les Français n'ont qu'à se féliciter de son attitude et de son influence (Salhi, *op. cit*., p. 124). De même, Mohamed Salhi indique le cas de la famille maraboutique des Hellali des Beni-Khalfoun qui n'a pas participé à l'insurrection de 1871 et s'efforce de redonner vie à la confrérie ensuite (Salhi, *op. cit*., p. 251).

19. Sur ce point, voir notamment Rinn.

20. Pour cette raison, explique Mohamed Salhi, les moqadems n'appartiennent à aucun *çoff*.

21. Selon Louis Rinn, *op. cit*.

22. Pillée lors de la répression de l'insurrection, la *zaouïa* tente de se relever grâce à des dons venant des Ammals, Beni-Khalfoun, Ouled Medjkane et Issers (voir Salhi, *op. cit.)* : la zone d'influence de la *zaouïa* est ainsi nettement tracée ; elle unit bien les deux versants de l'Isser au nord de Palestro.

23. Selon Rinn. Plus imprécis et ignorant des réalités de la confrérie, l'article d'Ernest Watbled évoque l'*amin el oumena* des Beni-Khalfoun « placé sur un mamelon élevé, à 900 mètres du village [qui peut très bien correspondre à l'emplacement de la *koubba* Baba Ali], et monté sur un magnifique cheval noir [lançant] ses bataillons à l'assaut » (« Un épisode de l'insurrection kabyle de 1871 », *La Revue des deux mondes*, tome 108, p. 633.

24. Alors que l'attaque du village a été lancée, l'*amin el oumena* des Beni-Khalfoun ne vient-il pas camper avec ses 1500 à 1800 hommes « sur la limite du terrain des Ammals » (Rinn, *op. cit*., p. 305) manifestant ainsi la pression continuelle exercée sur ce voisin peu apprécié ?

25. Selon Hanoteau et Letourneux, en cas de guerre, seuls les plus pauvres reçoivent des armes et de la poudre de l'*amin*. Les autres hommes doivent fournir eux-mêmes leur équipement.

26. Lettre du caïd des Ammals sans doute au sous-lieutenant Desnoyer, 20 avril 1871, 2 H 65 (ANOM).

27. Le sous-lieutenant Desnoyer, chef de l'annexe d'Alger, dont dépend Palestro, évoque son acharnement au combat dans les dépêches télégraphiques qu'il adresse quotidiennement à Alger depuis Palestro où il est arrivé quatre jours après le massacre – ce qui amène toutefois à considérer son témoignage avec prudence tant ses certitudes devaient, en réalité, reposer sur des informateurs locaux eux-mêmes impliqués dans les événements.

28. Dépêche télégraphique du 8 mai 1871 : « Nous avons brûlé hier les villages des Ammals ; dans l'un d'eux, nous avons retrouvé des vases sacrés, provenant de l'église de Palestro ; je vous les envoie » (2 H 66, ANOM).

29. Les bureaux arabes avaient pratiqué une politique du « diviser pour mieux régner » qui s'était efforcée d'attiser les rivalités entre *çoff*. En Kabylie en effet, les villages sont généralement divisés entre deux *çoff*, de taille inégale, ce qui nécessite le recours à des alliances avec d'autres *çoff*, etc.

30. Les sources utilisent tantôt l'arabe tantôt le kabyle pour désigner les noms des gens ou des tribus. Cette diversité a été conservée sauf quand il s'agissait de désigner la même personne ou le même groupe, auquel cas l'appellation a été harmonisée.

31. Dépêche télégraphique du 7 mai 1871 (2 H 66, ANOM). Fin mai, Desnoyer estime même que les Krachna el Djebel pourront fournir des bras aux colons de la Mitidja comme d'habitude. Pour les Zouatna, dont il parle aussi, il est moins optimiste.

32. Rapport hebdomadaire du 6 au 13 mai 1871, subdivision d'Aumale, 2 H 66 (ANOM).

33. Cependant, la soumission des Beni-Maned n'est pas obtenue avant début juin 1871, d'après le rapport de la section des affaires indigènes du gouvernement général du 10 janvier 1872, 2 H 73 (ANOM).

34. Dépêche télégraphique du général Cérez au général Lallemand et au commandant supérieur, 11 mai 1871, 2 H 66 (ANOM).

35. Louis Rinn, *op. cit.*, p. 355.

36. D'après Rinn qui marque très nettement sa désapprobation envers ce manquement à la parole.

37. Rapport hebdomadaire du 6 au 13 mai 1871, subdivision d'Aumale, 2 H 66 (ANOM). Entre temps, le 5 mai 1871, Mokrani avait été tué et, si la révolte continuait, les troupes françaises reprenaient peu à peu le dessus. La bataille d'Icheriden, le 13 juillet, puis la capture du frère de Mohammed el Mokrani en janvier 1872, signent la fin définitive de cette dernière grande révolte du XIX^{e} siècle (d'autres, plus circonscrites, émaillent toutefois la fin du siècle).

38. Rapport de Cérez, 14 juin 1871, 2 H 66 (ANOM).

39. Discours d'ouverture du vice-amiral Gueydon devant la commission des indemnités, 20 mai 1871, cité par Charles-Robert Ageron, Les Algériens musulmans et la France (1871-1918), *op. cit*.

40. Dans l'épilogue de son récit de l'insurrection, Louis Rinn avait déjà montré que la réalité était plus complexe. Les mêmes gens, écrivait-il, « furent traités, à la fois et simultanément, comme des *belligérants* vaincus, comme des *sujets algériens*, et comme des *Français* » (p. 648). Les italiques sont de lui.

41. Lettre adressée au général Lallemand, ni signature ni date. Vraisemblablement de la 2^{e} quinzaine de mai 1871, 2 H 66 (ANOM).

42. Comme le note Charles-Robert Ageron, en 1857 les Kabyles avaient réussi à verser plus de 2 millions de francs d'indemnité de guerre en six semaines et on imaginait pouvoir recommencer !

43. Arrêté du 13 juillet 1871. Au total, le séquestre concerna les terres de 313 tribus selon Peyerimhoff. Ageron en mentionne 298 (tribus ou douars) touchés par les contributions de guerre.

44. D'après Ernest Watbled, art. cit. et Louis Rinn, *op. cit*., vingt-trois hommes sont condamnés à la « déportation dans une enceinte fortifiée », douze à cinq ans de détention, un à sept ans de réclusion.

45. L'exécution a lieu le 2 mai 1873. Propos rapportés dans *L'Akhbar*, cité par Rinn.

46. Trois hommes sont exécutés : Boudjema ben Ahmed, domestique de Dominique Basseti, dont la trahison intime est sanctionnée ; Slimane ben Ahmed dont Louis Rinn dit seulement qu'il a « de très mauvais antécédents » et le caïd des Ammals.

47. En cas de décès, ce sont les enfants du séquestré qui héritent de l'obligation de payer pour libérer les terres du séquestre nominatif.

48. Il faut distinguer entre Krachna de la plaine (23 personnes) et Krachna de la montagne (41). Si l'on considère les deux de manières distinctes alors les Ammals sont, sans conteste, le douar le plus touché par les séquestres nominatifs.

49. Une estimation plus juste du poids du séquestre devrait reposer sur la proportion de personnes touchées par rapport à la population totale des tribus – ce que les sources consultées n'ont pas permis de faire.

50. Lettre du préfet d'Alger au gouverneur général, 16 avril 1874 et rapport du gouvernement général du 21 mai 1874, (cote provisoire 104, ANOM). Notons que le caïd des Beni-Amran fait de même. Ces deux cas donnent rétrospectivement raison aux Français qui ont proposé leurs noms pour être nommés caïds.

51. Personnes exemptées du séquestre collectif au 28 mars 1874, (cote provisoire 79, ANOM).

52. D'après Peyerimhoff, *Enquête sur la colonisation officielle*… La monographie cite l'arrêté gubernatorial du 26 décembre 1872 fixant les centres, douars, tribus et fractions. Le centre est officiellement créé le 14 février 1874.

53. Lettre du préfet au gouverneur général, 14 août 1874, et note du chef du Deuxième bureau au chef du Quatrième bureau, 29 août 1874 (cote provisoire 77, ANOM), et lettre du préfet au gouverneur général, 20 octobre 1876 (cote provisoire 79, ANOM).

54. Ageron, *op. cit*., p.35.

55. Note précitée du 26 mai 1871.

56. Sur le territoire de la commune de plein exercice établie en 1879, 1 862 ha restent aux indigènes, sur les 4 930 ha de la commune.

57. Il s'agit de terres séquestrées et indiquées aux tribus comme devant faire partie des 20 % de terres à céder au Domaine. En décembre 1871, ces terres sont disponibles pour le lotissement.

58. Ce territoire dit Azama à 2,5 km au nord de Palestro est confisqué dès 1876.

59. La culture de l'olive est traditionnelle dans la région au point que l'oued Isser, en amont de Palestro, est surnommé l'oued Zitoun (voir Robin).

60. Arrêté du 23 décembre 1872. Une petite partie des terres est aussi située sur les territoires des Senhadja et des Beni-Khalfoun. Voir lettre du préfet au gouverneur général, 9 octobre 1874, à propos du nouveau centre d'Oum-el-Alleg, 26L (ANOM).

61. Note de l'inspecteur des domaines pour le Deuxième bureau, s.d., 1876, 26L (ANOM).

62. Le rapport proposant de créer ce centre insistait sur le fait qu'il fallait éviter l'homonymie avec l'Oum-el-Alleg existant dans la Mitidja. Cependant, le rapport proposant de prendre un nom emprunté « soit à la toponymie locale, soit à l'histoire de l'Algérie »… Voir rapport du 12 août 1874, 26L (ANOM).

63. Dans les décennies qui suivent, les enquêtes visant à explorer de nouvelles possibilités de colonisation concluent toujours par la négative.

64. Rapport de l'administrateur de la commune mixte au préfet, 25 septembre 1901, 26L (ANOM).

65. Lettre du préfet au gouverneur général, 29 octobre 1891, 26L (ANOM). Avis réitéré en 1902 suite à une nouvelle demande des habitants de Thiers.

66. Lettre du préfet au gouverneur général, 10 janvier 1889, 20L13 (ANOM).

67. Minute de la lettre du gouverneur général au préfet, 23 janvier 1889, 26L13 (ANOM).

68. Rapport du maire au préfet, 21 décembre 1888, 26L13 (ANOM). Le préfet ne suit pas le maire sur ce point.

69. Rappelons à titre de comparaison que la population européenne est de 726 personnes pour 3 068 ha.

70. Note du receveur de Palestro au directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 22 mars 1899, 26L13 (ANOM).

71. *Ibid*.

72. Décret du 30 septembre 1878. Les indigènes naturalisés ne sont pas concernés par cette interdiction.

73. Enquête remise au gouverneur général sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895 (rapport Peyerimhoff).

74. L'action des villageois de Djerrah et, au-delà, l'engagement des civils dans la lutte pour l'indépendance peut aussi être lue comme une révolte paysanne au sens où en parle Ranajit Guha, malgré les différences évidentes de situation. Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Dehli, OUP, 1983.

75. Voir la consigne qu'il rédige et adresse à ses parents dans sa lettre du 16 mai 1956, *in* Gabrielle Artur, *op. cit*.

76. Pour paraphraser ce qu'écrit le spécialiste de l'Océanie, Marshall Sahlins, à propos de la guerre entre les Bau et les Rewa *« generations old before it began »* (*cf*. Sahlins, « The Return… », *op. cit*., p. 61).

77. Voir Julian Pitt-Rivers, *The Fate of Schechem or the Politics of Sex. Essays in the Anthropology of the Mediterranean*, Cambridge, CUP, 1977.

78. Raymond Jamous, « From the Death of Men to the Peace of God : Violence and Peace-Making in the Rif » *in* J.G. Peristiany et Julian Pitt-Rivers (dir.), *Honor and Grace in Anthropology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 167-191. Il évoque l'embuscade dans le cas des conflits entre patrilignages dans le Rif.

79. Voir aussi Claude H. Breteau et Nello Zagnoli, « Vengeance, épuration et pouvoir d'État. Essai de comparatisme méditerranéen », *Littérature orale arabo-berbère*, 1978, n° 9, p. 53-86.

80. Comme certains anthropologues l'ont établi, les sens d'une action peuvent être différents selon les acteurs et en particulier le même acte s'adresser à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté culturelle au sein duquel il paraît *a priori* faire uniquement sens. Voir, par exemple, Julie Peteet, « Male Gender and Rituals of Resistance in the

Palestinian Intifada : a Cultural Politics of Violence », *American Ethnologist*, 1994, 21(1), p. 31-49, sur la manière dont la société palestinienne investit d'une valeur de résistance la violence subie par ses jeunes hommes dans les prisons israéliennes lors de la première intifada.

81. Cité par Pierre Bourdieu, « Le Sens de l'honneur », in *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972, p. 19.

82. Que les Français n'aient pas accès aux codes culturels éventuellement mobilisés dans l'action n'est pas essentiel : le message est en réalité largement compréhensible tant il emprunte à la violence démonstrative. Par ailleurs, ethnologues et magistrats français avaient établi l'importance de l'honneur dans la société kabyle et distingué, en particulier, la pratique des crimes d'honneur en Grande Kabylie : cette grille de lecture offrait aussi aux Français des moyens d'appréhender les violences subies.

83. Adolphe Hanoteau et Aristide Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles, 1872-1873*, rééd. Bouchène, 2003, tome 2, p. 57.

84. Entretien précité avec Bachir Rouis.

85. Isabel Hull évoque ces chants des femmes hereros qui ont accompagné, selon elle, le mythe des femmes participant aux tueries d'Allemands dans le contexte des massacres accomplis par ailleurs massivement par les colonisateurs dans le territoire du sud-ouest africain allemand entre 1904 et 1907. *Cf.* Isabel V. Hull, *Absolute Destruction : Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca : Cornell University Press, 2005, 384 p.

86. Note de service de l'ALN/EMG, mars 1956, 93/4191* (ANOM).

87. Cahiers manuscrits de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS/183*(ANOM).

88. Il a livré le même récit lors de l'interrogatoire qui a suivi son sauvetage : « Le soldat Dumas a été formel, la population entière (femmes, hommes, enfants) est descendue du douar après le combat. Elle a achevé les mourants. » Fiche d'interrogatoire dressée par le 2e Bureau de la DMA, 30 mai 1956, Alger, 1H 1651* (SHD).

89. 21 mai 1956.

90. Claude H. Breteau et Nello Zagnoli, art. cit., p. 70.

91. Selon Pierre Bourdieu, le déshonneur est décrit comme mise en état de nudité. Voir « Le Sens de l'honneur », *op. cit.*, p. 64, note 31.

92. Omar Carlier, « Violence(s) » *in* Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Laffont, 2004, 728 p., p. 372.

93. Joseph Nil Robin livre un récit similaire au début de la conquête française. Il évoque le cas de Khedoudja bent Ahmed Ou-Mahied-Din qui galvanise l'énergie des hommes, leur parlant le sabre à la main, « en leur montrant la honte qu'il y aurait pour eux à se soumettre sans combattre » et, ajoute Robin, « on jura d'enthousiasme de se défendre jusqu'à la dernière extrémité » (Robin, *La Grande Kabylie de 1830 à 1838*, rééd. Bouchène, p. 74).

94. Gilles Lipovetski, « Violences sauvages, violences modernes » *in L'Ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983, p. 203. L'expression utilisée par Gilles Lipovetski pour désigner les usages de la vengeance dans les sociétés primitives est utilisée dans un sens restreint : on ne reprend pas ici l'ensemble de la démonstration de l'auteur. La société algérienne ne peut être considérée comme une société primitive. Une telle vision statique ne rend en effet absolument pas compte des dynamiques liées à la vie dans un système colonial. Si la cruauté peut être analysée comme une logique sociale, elle est aussi et en même temps violence politique, expression d'un désir de changement dans le champ politique.

95. Noms de guerre de Rabah Zerari et Ahmed Bouguerra.

96. Lettre datée du 25 octobre 1958 et récupérée sur Azzedine lors de sa capture par l'armée française le 17 novembre 1957, 1H 1615/2 (SHD). Merci à Si Azzedine de m'avoir communiqué cette référence.

97. Sont également exaltés les modèles d'autres combats patriotiques au premier rang desquels les Turcs et les Irlandais.

98. Jacques Berque, « Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ? », in *Éventail de l'histoire vivante*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 261-271, p. 268.

99. *Cf.* Hocine Aït Ahmed, *Mémoires d'un combattant*, Paris, S. Messinger, 1983, p. 42 *in* Jacques Frémeaux, *La France et l'Algérie… op. cit.*, p. 223. Cette insurrection fut finalement annulée.

100. Ordre du jour de Ouamrane du 5 octobre 1957 retranscrit dans un carnet récupéré en wilaya 4, zone 1, fin novembre 1957, 1H 1243/2* (SHD).

101. Apparemment, il y a eu deux embuscades aux Beni-Khalfoun dont se félicitent d'autres documents : le 20 octobre 1956, la première aurait fait 25 morts ennemis et l'ALN aurait récupéré un F.M., 5 MAT 49. Le 25 janvier 1957, la seconde aurait fait une vingtaine de morts et conduit à la récupération de 3 MAT 49, 1 mitrailleuse de 30 mm, 1 P.A.

102. Entretien précité avec Belkacem Messaoudi.

103. Selon Alain Mahé, cet amalgame serait impossible dans la société kabyle. *Cf.* Alain Mahé, *Histoire…, op. cit*.

104. Il meurt en octobre 1956, les armes à la main.

105. Voici ce que Pierre Bourdieu écrit à propos de l'honneur en Kabylie. « Le sentiment de l'honneur est vécu devant les autres. Le *nif* est avant tout ce qui porte à défendre, à n'importe quel prix, une certaine image de soi destinée aux autres » (« Le Sens… », *op. cit.*, p. 27).

106. Travaillant plus particulièrement sur les communautés paysannes, James C. Scott définit par cette notion de « texte caché » (« *hidden transcript* ») un ensemble de mots ou de pratiques propres à un lieu social donné et à un groupe d'acteurs précis et restreint, qui le tient caché aux yeux des dominants jusqu'à ce que ce texte caché soit ouvertement proclamé et révélé dans ce qu'il appelle « de rares moments d'électricité politique ». James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, New Haven, CT ; London : Yale University Press, 1990, 251 p., préface p. XIII.

107. Fernando Coronil et Julie Skurski, « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela », *Comparative Studies in Society and History*, 1991, 33, p. 290.

108. James C. Scott, *op. cit*., p. 227.

109. Entretien précité avec Bachir Rouis.

110. Entretien précité avec Si Azzedine.

111. Il vient cependant d'une famille militante : sa sœur et son neveu, au moins, furent engagés dès les débuts de la guerre aux côtés du FLN.

112. Si Lakhdar partage cette jeunesse avec Ali Khodja puisqu'il est né un an avant lui, en 1934. En revanche, ses compagnons insistent sur son militantisme, à la différence d'Ali Khodja.

113. Sur la baraka, voir notamment Raymond Jamous, *Honneur et Baraka, les structures sociales traditionnelles dans le Rif*, Paris, éd. MSH, 1981.

114. Entretien précité avec Bachir Rouis. Celui-ci était lycéen à Médéa quand il est monté au maquis, à la suite de la grève des lycéens déclenchée le 19 mai 1956.

115. On pense ici à ce que rapporte Pierre Bourdieu à propos de la Kabylie. À celui qui s'écrie : « Moi aussi, j'ai une moustache », le proverbe répond : « La moustache du lièvre n'est pas celle du lion »… Voir Pierre Bourdieu, « Le Sens… », *op. cit.*, p. 25.

116. Lettre de Si M'hamed à Si Lakhdar, n.d., sans doute octobre ou novembre 1956. Archives Si Azzedine.

117. En revanche, preuve de leur écoute des pressions populaires aussi : fin août, les hommes viennent de nouveau demander à l'administrateur de la commune mixte de Palestro des cartes d'identité pour se rendre dans la Mitidja. Plutôt qu'un allègement de l'emprise du FLN, il s'agit sans doute d'une levée de ses consignes interdisant de posséder ces papiers, témoignage de son adaptation aux besoins de la population désireuse d'aller travailler.

118. Éditorial du n° 1, juin 1956.

119. La dimension tactique de ce choix est évidente notamment vis-à-vis des oulémas. Il révèle aussi une dimension plus profonde, un désir de rattacher la lutte du FLN à un solide socle de légitimité. Néanmoins, il vient aussi contrarier certaines des aspirations du mouvement national et l'éditorial s'attache longuement à le justifier jusqu'à expliquer que le *djihâd* est « la quintessence du patriotisme libéral et ouvert ».

120. Le congrès dit de la Soummam est considéré comme celui qui a donné au FLN une plate-forme politique précise. Il est très largement marqué par l'influence d'Abbane. L'évolution ultérieure de la répression et des rapports de forces internes au FLN rend ce texte rapidement impossible à appliquer. En dépit des critiques qu'il a pu susciter, immédiatement et jusqu'à aujourd'hui, il demeure un des textes fondateurs de la République algérienne. L'ensemble de ces questions dépasse toutefois largement le cadre de cette étude.

121. Ce principe a déjà été annoncé dans le premier numéro d'*El Moudjahid* parmi les « dix commandements de l'ALN ».

122. « Le gouvernement a été sollicité pour transformer le caractère du 14 juillet en raison des événements d'Algérie. Il en a délibéré et a pris la position suivante, à savoir qu'il n'acceptait pas de mettre la France en deuil et était hostile à toute mesure de cet ordre. » Déclaration de Guy Mollet devant le groupe parlementaire socialiste. Compte-rendu de la réunion du groupe parlementaire socialiste le 26 juin 1956, GS8 (Centre d'histoire de Sciences-Po).

123. Synthèse mensuelle de renseignements, Deuxième bureau, Division d'Alger 1H 1445 (SHD).

124. Voir Yves Lacoste, « Rapports plaine-montagne en Grande Kabylie », in *Unité et diversité du Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1984. Camille Lacoste-Dujardin, « Azagar-Adrar : plaine-montagne. Éléments d'une dialectique désormais rompue », *Littérature orale arabo-berbère*, 1978, n° 9.

125. Voir notamment Robin.

126. Entretien précité avec Bachir Rouis.

127. Letourneux et Hanoteau, *op. cit.*, p. 14.

128. Cahiers de la SAS de Beni-Amran, 30 avril 1956, 5 SAS183* (ANOM).

129. Lors de la rencontre avec Robert Barrat, les maquisards ne s'adressent pas directement au journaliste qui doit passer par l'intermédiaire de Ouamrane mais il est difficile d'en tirer des conclusions linguistiques. En revanche, le commissaire politique est visiblement un citadin à l'aise dans la langue du colonisateur : fils d'un conseiller municipal UDMA de Fort-National, Abbane est en effet bachelier.

130. Paraphrase de Kateb Yacine, « J'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français » (déclaration de 1966). Un « butin de guerre » : c'est ainsi que Kateb Yacine caractérisait la langue française pour les Algériens.

131. Ainsi, le 24 mai 1956, on découvre à six cents mètres du poste de Beni-Amran, le cadavre d'un homme tué par balle puis égorgé (Cahiers de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS183*, ANOM).

132. Lettre du maréchal Pétain à la municipalité « Maréchal Pétain » datée du 10 juin 1942 et publiée dans *Jeunesse algérienne*, 15 juin 1942.

133. On doit signaler ici un fait déplorable : les cahiers manuscrits du responsable de la SAS de Beni-Amran ont été l'objet d'une dégradation intentionnelle. Les pages qui correspondent aux huit jours du 17 au 26 mai 1956 ont été arrachées.

134. Notice biographique rédigée par Jean-Paul Perier-Muzet, Archives des Assomptionnistes (Rome). Aucune mention de ce geste n'est faite ni dans les rapports sur l'embuscade ni dans le procès-verbal de la gendarmerie.

Chapitre 5. Empreintes et échos

1. Republié *in Ma mère l'Algérie*, Arles, Actes Sud, 2003, p. 87-89.

2. Lettre du colonel de Barmon, commandant le sous-secteur de Palestro, au commandant de la 27e DIA, le 20 juillet 1957, 5 SAS181* (ANOM).

3. Note manuscrite de Louis Lucas sur la situation dans la sous-préfecture, n.d., sans doute de 1959. Archives de la paroisse de Palestro (AAA).

4. C'est le témoignage de Jean Noël qui rapporte, le 11 décembre 1956, une discussion avec un lieutenant sur la situation depuis son arrivée. « Toute la partie Sud est sous contrôle rebelle, sauf 2 douars MNA, et au Nord les SAS luttent d'influence avec les hll [hors-la-loi] ».

5. Ce chiffre date approximativement de 1959-1960. En 1956, la population européenne en âge de voter s'élevait à 282 personnes et la population totale à 451.

6. Né en avril 1956 à l'initiative du Mouvement national des élus locaux (MNEL), ce mouvement prend ensuite de l'ampleur. Voir Gérard Bourdin, « Les ambiguïtés d'un rapprochement : parrainages et jumelages 1956-1962 », *in* Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault (dir.), *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, 2008, 501 p., p. 82-100.

7. Jusqu'à ce que la réforme administrative soit effective, la municipalité de la commune de plein exercice est remplacée par une délégation spéciale et la commune mixte dépend d'un administrateur civil.

8. Le FLN fête quant à lui cet événement en tentant de tuer le sous-préfet Lucien Ferré la veille de son entrée en poste. Voir Lucien Ferré (Mohammed Al-Bachir), *Chroniques d'un sous-préfet converti à l'islam : d'une insurrection à une autre, 1939, 1945, 1954, 1960*, Paris, Académie européenne du livre, 1990, 221 p., p. 34-35.

9. Les centres de triage et de transit n'ont pas d'existence légale avant l'arrêté de Robert Lacoste daté du 11 avril 1957. Ils existent cependant avant sous d'autres noms et sans que leurs fonctions soient clairement définies et encadrées. Celui de Palestro est attesté par l'administrateur civil Jean Noël au moins en novembre 1956. L'imposition d'un cadre légal au printemps 1957 n'empêche pas que s'y commettent de nombreuses violations de la loi, au premier rang desquelles détentions arbitraires, tortures, viols et exécutions sommaires.

10. Sur les DOP et la pratique de la torture dans l'armée française, voir Raphaëlle Branche, *op. cit*.

11. Voir ARC 2000 – Archives de Lucien Ferré Mohammed al-Bachir (IHTP/CNRS).

12. Parmi d'autres, Lucien Ferré évoque, dans ses chroniques, le cas du secrétaire de la Société agricole de prévoyance, enlevé puis interné au camp de Tizi-Ouzou. Le sous-préfet a dû aller le rechercher lui-même et l'a trouvé « amaigri, passé par tous les stades de la torture » (p. 45).

13. Voir son témoignage paru dans le courrier des lecteurs de *L'Express* (9 novembre 1961).

14. Lettre du père Lucas à un évêque, 26 janvier 1963. Archives de la paroisse de Palestro (AAA).

15. Notes de Mgr Duval en prévision de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, mars 1959 (AAA).

16. D'après le témoignage de Louis Lucas recueilli par l'auteure le 21 janvier 2008. Cette pratique était particulièrement recommandée par le colonel Argoud, qui s'est distingué par ses actions dans les localités voisines de Rovigo, L'Arba, Rivet et que Lucien Ferré eut à connaître en tant que sous-préfet d'Alger-Est (correspondant au secteur est Atlas Blidéen sur lequel la compétence militaire était revenue, fin 1956, au colonel Jacques Pâris de Bollardière).

17. Cette manifestation est organisée le jour du marché et accompagnée de distributions de blé et de semoule. Elle participe à une politique très active en direction des femmes algériennes, telle que celle menée sous la houlette de la fondation « Maréchal de Lattre » par le sous-préfet.

18. Lettre du capitaine Bonafos, chef de la SAS de Beni-Amran, à Lucien Ferré, 30 mai 1958. ARC 2000 – Archives de Lucien Ferré Mohammed al-Bachir (IHTP/CNRS). La SAS administre également le territoire du douar Ammal.

19. Note du général Challe aux commandants de corps d'armée, le 23 juillet 1959, 1H 2965/1 (SHD).

20. Le village de Ouled Hini n'est plus non plus mentionné sur la carte de 1959 mais des bâtiments y sont toujours indiqués.

21. Témoignage de Bekhacem Messaoudi corroboré par les archives de la SAS de Beni-Amran, 5 SAS/183* (ANOM).

22. D'après l'administrateur Jean Noël, le village de Tala Mahdi est également détruit fin novembre 1956 puisque « connu pour servir de refuge aux hors-la-loi ». Voir Jean Noël, *op. cit.*, 30 novembre 1956.

23. Dans sa déclaration au CNRA* de Tripoli 1, Omar Oussedik évoque les mois du printemps et de l'été 1957 en wilaya 4 et notamment en zone 1 comme particulièrement difficiles du fait des pertes en cadres et militants, de la présence française plus importante et des zones interdites. L'arrivée d'armes, ultérieurement, redonnera des forces aux maquis. À l'échelle du corps d'armée, les chiffres des pertes – aussi susceptibles d'approximation qu'ils soient – sont très nets : l'année 1957 marque une aggravation de la proportion de « rebelles » algériens tués par rapport aux militaires des forces françaises. Alors qu'en 1955 et 1956, ce ratio était de 8 puis 7,5 pour 1, il passe à 12 pour 1 en 1957, avant de se stabiliser sous la barre de 9 pour 1 les trois années suivantes. Statistiques in 1H1917/2 (SHD).

24. « Une paroisse du bled : Palestro », article extrait d'une publication chrétienne, non datée, présente dans les archives de la paroisse de Palestro (AAA).

25. Précisions données par le père Lucas au délégué du Secours Catholique dans une lettre du 23 mai 1961. Archives de la paroisse de Palestro (AAA).

26. Déclaration d'Omar Oussedik au CNRA de Tripoli 1, fin 1959-début 1960.

27. État d'esprit des populations fin 1958. Archives de la paroisse de Palestro (AAA).

28. Texte de Louis Lucas « Un regroupement en Grande Kabylie », n.d., probablement fin 1960 ou 1961.

29. Des équipes du Secours Catholique sont actives dans ces regroupements.

30. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (Paris, Minuit, 1964, 224 p.) Le rapport de Michel Rocard est basé sur des observations faites fin 1958. Remis en février 1959 au délégué général Paul Delouvrier, il est publié dans la presse en avril 1959 (une édition critique en est publiée en 2003 aux éditions Mille et une nuits).

31. Texte de Louis Lucas « Un regroupement en Grande Kabylie », n.d., probablement fin 1960 ou 1961.

32. *Ibid*.

33. D'après Moula Bouaziz et Alain Mahé, « La Grande Kabylie durant la guerre d'indépendance algérienne », *in* Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Laffont, 2004, 728 p., p. 227-266. Les auteurs évoquent quarante-neuf centres de regroupement au total pour l'arrondissement de

Palestro.

34. D'après le témoignage de sa femme Ratiba Chergou, paru dans *El Watan* au moment de sa mort, c'est le premier sous-préfet de la ville Chérif el Hachemi qui procéda à ce changement de nom avant l'été 1963. Voir *El Watan*, 7 octobre 2007.

35. C'est, par exemple, ce qu'évoque Boualem Hamrène (« Boualem la France ») lors de la cérémonie commémorant le 50e anniversaire de la mort de Si Lakhdar en mars 2008.

36. "*Forbid it, Almighty God ! I know not what course others may take ; but as for me, give me liberty or give me death !*" telle est la dernière phrase du discours prononcée par Patrick Henry le 23 mars 1775. Cette phrase est emblématique du radicalisme du représentant de la Virginie au premier congrès continental américain, fervent défenseur et acteur de l'indépendance vis-à-vis de la couronne britannique. La récitant par cœur, Boualem Oussedik et Si Azzedine l'attribuent à tort à un « patriote irlandais », signalant ici une autre des grandes références des nationalistes algériens. Entretien avec Boualem Oussedik et Si Azzedine, 2 juin 2008.

37. La première loi sur la réorganisation des communes date de mai 1963 et le premier décret sur les changements de nom doit attendre septembre 1965, après le coup d'État du colonel Boumediene. Selon Brahim Atoui, seuls 20 % des toponymes des communes d'Algérie étaient d'origine française.

38. Archives du père Lucas (AAA).

39. Entretien précité avec le père Lucas.

40. Note de Laurent Vust, 25 octobre 1962 (BAG 229 008/4, CICR, Genève).

41. Lettre de Jean Autric au commandant de corps Gonard, 1er mars 1963 (BAG 229 008/4, CICR, Genève).

42. Lettre de Louis Lucas à sa famille, 6 juillet 1962 (AAA).

43. Tract du FLN pour la « fête nationale du 1er novembre 1962. 1er anniversaire de la révolution algérienne », Archives de Louis Lucas (AAA).

44. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961 (ici, rééd. Gallimard, Folio, 1991, p. 123). « Ce va-et-vient de la terreur démystifie définitivement les plus aliénés des colonisés. Ils constatent en effet sur le terrain que tous les discours sur l'égalité de la personne humaine entassés les uns sur les autres ne masquent pas cette banalité qui veut que sept Français tués ou blessés au col de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées tandis que "comptent pour du beurre" la mise à sac des douars Guergour, de la dechra Djerah (*sic*), le massacre des populations qui avaient précisément motivé l'embuscade. » Fanon omet d'utiliser le terme « Palestro » qui aurait été permis au lecteur français de situer l'événement, de même qu'il préfère évoquer l'embuscade de Sakamody plutôt que celle de Djerrah.

45. Après le congrès de la Soummam, Palestro se trouve dans la zone 1 de la wilaya 4, zone dirigée par Ali Khodja.

46. Circulaire no 16 de la mintaka 42 – Blida, Cherchell, Médéa – n.d. 1957 ou 1958 (SHD, 1H1242). Citée par Mohammed Harbi et Gilbert Meynier, Le FLN. *Documents et histoire, 1954-1962*, Paris, Fayard, 2004, 898 p.

47. Membre du Mouvement islamique armé (MIA) fondé par Mustapha Bouyali en 1979, il est arrêté et incarcéré jusqu'à sa libération consécutive à la libéralisation post-octobre 1988. Refusant de se ranger à une option politique, il prône le djihâd. Il est arrêté en juillet 1992, il est condamné à mort et exécuté en août 1993. Voir Abderrahmane Moussaoui, *De la violence en Algérie : les lois du chaos*, Arles, Actes Sud/ Aix-en-Provence, MMSH, 2006, 446 p., p. 147-149.

48. C'est là qu'aurait eu lieu le premier congrès des « émirs » en 1991.

49. Voir notamment Moussaoui, *op. cit.*, p. 149.

50. À l'inverse, selon Habib Souaïdia, les militaires algériens utilisent encore des cartes datant des Français.

51. Propos rapporté par Habib Souaïdia dans *La Sale Guerre : le témoignage d'un ancien officier des Forces spéciales de l'armée algérienne*, Paris, La Découverte, 2001, p. 262 en édition de poche.

52. Lettre de A. Jouyne à Lejeune, Maréchal-Foch, 9 août 1956, fonds Lejeune 37J111* (AD de la Somme).

53. Les échos d'une période historique à l'autre ont été soulignés par plusieurs auteurs. Voir, par exemple, Omar Carlier, « D'une guerre à l'autre, le redéploiement de la violence entre soi », *Confluences*, printemps 1998, p. 135-150 et Abderrahmane Moussaoui, *op. cit*.

54. *Le Jeune Indépendant*, février 2006.

55. Chiffre donné dans l'article de Thierry Oberlé, « Un kamikaze a tué dix militaires dans un attentat contre une caserne de l'armée algérienne à Lakhdaria », *Le Figaro*, 14 octobre 2007.

56. Attentat du 11 juillet 2007 contre un camp militaire à l'est de la ville.

57. Ainsi l'ambassadeur du Mali ou le préfet de Tizi-Ouzou qui semblent avoir été les cibles d'attentats en 2007.

58. Ainsi fin 2006 contre des casemates de l'ANP dans la région ; en juillet 2007, contre des baraquements militaires puis, quelques jours plus tard, contre un camion militaire. En octobre 2007 encore, contre une caserne à Lakhdaria.

59. Le 8 juin 2008, une première bombe tue un ingénieur français travaillant aux travaux du tunnel ferroviaire, à Beni-Amran, et une seconde explose visant les personnes, militaires et civiles, venues porter secours aux premières victimes. Pour Al-Qaeda au Maghreb islamique, comme pour le GSPC dont il est issu, ces civils ne sont pas des cibles et meurent en martyrs.

60. *Le Courrier d'Algérie*, 2 juin 2009.

61. Le fait de viser ou non des Occidentaux est une des lignes de partage des mouvements islamistes armés de ces décennies.

62. Déclaration d'Ayman Al Zawahiri, numéro 2 d'Al-Qaeda au Maghreb islamique, le 20 septembre 2007, citée dans *Libération* du 8 juin 2008. Cette déclaration avait suivi un attentat contre la société Razel, cette même société chargée de réparer le tunnel de Beni-Amran.

63. Thierry Oberlé, art. cit.

64. Il s'agit du camp du cap Djinet. Voir l'allocution prononcée par le lieutenant Poinsignon lors de la prise d'armes du 18 octobre 1956 accompagnant le retour en France de sa compagnie. Il fait alors le vœu que « le poste des Gorges s'appellera "poste du sous-lieutenant Artur et de la 2^{e} section" et qu'une plaque sera posée sur la maison cantonnière ». Sur ce dernier point au moins, il aura été entendu : *cf. La Dépêche quotidienne d'Alger* du 1er septembre 1956 (document aimablement fourni en 2009 par Monsieur Bernard Pillefer, maire de Fréteval).

65. Lettre de Roger Le Thuaut, ancien du 1er RTA, à l'auteure, 11 décembre 2008.

66. *Idem*.

67. Jean Müller était membre de l'équipe nationale Route des Scouts de France et permanent du Service des soldats (association créée par l'Association catholique de la jeunesse de France et les Scouts de France). Il meurt dans une embuscade fin octobre 1956. Une partie des lettres qu'il écrivit à ses proches est publiée après sa mort par *Témoignage Chrétien* en février 1957. Ce texte bref témoigne de la grande violence de la guerre, déployée en particulier par les Français, ce qui émeut beaucoup le jeune homme.

68. Le 17 janvier 1960. Antoine Prost, *op. cit*.

69. Ugo Ianucci, *Soldat dans les gorges de Palestro : journal de guerre*, Lyon, Aléas, 2001, 99 p.

70. *Le Cordonnier Aristote* était le titre de 1958.

71. Jacques Favreau, *Lieutenant au 1er REP*, Triel-sur-Seine, Éditions Italiques, 2007, 316 p., p. 163. Merci à Claire Mauss-Copeaux de m'avoir indiqué cette référence.

72. *Le Temps des léopards*, Paris, Fayard, 1969 (p. 366-369 dans l'édition de poche).

73. *Historia Magazine* consacre alors, sous la direction d'Yves Courrière, cent douze numéros à la guerre d'Algérie, qui paraissent de 1971 au début 1974.

74. C'est le 20 juin 1957 que ce régiment reçoit du général Salan son drapeau où est mentionné « Indochine 1951-1954 ». Voir le journal des marches et opérations du régiment, 7U 3060* (SHD).

75. L'embuscade ne disparaît pour autant de l'actualité. Le dépôt d'une plainte en octobre 2009 par deux des familles des soldats tués en constitue l'ultime rebondissement à ce jour.

76. La semaine suivante, Paris-Match opte pour une tout autre attitude. Le scoop est cette fois obtenu de manière beaucoup plus transgressive puisque le journal publie un reportage photo réalisé auprès de talibans affirmant avoir tendu l'embuscade et arborant, pour preuve, des trophées pris sur les soldats français.

77. Voir l'interview du général Cann dans *Paris-Match*, n^{o} 3094.

78. Le sous-lieutenant Artur était de ceux qui croyaient fermement à cette mission. Quarante ans exactement après sa mort, l'une des compagnies du bataillon des élèves officiers de réserve (ESM4 de St-Cyr) choisit de prendre son nom.

79. Avec le temps, la violence des maquisards algériens a cessé d'être mise en avant en tant que telle, mais elle reste néanmoins présente. Certains milieux porteurs de mémoire, en revanche, insistent toujours sur la barbarie des membres du FLN.

80. Lettre de Roger Le Thuaut à l'auteure, 11 décembre 2008.

81. Blessé par balle au genou, Pierre Dumas avait aussi la jambe et le crâne truffés d'éclats de grenades. Ses filles et sa femme se souviennent encore que certains ressortaient à la surface et qu'il les conservait dans une petite boîte, que sa femme possède toujours.

82. C'était l'expression officielle pour désigner l'événement, et le fait d'y avoir participé en tant que militaire donnait droit au titre de reconnaissance de la nation. Créé en décembre 1967, ce titre précède de sept années la carte du combattant.

83. Loi n^{o} 74-1044 du 9 décembre 1974.

84. *L'Ancien d'Algérie*, n^{o} 126, avril 1975.

85. *Ibid*.

86. Décision du conseil municipal du 24 août 1977, réuni en présence de Michel Desruet, secrétaire de séance. La délibération du conseil municipal fait explicitement référence à une lettre de la FNACA suggérant ce choix de nom.

87. La FNACA a fait de la reconnaissance du 19 mars comme date de la fin de la guerre d'Algérie l'un de ses principaux combats. C'est aussi une pomme de discorde qui divise le monde des associations d'anciens combattants. La décision officielle, prise en 2003, de fixer la date de commémoration de la guerre au 5 décembre n'a rien changé sur ce point.

88. Délibération du conseil municipal de Villiers-le-Bel du 6 octobre 1995. L'inauguration est organisée à l'occasion du congrès départemental de la FNACA deux semaines plus tard.

89. En revanche, rares sont les communes qui ont commémoré le 50^{e} anniversaire de leur mort en 2006.

90. Merci à Christiane Bidault du Cercle de recherches généalogiques du Perche-Gouet pour les précisions sur ce monument.

91. En effet, une durée de cinq années est nécessaire pour que le décès soit officiellement déclaré. *Cf.* le Code civil, articles 88 à 92 modifiés par l'ordonnance du 23 août 1958 : « Lorsqu'après cinq années d'absence, un militaire disparu n'a pas été retrouvé sans que la preuve de son décès ait été établie, il peut être dressé à son sujet, par les services de l'état civil, un jugement déclaratif de décès. »

92. Faute de documentation précise sur toutes les familles, il est toutefois impossible de généraliser sur ce point.

93. Gabrielle J. Artur, *op. cit*. Après une présentation de son fils, sa mère lui donne la parole en publiant de très nombreuses lettres adressées à sa famille depuis l'âge de 22 ans jusqu'à la veille de sa mort.

94. Lettre de Bernard Desruet à l'auteure, 23 avril 2005.

95. Entretien téléphonique avec la belle-sœur de Lucien François, 1er décembre 2005.

96. Entretien de Nicole Caron-Dauboin, petite sœur de Lucien Caron, avec l'auteure, 3 avril 2006.

Un récit ?

1. Gérard Genette, « Nouveau discours du récit » publié in *Discours du récit*, Paris, Le Seuil, Essais, éd. 2007, p. 298.

2. Le village s'enorgueillira de plus de quatre-vingts fils de chouhada à l'indépendance d'après le père Lucas qui a tenté un décompte des « fils de *chouhada* » de la région en novembre 1962. Malheureusement, il a recueilli trop peu d'informations pour que le chiffre de Hini puisse être comparé aux autres villages.

3. PV de la brigade de gendarmerie de Beni-Amran, 19 mai 1956, 1H 1506/1* (SHD).

4. Lettre transmise aux autorités militaires par la mère de Louis Aurousseau, via le maire de son village, 1H 1504* (SHD).

5. Voir la fiche d'interrogatoire de Pierre Dumas par le 2e Bureau de la DMA, 30 mai 1956, 1H 1651* (SHD). Ce document m'a été indiqué par Marie Chominot. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée.

6. Merci à Jean-Charles Jauffret de m'avoir indiqué cette opération dès le début de ma recherche. L'estimation de 3 000 hommes est la sienne. Elle est aussi celle de la presse de l'époque.

7. PV de gendarmerie, 19 mai 1956, 1H1506/1* (SHD).

8. Entretien avec Slimane Bacha à propos de son entretien avec ce maquisard, traduit par Moh-Sgir Baitèche, 29 mai 2008.

9. Parmi d'autres, on peut citer la somme de Georgette Elgey sur la IVe République dans laquelle elle décrit « les dépouilles martyrisées » : « testicules coupés, ventre empli de pierres, gorge tranchée » (*La fin. La République des tourmentes*, 1954-1959, Paris, Fayard, 2008, p. 194).

10. Ainsi le témoignage du frère de Gilbert Desruet : « Leurs corps étaient vidés de leurs entrailles et remplis de pierres. » Lettre à l'auteure, 23 avril 2005.

11. Rapport du général Gouraud, commandant la 27e DIA, au général Lorillot, 20 mai 1956, 1H1379/2* (SHD).

12. Il est impossible de savoir lequel. Il s'agit de l'un des deux corps trouvés le plus proche du lieu de l'embuscade. Il pourrait s'agir du sous-lieutenant Artur tué en tête, mais les transferts qui ont suivi l'embuscade rendent une telle hypothèse hasardeuse.

13. Entretien de Nicole Caron-Dauboin avec l'auteure, 3 avril 2006.

14. Message du PC opérations aux 1 et 2/3e RIC, 1H 3452/1 (SHD).

15. Lettres de Raymond Callu à l'auteure, 23 mai et 27 juillet 2005. Il rapporte les récits de ces trois camarades à leur retour d'Alger.

16. PV de la brigade de gendarmerie, 19 mai 1956, 1H1506/1* (SHD).

17. On pense ici à ce récit paru dans le *New York Times* du 17 avril 2009 où un soldat américain est rapporté avoir poignardé dans l'œil son ennemi taliban qu'il croyait mort et qui aurait tenté de le surprendre, une fois l'embuscade tendue par les Américains apparemment réussie.

18. Message du PC opérations, de l'opération Remou, s.d., 1H3452/1 (SHD).

19. Compte rendu d'opération du 1/3e RIC par le capitaine Peillard pour le chef de bataillon Laporte, le 22 mai 1956 (1H 3452/1).

20. Compte rendu de l'opération Remou et note de service du général Gouraud au commandant du sous-secteur de Palestro, le 30 mai 1956, 1H 3452/1 (SHD).

21. Entretien de Bachir Rouis avec l'auteure.

22. Cahier de la SAS de Beni-Amran, 1er et 2 juillet 1956, 5 SAS183* (ANOM).

Lexique

Amin (pluriel : *oumena*, aussi francisé parfois en « amines ») : représentant d'un groupe vis-à-vis de l'extérieur, l'*amin* joue aussi le rôle d'arbitre en interne. Il est le chef du pouvoir militaire et judiciaire. Les sources françaises le qualifient parfois de président du village.

Amin el oumena : choisi par les *amines* des différents villages pour représenter leur fédération – identifiée souvent par les Français à une tribu –, il agit comme chef militaire en temps de guerre. Cette fonction est généralement occupée par des hommes choisis par les Français, et leur servant de relais administratif. Sa création contribue à ébranler la cohésion sociale en Kabylie, puisqu'elle introduit des luttes pour ce poste et des conduites de clientélisme liées aux avantages qu'il procure.

Aman : la clémence, le pardon. On demande l'*aman* à quelqu'un.

Anaïa : pacte de protection. En recouvrant quelqu'un de son *anaïa*, on se porte garant personnel de sa protection.

AQMI : ce groupe terroriste apparaît sur la scène algérienne en janvier 2007. Il s'agit en fait de l'ancien GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) formé par Hassan Hattab et Antar Zouabri qui refusaient toute politique d'apaisement tentée par le régime algérien, après des années de répression. Le groupe s'est rapproché de l'organisation d'Oussama Ben Laden à qui il a fourni des hommes en échange d'armes et d'argent. Son changement de nom ne doit cependant pas laisser penser qu'il obéit à des directives extérieures à la situation algérienne. Il est depuis l'origine implanté en Kabylie et à l'Est d'Alger, notamment dans la région de Boumerdès. Mais il réussit aussi des attentats spectaculaires ailleurs, en particulier celui du 11 décembre 2007 devant le bâtiment du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Alger.

Bachaga : titre honorifique d'origine turque.

Baraka : protection d'origine divine, l'expression est passée dans le langage ordinaire pour désigner l'impression de protection surnaturelle qui enveloppe certaines personnes.

Baroud : poudre à canon et, par extension, combat.

Bordj : bâtiment fortifié dans lequel logeaient les troupes ottomanes et les soldats indigènes qu'elles utilisaient.

Caïd : mot arabe utilisé dans les sources pour désigner un *amine*, alors qu'il peut aussi s'agir de l'homme nommé par les Français pour représenter son village.

Chahid (pluriel : *chouhada)* : martyr. Ce mot désigne en Algérie les personnes membres du FLN/ALN tombées pendant la guerre de libération. Être enfant d'un *chahid* est un statut officiel en Algérie.

Çoff : mot kabyle désignant un groupement d'alliés à l'intérieur d'un même village. Chaque village comporte deux *çoff*, rarement de même taille. Un *çoff* peut s'allier avec celui d'un autre village afin de renforcer sa position dans son propre village. Ce système a survécu au sein des communes mixtes pendant la période coloniale.

CNRA : Conseil national de la révolution algérienne. Instance de direction de la lutte de libération menée par le FLN, le CNRA donne naissance au Gouvernement provisoire de la République algérienne en septembre 1958. Cet exécutif est toujours responsable devant le CNRA qui reste l'instance légitimante jusqu'à la fin de la guerre.

Commune mixte : statut des communes regroupant la plus grande partie de la population d'Algérie. Il s'agit en réalité d'une circonscription de gestion administrative de la population indigène. Le maire et ses adjoints sont nommés par le pouvoir politique et aucune fonction élective n'y existe. « Gérées autocratiquement par un fonctionnaire, et elles ressemblaient à une commune française comme un lapin de garenne à une vache bretonne » : telle est la description ironique que donne Germaine Tillion des communes mixtes dans *Il était une fois l'ethnographie…*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 40.

Commune de plein exercice : statut des communes organisées sur le modèle de celles de métropole (loi organique du 5 avril 1884), c'est-à-dire les communes qui comprennent majoritairement la population non indigène de l'Algérie. La représentation des indigènes au conseil municipal y est cependant prévue s'il y a plus de cent indigènes dans la commune mais leurs représentants ne doivent pas former plus du quart du conseil municipal et ne pas excéder le nombre de six.

Dechra : village.

Djebel : montagne.

Djemaa : assemblée de village.

Djoundi (pluriel : *djounoud)* : combattant.

DOP : Détachement opérationnel de protection. Unité militaire française spécialisée dans les interrogatoires et agissant en marge des règles. Les DOP se développent à partir de 1957. Leur nom devient rapidement synonyme de torture.

Douar : échelon inférieur des circonscriptions administratives rurales, village.

FNACA : Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie. Fondée fin 1958 comme Fédération nationale des anciens d'Algérie, cette association adopte son nom actuel en 1963. Elle est l'association qui regroupe le plus grand nombre d'anciens combattants de la guerre d'Algérie.

Fellagha (singulier et pluriel) : mot utilisé par l'administration et la presse françaises pour désigner les bandes armées hostiles au pouvoir colonial. Il apparaît d'abord en Tunisie vers 1952. Il est ensuite largement repris pour qualifier les membres de l'ALN. Tiré du verbe arabe qui signifie « couper », le mot est parfois traduit par « coupeurs de route », rabattant ainsi le combat des maquisards sur une simple criminalité.

Goumier : militaire indigène servant dans l'armée française.

Hadj : se dit d'une personne pieuse ayant fait le pèlerinage à la Mecque.

Harka : littéralement troupe en mouvement, ce mot désigne une unité de l'armée française formée de supplétifs algériens (les harkis).

Khammès : ouvrier agricole sans terre embauché de manière saisonnière, le *khammès* reçoit un cinquième de la récolte en échange de son travail (*khams* signifie « cinq » en arabe).

Khaouni (pluriel : *khouan*, parfois francisé en « khouans ») : membre de base d'une confrérie, frère.

Koubba : monument en forme de cube, surmonté d'un dôme, élevé en général sur la tombe d'un personnage vénéré.

Mechta : hameau de quelques maisons, habitation.

Melk : statut juridique des terres privées relevant du droit coutumier. Les terres *melk* sont à distinguer des terres *arch*, propriétés d'une collectivité.

Mintaka : subdivision de la wilaya.

Moqadem (pluriel : *moqademine*, francisé en « moqadems ») : échelon juste inférieur à celui du cheikh dans la confrérie, le *moqadem* (« celui qui est en avant ») initie les novices qui deviennent *khouans*, une fois leur serment prêté. C'est autour des moqadems que s'organise localement la

confrérie. Ils n'ont pas de relations entre eux et sont réputés n'appartenir à aucun *çoff*.

Moudjahid (pluriel : *moudjahidine*) : combattant du *djihâd*, combattant de la foi.

Moussebel (pluriel : *moussebiline)* : selon Germaine Tillion, le mot, qui signifie celui qui se dévoue, aurait été employé pour la première fois pour désigner ceux qui montèrent à l'assaut des murailles de Fort-National en 1872 (les *insebellen* en kabyle). Ils étaient vêtus de neuf, comme les morts, et on prononçait pour eux la prière de l'Absent. Pendant la guerre d'indépendance, le mot est utilisé pour désigner les auxiliaires des maquisards.

MNA : Mouvement national algérien. Issus du MTLD, les membres du MNA sont appelés messalistes car ils sont demeurés fidèles au chef de ce parti, Messali Hadj. Ils n'ont pas opté pour la lutte armée contre la France fin 1954 et même après avoir constitué des maquis en Algérie, ils refuseront jusqu'au bout de rejoindre le FLN, allant jusqu'à se battre contre lui. C'est cependant en métropole que l'affrontement des deux mouvements sera le plus important, jusqu'à la fin de la guerre. En Algérie, en revanche, le FLN s'imposa plus rapidement.

PPA-MTLD : Parti du Peuple Algérien-Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. Premier parti politique indépendantiste d'Algérie, le PPA (anciennement Étoile Nord-Africaine) devient le MTLD après la Deuxième Guerre mondiale.

Rahmania : confrérie fondée par M'Hamed ben Abderahmane à la fin du XVIII^{e} siècle. Elle est la plus puissante de Kabylie quand éclate l'insurrection de 1871. À l'appel de leur supérieur, le cheikh Haddad, ses membres se joignent au mouvement de révolte lancé par Mokrani. La confrérie ne se remettra pas de son échec et de son écrasement.

RPC : Régiment de parachutistes coloniaux. Le nom de ces régiments est transformé fin 1958 pour devenir RPIMa. Ainsi, le 8^{e} RPC devient 8^{e} RPIMa.

RPIMa : Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine. Anciennement Régiments de Parachutistes Coloniaux, ces régiments sont rebaptisés ainsi fin 1958. Le 3^{e} RPC devient alors le 3^{e} RPIMa, le 8^{e} RPC le 8^{e} RPIMa.

Roumi (pluriel : *roum*, francisé en « roumis ») : formé à partir du mot « romain », ce mot arabe désigne les chrétiens et plus largement, à l'époque

coloniale, les Européens, notamment quand ils sont présents sur un territoire où domine la population musulmane.

SAS : Section administrative spécialisée. Créées à l'initiative du gouverneur général Jacques Soustelle en septembre 1955, ces structures militaires avaient pour vocation d'encadrer la population rurale en pourvoyant à certains de ses besoins élémentaires (instruction, vivres, santé, etc.).

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière. Elle regroupe les socialistes français avant que la guerre en Algérie ne provoque une scission en son sein et la création du Parti socialiste autonome, devenu ensuite Parti socialiste unifié (PSU).

Wilaya (pluriel : *wilayate*, ou francisé en « wilayas ») : grande unité politico-militaire. À partir d'août 1956, le FLN divise le territoire de l'Algérie en plusieurs *wilayate*, en remplacement des zones préexistantes.

Zaouïa : établissement religieux géré par une confrérie ou une famille maraboutique.

Liste des militaires français morts à la suite de l'embuscade tendue près de Djerrah le 18 mai 1956

(par ordre alphabétique)

Hervé ARTUR est le sous-lieutenant qui dirige la section du 9e Régiment d'infanterie coloniale tombée dans l'embuscade. Il est né à Paris le 17 septembre 1926. Après avoir dénoncé son sursis, il a effectué son service militaire comme élève officier de fin 1948 à fin 1949. Il stationna à Bougie, Cherchell puis Alger, au 9e Zouaves. De retour à la vie civile, il tenta l'agrégation de philosophie avant de préférer prendre un emploi de chef de service dans une société de transports en 1954. Son rappel comme sous-lieutenant, fin avril 1956, le remplit de joie, comme il l'écrit alors à ses parents. Cet état d'esprit le distingue sans doute des hommes qu'il a à commander.

Louis AUROUSSEAU est également né à Paris mais en octobre 1932. Il a été appelé en mai 1953 et a fait son service militaire en Allemagne où il est devenu caporal-chef. Son rappel a lieu six mois après sa libération alors qu'il a repris son métier de mécanicien près de Poissy. Disparu à la suite de l'embuscade, son corps n'a jamais été retrouvé.

Serge BIGOT est originaire du Loir-et-Cher où il exerce le métier de plombier quand il est rappelé sous les drapeaux à 23 ans et demi. Il a le grade de sergent.

Lucien CARON est le troisième d'une famille de onze enfants. Il habite encore chez ses parents quand il est rappelé pour partir en Algérie, laissant son travail de manœuvre dans une usine de l'Oise.

Louis CARPENTIER est soldat de 2e classe comme Lucien Caron et né, lui aussi, en janvier 1935. Originaire de Seine-Maritime, il exerce la profession de tourneur.

Jean CHICANDRE travaille comme commis aux Halles et réside en banlieue sud de Paris. Lors de son rappel sous les drapeaux comme 2e classe, il n'a pas encore 24 ans. Il attend un enfant.

Alain CHORLIET est aussi né à l'été 1932, dans le département de la Loire. Il a grandi en Provence avant de rentrer au CEA puis de reprendre des études d'ingénieur. Il sert comme sergent. À sa mort, il laisse une petite fille de cinq ans et sa femme, enceinte de plus de six mois.

Léon DAIGNEAUX est serrurier en Seine-et-Oise et part en Algérie comme soldat de 1re classe.

Jean DAVID-NILLET est père d'une fillette, dans un petit village d'Ile-de-France, quand il part en Algérie. Son garçon ne naîtra qu'après l'embuscade. Rescapé de celle-ci, il trouve la mort lors de l'assaut de la grotte dans laquelle il est retenu prisonnier aux côtés de Pierre Dumas.

Pierre DOBŒUF est originaire du Pas-de-Calais. Né à Lens, il exerce la profession d'ajusteur. Lui aussi n'a pas encore 24 ans.

Gilbert DESRUET est libéré du service militaire depuis dix-huit mois quand il est rappelé pour partir en Algérie au printemps 1956. Il laisse alors la terre qu'il travaille, en Seine-et-Oise, et retrouve son grade de soldat de 2e classe ; il n'a pas encore 24 ans. Le 18 mai, il a la charge d'un des deux fusils-mitrailleurs de la section.

Jean DUFOUR est ouvrier en région parisienne, mais originaire de l'Aisne. En Algérie, il sert comme soldat de 2e classe.

Lucien FRANÇOIS est né à Paris le 23 août 1932. D'une famille de neuf enfants, il a un caractère doux et serviable encore vanté aujourd'hui par ses proches. Soldat de 1re classe, il est rapidement devenu l'homme de confiance du sous-lieutenant Artur. Il est aussi l'un des deux tireurs au fusil-mitrailleur de la section. Fin mai 1956, il devait se marier ; son rappel sous les drapeaux en a décidé autrement.

Michel GALLEUX sert comme caporal au régiment et exerce, dans le civil, la profession de plombier-couvreur dans la banlieue ouest de Paris. Il est père d'un petit garçon de 4 ans.

Louis GOUGEON occupe le métier de coupeur en chaussures aux établissements Racly de Vendôme quand il est rappelé sous les drapeaux comme soldat de 2e classe.

Christian HECQUET s'est marié six mois à peine avant de partir en Algérie. Il sert comme caporal.

Jean NICOLAS est alors frère Jean puisqu'il a pris l'habit religieux en 1951, à moins de 20 ans. Il a fait son service militaire en Allemagne et, lors de son rappel en avril 1956, est installé dans une communauté assomptionniste, près de Rouen. Il sert comme soldat de 1re classe et se distingue par sa gentillesse au service de ses compagnons.

Maurice POITREAU est quasiment le benjamin de la section où il sert avec le grade de caporal. Il complète le nombre des professions rurales parmi les militaires puisqu'il est mécanicien agricole en Seine-et-Oise. Fils unique, il vient de se marier.

Raymond SERREAU a 21 ans quand il disparaît à la suite de l'embuscade. Fils unique d'une famille d'agriculteurs, il habite chez ses parents en Eure-et-Loir au moment de son appel sous les drapeaux à la fin de l'année 1955. Lors de la constitution du 9e RIC, il y est immédiatement affecté.

Serge VILLEMAUX est le plus jeune du groupe. Il arrive en Algérie à tout juste 20 ans et demi. Ajusteur de son métier, il sert comme soldat de l^{re} classe.

Index

Les noms de lieu viennent en italiques.

A

Abbane, Ramdane 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
Abdelhadi (Ouled) 1
Abd el-Kader 1, 2
Afrique du Nord 1, 2, 3, 4, 5
Ageron, Charles-Robert 1, 2, 3, 4, 5
Ahmed (djebel) 1, 2, 3, 4, 5
Aïne Sultane 1, 2
Aïn M'Sara 1
Alexandre le Grand 1
Alger 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24
Algérie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51
Algérois 1, 2, 3, 4
Al-Qaeda 1
Alsace 1, 2
Ammal 1, 2-3, 4, 5
Argoud, Antoine 1
Arkoub 1
Artur, Hervé 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
Atlas 1
Aumale 1
Aurousseau, Louis 1, 2, 3, 4

Azrou Imaaziyene 1
Azrou Ouarab 1
Azzedine (Si) *voir* Zerari, Rabah

B

Baba Ali 1, 2
Bacha, Slimane 1
Baitèche, Moh-Sgir 1, 2
Ballancourt-sur-Essonne 1, 2
Barberousse (prison) 1
Barrat, Robert 1, 2, 3, 4, 5
Bassetti, Dominique 1, 2, 3, 4
Becker, Émile 1
Becker (famille) 1, 2, 3
Becker, Fernande 1
Becker, Jean 1
Begarra, Joseph 1, 2
ben Aazem (haouch) 1
ben Aïssa, Ahmed 1
ben Dahmane, Ahmed (el Hadj) 1, 2, 3
ben Dahmane (Ouled) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Bénéjean (famille) 1, 2, 3
Ben Hini 1, 2, 3, 4
Beni-Amran 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
Beni-Djââd 1, 2
Beni-Khalfoun 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Beni-Maned 1, 2, 3
ben Lounès, Mohamed 1
ben Mohamed bou Djenouis, Ahmed 1
ben Ramdane, Saïd 1
ben Salah, Ali 1
ben Salah (Ouled) 1

Bernard, Augustin 1, 2
Berque, Jacques 1, 2
Bey, Saïd 1
Bigot, Serge 1, 2, 3, 4, 5, 6
Blidi, Mustapha el 1, 2, 3, 4
Bonafos (capitaine) 1, 2, 3
Bonnet, Louis 1
Bouderbala 1, 2
Boudjenah, Mohamed, dit Djeha 1, 2
Bouguerra, Ahmed, dit Si M'Hamed 1, 2, 3
Bou Hamoud (oued) 1
Bouïra 1, 2, 3
Boukhrari 1
Bou Lemou (Ouled) 1
Bourdieu, Pierre 1, 2, 3, 4
Bou Saada 1
Bouxom, Fernand 1
Bou-Zegza (djebel) 1, 2, 3, 4, 5

C

Callu, Raymond 1, 2, 3, 4, 5, 6
Camp du Maréchal 1
Cann, François 1, 2
Carlier, Omar 1, 2, 3, 4
Caron-Dauboin, Nicole 1, 2
Caron, Lucien 1, 2, 3
Carpentier, Louis 1
Casablanca 1
Catroux, Georges 1, 2
Cérez, Jean-Baptiste 1, 2, 3
Chabane, Omar, dit Omar el Mahrouz 1, 2
Chabet-el-Ameur 1, 2

Chabot, Antoine 1
Challe, Maurice 1
Champeix, Marcel 1
Chergou, Ratiba 1
Cherrière, Paul 1, 2
Chicandre, Jean 1
Chiffa (gorge de la) 1
Chomette, Suzanne 1
Chorliet, Alain 1, 2, 3
Chouiane (oued) 1
Constantine 1, 2
Corbin, John 1, 2
Corso (oued) 1
Coty, René 1
Courbet 1
Courrière, Yves 1, 2

D

Daigneaux, Léon 1
David-Nillet, Jean 1, 2, 3, 4
Desnoyer, A. 1, 2, 3
Djerrah (Ouled) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14-15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24-25, 26, 27, 28-29, 30
Djinet (cap) 1
Djurdjura 1
Dokkane (Ouled) 1, 2
Droué 1
Duclos, Jacques 1
Dufour, Jean 1
Dumas, Pierre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Duval Léon-Étienne 1, 2

E

el-Alia 1
Espagne 1

F

Fanon, Frantz 1, 2
Favreau, Jacques 1, 2
Ferradj, Abdelkader 1, 2, 3
Ferré, Lucien 1, 2, 3, 4
Flisset-Oum-El-Lil 1, 2
Fossey-François, Albert 1, 2
France 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20
Francfort 1
François, Bernard 1
François, Lucien 1, 2, 3, 4
Fresnes 1

G

Galleux, Michel 1, 2, 3
Gaulle, Charles de 1
Gaumont 1, 2, 3
Genette, Gérard 1, 2

Géniaux, Charles 1
Gougeon, Louis 1, 2, 3
Gouraud, Michel 1, 2, 3, 4, 5, 6
Grenoble 1
Guerrouma 1
Gueydon (de), Louis Henri 1, 2

H

Haddada (Ouled) 1, 2
Haddad (el), Mohamed Amziane ben 1, 2, 3
Hamrène, Boualem 1
Hanoteau, Adolphe 1, 2, 3
Harchaoua 1, 2-3, (?)
Hecquet, Christian 1
Hini (Ouled) 1, 2, 3, 4, 5
Hocine, Baya (el) dite Baya el Kahla 1, 2, (?)
Hussein Dey 1, 2

I

Ianucci, Ugo 1
Icheriden 1
Indochine 1, 2, 3, 4, 5, 6
Isri 1
Isseri (el) 1, 2
Isser (oued) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
Isserville 1

J

Jamous, Raymond 1, 2, 3

K

Kabylie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
Keddara (oued) 1
Khider, Mohamed 1
Khodja, Mustafa dit Ali 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Kocher, Adolphe 1
Krachna 1, 2, 3, 4

L

Lacoste, Robert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Laghouat 1
Lakhdaria 1, 2, 3, 4, 5, 6
Lakhdar (Si) voir Mokrani, Saïd
Lallemand, Orphis Léon 1, 2
Laperrine 1, 2, 3
L'Arba 1, 2
Lavigerie, Charles Martial 1, 2, 3
Le Caire 1
Lejeune, Max 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Lekh'al, Mustapha 1, 2, 3, 4
Lemaître, Jean 1
Le Pecq 1
Le Thuaut, Roger 1, 2, 3
Letourneux, Aristide 1, 2, 3
Loiret 1
Loir-et-Cher 1, 2, 3
Lorillot, Henri 1, 2, 3, 4, 5
Lorraine 1
Lucas, Louis 1, 2, 3, 4, 5, 6
Lyautey, Hubert 1 2

M

Maana 1
Mac Mahon (de), Patrice 1, 2, 3
Maillot, Henri 1
Maillot (hôpital) 1, 2, 3, 4
Maison-Carrée 1, 2
Maisons-Laffitte 1
Maréchal Pétain 1
Maroc 1, 2, 3
Massignon, Louis 1, 2
Massu, Jacques 1
Maupassant (de), Guy 1
Maurecourt 1
Médéa 1
Medjkane (Ouled) 1
Meliani, Mansouri 1
Melouza 1
Mendès France, Pierre 1, 2, 3
Messaoudi, Belkhacem 1, 2, 3, 4
M'Hamed (Si) *voir* Bouguerra Ahmed

Minihic-sur-Rance 1, 2
Mitidja (plaine de la) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Müller, Jean 1, 2
Mokrani (el), Mohammed 1, 2
Mokrani, Said, dit Si Lakhdar 1, 2, 3, 4, 5
Mollet, Guy 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Mostaganem 1
Musmeaux, Arthur 1

N

Nabuchodonosor 1
Nancy 1
Napoléon III 1, 2
Nezlioua 1, 2
Nice 1
Nicolas, Jean 1, 2, 3, 4, 5
Noël, Jean 1, 2, 3, 4, 5, 6
Nord-Constantinois 1, 2

O

Oranie 1
Ouamrane, Amar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Oucedfa (oued) 1
Ould el Hocine, Mohamed Cherif 1
Oum-el-Alleg 1, 2
Oussedik, Boualem 1, 2
Oussedik, Omar 1, 2

P

Palestro 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47
Pâris de Bollardière, Jacques 1
Paumier, Bernard 1
Pélégri, Jean 1
Persépolis 1
Piemont 1
Poinsignon, Pierre 1, 2, 3
Poitreau, Maurice 1
Pons, Maurice 1
Porot, Antoine 1, 2, 3, 4
Prost, Antoine, 1, 2, 3

R

Remou 1, 2, 3, 4,
Rif 1
Rinn, Louis 1, 2, 3, 4
Robin, Joseph Nil 1, 2, 3
Rocard, Michel 1
Rouïba 1, 2, 3
Rouis, Bachir 1, 2, 3, 4, 5

S

Sâdi, Ali 1
Saint-Germain-en-Laye 1, 2
Saint-Malo 1
Sakamody (col de) 1, 2, 3
Salah (Si) *voir* Zamoum, Mohammed
Salle (famille) 1, 2
Salomon 1
Saïd-ou-Ali-ou-Aïssa (Si) 1, 2
Sayad, Abdelmalek 1, 2
Scott, James 1, 2
Sedan 1
Seine-et-Oise 1
Senahdja 1
Serreau, Raymond 1, 2, 3, 4
Servat (famille) 1, 2, 3, 4
Souaïdia, Habib 1
Soummam (congrès de la) 1, 2, 3
Sour el Ghozlane 1
Soustelle, Jacques 1, 2, 3, 4
Suresnes 1, 2

T

Tala ou Ferah (oued) 1
Thiers 1, 2
Tigrimont 1
Tiguert Ouacif 1, 2
Tillion, Germaine 1, 2, 3
Tizi Ghir 1
Toulmout 1
Tricourbas (djebel) 1

Tunisie 1, 2, 3

V

Valmy 1, 2
Vendôme 1, 2
Vendômois 1, 2
Verdun 1, 2
Victor-Emmanuel II 1
Viguié, Maurice 1
Villemaux, Serge 1
Villiers-le-Bel 1, 2, 3
Vincennes 1

W

Wahl, Maurice 1, 2
Warnier, Auguste 1

Y

Youcef (Si) 1

Z

Zabana, Ahmed 1, 2
Zamoum, Mohammed, dit Si Salah 1
Zbarbar (djebel) 1
Zerari, Rabah, dit Si Azzedine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11
Zezzi (plateau de) 1
Zouatna 1, 2, 3, 4, 5

Table des cartes

Carte 1. Palestro, entre Mitidja et Kabylie

Carte 2. L’espace de l’embuscade du 18 mai 1956

Carte 3. L’extension de la colonisation autour de Palestro à la suite de l’insurrection de 1871

Remerciements

Au plaisir des archives et de leur quête, l'histoire contemporaine ajoute la possibilité de découvrir des êtres bien vivants. Comme le lecteur a déjà pu le constater, ce livre n'aurait pu exister sans eux.

Je voudrais remercier ici tous ceux qui ont accepté de répondre à mes sollicitations, parfois répétées, même quand elles leur ont semblé bizarreries d'historienne ou infimes détails ; tous ceux qui ont pris la peine de prendre leur plume, de taper sur leur clavier ou d'ouvrir leur agenda pour me fixer un rendez-vous.

Au premier rang de ces remerciements figurent ceux que les historiens appellent les témoins, de ce mot magnifique qui ne doit pas évoquer une démarche judiciaire mais bien plutôt une expérience. Être témoin, c'est d'abord avoir vécu un moment d'histoire ; c'est aussi accepter d'en rendre compte. Bien sûr, le simple fait d'avoir été et d'être là est déjà témoignage. Mais, avec l'historien, apparaît la possibilité d'une autre expression de soi : le témoin peut devenir passeur. Ce mouvement de mémoire en acte est remarquable. Il est aussi émouvant, bouleversant parfois. C'est ce plein d'humanité qui me fait, à chaque fois, préférer ce métier à tout autre et revenir toujours aux témoins pour écrire sur le passé proche.

En Algérie, ce sont d'anciens maquisards qui m'accordèrent leur confiance tandis qu'en France certains proches des soldats acceptèrent de se pencher avec moi sur ce moment douloureux. Je voudrais commencer par les remercier : Si Azzedine, Mustapha el Blidi, Omar Chabane, Belkhacem Messaoudi, Mohamed Cherif Ould el Hocine, Boualem Oussedik, Bachir Rouis ; Nicole Caron-Dauboin, Bernard Desruet, Suzanne Dumas et ses enfants, Bernard François et sa femme, Raymond Callu enfin.

Dans ma quête d'archives, j'ai été aidée par de multiples personnes. À l'Institut d'histoire du temps présent, Anne-Marie Pathé m'a indiqué un fonds privé que je n'aurais pas songé à chercher joignant, une fois encore, à la délicatesse amicale l'attention professionnelle. Aux Archives nationales d'outre-mer, Daniel Hick a mis à ma disposition des documents encore

provisoirement référencés sur le séquestre de 1871. À l'Agence France-Presse, Eléonore Bakhadzé a identifié des photos sur les opérations de mai 1956. Dans le Loir-et-Cher, Danielle Chevallier a réalisé un travail approfondi sur les obsèques de soldats du département dont elle a accepté de me faire profiter. À Rome, Lucas Chuffart a retrouvé pour moi les traces de Jean Nicolas, parmi les archives des Augustins de l'Assomption. Dans plusieurs communes de France, des maires, des archivistes bénévoles, des représentants des anciens combattants, des historiens soucieux d'histoire locale ont répondu à mes demandes et m'ont adressé des informations sur tel monument, telle décision municipale, tel souvenir aussi parfois. Parmi eux, Christiane Bidault dans le Perche, Maurice Bonnard à Villiers-le-Bel, Jacques Gélis à Morigny-Champigny, Roger Le Thuaut à Landevant, Philippe Marie à Aufferville, Bernard Pillefer à Fréteval, Germain Prat à Saint-Germain-en-Laye, Michel Simon à Crosne, Céline Vandenhende à Ballancourt-sur-Essonne, Eric Olivier-Drure à Romans.

Au hasard de leurs travaux, certains amis historiens ont pu recueillir des informations susceptibles de m'intéresser et me les ont communiquées. Je voudrais rendre hommage ici à leur gentillesse qui m'a permis de sentir, pendant toutes ces années, qu'un environnement chaleureux existait où partager les résultats d'une recherche cependant avant tout solitaire : Marie Chominot en premier lieu, présente dès l'origine, mais aussi Omar Carlier, Daho Djerbal, Didier Guignard, Jean-Charles Jauffret, Tramor Quemeneur. Lemenouar Merrouche, rencontré à Alger, accepta de répondre à certaines de mes questions posées autant à l'historien qu'au témoin de la guerre d'indépendance. Ce travail a bénéficié au cours de son élaboration des remarques des participants au séminaire organisé par Pascale Goetschel et Christophe Granger au cours duquel il a été présenté à ses débuts. Il a été rédigé en grande partie à la Maison Française d'Oxford où j'ai eu la chance d'être accueillie une année. Il a ensuite été scrupuleusement lu par Stéphane Audoin-Rouzeau, Léonore Branche et Michel Letté. À tous trois, il doit des amendements qui ont épargné au lecteur de nombreuses obscurités.

Ce livre a aussi été l'occasion d'approfondir, petit à petit, mon goût pour l'Algérie. J'ai eu la chance de souvent parler de la Kabylie avec Latifa Oulebsir et d'en goûter l'huile d'olive en France avant d'en voir les oliviers là-bas. La famille de Moh-Sghir Baïtèche m'a accueillie et permis une première découverte des gorges de Palestro, entre Beni-Amrane et Lakhdaria. J'avais, il faut le dire, bénéficié d'une introduction privilégiée

puisque c'est le père Louis Lucas, ancien curé de Palestro, qui m'emmena chez eux. De tout ce que j'ai fait alors en Kabylie, rien n'aurait été possible sans le père Jean-Pierre Henry qui ne fut pas seulement pour moi l'archiviste compétent et diligent de l'archevêché d'Alger mais un compagnon de voyage et un guide infatigable. Ma gratitude envers lui est immense.

D'autres personnes ont, en Algérie, accepté de me faire découvrir des gens ou des endroits qu'ils connaissaient, susceptibles de m'éclairer. Grâce à Aïssa Seferdjeli et grâce à Pierre et Claudine Chaulet, tous trois acteurs de la guerre d'indépendance au contact de qui j'ai beaucoup appris, j'ai pu rencontrer des personnes indispensables à cette enquête. Quant à Malik Ait Aoudia, Abdelhalek Labbize et Abdelhamid Hini, tous trois adeptes de l'image, ils ont, chacun à leur manière, contribué à me faire découvrir la région de Lakhdaria et des montagnes environnantes.

Je forme maintenant l'espoir qu'on puisse s'y promener un jour librement.

Postface à l'édition de poche

Depuis la première parution de ce livre en 2010, je suis régulièrement interpellée par des lecteurs. Grâce à eux, l'enquête historienne n'est jamais close et on voudrait en donner ici un aperçu[a]. Dès le départ, la gageure était grande. Il s'agissait de trouver des sources précises sur une embuscade ayant vu tomber une vingtaine de soldats français ordinaires sous les balles de maquisards, tués pour la plupart ensuite au combat dans des circonstances rarement identifiables. Deux groupes d'anonymes face à face : l'écume de la guerre.

Côté français, j'ai eu la chance de rencontrer la famille de l'unique survivant, de correspondre avec un des rares militaires restés au cantonnement, de m'entretenir avec les frères et sœurs de certains des morts du 9e RIC. Dans le cadre du documentaire écrit à la suite du livre[b], d'autres témoins sont venus compléter mes connaissances : la veuve du capitaine responsable de la compagnie, d'autres soldats du régiment, le frère du lieutenant Artur enfin nous confièrent photographies, documents et souvenirs précieux. Les filles d'Alain Chorliet m'ont aussi écrit : l'une avait cinq ans en 1956, l'autre était encore dans le ventre de sa mère. Elles témoignèrent du poids de cette histoire et de l'ombre portée non seulement par la mort du père, mais aussi par l'angoisse de ce qu'il avait subi. Éric Artur ne disait pas autre chose quand il racontait que leur mère avait mesuré le cercueil plombé de son fils pour s'assurer que son corps y était bien entier. La mutilation, pièce maîtresse de l'imaginaire colonial, avait pris la première place dans le récit français de l'embuscade : les familles en faisaient les frais.

Or qui savait ? Les rapports militaires livraient des informations exploitées dans ce livre. J'en apprendrai plus par la suite, voyant les notes prises sur le terrain par le capitaine, revenant précisément avec le journaliste à l'origine du premier récit sur ce qu'il avait vraiment vu. Les témoins de la scène étaient rares : le journaliste ne s'était en fait approché

qu'à une dizaine de mètres de deux des cadavres, le reste lui avait été raconté par des militaires. Les pièces du puzzle s'ajustaient plus précisément. Elles permettent d'affirmer qu'il n'y a pas eu de mutilation de tous les cadavres. Si des violences furent bien perpétrées, l'image d'une cruauté généralisée diffusée à l'époque avait bien été délibérément fabriquée. Son pouvoir de conviction rencontra des imaginaires coloniaux bien établis depuis plus d'un siècle et la stupéfaction d'une population métropolitaine très peu préparée à comprendre ce qui se passait en Algérie au printemps 1956. Soixante ans après, le fils des habitants de la ferme où fut dressée la chapelle ardente pour les dix-sept corps retrouvés et celui du soldat qui dut envoyer le nom de chaque mort aux maires de leurs communes dans un morse récemment appris pour l'armée m'ont raconté le choc que cette découverte de la violence du FLN constitua effectivement pour leurs parents.

Le choc ne fut pas moins grand pour les Algériens confrontés à l'armée française. Je le constatai encore à la suite de la publication du livre. Ainsi Moh Sghir Baïtèche, dont le grand-père fut tué sous les yeux de sa femme et de sa fille en 1957. Celui qui m'avait toujours guidée avec gentillesse et disponibilité dans la région de son enfance, où il vit encore aujourd'hui, me fit rencontrer sa mère lors de mon dernier passage à Beni-Amrane. Ses souvenirs étaient aigus : avant de brûler le village, les militaires français l'avaient fouillé et en avaient regroupé les habitants. Tandis que sa propre mère tentait de regrouper leurs bêtes, son père avait été battu à mort par des soldats. Reproduisant les gestes gravés dans sa mémoire, la vieille dame s'animait à mesure qu'elle pouvait raconter et transmettre. Elle n'attendait aucune explication.

Comme cette femme, les témoins algériens qui acceptent de participer à mon enquête ont bien d'autres récits de la guerre qu'il faudrait pouvoir écouter et recueillir. Comme Moh Sghir Baïtèche, Zidane Cherifi était enfant à l'époque. Lui aussi est hanté par une mort reliée à la longue durée de la violence coloniale : celle de Rabah, son grand frère. Lors d'une opération militaire française, celui-ci s'était caché avec les habitants de son village dans une des nombreuses grottes que recelait la montagne et qui avaient toujours servi de refuge aux habitants. L'armée française choisit de gazer la grotte de Tizi Ghir. Zidane Cherifi insiste : la grotte a ensuite été murée. Le cadavre de son frère n'a jamais pu être récupéré, pas plus que celui des autres personnes qui se trouvaient avec lui. Une bonne partie de la

vie de Zidane a été passée à imaginer un moyen de descendre dans la grotte. Il ne se demande pas comment la France a pu recourir à une telle violence sur des civils. Il le sait et son affirmation n'est pas dénonciation. Il souffre simplement, comme tant d'Algériens, de ne pas avoir pu récupérer le corps d'un être aimé[c].

Dans mon métier d'historienne, je vais au devant des gens et je reçois les souvenirs qu'ils veulent bien partager avec moi. Je me retrouve alors souvent dépositaire de leurs souffrances, exposée à ce que ces récits peuvent déclencher en moi[d]. L'enjeu est toujours de faire de cet échange une voie d'accès à la connaissance et de produire un récit intelligible par tous. Si ce récit peut apaiser, ce n'est pas sa vocation première. Les lecteurs décident ce qu'ils veulent faire de ce qu'ils lisent. À l'historienne revient en revanche toujours la tâche d'expliquer ce qui paraît souvent dénué de sens aux témoins (pourquoi mutiler ? pourquoi exécuter un vieillard qui lève les mains ? pourquoi gazer des civils ?). Lui revient aussi de pointer les apories, tout en s'efforçant de repousser les limites de l'incompréhensible. Par leurs interrogations comme par leurs connaissances, les témoins nourrissent sans cesse ce travail.

Plus anonymes que les militaires des deux côtés, les civils. Pour affiner encore ma perception de ce qu'avait pu être la vie dans cette petite partie de l'Algérie coloniale il y a plus de soixante ans, j'ai cherché des gens ayant vécu dans la région. Retrouver des gens du bourg fut plus aisé que retrouver ceux de la montagne, dispersés par les guerres successives. Plus aisé aussi car des Français de Palestro habitent désormais la France et sont en contact les uns avec les autres, formant une communauté de souvenirs active sur Internet. Hélas, la communauté a finalement fonctionné comme une gardienne jalouse de ses souvenirs. Ses membres ont décidé de ne pas témoigner ni pour mon livre ni, plus tard, pour le documentaire qui devait aussi évoquer les maquisards de l'ALN. Si leur voix n'est pas présente, c'est qu'ils ne l'ont pas souhaité.

Ma connaissance de l'événement et de ses effets s'est approfondie grâce aux rencontres et aux discussions menées sur plusieurs années. Aucune source, aucun témoignage, pourtant n'est venu encore modifier les interprétations proposées. Au contraire.

Une de ces clefs interprétatives est la persistance de la mémoire des événements des années 1870, dans la vallée comme dans les montagnes alentour. Le monument « Bassetti » trônant au cœur du village rappelait la

résistance désespérée des premiers colons contre les indigènes révoltés. Avec ce groupe statuaire, le village colonial disait surtout que la révolte avait été vaine. Les fermes tout autour affirmaient fortement la réussite de l'entreprise coloniale d'expropriation, puis d'exploitation des richesses locales. La plupart des Algériens restaient les spectateurs de cette colonisation dont ils savaient qu'elle s'ancrait dans la répression militaire et judiciaire d'une insurrection. Ils n'avaient pas oublié que son échec avait signé leur écrasement économique par le biais de spoliations foncières massives. J'avais émis l'hypothèse que cette mémoire blessée s'était transmise et que les habitants de la région de Palestro n'avaient pas oublié que la force des Français avait été bâtie sur un droit du vainqueur que le code de l'indigénat était venu, ensuite, traduire pour les personnes.

Pendant la guerre d'indépendance, dès lors que des Français se trouvaient en position de faiblesse, l'ALN comme les civils algériens pouvaient être tentés d'en profiter. Ce que les indépendantistes pouvaient faire dans un but psychologique, afin de gagner la population algérienne à leur cause ou pour faire fuir les fermiers français encore présents dans la vallée au printemps 1956, les habitants eux-mêmes pouvaient s'en emparer en réparation d'un préjudice ancien. C'est l'hypothèse que j'ai formulée dans ce livre pour expliquer la participation des gens de Djerrah à l'embuscade du 18 mai. La relation entre population et maquisards n'était pas à sens unique : les villageois surent exploiter le rapport de forces ponctuellement défavorable aux soldats français pour pousser leurs propres intérêts. À la guerre de 1956 se mêlaient ainsi les rejeux de l'insurrection de 1871 et de la répression qui la suivit. J'ai parlé d'échos d'un temps dans un autre et d'une mémoire active.

Quelques mois après la publication, je reçus d'Algérie un témoignage que m'adressait l'ancien bâtonnier du barreau de Lyon, Ugo Iannucci[e]. Alors qu'il était appelé en Algérie, il avait été chargé de faire l'école aux enfants rassemblés dans la vallée de Palestro[f] et avait gardé des liens avec ses anciens élèves. C'est l'un d'entre eux, Zidane Chérifi, à qui il avait envoyé mon livre, qui avait réagi : « Raphaëlle m'a permis par son livre de retrouver les pièces manquantes d'un puzzle que j'ai conservé depuis ma plus tendre enfance. » Son récit allait me livrer, à moi aussi, une pièce manquante : « Vers l'âge de six ans, je regardais ma grand-mère (née en 1865) moudre le grain, avec un moulin traditionnel, actionné à la main, en

chantant une de ses nombreuses complaintes kabyles où elle disait à peu près cela :

> Papa el-Hadj, Papa chéri
> Depuis que tu es parti
> Le roumi nous a tyrannisés
> Ton flambeau reste allumé
> Tes enfants grandiront, un jour ils reviendront… »

Et Zidane Chérifi ajoutait : « Cette équation était trop compliquée pour mon âge. Personne n'a été en mesure de m'expliquer dans quelles circonstances cette triste chanson a été composée. » Désormais, il avait pu « comprendre que Papa el-Hadj était simplement notre ancêtre El-Hadj ben Dahmane, assassiné par les forces coloniales en 1873 à Palestro[g] ».

Quand j'irai chez lui par la suite, Zidane me fera cadeau d'un long récit manuscrit, émaillé de poèmes de Verlaine, de Hugo, de citations de Jaurès. Dans ce « journal d'un enfant des gorges de Palestro », j'apprendrai non seulement le récit de la mort de son frère Rabah, mais l'arrestation et les tortures endurées par son père, détenu près de cinq ans par l'armée française, celles de son autre frère arrêté en décembre 1959 et l'ensemble d'une guerre vécue à hauteur d'enfant. Chez lui, il ne me parla pas de tout cela ; je le découvrirai une fois rentrée. Pour mon enquête, il me raconta avoir vu les hommes du lieutenant Artur passer devant son village et les avoir comptés pour tenir le FLN informé. Il évoqua aussi l'ampleur des représailles après l'embuscade. Il accepta, enfin, de murmurer l'air sur lequel chantait sa grand-mère tandis qu'il somnolait, petit, près du moulin.

Par ces chants de femmes, mais aussi par les chants de moisson, la société algérienne se racontait. Elle transmettait ses héros et ses martyrs, son quotidien marqué par les malheurs du temps, des épidémies aux rapines, des désastres naturels aux conséquences de la colonisation. Cette oralité constitutive de l'identité collective a bien souvent échappé à toute forme de retranscription. J'avais sous les yeux une véritable pépite et, dans cet homme pétillant, racontant avec malice les jeux d'enfants en contexte de guerre, un témoin passionnant. Il ne serait pas le seul.

Quelque temps après la sortie du livre en Algérie, je reçus un message dans ma boîte électronique. L'homme qui m'écrivait se disait descendant du caïd des Ammals mort sur l'échafaud, son grand-oncle, né au début du

XIX[e] siècle. S'il était exceptionnel d'imaginer trois générations seulement en cent quarante ans, ce n'était pas impossible et le témoignage de cet homme, né en 1946, allait se révéler extraordinaire quand je le rencontrerai à Alger. Il était le dépositaire d'une longue mémoire familiale. De ses aïeux, il avait hérité des récits et des objets remontant au milieu du XIX[e] siècle, en particulier un burnous et une couverture, une montre aussi[h]. Chaque objet avait une histoire et chacun avait été transmis d'une génération à l'autre accompagné d'un récit. M'hamed Boukhercha me raconta l'histoire de son grand-oncle, avec une foison de détails qui corroboraient ce que j'avais lu dans des archives dont toutes n'étaient pas même encore cotées au Centre des archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence !

Des rencontres comme celle-là marquent une vie de chercheuse. Né à Aït-Dahmane, M'hamed avait grandi à Palestro ; il était allé à l'école coloniale. Son père était un des commerçants de la ville. Sa famille n'avait pas complètement perdu le rang social éminent qui avait été le sien avant 1871. Pourtant, c'est la mémoire à vif des spoliations subies qu'il me raconta, en évoquant des promenades avec son père autour du bourg colonial. Balayant de la main champs, pâtures ou vergers, le père précisait au fils à qui appartenait chacune des terres avant la répression des années 1870. M'hamed reçut cette mémoire en héritage. Son histoire familiale résonnait alors avec les lamentations chantées dans les montagnes, pleurant, sous couvert de métaphores amoureuses, les terres perdues, le sol volé, le désir de retrouver ce qui avait disparu.

Son récit venait s'ajouter à celui de Zidane Chérifi. Lui aussi me faisait don d'un chaînon manquant. Il confirmait mon hypothèse qu'il n'y avait pas seulement eu un écho des années 1870 dans l'événement de 1956 et plus largement dans ce qui s'était joué dans la région au début de la guerre d'indépendance : il y avait bien eu une présence active, une mémoire en acte. Pour comprendre pleinement le sens et l'impact de cette embuscade du printemps 1956, il fallait regarder au-delà des deux groupes militaires. La société rurale algérienne avait tenu là une occasion de redevenir actrice de son histoire ; les Français avaient pu y entrevoir la promesse de leur fin.

a. Plus éloignée de mes interrogations sur les relations entre la France et l'Algérie, mais néanmoins passionnante, est aussi cette résurgence italienne : en 2015, a été inaugurée dans un petit village de Lombardie la réplique en marbre de ce que les habitants de Lakhdaria ayant connu la période coloniale appellent encore le « Bassetti ». Le groupe statuaire, érigé en souvenir de la défense du bourg lors de l'insurrection de 1871 (voir *supra*, p. 102-104), a été reproduit à l'initiative d'un des descendants de Dominique Bassetti – le président de l'association des ouvriers colons, tué lors de l'insurrection –, qui a réussi à trouver financement et soutien politique pour organiser cette résurgence coloniale inattendue.

b. *Palestro, Algérie : histoires d'une embuscade*, coécrit avec Rémi Lainé, Les Poissons volants, Arte France, 85 mn, 2011.

c. En 2017, sur les hauteurs de Lakhdaria, dans la montagne des Ammals, la découverte des ossements de dizaines de personnes dans une grotte émeut une nouvelle fois la population ; depuis plusieurs années déjà, des corps sont retrouvés dans la région, que l'on peine à identifier. Les morts ne datent sans doute pas toutes de la guerre d'indépendance, tant la violence a marqué cette région depuis. Mais les questions des proches hantés par les disparus sont les mêmes : qui a tué ? pourquoi et comment ?

d. Plutôt que de redouter ces émotions, j'essaie toujours de faire miennes les recommandations de Georges Devereux : assumer que l'angoisse peut naître du récit écouté et accepter ce que m'apprend le contre-transfert à l'œuvre dans la relation d'entretien (Georges DEVEREUX, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Flammarion, Paris, 1980 ; version originale anglaise : 1967).

e. Ugo Iannucci a donné des éléments de son parcours biographique exceptionnel dans : *Des baraques au barreau. Itinéraire d'un fils d'antifasciste italien*, Aléas, Lyon, 2010.

f. Ugo Iannucci a publié son journal de guerre en 2001 sous le titre *Soldat dans les gorges de Palestro* (Aléas, Lyon, 2001).

g. Lettre de Zidane Chérifi à Me Iannucci, s. d. (2010), communiquée par Ugo Iannucci.

h. M'hamed Boukhercha me fit cadeau de cette montre, comme je l'ai évoqué dans un article : « "Au temps de la France". Identités collectives et situation coloniale en Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 117, janvier-mars 2013, p. 199-214.